

RAPPORT N° 228 30 novembre 2010
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
concernant les modifications du plan directeur
cantonal relatives aux zones d'activités,
grands générateurs de trafic, énergie, projet
d'agglomération bulloise, parcs d'importance
nationale et à l'exploitation des matériaux

Conformément à l'article 17 al. 1 de la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC), nous vous transmettons, à titre consultatif, un rapport sur les modifications du plan directeur cantonal relatives aux thèmes suivants: «Zones d'activités et politique foncière active cantonale», «Energie», «Grands générateurs de trafic et centres commerciaux», «Projet d'agglomération bulloise», «Parcs d'importance nationale», «Exploitation de matériaux».

Ce rapport comprend les points suivants:

1. Documents transmis au Grand Conseil
2. Historique des travaux
3. Contenu des modifications du plan directeur cantonal
4. Résumé du rapport de consultation
5. Modifications apportées suite au traitement de la consultation publique
6. Suite des travaux

1. DOCUMENTS TRANSMIS AU GRAND CONSEIL

Afin de permettre une prise de connaissance complète du dossier, les documents suivants sont annexés à ce rapport:

- les *projets de texte* et de *rapport explicatif* des thèmes précités. Les textes modifiés, par rapport au contenu actuel du plan directeur cantonal, sont mis en évidence par des caractères gras et italiques. Le texte du plan directeur, identifiable par la lettre T qui précède le numéro de page, constitue le contenu liant pour les autorités; le rapport explicatif, identifiable par la lettre R en français ou B en allemand qui précède le numéro de page, est uniquement explicatif;
- le *rapport sur la consultation publique* des thèmes «Zones d'activités et politique foncière active cantonale», «Energie», «Grands générateurs de trafic et centres commerciaux», «Projet d'agglomération bulloise» et «Parcs d'importance nationale», qui présente l'ensemble des remarques formulées lors de la consultation publique et les réponses du Conseil d'Etat;
- le *rapport sur la consultation publique* du thème «Exploitation de matériaux» et du PSEM de 2009, qui présente l'ensemble des remarques formulées lors de la consultation publique et les réponses du Conseil d'Etat;
- le *rapport sur la consultation des communes* du thème «Exploitation de matériaux» et du PSEM de 2010, qui présente l'ensemble des remarques formulées par les communes suites aux modifications apportées après la consultation publique de 2009 et les réponses du Conseil d'Etat.

Afin de comprendre les modifications du plan directeur cantonal, vous trouverez en annexe:

- le *Concept éolien du canton de Fribourg – Rapport final* et l'*Evaluation et gestion de la force hydraulique du canton de Fribourg* qui servent à établir le thème «Energie»,
- le nouveau *Plan sectoriel pour l'exploitation des matériaux* (PSEM) qui sert à établir le thème «Exploitation de matériaux».

2. HISTORIQUE DES TRAVAUX

La Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) a mis en consultation publique durant deux mois, les modifications des thèmes «Zones d'activités et politique foncière active cantonale», «Energie», «Grands générateurs de trafic et centres commerciaux», «Projet d'agglomération bulloise», «Parcs d'importance nationale» du plan directeur cantonal, conformément à l'avis paru dans la Feuille d'avis officielle N° 13 du 2 avril 2010.

La DAEC a mis en consultation publique durant deux mois les modifications du thème «Exploitation des matériaux», et le nouveau Plan sectoriel pour l'exploitation des matériaux (PSEM), conformément à l'avis paru dans la Feuille d'avis officielle N° 21 du 22 mai 2009. Les résultats de la consultation publique ayant conduit la DAEC à apporter d'importantes modifications à ces documents, les communes ont été à nouveau consultées du 15 juillet au 31 août 2010. Trois communes ont été reçues par le Conseil d'Etat le 23 septembre 2010 conformément à l'article 12 du règlement d'exécution de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (ReLATEC).

3. CONTENU DES MODIFICATIONS DU PLAN DIRECTEUR CANTONAL

Les projets de texte pour le plan directeur cantonal présentent pour chaque nouveau thème ou thème modifié les objectifs suivants:

3.1 Nouveau thème «Parcs naturels d'importance nationale»

- Démontrer le soutien du canton aux projets de parcs régionaux intercantonaux du Gantersch et de Gruyère-Pays-d'Enhaut contribuant au développement durable.
- Répondre aux exigences fédérales quant au soutien financier de la Confédération à ces projets.

3.2 Nouveau thème «Projet d'agglomération bulloise»

- Démontrer le soutien du canton au projet d'agglomération bulloise.
- Répondre aux exigences fédérales quant au soutien financier de la Confédération à ce projet.

3.3 Thème modifié «Energie»

- Prendre en compte l'évolution dans le domaine des énergies renouvelables telles que le photovoltaïque, le

solaire thermique, les éoliennes, le biogaz, la géothermie et l'énergie hydraulique.

- Définir des critères pour la planification et la réalisation des installations de production énergétique en coordination avec les domaines de la nature, de l'environnement, des biens culturels, de l'approvisionnement, du tourisme et du développement économique.

3.4 Thème modifié «Zones d'activités et politique foncière active cantonale»

- Définir, en conformité avec la nouvelle loi sur la promotion économique, huit sites stratégiques à l'échelle cantonale destinés à l'implantation d'entreprises à forte valeur ajoutée.
- Mettre en place une gestion coordonnée de ces sites.
- Donner une aide pour les travaux de planification et d'équipement.

3.5 Thème modifié «Grands générateurs de trafic et centres commerciaux»

- Confirmer la réponse du Conseil d'Etat au postulat 2016.07 Kolly/Ducotterd sur la politique en matière de centres commerciaux.
- Définir des principes pour la localisation des grands centres commerciaux.

3.6 Thème modifié «Exploitation des matériaux»

- Introduire le principe d'une utilisation parcimonieuse et de la préservation à long terme des ressources non renouvelables;
- Préciser et compléter les principes de localisation dans l'inventaire des ressources exploitables (eaux, forêts, sites paysagers ou sites construits faisant l'objet de mesures de protection ou figurant dans un inventaire, limitation des distances de transport, nuisances liées au trafic);
- Préciser les principes de localisation des nouvelles exploitations ou extensions d'exploitation (secteurs prioritaires définis dans le plan sectoriel pour l'exploitation de matériaux (PSEM), préservation de la qualité des sols, pas de mise en zone d'exploitation pour une nouvelle exploitation si le requérant extrait des matériaux dans un rayon de 20 kilomètres, sans justification quant à la qualité des matériaux);
- Eviter dans les secteurs figurant au PSEM toute utilisation du sol qui rendrait impossible l'exploitation des matériaux à plus long terme à moins qu'un intérêt prépondérant ne le justifie;
- Coordonner l'utilisation de matériaux de recyclage avec la politique de gestion des déchets;
- Veiller à la préservation des ressources en matériaux à long terme dans le cadre de l'approbation des plans d'aménagement local;
- Assurer la prise en compte des secteurs retenus au PSEM dans le dossier directeur du plan d'aménagement local des communes;
- Assurer la remise en état des terrains après l'exploitation par l'exigence de garanties financières suffisantes.

4. RÉSUMÉ DU RAPPORT DE CONSULTATION

Le rapport de consultation présente de façon exhaustive les observations formulées lors de la consultation publique; il est joint en annexe du présent rapport.

Pour chaque thème modifié, les points principaux sont présentés ci-dessous. En italique figurent les réponses apportées aux remarques et les éventuelles adaptations apportées au thème concerné. Au préalable, il y a lieu de préciser que seules les remarques portant sur les modifications ont été retenues dans cette synthèse.

4.1 Thème «Parcs naturels d'importance nationale»

Différents communes craignent que le canton utilise le thème des parcs dans son propre intérêt. Il convient de relever que les communes fixeront les objectifs au sujet de l'organisation des parcs dans la charte. *En outre, le thème ne reprend pas les éléments fixés par la Confédération et les éléments déjà compris dans d'autres chapitres du plan directeur.* Certaines organisations de protection voudraient renforcer les aspects relatifs à la protection. *Le contenu de ce thème ne sera donc pas modifié.*

Les objectifs des chartes ne sont pas encore définitivement fixés.

4.2 Thème «projet d'agglomération bulloise»

Le thème «projet d'agglomération bulloise» suscite relativement peu de réactions.

L'essentiel des questions abordées par les prises de position – comme des aspects de stationnement et le principe de zone piétonne – est relatif au contenu du projet d'agglomération bulloise qui n'est pas repris dans le plan directeur cantonal.

Le projet d'agglomération ne peut de toute manière plus être modifié à ce stade.

4.3 Thème «Energie»

Le thème Energie du plan directeur cantonal n'est pas facile à appréhender. *La politique énergétique est liée à d'autres politiques ayant une incidence spatiale et qui ne font pas partie du plan directeur, comme les programmes d'encouragement, etc. Il est par conséquent nécessaire de se référer à la loi sur l'énergie, à la stratégie énergétique, au plan sectoriel de l'énergie et à différents autres programmes. Il faut en outre relever que la politique énergétique (du point de vue de la durabilité également) dépend fortement d'autres politiques.*

Diverses organisations de protection souhaiteraient que certains critères soient exprimés de façon moins générale et/ou de façon plus sévère (par exemple pour les installations éoliennes et de force hydraulique). A l'inverse, certaines communes, ainsi qu'un fournisseur d'électricité, demandent un assouplissement de ces critères. *La formulation ouverte sera en partie maintenue afin de laisser aux autorités cantonales la marge de manœuvre nécessaire à la prise de décisions.*

Les intérêts de la Confédération seront ajoutés aux principes généraux de coordination.

4.4 Thème «Zones d'activités et politique foncière active cantonale»

L'appréciation du thème «Zone d'activités et politique foncière active cantonale» est très contrastée et suscite beaucoup de réactions. Pour certains, la politique cantonale ne laisse plus de marge de manœuvre aux communes alors que pour d'autres elle n'est pas assez active.

Bon nombre de prises de position consistent en des demandes de précisions et d'explications sur le dispositif mis en place pour les secteurs stratégiques. Le manque de clarté de répartition des tâches entre le canton et les communes est notamment relevé.

Le rapport explicatif a été complété dans l'optique d'une meilleure compréhension. Dans les grandes lignes, il est rappelé que c'est le canton qui définit les pôles de développement et les secteurs stratégiques situés dans le périmètre de ceux-ci. La procédure d'affectation à l'intérieur de ces secteurs stratégiques est de la compétence des communes concernées. Pour les zones d'activités d'importance cantonale et les autres zones d'activités, le canton fixe des critères de planification, mais ne définit pas concrètement leur localisation. Ce sont les communes qui ont la possibilité de proposer des sites qui répondent aux critères retenus par le canton.

Quelques communes craignent de ne pas avoir suffisamment de ressources pour gérer leurs zones d'activités et demandent à ce que le rôle de la promotion économique du canton soit mieux défini.

Le rôle de la Promotion économique est principalement de proposer des terrains affectés au sein des secteurs stratégiques pour des activités à haute valeur ajoutée. Il est rappelé que la loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique (LPEc) prévoit des soutiens financiers aux communes pour le développement des secteurs stratégiques et l'équipement des zones d'activités d'importance cantonale.

Certaines prises de position contestent le délai de 2 ans qui est donné aux communes pour réexaminer leur planification des zones d'activités et proposent de coordonner cette tâche avec l'obligation pour celles-ci de revoir leurs plans d'aménagement local dans les 5 ans pour la mise en conformité avec la nouvelle LATeC.

Ce délai de 2 ans est cependant prévu pour permettre au canton de réviser son plan sectoriel des activités d'importance cantonale, sans quoi le déploiement de la stratégie en matière de zones d'activités et de centres commerciaux n'est pas possible (voir thème «Grands générateurs de trafic et centres commerciaux»).

Il est demandé à plusieurs reprises un assouplissement des critères liés à la qualité de la desserte en transports publics nécessaire au sein des différentes zones d'activités prévues par le PDCant.

Tous les critères retenus sont toutefois issus du plan cantonal des transports adopté par le Conseil d'Etat en 2006, complété par les dispositions de la LATeC pour la desserte en transport public. Ces aspects ne seront pas assouplis

A l'inverse, d'autres souhaitent que des principes relatifs à la gestion de la mobilité – comme les plans de mobilité d'entreprise, davantage d'infrastructures pour la mobilité douce, la tarification obligatoire du stationnement ou encore la complémentarité d'usage des parkings – soient pris en compte dans le plan directeur.

Ces aspects ne sont pas prévus à ce niveau de planification, mais au stade de la planification locale ou des éventuels plans d'aménagement de détail.

4.5 Thème «Grands générateurs de trafic et centre commerciaux»

La volonté d'implanter exclusivement les installations commerciales d'une certaine taille au centre des localités est jugée comme incompatible avec les habitudes de la clientèle privilégiant l'utilisation de la voiture. Une plus grande flexibilité dans les principes de localisation est demandée.

De la même manière que pour le thème «Zones d'activités et politique foncière active cantonale», un bon nombre de demandes visent à mieux prendre en considération les enjeux liés au trafic individuel motorisé, aux transports publics et à la mobilité douce. Des seuils plus stricts sont par conséquent proposés. En outre, de nombreux compléments pour une meilleure prise en compte des aspects de mobilité sont souhaités.

La plupart de ces éléments figurent déjà dans différentes bases légales et autres instruments de planification cantonaux et communaux. Ils ne sont par conséquent pas répétés dans le plan directeur cantonal.

L'introduction de la clause du besoin est demandée par certains milieux estimant que le canton «laisse trop faire». Les critères de dimensionnement proposés pour les zones commerciales – qui intègrent dans une certaine mesure la notion de besoin (surface de vente limitée en fonction de la population) – ne sont pas jugés satisfaisants. Pour autant, aucune alternative concrète n'est proposée à ce sujet.

Le Conseil d'Etat juge suffisant les critères proposés.

4.6 Thème «Exploitation des matériaux»

La Confédération exige que des principes soient établis pour définir les sites à exploiter en priorité pour les 10–15 ans à venir. Il doit être précisé qu'il n'y aura pas d'entrée en matière sur d'autres sites. *La définition de priorités à 15 ans a été introduite dans le plan directeur cantonal.*

Il faut davantage prendre en compte le potentiel de développement des communes. La prise en compte contraignante des secteurs du PSEM prévue par le plan directeur cantonal implique le gel de certaines surfaces dans le plan directeur communal, ce qui porte atteinte à l'autonomie communale en matière de planification. *Le nombre important de secteurs à exploiter à prendre en compte implique en effet des contraintes pour les communes au niveau de leur planification. En ce qui concerne les secteurs de ressources à préserver, la possibilité d'affecter ces secteurs à une autre utilisation demeure possible si la commune apporte la preuve d'un besoin primant sur la sauvegarde des ressources.*

Dans une région donnée, il ne devrait pas être possible d'exploiter plus d'un secteur à la fois. Toute nouvelle exploitation devrait être subordonnée à la remise en état d'une exploitation déjà ouverte. *Afin de garantir une certaine continuité et sécurité dans l'approvisionnement régional, l'exploitation simultanée de deux sites peut se justifier pendant quelques années. Cela étant, la politique cantonale tend vers une diminution du nombre d'exploitations ouvertes simultanément dans une même région.*

La Confédération demande que les surfaces d'assolement (terres agricoles reconnues SDA (classe A et AB1)) figurent parmi les critères d'exclusion dans le Plan directeur cantonal. *Une exclusion totale des SDA en plus de l'exclusion de la forêt reviendrait à écarter l'essentiel des réserves en graviers du canton. Les besoins ne seraient plus couverts après quelques années. En lieu et place, le canton propose une protection équilibrée des SDA et de la forêt par l'introduction de seuils d'entrée en matière en termes de volume exploitable et de ratio volume exploitable/surface.*

L'aire forestière ne devrait pas figurer comme critère d'exclusion dans le plan directeur cantonal. La loi fédérale sur les forêts prévoit une possibilité de défricher en présence d'intérêts primant sur la conservation de la forêt. Ce pourrait être le cas lorsqu'il n'y a pas d'alternative satisfaisante pour l'approvisionnement d'une région. Suivant la qualité de la forêt en présence, ce peut être un non-sens d'exploiter de petites épaisseurs de graviers sur les bonnes terres agricoles si un gisement offre à proximité une excellente efficacité d'utilisation du sol sous la forêt. *Cet aspect a été mis en balance avec l'exigence d'une meilleure protection des SDA. Un compromis a été trouvé sous la forme de seuils d'entrée en matière en termes de volume exploitable et de ratio volume exploitable/surface pour l'exploitation sous l'aire forestière comme sous les SDA.*

Certains critères déterminants ne figurent pas parmi les critères d'évaluation retenus pour fixer les priorités. Sont notamment mentionnés le volume, l'épaisseur et la qualité des matériaux exploitables, ainsi que la proximité d'un pôle de transformation. *Le volume et l'épaisseur des matériaux exploitables ainsi que la proximité d'un pôle de transformation sont désormais pris en compte. En ce qui concerne la qualité des matériaux en présence, le canton ne dispose pas des données nécessaires pour évaluer les secteurs sous cet angle. De telles études auraient été coûteuses et disproportionnées à l'échelle cantonale.*

On ne doit pas seulement prendre en compte les nuisances liées au trafic mais également la présence de zones d'habitation à proximité d'une gravière, eu égard aux nuisances directes importantes qu'implique l'exploitation de matériaux. *Comme indiqué dans le rapport explicatif du plan directeur cantonal, les zones d'affectation légalisées ou les secteurs d'extension approuvés au plan directeur communal ont été pris en compte dans le plan directeur cantonal avec une distance tampon conforme à l'ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit. Cela étant, vu l'imbrication des zones habitées et des grands gisements, il n'est la plupart du temps pas possible d'épargner complètement ces nuisances aux riverains. La seule solution consiste à limiter le nombre de secteurs ouverts à l'exploitation en concentrant celle-ci sur quelques grands secteurs offrant le meilleur compromis entre nuisances directes, nuisances liés au trafic, déserte routière, impact sur les eaux et sur le milieu naturel notamment.*

5. MODIFICATIONS APPORTÉES SUITE AU TRAITEMENT DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

5.1 Modifications apportées aux thèmes «Zones d'activités et politique foncière active cantonale», «Energie», «Grands générateurs de trafic et centres

commerciaux», «Projet d'agglomération bulloise» et «Parcs d'importance nationale»

Le rapport explicatif du thème «Zones d'activités et politique foncière active cantonale» a été complété dans le but de mieux expliquer le dispositif prévu pour la localisation des différentes zones d'activités, mais aussi en ce qui concerne la répartition des tâches.

Dans le thème «Grands générateurs de trafic et centres commerciaux», les associations régionales sont ajoutées comme «autres instances» concernées par le thème. Au point 4 *Mise en œuvre*, sous *Plan d'aménagement local*, le seuil de 20% de la part des surfaces commerciales destinées à l'alimentaire sur la surface de vente totale est fixé au lieu de 15%.

Enfin, sous «répartition des tâches», le Service des ponts et chaussées examine en plus la localisation du stationnement pour les transports individuels motorisés et les deux-roues légers lors de l'examen des plans d'aménagement de détail.

Dans le thème «Energie», à la suite de la consultation publique, la notion «d'interdiction générale» d'implantation d'installations photovoltaïques pour les catégories les plus élevées de bâtiments et de sites à protéger sera remplacée par les notions «éviter» et «élaboration de règles».

Aucune adaptation n'est apportée aux thèmes «Parcs naturels d'importance nationale» et «Projet d'agglomération bulloise».

5.2 Modifications apportées au thème «Exploitation des matériaux» suite au traitement de la consultation publique de 2009

Les prises de position dans le cadre de la consultation publique de 2009 sur le thème «Exploitation des matériaux» ont conduit à l'adoption de quatre nouveaux principes:

1. Cibler l'exploitation des matériaux sur un nombre restreint de grands secteurs;
2. Entrer en matière pour l'exploitation sous couvert forestier dans certaines conditions;
3. Protéger davantage les surfaces d'assolement (SDA);
4. Désigner les secteurs à exploiter en priorité dans chaque district pour les quinze prochaines années.

Les principes N° 1 à 3 ci-dessus ont été traduits en termes de valeurs seuil (volume exploitable et ratio volume/surface) et ajoutés aux critères d'exclusion déjà retenus en 2009:

- a) Aire forestière: entrée en matière possible pour les secteurs d'au moins 2 millions de m³ et offrant un ratio volume exploitable/surface d'au moins 15 m³/m²;
- b) SDA: entrée en matière possible pour les secteurs d'au moins 1,5 million de m³ et offrant un ratio volume exploitable/surface d'au moins 15 m³/m²;
- c) Secteurs hors forêt et hors SDA: entrée en matière possible pour les secteurs d'au moins 1 million de m³. Les secteurs de cette catégorie considérés comme extensions d'une exploitation en cours ne sont cependant pas soumis à cette limite inférieure.

Les secteurs respectant ces critères sont retenus comme secteurs à exploiter. Les autres secteurs seront désormais à prendre en compte comme secteurs de ressources à préserver.

L'objectif N° 4 est rempli en appliquant les critères d'évaluation mentionnés dans le rapport explicatif du plan directeur cantonal aux secteurs à exploiter retenus dans le PSEM: Pour chaque district, les «meilleurs» secteurs à exploiter sont retenus comme secteurs à exploiter prioritaires jusqu'à concurrence des besoins du district à 15 ans. Les secteurs à exploiter restants sont retenus comme secteurs à exploiter non prioritaires.

Deux nouveaux critères d'évaluation ont été ajoutés à ceux déjà retenus dans le document mis en consultation en 2009: proximité d'un pôle de transformation et présence de forêt dans le périmètre du secteur.

5.3 Modifications apportées au thème «Exploitation des matériaux» suite à la consultation des communes concernées par les modifications qui ont suivi la consultation publique de 2009

Les différentes prises de position portent sur le contenu final du PSEM et non sur les principes adoptés dans le plan directeur cantonal. Si certaines communes se montrent satisfaites, d'autres revendiquent le maintien ou au contraire le retrait de certains secteurs du PSEM sans pour autant contester que ceux-ci se trouvent au-dessous, respectivement au-dessus des valeurs seuil introduites. A l'exception d'un ou deux cas particuliers, le Conseil d'Etat a décidé de ne pas satisfaire ces demandes, dans la mesure où elles ne représentent pas un intérêt public primant sur les principes retenus dans le plan directeur cantonal.

6. SUITE DES TRAVAUX

Les modifications du plan directeur cantonal seront adoptées par le Conseil d'Etat, puis transmises pour approbation au Conseil fédéral. Les textes adoptés du plan directeur cantonal seront distribués aux détenteurs du plan dans le courant de l'année 2011.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte des modifications du plan directeur cantonal.

BERICHT Nr. 228 30. November 2010 des Staatsrats an den Grossen Rat Änderung des kantonalen Richtplans in den Bereichen Arbeitszonen, grosse Verkehrserzeuger, Energie, Agglomerationsprogramm Bulle, Pärke von nationaler Bedeutung sowie Materialabbau

Wie in Artikel 17 Abs. 1 des Raumplanungs- und Bausetzes vom 2. Dezember 2008 (RPBG) vorgesehen, legen wir dem Grossen Rat einen Bericht über die Änderung des kantonalen Richtplans zur Vernehmlassung vor. Folgende Themen des Richtplans sind betroffen: «Arbeitszonen und kantonale Bodenpolitik», «Grosse Verkehrserzeuger und Einkaufszentren», «Energie», «Agglomerationsprogramm Bulle», «Pärke von nationaler Bedeutung» sowie «Materialabbau».

Dieser Bericht ist wie folgt gegliedert:

1. Dokumente zuhanden des Grossen Rats
2. Rückblick

3. Vorgeschlagene Änderungen im kantonalen Richtplan

4. Zusammenfassung des Vernehmlassungsberichts

5. Änderungen infolge der öffentlichen Vernehmlassung

6. Das weitere Vorgehen

1. DOKUMENTE ZUHANDEN DES GROSSEN RATS

Damit sich der Grosse Rat einen vollständigen Überblick über das Dossier verschaffen kann, werden dem vorliegenden Bericht folgende Dokumente beigelegt:

- der *Entwurf des Textes und des erläuternden Berichts* zu den oben erwähnten Themen. Die Änderungen, die am kantonalen Richtplan angebracht werden sollen, wurden hervorgehoben (fett und kursiv). Der Richtplantext, der mit dem Buchstaben T vor der Seitenzahl gekennzeichnet ist, ist für die Behörden verbindlich. Der Bericht (R im Französischen bzw. B im Deutschen vor der Seitenzahl) hat informativen Charakter.
- der *Bericht über die öffentliche Vernehmlassung* der Themen «Arbeitszonen und kantonale Bodenpolitik», «Energie», «Grosse Verkehrserzeuger und Einkaufszentren», «Agglomerationsprogramm Bulle» sowie «Pärke von nationaler Bedeutung» mit sämtlichen eingereichten Bemerkungen sowie den Antworten des Staatsrats;
- der *Bericht über die öffentliche Vernehmlassung* des Themas «Materialabbau» und des Sachplans Materialabbau (SaM) von 2009; darin sind sämtliche eingereichten Bemerkungen sowie sämtliche Antworten des Staatsrats aufgeführt;
- der *Bericht über die Vernehmlassung unter den Gemeinden* des Themas «Materialabbau» und des SaM von 2010; darin sind die Bemerkungen der Gemeinden infolge der nach der Vernehmlassung von 2009 angebrachten Änderungen sowie sämtliche Antworten des Staatsrats aufgeführt.
- Für ein besseres Verständnis der Änderungen im kantonalen Richtplan sind des Weiteren folgende Dokumente beigelegt:
- das *Windenergiekonzept des Kantons Freiburg – Schlussbericht* und der Bericht *Beurteilung und Bewirtschaftung der Wasserkraft im Kanton Freiburg*, die als Grundlage für das Thema «Energie» dienen;
- der neue *Sachplan Materialabbau* (SaM), der als Grundlage für das Thema «Materialabbau» diene.

2. RÜCKBLICK

Die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (RUBD) hat die Änderungen der Themen «Arbeitszonen und kantonale Bodenpolitik», «Energie», «Grosse Verkehrserzeuger und Einkaufszentren», «Agglomerationsprogramm Bulle» sowie «Pärke von nationaler Bedeutung» des kantonalen Richtplans für zwei Monate in die öffentliche Vernehmlassung gegeben. Die entsprechende Mitteilung erschien im Amtsblatt Nr. 13 vom 2. April 2010.

Die RUBD hatte vorgängig die Änderungen des Themas «Materialabbau» des kantonalen Richtplans und den

neuen SaM für zwei Monate in die öffentliche Vernehmlassung gegeben. Die entsprechende Mitteilung erschien im Amtsblatt Nr. 21 vom 22. Mai 2009. Da die RUBD diese Dokumente infolge der öffentlichen Vernehmlassung nochmals stark überarbeitete, konsultierte sie die Gemeinden ein zweites Mal, vom 15. Juli bis zum 31. August 2010. In Anwendung von Artikel 12 des Ausführungsreglements zum Raumplanungs- und Baugesetz (RPBR) hat der Staatsrat am 23. September 2010 drei Gemeinden empfangen.

3. VORGESCHLAGENE ÄNDERUNGEN IM KANTONALEN RICHTPLAN

Mit den Entwürfen der neuen oder abgeänderten Texte werden für die einzelnen Themen folgende Ziele verfolgt:

3.1 Neues Thema «Pärke von nationaler Bedeutung»

- Die Unterstützung des Kantons für die kantonsübergreifenden regionalen Naturpärke Gantrisch und Gruyère-Pays d'Enhaut, die im Sinne der nachhaltigen Entwicklung sind, zeigen.
- Die Bedingungen für einen Bundesbeitrag an diese beiden Projekte erfüllen.

3.2 Neues Thema «Agglomerationsprogramm Bulle»

- Die Unterstützung des Kantons für das Agglomerationsprogramm Bulle zeigen.
- Die Bedingungen für einen Bundesbeitrag an dieses Projekt erfüllen.

3.3 Geändertes Thema «Energie»

- Die Entwicklungen im Bereich der erneuerbaren Energien (Photovoltaik, thermische Solarenergie, Windenergie, Biogas, Erdwärme, Wasserkraft) berücksichtigen.
- Die Kriterien für die Planung und Verwirklichung solcher Anlagen in Abstimmung mit den Bereichen Natur-, Umwelt- und Kulturgüterschutz, Versorgung, Tourismus und wirtschaftliche Entwicklung festlegen.

3.4 Geändertes Thema «Arbeitszonen und kantonale Bodenpolitik»

- In Einklang mit dem Gesetz über die Wirtschaftsförderung acht strategische Sektoren von kantonaler Bedeutung bestimmen, die zur Ansiedlung von Unternehmen mit hoher Wertschöpfung am besten geeignet sind.
- Diese Standorte koordinieren.
- Hilfestellung für Planungs- und Erschliessungsarbeiten bieten.
- Geändertes Thema «Grosse Verkehrserzeuger und Einkaufszentren»
- Die Antwort des Staatsrats auf das Postulat 2016.07 Kolly/Ducotterd zur Politik im Bereich der Einkaufszentren bestätigen.

- Die Grundsätze zum Standort für grosse Einkaufszentren festlegen.

3.5 Geändertes Thema «Materialabbau»

- Den Grundsatz der haushälterischen Nutzung und langfristigen Erhaltung der nicht erneuerbaren Ressourcen einführen.
- Die Grundsätze zum Standort im Inventar der nutzbaren Vorkommen (Gewässer; Waldgebiete; Landschaftsräume oder Siedlungsgebiete, die Gegenstand von Schutzmassnahmen oder in einem Inventar verzeichnet sind; Beschränken der Transportdistanzen; Einschränkung der mit dem Verkehr verbundenen Umweltbelastungen) ausführen und ergänzen.
- Die Grundsätze zum Standort für neue Materialausbeutungen und für Erweiterungen von bestehenden Ausbeutungen ausführen (vorrangige Sektoren nach SaM, Erhaltung der Bodenqualität, keine Einzonung neuer Abbaustandorte, wenn der Gesuchsteller in einem Umkreis von 20 km schon Material abbaut, ohne dass dies durch unterschiedliche Materialqualität begründet ist).
- Jegliche Form von Bodennutzung vermeiden, die langfristig gesehen den Materialabbau in den vom SaM bezeichneten Sektoren verunmöglicht, sofern kein überwiegendes Interesse besteht.
- Das Verwenden von Recyclingmaterialien mit der Abfallbewirtschaftungspolitik koordinieren.
- Im Rahmen des Genehmigungsverfahrens der Ortsplanung für die langfristige Erhaltung der Materialressourcen sorgen.
- Sicherstellen, dass das Richtplandossier der Ortsplanung die im SaM festgelegten Sektoren berücksichtigt.
- Mit ausreichenden finanziellen Sicherheiten sicherstellen, dass das Gelände nach dem Ende des Abbaus wiederhergestellt wird.

4. ZUSAMMENFASSUNG DES VERNEHMLASSUNGSBERICHTS

Der Vernehmlassungsbericht, in welchem sämtliche Bemerkungen wiedergegeben sind, die anlässlich der öffentlichen Vernehmlassung eingereicht wurden, ist im Anhang beigelegt.

Nachfolgend geht der Bericht nach Thema aufgegliedert auf die wichtigsten Punkte ein. Die Antworten auf die Bemerkungen und allfälligen Anpassungen sind kursiv gedruckt. Dem ist anzufügen, dass in der vorliegenden Zusammenfassung einzig Bemerkungen zu den Änderungen aufgeführt sind.

4.1 Thema «Pärke von nationaler Bedeutung»

Verschiedene Gemeinden befürchten, dass der Kanton das Park-Thema benutzt, um seine Interessen durchzusetzen. Es ist festzuhalten, dass die Gemeinden über die Parkorganisation die Ziele in der Charta festlegen werden. *Im Weiteren enthält das Thema nichts, was nicht bereits auf Ebene des Bundes festgelegt ist oder im kantonalen Richtplan enthalten ist.* Einzelne Schutzorganisationen

möchten dagegen den Aspekt des Schutzes verstärken.
Am Inhalt wird festgehalten.

Offen sind noch die Ziele der Charta.

4.2 Thema «Agglomerationsprogramm Bulle»

Zum Thema «Agglomerationsprogramm Bulle» gab es nur wenige Reaktionen.

Die Mehrheit der in den Stellungnahmen angesprochenen Punkte wie beispielsweise das Parkieren oder der Grundsatz der Fussgängerzone sind Bestandteil des Agglomerationsprogramms Bulle, nicht des kantonalen Richtplans.

Im Übrigen kann das Agglomerationsprogramm in der jetzigen Phase nicht mehr geändert werden.

4.3 Thema «Energie»

Es bereitet verschiedenlich Mühe, den Stellenwert des Themas Energie im kantonalen Richtplan zu verstehen. *Die Energiepolitik wird hier mit den andern Politiken im Raum abgestimmt. Förderprogramme etc. sind nicht Thema des Richtplans. Dafür gibt es das Energiegesetz, die Energiestrategie, den Sachplan Energie und die einzelnen Programme. Weiter ist darauf hinzuweisen, dass die Energiepolitik stark von den anderen Sachpolitiken abhängt (auch aus Sicht der Nachhaltigkeit).*

Verschiedene Schutzorganisationen wünschten, dass verschiedene Kriterien (z. B. bei Wind- und Wasserkraftwerken) weniger allgemein formuliert und/oder verschärft werden. Einzelne Gemeinden und ein Elektrizitätsunternehmen sprachen sich dagegen für weniger strenge Kriterien aus. *An der teilweise offenen Formulierung wird festgehalten. Damit wird der nötige Beurteilungsspielraum der Behörden gewahrt.*

In den allgemeinen Grundsätzen zur Koordination wird mit einer allgemein gehaltenen Ergänzung den Interessen des Bundes Rechnung getragen.

4.4 Thema «Arbeitszonen und kantonale Bodenpolitik»

Die Änderungen des Themas «Arbeitszonen und kantonale Bodenpolitik» wurden ganz unterschiedlich aufgenommen und haben zahlreiche Stellungnahmen ausgelöst. Während die einen beklagen, dass der Kanton den Gemeinden keinen Spielraum mehr lasse, sind die anderen der Meinung, dass sich der Kanton zu wenig einbringe.

In vielen Stellungnahmen werden zusätzliche Erklärungen zu den strategischen Sektoren gefordert. Dabei wird namentlich bemängelt, dass die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden unklar sei.

Der erläuternde Bericht wurde ergänzt, um diesen Punkt verständlicher darzulegen. Vereinfacht gesagt, bestimmt der Kanton die Entwicklungsschwerpunkte und die darin gelegenen strategischen Sektoren. Die Festlegung der Zonennutzung innerhalb dieser strategischen Sektoren ist hingegen Sache der Gemeinden. Der Kanton definiert die Planungskriterien für die Arbeitszonen von kantonomer Bedeutung und die übrigen Arbeitszonen, nicht aber deren konkreten Standort. Die Gemeinden haben somit die Möglichkeit, Standorte vorzuschlagen, die den vom Kanton definierten Kriterien genügen.

Einige Gemeinden befürchten, nicht über die Mittel zu verfügen, die für die Verwaltung ihrer Arbeitszonen nötig wären, und möchten deshalb, dass die Rolle der Wirtschaftsförderung des Kantons besser definiert werde.

Die Wirtschaftsförderung hat hauptsächlich die Aufgabe, innerhalb der strategischen Sektoren Grundstücke für Tätigkeiten mit hoher Wertschöpfung vorzuschlagen. Dem ist anzufügen, dass das Gesetz vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung (WFG) für die Entwicklung von strategischen Sektoren und die Erschliessung von Arbeitszonen von kantonomer Bedeutung finanzielle Beiträge für Gemeinden vorsieht.

Gewisse Vernehmlassungsadressaten kritisieren die Frist von 2 Jahren, die den Gemeinden für die Überprüfung ihrer Arbeitszonenplanung gewährt wird, und schlagen stattdessen eine Koordination mit der im neuen RPBG vorgesehenen Anpassung der Ortspläne innert 5 Jahren vor.

Die Frist von 2 Jahren soll es dem Kanton erlauben, den Sachplan Arbeitszonen von kantonomer Bedeutung zu revidieren, weil sonst die Strategie im Bereich der Arbeitszonen und Einkaufszentren (siehe Thema «Grosse Verkehrserzeuger und Einkaufszentren») nicht umgesetzt werden kann.

In vielen Stellungnahmen werden weniger strenge Kriterien für die Qualität der Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr verlangt, die der kantonale Richtplan für die verschiedenen Arbeitszonen vorsieht.

Sämtliche Kriterien wurden vom kantonalen Verkehrsplan, den der Staatsrat 2006 verabschiedet hat und vom RPBG bezüglich ÖV-Erschliessung ergänzt wurde, übernommen. Somit werden die Kriterien nicht gelockert.

Im Gegensatz dazu machten sich andere Adressaten dafür stark, dass im Richtplan Grundsätze zur Mobilität – z. B. Mobilitätspläne für Unternehmen, mehr Infrastrukturen für den Langsamverkehr, obligatorische Gebührenerhebung für Parkplätze, Mehrfachnutzung der Parkplätze – berücksichtigt werden.

Diese Aspekte sind nicht in der kantonalen Richtplanung, sondern in der Ortsplanung oder gegebenenfalls in den Detailbebauungsplänen zu berücksichtigen.

4.5 Thema «Grosse Verkehrserzeuger und Einkaufszentren»

Die Absicht, einzig Einkaufseinrichtungen einer gewissen Grösse in den Ortszentren zuzulassen, wurde mit der Begründung kritisiert, dass dies nicht mit den Gewohnheiten der Kundschaft, das Auto zu benutzen, vereinbar sei. Entsprechend wurde eine grössere Flexibilität bei den Grundsätzen zum Standort gefordert.

Wie beim Thema «Arbeitszonen und kantonale Bodenpolitik» wollen zahlreiche Vernehmlassungsadressaten, dass die Herausforderungen im Zusammenhang mit dem motorisierten Individualverkehr, dem öffentlichen Verkehr und dem Langsamverkehr besser berücksichtigt werden, und fordern entsprechend strengere Schwellenwerte. Ausserdem wurden zahlreiche Ergänzungen für eine bessere Berücksichtigung der Mobilität vorgeschlagen.

Die meisten dieser Aspekte werden bereits in verschiedenen Rechtsgrundlagen und kantonalen sowie kommunalen Planungsinstrumenten behandelt. Aus diesem Grund werden sie im kantonalen Richtplan nicht wiederholt.

In gewissen Stellungnahmen wird die Einführung einer Bedürfnisklausel gefordert, weil der Kanton zu viel toleriere. Die für die Einkaufszonen vorgesehenen Bemessungskriterien – mit denen in gewisser Weise eine Bedürfnisklausel eingeführt wird (maximal zulässige Verkaufsfläche im Verhältnis zur Bevölkerung) – werden als ungenügend taxiert. Eine konkrete Alternative wird hingegen nicht vorgeschlagen.

Der Staatsrat ist der Meinung, dass die vorgeschlagenen Kriterien genügen.

4.6 Thema «Materialabbau»

Der Bund verlangt, dass die Grundsätze für die Bestimmung der in den kommenden 10 bis 15 Jahren vorrangig abbaubaren Sektoren festgelegt werden. Ausserdem soll festgehalten werden, dass ein Eintreten auf andere Sektoren nicht möglich sei. *Die Definition der Prioritäten für 15 Jahre wurde in den kantonalen Richtplan integriert.*

Dem Entwicklungspotenzial der Gemeinde müsse stärker Rechnung getragen werden. Die zwingende Berücksichtigung der vom SaM bezeichneten Sektoren, so wie sie im kantonalen Richtplan vorgesehen ist, hat ein Einfrieren gewisser Zonen im Gemeinderichtplan zur Folge und schränkt somit die Gemeindeautonomie im Bereich der Planung ein. *Die hohe Zahl an abbaubaren Sektoren, die zu berücksichtigen sind, schränkt den Handlungsspielraum der Gemeinden im Bereich der Ortsplanung in der Tat ein. Zu den Sektoren, in denen die Ressourcen zu erhalten sind, ist zu sagen, dass die Gemeinde durchaus eine andere Nutzung vorsehen kann, sofern sie nachweisen kann, dass ein Bedarf besteht, der höher zu gewichten ist als die Bewahrung der Ressourcen.*

Es sollte nicht möglich sein, in einer Region mehr als einen Standort gleichzeitig abzubauen. Eine neue Materialausbeutung sollte die Wiederinstandsetzung eines bestehenden Abbaustandorts voraussetzen. *Um eine gewisse Kontinuität und die Versorgungssicherheit für die Region zu gewährleisten, kann der gleichzeitige Abbau bei zwei Standorten für ein paar Jahre gerechtfertigt sein. Es ist jedoch durchaus im Sinn der kantonalen Politik, die Zahl der Ausbeutungen, die in einer Region gleichzeitig in Betrieb sind, zu reduzieren.*

Der Bund möchte, dass die Fruchtfolgefleichen (Flächen der Kategorien A und AB1) im kantonalen Richtplan als Ausschlusskriterien aufgeführt werden. *Mit dem vollständigen Ausschluss der Fruchtfolge- und Waldflächen müsste der Kanton auf den Grossteil seiner Kiesreserven verzichten. Der Bedarf könnte nur noch für ein paar wenige Jahre gedeckt werden. Stattdessen schlägt der Kanton vor, durch die Einführung von Mindestwerten für ein Eintreten (erschliessbares Volumen sowie Verhältnis zwischen Volumen und Fläche) für einen angemessenen Schutz der Fruchtfolge- und Waldflächen zu sorgen.*

Der kantonale Richtplan sollte das Vorhandensein eines Waldareals nicht als Ausschlusskriterium definieren, denn das Bundesgesetz über den Wald sieht die Möglichkeit von Ausnahmegewilligungen zum Rodungsverbot vor, wenn für die Rodung wichtige Gründe bestehen, die das Interesse an der Walderhaltung überwiegen. Die Tatsache, dass es keine andere Möglichkeit für die Versorgung einer Region gibt, könnte eine solche Ausnahmegewilligung rechtfertigen. In Abhängigkeit von der Qualität des betroffenen Waldes ist es allenfalls sinnlos, eine Kiesschicht von geringer Dicke unter gutem Land-

wirtschaftsboden abzubauen, wenn es in der Nähe ein Kiesvorkommen unter Waldflächen mit einer ausgezeichneten Bodennutzungseffizienz gibt. *Es wurde abgewogen zwischen diesem Aspekt und einem besseren Schutz der Fruchtfolgefleichen. Mit der Einführung von Mindestwerten für ein Eintreten (erschliessbares Volumen sowie Verhältnis zwischen Volumen und Fläche) unter Wald- und Fruchtfolgefleichen wurde ein Kompromiss gefunden.*

Gewisse entscheidende Kriterien würden bei den Beurteilungskriterien für die Festlegung der Prioritäten fehlen. Dazu gehören namentlich das Volumen, die Dicke und Qualität des erschliessbaren Materialvorkommens sowie die Nähe zu einem Verarbeitungszentrum. *Das Volumen und die Dicke des erschliessbaren Materialvorkommens sowie die Nähe zu einem Verarbeitungszentrum sind nun Teil der Beurteilungskriterien. Zur Qualität des Materials ist zu sagen, dass der Kanton nicht über die Daten verfügt, die nötig wären, um die Sektoren unter diesem Gesichtspunkt zu beurteilen. Die dafür erforderlichen Studien auf kantonaler Ebene wären kostspielig und unverhältnismässig gewesen.*

Weiter wurde verlangt, dass nicht nur die verkehrsbedingten Immissionen, sondern auch die direkten Immissionen des Materialabbaus, die bedeutend sein können, wenn es in der Nähe der Kiesgrube eine Wohnzone gibt, berücksichtigt werden. *Wie im Bericht zum kantonalen Richtplan erwähnt, wurden die bewilligten Nutzungszonen und Bauzonenerweiterungsgebiete, die im Gemeinderichtplan enthalten sind, mit einer Pufferdistanz gemäss Lärmschutz-Verordnung des Bundes berücksichtigt. Wegen der Verschachtelung der Wohnzonen und grossen Materialvorkommen ist es jedoch meist nicht möglich, die Anwohner vollständig vor den Immissionen zu schützen. Die einzige Lösung besteht darin, die Zahl der abbaubaren Vorkommen zu begrenzen und sich auf die Sektoren zu konzentrieren, die namentlich in Bezug auf die direkten Immissionen, die verkehrsbedingten Immissionen, die Verkehrserschliessung sowie die Auswirkungen auf die Gewässer und die Umwelt den besten Kompromiss bieten.*

5. ÄNDERUNGEN INFOLGE DER ÖFFENTLICHEN VERNEHMLASSUNG

5.1 Änderungen der Themen «Arbeitszonen und kantonale Bodenpolitik», «Energie», «Grosse Verkehrserzeuger und Einkaufszentren», «Agglomerationsprogramm Bulle» sowie «Pärke von nationaler Bedeutung»

Der Bericht zum Thema «Arbeitszonen und kantonale Bodenpolitik» wurde ergänzt, um das Vorgehen für die Standortbestimmung der verschiedenen Arbeitszonen sowie die Aufgabenverteilung besser zu erklären.

Im Thema «Grosse Verkehrserzeuger und Einkaufszentren» wurden die Regionalverbände in die Rubrik «Andere Stellen» aufgenommen. In den Paragraphen zur *Ortsplanung* des Punkts 4 *Umsetzung* ist die Lebensmittel-Verkaufsfläche neu auf 20 % statt 15 % der gesamten Verkaufsfläche beschränkt. Im Punkt «Aufgabenverteilung» schliesslich wird festgelegt, dass das Tiefbauamt auch die Standorte der Parkplätze für den motorisierten Individualverkehr und die leichten Zweiräder im Rahmen der Begutachtung von Detailbebauungsplänen überprüft.

Thema Energie: Aufgrund der Vernehmlassung wird in Absprache mit den beteiligten Ämtern auf das «grundsätzliche Verbot» von Photovoltaikanlagen für die höchsten Kategorien schützenswerter Gebäude und Ortsbilder verzichtet und durch «Vermeiden» und das «Erarbeiten von Richtlinien» ersetzt.

Bei den Themen «Pärke von nationaler Bedeutung» und «Agglomerationsprogramm Bulle» wurden keine Änderungen vorgenommen.

5.2 Änderungen beim Thema «Materialabbau» infolge der öffentlichen Vernehmlassung von 2009

Aufgrund der Stellungnahmen, die im Rahmen der öffentlichen Vernehmlassung von 2009 des Themas «Materialabbau» eingereicht wurden, wurden vier neue Grundsätze eingeführt:

1. weniger, dafür grössere Sektoren für die Materialausbeutung ausscheiden;
2. Ausbeutungen unter Waldflächen unter bestimmten Bedingungen grundsätzlich ermöglichen;
3. die Fruchtfolgeflächen besser schützen;
4. für jeden Bezirk die für die kommenden fünfzehn Jahre vorrangig abbaubaren Sektoren bestimmen.

Für die Grundsätze 1 bis 3 wurden Schwellenwerte definiert (erschliessbares Volumen und Verhältnis Volumen/Fläche) und zu den bereits 2009 festgelegten Ausschlusskriterien hinzugefügt:

- a) Waldareal: Eintreten möglich ab einem Volumen von 2 Millionen m³ und einem Verhältnis zwischen Volumen und Fläche (Bodennutzungseffizienz) von 15 m³/m².
- b) Fruchtfolgeflächen: Eintreten möglich ab einem Volumen von 1.5 Millionen m³ und einem Verhältnis zwischen Volumen und Fläche (Bodennutzungseffizienz) von 15 m³/m².
- c) Andere Sektoren (weder Wald- noch Fruchtfolgeflächen): Eintreten möglich ab einem Volumen von 1 Million m³. Die Sektoren ausserhalb von Fruchtfolgeflächen und Waldarealen sind von dieser Regel nicht betroffen, wenn es sich um eine Erweiterung einer bestehenden Ausbeutung handelt.

Die entsprechenden Sektoren wurden als abbaubare Sektoren eingestuft. Die übrigen Sektoren gelten als Sektoren, in denen die Ressourcen zu erhalten sind.

Zur Erreichung des vierten Ziels wurden die im Bericht zum kantonalen Richtplan erwähnten Beurteilungskriterien auf die im SaM ausgeschiedenen Sektoren angewendet: Die abbaubaren Sektoren mit der besten Benotung, die pro Bezirk für die Abdeckung der Reserven für 15 Jahre nötig sind, wurden als vorrangig abbaubare Sektoren klassiert – die übrigen als nicht vorrangig abbaubare Sektoren.

Im Vergleich zur Version, die 2009 in die Vernehmlassung gegeben wurde, wurden zwei neue Beurteilungskriterien hinzugefügt: Nähe zu einem Verarbeitungszentrum sowie Vorhandensein eines Waldes im Perimeter des Sektors.

5.3 Änderungen des Themas «Materialabbau» infolge der Vernehmlassung unter den Gemeinden, die von den nach der öffentlichen Vernehmlassung von 2009 durchgeführten Anpassungen betroffen waren

Die verschiedenen Stellungnahmen betrafen den endgültigen Inhalt des SaM, nicht die im kantonalen Richtplan festgelegten Grundsätze. Während gewisse Gemeinden zufrieden waren, wollten andere, dass bestimmte Sektoren des SaM beibehalten beziehungsweise gestrichen werden. Dabei stellten diese Gemeinden nicht in Abrede, dass die betroffenen Sektoren die neu eingeführten Schwellenwerte über- oder unterschreiten. Von dem einen oder anderen Spezialfall abgesehen, entschied sich der Staatsrat gegen die Berücksichtigung dieser Forderungen, weil kein öffentliches Interesse bestand, das höher zu gewichten wäre als die im kantonalen Richtplan festgelegten Grundsätze und somit eine Ausnahme gerechtfertigt hätte.

6. DAS WEITERE VORGEHEN

Die Änderungen des kantonalen Richtplans werden vom Staatsrat verabschiedet und danach dem Bundesrat zur Genehmigung unterbreitet werden. Die genehmigten Texte des kantonalen Richtplans werden im Laufe des Jahres 2011 den Inhabern des Plans zugestellt werden.

Der Staatsrat ersucht den Grossen Rat, die Änderungen des kantonalen Richtplans zur Kenntnis zu nehmen.



Voir aussi:

Urbanisation et gestion de la zone à bâtir à l'échelle locale;
 Implantation d'installations touristiques;
 Domaine skiable;
 Sites construits à protéger;
 Immeubles à protéger;
 Archéologie; chemins historiques IVS;
 Exploitation de matériaux;
 Energie;
 Installations militaires;
 Espace forestier;
 Biotopes: actions prioritaires;
 Protection des espèces;
 Réseaux écologiques et couloirs à faune;
 Mise en œuvre des inventaires fédéraux;
 Compensations écologiques;
 Domaines alpestres à maintenir

Instances concernées:

Instance de coordination:
 Bureau de protection de la nature

Communes:
 Communes membres d'un parc d'importance nationale

Instances cantonales:
 SeCA, PromFr, SFF, SAgri, IAG, SBC, SEN, SPC, STE, UFT

Autres cantons:
 BE, VD

Confédération:
 OFEV, ODT

1. PROBLÉMATIQUE

Face au besoin de divers cantons et régions en Suisse de préserver des paysages d'une beauté particulière, de renforcer les identités régionales et d'encourager dans les territoires à grande valeur paysagère une économie durable, la Confédération s'est dotée de parcs d'importance nationale, outils permettant de promouvoir un développement durable dans ces espaces spécifiques.

C'est ainsi qu'une politique des parcs d'importance nationale s'est mise en place, à partir de la révision partielle de la loi fédérale sur la protection de la nature et le paysage (LPN); sa mise en œuvre s'appuie sur l'ordonnance fédérale sur les parcs d'importance nationale (OParc).

La LPN et l'OParc distingue trois types de parcs sur la base de critères de reconnaissance: le parc national, le parc naturel périurbain, le parc naturel régional. Le canton de Fribourg est concerné par les parcs naturels régionaux et peut être intéressé potentiellement par les parcs naturels périurbains. Il n'existe aucun projet de parc national dans le canton.

Deux parcs naturels régionaux sont actuellement en phase de création: le parc Gruyère Pays-d'Enhaut et le parc du Gantrisch. Ils concrétisent l'action gouvernementale (législature 2007-2011) dans le domaine de la protection de l'environnement qui souhaite agir pour la préservation du cadre de vie.

La politique des parcs d'importance nationale est en adéquation avec la conception directrice adoptée par le Grand Conseil en 1999 qui entend «assurer un développement durable pour l'ensemble du canton», «mettre en valeur les atouts du canton ainsi que «contribuer au dépassement des limites administratives en aménagement du territoire».

2. PRINCIPES

BUTS DE LA POLITIQUE DU CANTON

- Soutenir les initiatives locales visant à la création et la gestion de parcs d'importance nationale.
- Permettre un développement régional axé sur la préservation et la valorisation de la qualité de la nature et du paysage, le renforcement des activités économiques orientées sur le développement durable, la mise en valeur de paysages naturels près des villes.
- Soutenir les deux projets de parcs naturels régionaux déposés auprès de la Confédération en vue de l'obtention du label «Parc»: les parcs naturels régionaux Gruyère Pays-d'Enhaut et Gantrisch.
- Prendre en compte les objectifs spécifiques définis pour les deux parcs naturels régionaux en phase de création: les parcs naturels régionaux Gruyère Pays-d'Enhaut et Gantrisch.

PRINCIPES DE LOCALISATION

Les deux projets de parc naturel régional intercantonaux sont:

Le parc Gruyère Pays-d'Enhaut (Fribourg et Vaud)

- communes fribourgeoises concernées: Haut Intyamon, Bas Intyamon, Grandvillard, Charmey, Cerniat, Crésuz, Châtel-sur-Montsalvens

Le parc du Gantrisch (Fribourg et Berne)

- communes fribourgeoises concernées : Plaffeien, Oberschrot

PRINCIPES DE COORDINATION

- Assurer, de manière générale, la cohérence et la coordination entre les objectifs sectoriels cantonaux et les objectifs du parc.
 - Contribuer par le projet de parc à la réalisation des actions prioritaires cantonales en matière de protection et d'entretien des espaces naturels.
 - Se référer aux principes du plan directeur cantonal pour la planification d'infrastructures dans le parc ayant un impact territorial fort telles que exploitations de matériaux, installations de remontées mécaniques et d'enneigement artificiel, ainsi qu'installations militaires.
 - Réaliser les installations touristiques d'importance cantonale et régionale, situées à l'intérieur du parc, dans les pôles touristiques cantonaux ou régionaux.
 - Réaliser les projets d'installation destinés à la production et au transport d'énergie dans le parc, tels que lignes à haute tension, éoliennes et installations hydroélectriques conformément aux principes du plan sectoriel fédéral et de la politique énergétique cantonale.
 - Mettre en valeur les objets patrimoniaux au sein du parc conformément aux principes du plan directeur cantonal.
 - Assurer la conformité du dimensionnement des zones à bâtir aux principes du plan directeur cantonal et assurer la cohérence de la gestion des zones à bâtir avec les objectifs développés par le parc.

Voir Thème «Biotopes: actions prioritaires»



Voir Thèmes «Exploitations de matériaux», «Domaine skiable» et «Installations militaires»



Voir Thèmes «Pôles touristiques» et «Implantation d'installations de tourisme et de loisirs»



Voir Thème «Energie»



Voir Thèmes «Sites construits à protéger», «Immeubles à protéger» et «Domaines alpestres à maintenir»



Voir Thèmes «Concept d'urbanisation et critères pour le dimensionnement de la zone à bâtir» et «Urbanisation et gestion de la zone à bâtir à l'échelle locale»



3. RÉPARTITION DES TÂCHES

Le canton:

- Soutien les efforts des régions visant la création et la gestion des parcs d'importance nationale.
- Assure l'information préalable et le conseil des régions intéressées par le concept de parc.
- Prête son concours lors des étapes de planification, de création, de gestion et d'évaluation des parcs.
- Coordonne les activités des différents organes concernés.
- Peut octroyer un soutien financier au sens de la législation cantonale.
- Examine la cohérence de l'ensemble des parcs projetés.
- Veille au respect des conditions fixées pour l'octroi du label «Parc».



- Présente les demandes d'aides financières à la Confédération conjointement avec les cantons voisins.
- Conclut les conventions-programme avec la Confédération conjointement avec les cantons voisins.
- Coordonne ses interventions avec les autorités du ou des autres cantons pour les parcs intercantonaux.
- S'assure que la charte respecte les objectifs de l'Oparc et les principes du plan directeur cantonal.

Le Bureau de protection de la nature et du paysage:

- Est responsable du suivi des travaux du parc au sein de l'administration cantonale.
- Coordonne la politique des parcs avec les autres services, les autres cantons et la Confédération.
- Veille au respect de la charte du parc par les autorités communales et cantonales.
- Inscrit les montants nécessaires au soutien des projets au plan financier et au budget annuel de la DAEC.

Le Service des constructions et de l'aménagement:

- Veille à la prise en compte de la charte du parc dans le cadre de l'examen des plans directeurs régionaux, des plans d'aménagement local et des demandes de permis de construire.

Les régions:

- Veillent à la prise en compte de la charte du parc dans leur plan directeur régional.
- Veillent à coordonner le concept touristique régional avec les objectifs du parc.

Les communes membres d'un parc:

- Sont représentées majoritairement au sein de l'organe responsable du parc.
- Approuvent le contrat de parc.
- Participent financièrement au projet de parc.
- Tiennent compte des objectifs de la charte du parc dans leur activités à incidences spatiale et dans leur plan d'aménagement local.
- Tiennent compte des objectifs de la charte du parc dans leurs préavis communal pour les projets à incidence spatiale.
- Veillent à coordonner leurs planifications pour la gestion des zones à bâtir.

La Confédération:

- Définit les exigences à remplir pour obtenir le label «Parc» et le label «Produit».
- Attribue le label «Parcs».
- Octroie des aides financières globales pour la création et la gestion d'un parc.

Les cantons voisins:

- S'engagent contractuellement à collaborer pour la création de parcs intercantonaux.

L'organe responsable du parc:

- Elabore la charte et la révisé tous les 10 ans.
- Conclut des contrats de parcs avec les communes.
- Attribue les labels «Produits» au sens de l'OParc.
- Transmet un rapport annuel à l'intention du canton et de la Confédération

4. MISE EN ŒUVRE

CONSÉQUENCES SUR LES INSTRUMENTS DE PLANIFICATION

Etudes régionales

Le rapport explicatif du plan directeur régional renseigne sur la prise en compte des objectifs du parc et la conformité à la charte du parc.

Plans d'aménagement local

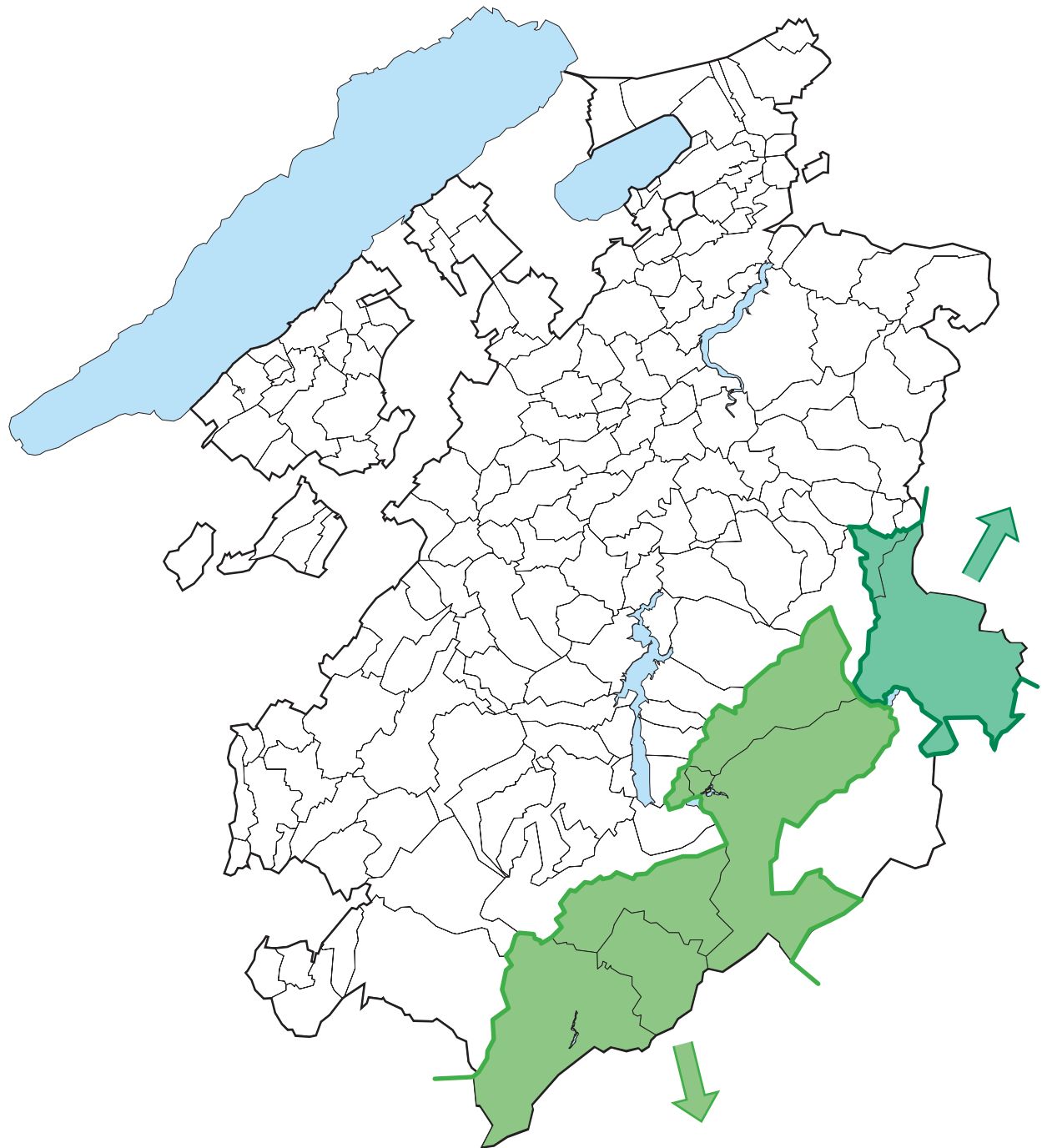
Le rapport explicatif du plan d'aménagement local renseigne sur la prise en compte des objectifs du parc et la conformité à la charte du parc.

5. RÉFÉRENCES

- Lignes directrices pour la planification, la création et la gestion des parcs, Office fédéral de l'environnement (OFEV), 2008.
- Dossier de candidature pour la création d'un parc naturel régional Gruyère Pays-d'Enhaut, janvier 2009.
- Dossier de candidature pour la création d'un parc naturel régional Gantersch, janvier 2008.



Parcs d'importance nationale



Légende

- Communes fribourgeoises membres du parc naturel régional Gantrisch
- Communes fribourgeoises membres du parc naturel régional Gruyère Pays-d'Enhaut

km
0 3 6
Source: GEOSTAT



Participants à l'élaboration

BPNP et SeCA

Cadre légal

Nouvelle base légale fédérale ou cantonale depuis la révision du plan directeur cantonal

Pratique administrative

Nouveaux buts pour la politique cantonale

Nouveaux principes et nouvelles mesures de mise en oeuvre

Aucune étude cantonale nécessaire

Nouvelles conséquences pour l'aménagement local

Nouvelle répartition des tâches

1. PROBLÉMATIQUE

La révision partielle de la Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN) a pour but d'encourager la création de parcs d'importance nationale. Afin de répondre à la diversité des objectifs régionaux trois catégories de parcs-parcs nationaux, parcs naturels régionaux et parcs naturels périurbains—ont été définis.

Les différents types de parc présentent des caractéristiques spécifiques et répondent à des objectifs particuliers définis dans la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN) ainsi que dans l'ordonnance fédérale sur les parcs d'importance nationale (OPArc). Ils ont pour but commun de préserver, valoriser et développer leur patrimoine naturel, paysager et culturel tout en promouvant l'éducation à l'environnement.

En outre, l'OPArc fixe l'octroi des aides financières globales de la Confédération pour la création, la gestion et l'assurance de la qualité des parcs, ainsi que l'attribution des labels «Parcs» et «Produits». Pour obtenir le label «Parc» tous les parcs doivent présenter une forte valeur naturelle et paysagère et les projets doivent être initiés par les régions dans une démarche «bottom up», de concert avec le canton.

Dans le canton de Fribourg, la création de parcs d'importance nationale a été entérinée suite à la réponse du Conseil d'Etat à la motion des députés Jean-Pierre Galley et Jean-Pierre Thürler (163.069). Les aides financières cantonales se concentreront sur les projets qui répondent aux critères de la Confédération. La notion de parc d'importance nationale sera intégrée dans la loi cantonale sur la protection de la nature en cours d'élaboration.

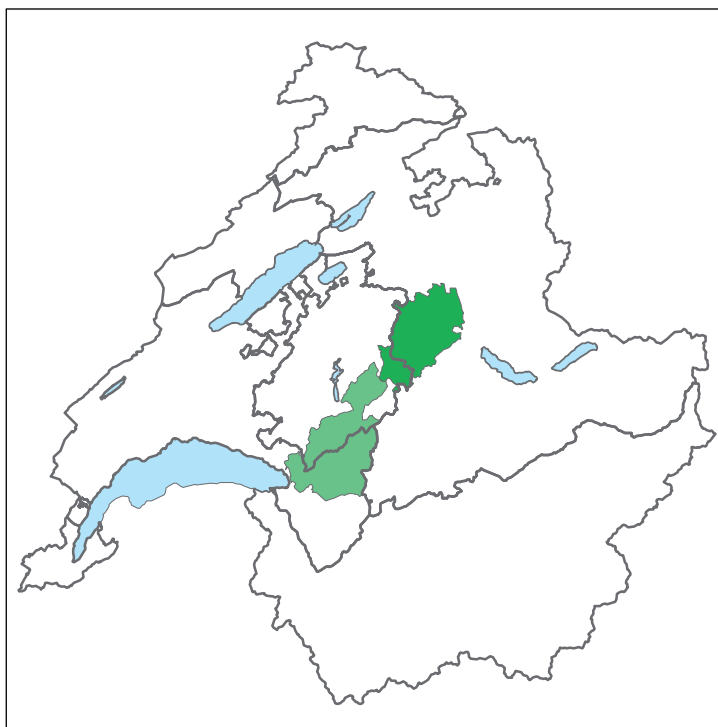
2. PRINCIPES

PRINCIPES DE LOCALISATION

Toutes les régions du canton ne sont pas en mesure de répondre aux critères exigés par l'OPArc. En l'état, le potentiel cantonal pour la création de parc naturel régional est atteint avec les deux projets déposés auprès de l'OFEV. Une adaptation du périmètre de ces deux parcs est envisageable à l'avenir en fonction de l'évolution de ces projets.

Moyennant une adaptation des critères de l'OPArc, un éventuel parc naturel périurbain peut être envisagé autour du lac de Péroilles.

Les projets de parcs dont il est question doivent être considérés comme des candidatures au label parc au sens de l'OPArc.



Légende

-  Parc naturel régional Gantrisch
-  Parc naturel régional Gruyère Pays-d'Enhaut

PRINCIPES DE COORDINATION

Les objectifs sectoriels cantonaux sont applicables et les objectifs à atteindre par le parc sont inscrits dans la charte.

De manière générale, le parc doit faire preuve d'une certaine exemplarité dans l'application des principes du plan directeur cantonal pour les domaines qui le concerne afin d'assurer la cohérence entre les diverses politiques.

Les objectifs du parc seront définitivement arrêtés lorsque la charte sera connue.

En ce qui concerne l'urbanisation et la gestion des zones à bâtir, il convient de rappeler que les principes restent les mêmes que l'on soit dans le parc ou à l'extérieur du parc.

3. RÉPARTITION DES TÂCHES

La collaboration intercantonale est réglée par voie de convention entre les cantons

- Convention du 11 décembre 2008 de l'Etat de Vaud et de l'Etat de Fribourg relative au projet de parc naturel régional Gruyère Pays-d'Enhaut.
- Convention du 19 août 2009 de l'Etat de Berne et de l'Etat de Fribourg relative à la création du projet de parc naturel régional Gantrisch.



Voir aussi:

Structure urbaine;
 Concept d'urbanisation et critères pour le dimensionnement de la zone à bâtir;
 Urbanisation et gestion de la zone à bâtir à l'échelle locale;
 Transports publics;
 Trafic individuel motorisé;
 Protection de l'air;
 Lutte contre le bruit

1. PROBLÉMATIQUE

La politique des agglomérations mise en place par la Confédération a pour objectif la mise en place d'une stratégie coordonnée dans le domaine de l'urbanisation, des transports et de l'environnement. Elle s'appuie sur un nouvel instrument, le projet d'agglomération, qui identifie les problèmes liés au trafic d'agglomération, propose des mesures d'amélioration et coordonne l'urbanisation, les transports et l'environnement conformément aux exigences fédérales.

L'établissement d'un projet d'agglomération permet de solliciter le cofinancement fédéral pour les infrastructures du trafic d'agglomération selon la loi fédérale sur le Fonds d'infrastructure pour le trafic d'agglomération (LFIInfr).

La Confédération a déterminé les agglomérations qui peuvent obtenir des subventions pour les infrastructures de transport sur la base sur la définition des agglomérations de l'Office fédéral de la statistique (OFS) de 2000. Des communes situées hors du périmètre statistique peuvent faire partie d'un projet d'agglomération : dans ce cas les mesures sises sur leur territoire peuvent bénéficier du financement fédéral pour autant que ces mesures aient un impact déterminant sur le projet d'agglomération. Toute commune comprise dans une agglomération au sens de la définition de l'Office fédéral de la statistique (OFS) de 2000, peut obtenir des subventions pour les infrastructures de transport pour autant qu'elle fasse partie d'un projet d'agglomération.

Dans le cadre des études connexes à la construction de la nouvelle route de contournement, la H189, la commune de Bulle s'est engagée à adapter ses infrastructures pour garantir l'utilisation de la H189 et le respect des valeurs fixées par la législation sur l'environnement.

L'association de communes MOBUL a été mise sur pied pour élaborer un plan régional des transports et mettre en œuvre le futur réseau de transports publics.

Pour améliorer les potentiels de développement urbain et la qualité de vie dans l'agglomération, les réflexions sur les transports sont élargies aux questions de l'urbanisation et de l'aménagement du territoire. MOBUL établit alors un projet d'agglomération, instrument à même d'assurer une bonne coordination des politiques des transports et d'urbanisation, véritable projet de développement territorial.

Le Projet d'agglomération bulloise est mis en œuvre par le plan directeur de l'agglomération bulloise, qui constitue un plan directeur régional au sens de la loi sur l'aménagement du territoire et des constructions (LATeC).

Le Projet d'agglomération bulloise a été transmis par MOBUL à la Confédération en décembre 2007. Le plan directeur de l'agglomération bulloise est actuellement en cours d'élaboration.

L'adaptation du plan directeur cantonal, doit être transmise à la Confédération pour approbation au plus tard lors de la conclusion de l'accord sur les prestations à fin de l'année 2010.

Ce délai implique que l'approbation du plan directeur de l'agglomération bulloise et l'adoption de la modification du plan directeur cantonal par le Conseil d'Etat interviennent au plus tard fin 2010.

Instances concernées:

Instance de coordination: Service des constructions et de l'aménagement

Communes:

Communes membres de MOBUL
 (Bulle, Riaz, Vuadens, Le Pâquier, Morlon)

Instances cantonales:

SPC, STE, SEN, SeCA, PromFR

Confédération:

ODT, OFT, OFROU, OFEV

Autre instance:

MOBUL



Outre le projet d'agglomération bulloise, le canton de Fribourg est concerné par plusieurs projets d'agglomération : le plan directeur de l'agglomération de Fribourg et la participation de Châtel-Saint-Denis au projet d'agglomération Riviera. Ces deux projets d'agglomération feront l'objet d'un thème du plan directeur cantonal dès lors qu'ils auront été acceptés par la Confédération.

2. PRINCIPES

BUTS DE LA POLITIQUE DU CANTON

- Garantir une utilisation mesurée du sol.
- Développer l'urbanisation à l'intérieur du périmètre compact de l'agglomération.
- Limiter l'étalement urbain.
- Développer un système de transports cohérent avec les objectifs d'urbanisation.
- Promouvoir des modes de transport durables et inciter au report modal vers les transports publics et la mobilité douce.
- Contribuer à l'efficacité des mesures d'accompagnement de la H189.

PRINCIPES DE LOCALISATION

- Réaliser le projet d'agglomération dans le périmètre de l'association de communes MOBUL, soit les communes de Bulle, Morlon, Le Pâquier, Riaz et Vuadens.
- Accueillir 30'500 habitants et 14'500 emplois en 2030 à l'intérieur du périmètre compact du projet d'agglomération.

Urbanisation

- Contenir l'urbanisation à l'intérieur du périmètre compact:
 - Exclure toute nouvelle planification de zone à bâtir à l'extérieur du périmètre compact.
 - Densifier les secteurs centraux afin d'augmenter la capacité des zones à bâtir dans l'agglomération.
 - Privilégier la mixité des fonctions dans les secteurs centraux.
 - Utiliser les grands potentiels situés dans les secteurs centraux pour la reconversion urbaine à haute qualité urbanistique.
 - Valoriser les centres de localité pour renforcer leur identité.
 - Préserver des espaces verts à l'intérieur du périmètre compact.
 - Valoriser le paysage dans les espaces agricoles à proximité du périmètre compact.

Secteurs d'urbanisation

Sites stratégiques

- Réserver prioritairement ces sites à des projets de haute qualité urbanistique et de densification.
- Privilégier l'urbanisation de ces sites avant toute autre nouvelle mise en zone.
- Respecter, dans le cadre de l'urbanisation de ces sites, les objectifs et la capacité d'accueil d'habitants et d'emplois prévus par le projet d'agglomération.



- > Voir Thème «Transports publics»
 - Faire bénéficier ces sites d'une bonne desserte en transport public en adéquation avec leur affectation conformément à la décision 2.6.3 du plan cantonal des transports.

Sites d'appoint

 - Les sites d'appoint appuient le développement des sites stratégiques pour atteindre les objectifs du projet d'agglomération.
 - Urbaniser ces sites en complément des sites stratégiques ou pour répondre à des besoins spécifiques auxquels les sites stratégiques ne satisfont pas.
 - Respecter, dans le cadre de l'urbanisation de ces sites, les objectifs et la capacité d'accueil d'habitants et d'emplois prévus par le projet d'agglomération.
- > Voir Thème «Transports publics»
 - Faire bénéficier ces sites d'une bonne desserte en transport public en adéquation avec leur affectation conformément à la décision 2.6.3 du plan cantonal des transports.

Sites de réserve

 - Ces sites constituent la réserve de terrains à bâtir à long terme pour l'agglomération.
 - Urbaniser ces sites que lorsque les autres sites prévus pour l'urbanisation dans l'agglomération sont saturés ou exceptionnellement en cas de blocage foncier.
 - Respecter, dans le cadre de l'urbanisation de ces sites, les objectifs et la capacité d'accueil d'habitants et d'emplois prévus par le projet d'agglomération.
 - Faire bénéficier ces sites d'une bonne desserte en transport public en adéquation avec leur affectation conformément à la décision 2.6.3 du plan cantonal des transports.
- > Voir Thème «Transports publics»

Trafic d'agglomération

 - Desservir de façon performante le centre de l'agglomération et les villages en favorisant les déplacements en transport publics et par la mobilité douce (piétons et cycles).
 - Reporter le trafic automobile sur la nouvelle route de contournement H189 et le faire accéder aux différents secteurs de l'agglomération par les itinéraires les plus directs et les moins sensibles.
 - Renforcer les axes structurants d'entrée en ville.
 - Sécuriser les secteurs d'habitation et les protéger des nuisances du trafic.
 - Assurer une desserte multimodale à la zone industrielle de Planchy.
 - Adapter l'offre et la gestion du stationnement afin d'inciter au report modal vers les transports publics et les modes doux.

Projets prioritaires pour l'agglomération bulloise

 - Réaliser les projets prioritaires, mesures de la liste A du plan directeur de l'agglomération bulloise, évalués favorablement lors de leur examen par la Confédération.
 - Réaménager les principaux axes routiers structurants de la commune de Bulle afin d'améliorer l'accessibilité et la sécurité pour l'ensemble des modes de transport.



- Requalifier les axes traversant les centres des communes de MOBUL avec des mesures de valorisation des traversées de localité (Valtraloc).
- Réaliser de nouveaux arrêts de bus et réaménager des arrêts existants afin de mettre en place le nouveau réseau de transports publics urbains.
- Créer et améliorer des liaisons pour la mobilité douce entre les communes.
- Renforcer le stationnement des deux roues dans les interfaces et les lieux publics.
- Réaliser les autres mesures du projet d'agglomération qui, bien qu'elles ne bénéficient pas du financement fédéral, participent à la cohérence du projet d'agglomération.

PRINCIPES DE COORDINATION

- Coordonner la stratégie globale des transports avec une stratégie d'urbanisation recherchant une densification appropriée et une limite à l'étalement urbain.
- Permettre par la réalisation d'infrastructures d'agglomération d'améliorer le bilan environnemental en matière de protection de l'air et de lutte contre le bruit, conformément à la législation et aux objectifs du plan directeur partiel des transports et du plan des mesures pour la protection de l'air.
- Veiller à une stricte application des principes de dimensionnement de la zone à bâtir du plan directeur cantonal dans les territoires situés en dehors des communes de MOBUL, pour permettre d'atteindre les objectifs d'urbanisation et de transport du projet d'agglomération.

Voir Thèmes «Protection de l'air»
et «Lutte contre le bruit»



Voir Thème «Concept
d'urbanisation et critères pour le
dimensionnement de la zone à
bâtir»



3. RÉPARTITION DES TÂCHES

Le canton:

- Soutient le projet d'agglomération initié par MOBUL en vue de bénéficier du cofinancement fédéral octroyé par la LFIInfr.
- Prend en compte les exigences fédérales en matière de politique des agglomérations.
- Participe à la planification et au financement des infrastructures du trafic d'agglomération conformément à la législation cantonale.
- Veille à la planification et au financement des infrastructures du trafic d'agglomération qui sont de sa compétence.
- Met en place à l'échelle cantonale une structure de mise en œuvre de la politique des agglomérations.
- Signe l'accord sur les prestations avec la Confédération.

Les communes:

- Veillent à la prise en compte des principes du plan directeur de l'agglomération dans leur plan d'aménagement local.
- Justifient leurs planifications en lien avec les objectifs du projet d'agglomération.
- Participe à la planification et au financement des infrastructures du trafic d'agglomération conformément à la législation cantonale.



- Veillent à la planification et au financement des infrastructures du trafic d'agglomération qui sont de leur compétence.
- Etablissent un concept de stationnement.
- Mettent en œuvre les mesures non infrastructurelles du projet d'agglomération qui font partie de leur domaine de compétence.

La Confédération:

- Évalue le projet d'agglomération.
- Fixe la contribution financière fédérale au projet d'agglomération.
- Signe l'accord sur les prestations avec le canton.

L'association de communes MOBUL:

- Constitue l'entité responsable du projet d'agglomération au sens de la Confédération.
- Établit le plan directeur de l'agglomération qui remplit les critères fédéraux du projet d'agglomération, instrument de planification pour la mise en œuvre du projet d'agglomération.
- Prend en compte les exigences fédérales et cantonales en matière de projet d'agglomération et d'aménagement régional.
- Planifie et finance les infrastructures du trafic d'agglomération qui sont de sa compétence.
- Met en œuvre les mesures qui lui sont attribuées par le plan des mesures pour la protection de l'air.
- Veille au respect des objectifs du projet d'agglomération et à leur mise en œuvre coordonnée dans les plans d'aménagement local.
- S'assure que les plans d'aménagement local des communes membres sont conformes au projet d'agglomération.
- Assure le suivi du projet d'agglomération dans le cadre du processus de monitoring mis en place par la Confédération.

4. MISE EN ŒUVRE

CONSÉQUENCES SUR LES INSTRUMENTS DE PLANIFICATION

Études de base cantonales

Les planifications cantonales sont coordonnées avec le projet d'agglomération.

Études régionales

Le texte et la carte de synthèse du plan directeur de l'agglomération lient les autorités entre elles.

Le plan directeur de l'agglomération est adapté de manière continue et est mis à jour tous les quatre ans conformément aux exigences fédérales.

Plan d'aménagement local

Le plan d'aménagement local doit être conforme au plan directeur de l'agglomération.



Le plan d'aménagement local doit tenir compte des infrastructures de transports planifiées dans le plan directeur de l'agglomération.

Plan d'affectation des zones

L'affectation des sites stratégiques doit viser des densités fortes ainsi que la mixité.

Le plan d'affectation des zones doit mentionner les secteurs pour lesquels une planification de détail est nécessaire dans les sites stratégiques.

Les sites d'appoint peuvent être planifiés au plan d'affectation des zones.

Règlement communal d'urbanisme

Pour les sites stratégiques, le règlement d'urbanisme doit indiquer les objectifs à atteindre en termes de qualité urbanistique pour les planifications de détail prévues.

Dossier directeur

Le périmètre compact du projet d'agglomération doit figurer dans le dossier directeur.

Les sites d'appoint doivent être inscrits au minimum dans les plans du dossier directeur.

Les sites de réserve doivent être inscrits dans les plans du dossier directeur.

Le concept de stationnement doit être intégré au dossier directeur.

Le plan directeur partiel des transports de Bulle en tant que plan directeur communal est maintenu jusqu'à ce que les mesures d'accompagnement soient réalisées.

Rapport explicatif et de conformité

Le rapport explicatif démontre:

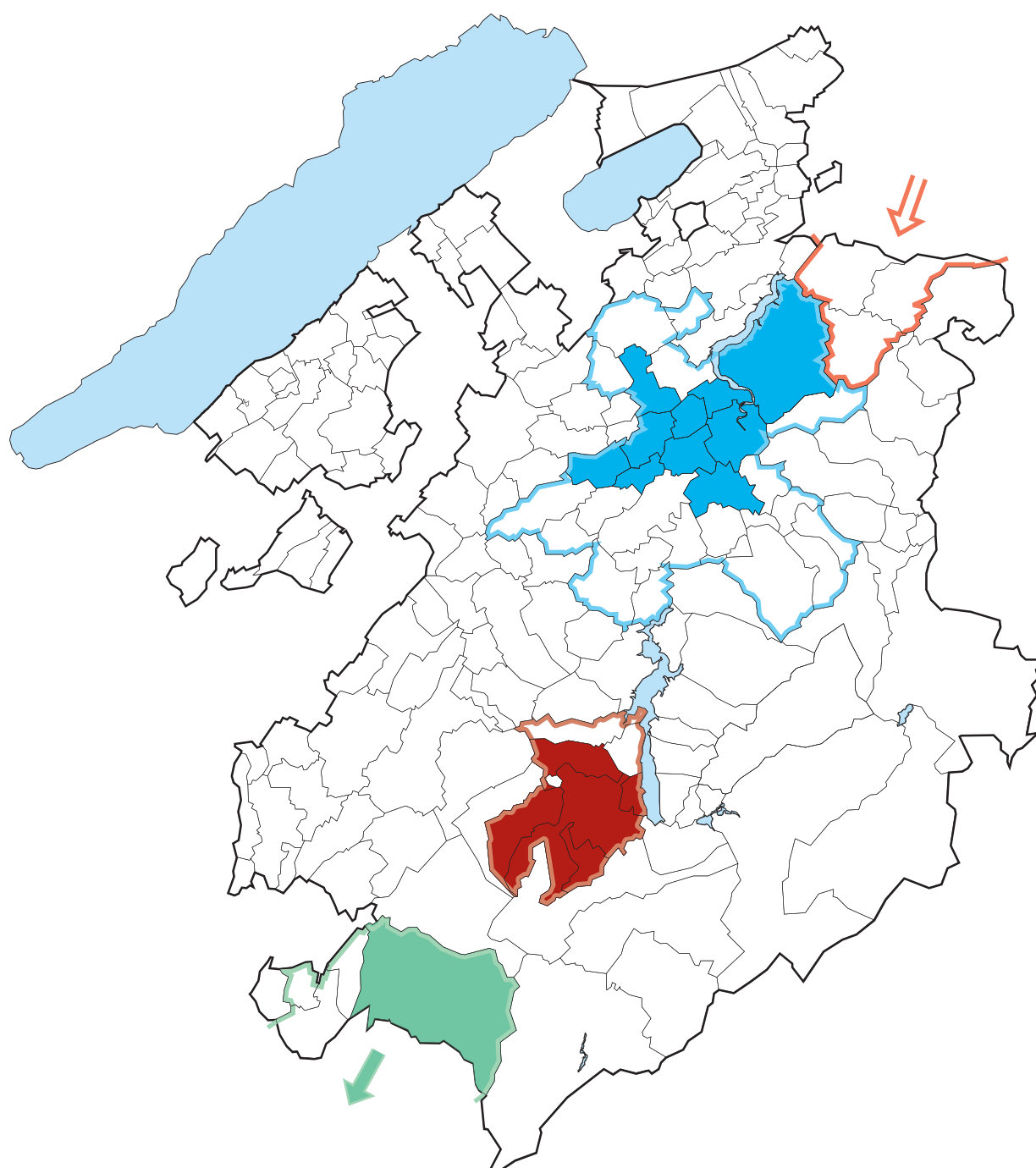
- La justification de la réalisation des sites stratégiques et des sites d'appoint selon les principes de localisation pour les secteurs d'urbanisation.
- La conformité du plan d'aménagement local aux principes du plan directeur de l'agglomération.
- Le respect des objectifs démographiques et d'emplois prévus pour les secteurs d'urbanisation dans le projet d'agglomération.

5. RÉFÉRENCES

- Directives pour l'examen et le cofinancement des projets d'agglomération, DETEC, 12 décembre 2007.
- Projet d'agglomération bulloise, MOBUL décembre 2007.
- Plan directeur de l'agglomération bulloise, MOBUL, en cours.
- Plan directeur partiel des transports, 2001.
- Plan de mesures de protection de l'air, 2007.
- Plan directeur cantonal des transports, 2004.



Projets d'agglomération



Légende

- | | | | |
|---|---|---|----------------------------|
|  | Projet de l'agglomération de Bulle |  | Agglomération OFS de Berne |
|  | Agglomération OFS de Bulle | | |
|  | Plan directeur de l'agglomération de Fribourg | | |
|  | Agglomération OFS de Fribourg | | |
|  | Commune du projet de l'agglomération Riviera | | |
|  | Agglomération OFS de Vevey - Montreux | | |

km
0 3 6
Source: GEOSTAT



Participants à l'élaboration

SeCA, SPC, STE et SEn

Cadre légal

Nouvelle base légale fédérale ou cantonale depuis la révision du plan directeur cantonal

Pratique administrative

Nouveaux buts pour la politique cantonale

Nouveaux principes et nouvelles mesures de mise en oeuvre

Aucune étude cantonale nécessaire

Nouvelles conséquences pour l'aménagement local

Nouvelle répartition des tâches

1. PROBLÉMATIQUE

La politique fédérale des agglomérations exige une stratégie coordonnée en matière d'urbanisation, de transports et d'environnement. Par conséquent le projet d'agglomération doit planifier et coordonner les infrastructures de transport de niveau national, cantonal, régional et local avec un développement de l'urbanisation vers l'intérieur du tissu bâti. Le projet de l'agglomération bulloise est concerné uniquement par des infrastructures de transport de niveau cantonal, régional et local.

Le programme fédéral de cofinancement des projets d'agglomération, qui défend cette coordination entre les mesures d'aménagement du territoire et de gestion des déplacements, permet d'obtenir un soutien financier pour la mise en œuvre des projets d'infrastructure prévus. La loi fédérale du 6 octobre 2006 sur le Fond d'infrastructure (LFIInfr) a doté le trafic d'agglomération d'un montant de 6 milliards, dont 2,56 milliards pour des projets urgents et 3,44 milliards pour le cofinancement de projets d'agglomération.

La définition du périmètre du projet d'agglomération bulloise se base notamment sur la définition des agglomérations au sens de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Ainsi les communes de Bulle, Morlon, Le Pâquier, Riaz, Vuadens, Echarlens et Marsens constituent une agglomération au sens de l'OFS. Suite à une analyse multicritères menée sur un espace de travail de 10 communes, le périmètre pour le projet de l'agglomération bulloise a été fixé à cinq communes: Bulle, Morlon, le Pâquier, Riaz et Vuadens.

Au départ, la route de contournement H189 doit permettre à la fois au trafic de transit d'éviter l'agglomération bulloise et au trafic origine-destination d'accéder aux différents secteurs de l'agglomération sans utiliser des axes sensibles du point de vue technique, social ou environnemental.

Un plan directeur partiel des transports, approuvé par la Direction des travaux publics (actuellement Direction de l'aménagement et des constructions) en 2001, formalise les mesures d'accompagnement à la réalisation de la H189. Ces mesures concernent notamment la modération de trafic, l'amélioration de la sécurité des deux roues non motorisées, les nouvelles infrastructures de liaisons de quartier. Ce plan directeur partiel des transports a la valeur d'un plan directeur communal particulier.

Dans le cadre de la procédure d'approbation du projet routier et pour améliorer l'efficacité du plan directeur partiel des transports, les communes de Bulle et de La Tour-de-Trême s'engagent à mettre en place un réseau de transports publics urbain performant.

En 2001, le projet de la H189 est accepté par les autorités. De 2001 à 2005, les communes de Bulle et de La Tour-de-Trême mènent les études nécessaires à la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et du futur réseau de transports publics.

Les autorités communales et cantonales lancent, en 2006, l'étude d'un plan régional des transports au sens de la législation cantonale, afin d'élargir les mesures d'accompagnement, initialement prévues à Bulle et à La Tour-de-Trême, aux communes de Morlon et de Riaz et de poser les bases du futur réseau des transports publics annoncé. L'étude du plan régional des transports démontre la nécessité d'étendre le périmètre de réflexion aux communes du Pâquier et de Vuadens. Ainsi, l'association de communes MOBUL est créée avec cinq communes pour le plan directeur régional des transports.



Pour que les objectifs du plan directeur partiel des transports soient atteints, il apparaît que les mesures du plan régional des transports doivent s'accompagner d'actions sur l'urbanisation et le développement de l'agglomération.

A l'automne 2007, les cinq communes de MOBUL se lancent donc dans un projet d'agglomération au sens de la LFIInfr, sur la base des travaux entrepris dans le cadre du plan régional des transports. Il s'agit désormais d'un projet de développement territorial de l'agglomération.

Le droit fédéral ne définit pas la procédure que doit suivre le projet d'agglomération. Néanmoins la Confédération exige qu'un lien soit établi entre le projet d'agglomération et le plan directeur cantonal. Il appartient donc au canton de définir si le projet d'agglomération est un chapitre du plan directeur cantonal ou s'il est un instrument spécifique du droit cantonal.

Le canton de Fribourg a choisi que les projets d'agglomération prendraient la forme d'un plan directeur régional. Selon la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC), le plan directeur régional lie les autorités, ce qui répond à l'exigence de la Confédération qui, par le biais de l'ordonnance concernant l'utilisation de l'impôt sur les huiles minérales à affectation obligatoire (OUMin), indique que le projet d'agglomération doit avoir un caractère obligatoire. Il s'agit d'un plan directeur régional particulier car il induit une étroite collaboration entre le canton et l'agglomération, et les mesures d'importance cantonale issues du projet d'agglomération doivent être inscrites dans le plan directeur cantonal. Il est dénommé plan directeur de l'agglomération.

2. PRINCIPES

BUTS DE LA POLITIQUE DU CANTON

Les projets d'agglomération dans le canton de Fribourg sont initiés sur la base du volontariat des collectivités locales. En effet, la politique des agglomérations de la Confédération repose sur une démarche «bottom up» pour faire émerger les projets d'agglomération. Cette politique ne remet pas en cause la stratégie du réseau des centres telle qu'elle est définie dans le plan directeur cantonal (voir thème «Structure urbaine»). L'intégration de la notion d'agglomération, de son rôle et de sa place dans le réseau des centres urbains du canton nécessite des réflexions approfondies et des choix politiques, lesquels devront être menés dans le cadre de la révision du plan directeur cantonal.

De manière spécifique, le projet de l'agglomération de Bulle doit permettre d'atteindre les objectifs environnementaux fixés par la législation et par le plan directeur partiel des transports notamment en étendant le champ des mesures à l'urbanisation, aux transports publics et à la mobilité douce.

PRINCIPES DE LOCALISATION

Urbanisation

Le périmètre compact définit les limites de l'urbanisation à l'intérieur de l'agglomération. Les grands axes de transports publics structurant le développement urbain déterminent ce périmètre.



De manière globale et afin de garantir une utilisation mesurée du sol, l'urbanisation à l'intérieur du périmètre compact doit viser la densification. Cet effort de densification doit être exemplaire dans les secteurs centraux.

Les limites de l'urbanisation à l'intérieur du périmètre compact de l'agglomération tiennent compte des entités paysagères existantes qui structurent l'agglomération.

Les espaces verts, espaces paysagers de qualité à l'intérieur du périmètre compact de l'agglomération, sont mis en valeur. A cet effet, des parcs urbains peuvent être créés pour valoriser les différents usages de ces espaces pour les habitants. Dans cet objectif, des petits parcs de quartiers doivent être intégrés aux différentes planifications dans le cadre d'équipement de quartier.

Les espaces agricoles situés à proximité du périmètre compact doivent garantir une agriculture pérenne orientée sur des activités extensives. Les structures paysagères de ces espaces agricoles sont valorisées dans le cadre des travaux d'amélioration foncière.

Secteurs d'urbanisation

Le plan directeur de l'agglomération bulloise fixe les principes de planification des différents secteurs d'urbanisation en fonction de leur degré de priorité de réalisation.

La réalisation des sites stratégiques est possible dès lors que la planification de détail est effectuée.

Les sites d'appoint A sont prioritairement affectés à la zone à bâtir par rapport aux sites d'appoint B et ce sur l'ensemble du territoire de l'agglomération.

L'affectation des sites de réserve sera coordonné par le plan directeur de l'agglomération bulloise. Ces sites seront utilisés uniquement dans deux cas de figure:

- soit lorsque les sites stratégiques et d'appoints sont remplis, le degré de saturation étant défini dans le plan directeur de l'agglomération,
- soit lorsque les terrains situés dans un site stratégique ou un site d'appoint ne sont pas réalisables en raison de l'indisponibilité du foncier.

Dans les deux cas de figure la planification des sites de réserve devra faire l'objet d'une justification précise.

Le critère de bonne desserte en transport publics en adéquation avec l'affectation des sites, conformément à la décision 2.6.3 du plan cantonal des transports s'applique uniquement pour les fortes densités.

Trafic d'agglomération: projets prioritaires

Conformément aux «Directives pour l'examen et le cofinancement des projets d'agglomération» de 2007, MOBUL a établi des priorités A, B et C dans la liste des mesures contenues dans le projet d'agglomération. La liste A comprend tous les projets dont la réalisation est garantie dans les quatre années à venir et dont le financement est assuré.

Seules les mesures infrastructurelles peuvent bénéficier du cofinancement fédéral au titre de la LFIInfr.

Les projets prioritaires de la liste A retenus par la Confédération en vue d'un cofinancement fédéral, sous réserve de la décision finale du Parlement, sont les suivants:



Réseau routier: mesures sur les axes structurant dans la commune-centre de Bulle

- Réaménagement de la rue de l'Ancien Comté.
- Réaménagement de la rue de Gruyères (Temple – La Trême).
- Réaménagement de l'axe d'entrée nord (route de Riaz).
- Réaménagement de l'axe d'entrée ouest (rue de Vevey).
- Réaménagement de la rue et de la place Saint Denis et de la rue de Gruyères (Temple - Union).
- Réaménagement de la rue de la Condémine.

Mesures Valtraloc

- Réaménagement de la traversée de Riaz.
- Réaménagement de la traversée de Vuadens.

Mesures d'accompagnement à l'exploitation de transports publics routiers

- Réalisation d'un terminus dans la zone industrielle de Vuadens.
- Réalisation d'un arrêt entre la zone industrielle et la gare de Vuadens.
- Réalisation d'un arrêt «Sur le Dally» (50% sur la commune de Vuadens, 50% commune de Bulle).
- Réalisation d'un arrêt «Gare /Nicolas-Glasson» à Bulle.
- Réaménagement de l'arrêt «Centre commercial» à Bulle.
- Réaménagement de l'arrêt «Vudalla» à Bulle.
- Réalisation de l'arrêt «En Pallud» à Bulle.
- Réalisation d'un arrêt orienté sud-nord à la gare de Bulle.

Mobilité douce

- Amélioration prioritaire des liaisons mobilité douce entre les communes et Bulle:
 - tronçon route cantonale Le Maupas jusqu'à l'entrée de Vuadens.
 - tronçon route cantonale Sur le Dailly (Bulle Vuadens).
 - tronçon Le Coude – La Pépinière (Bulle).
 - réaménagement du chemin de la Pépinière (Bulle).
 - création d'une liaison entre les Granges et la rue de Vevey (Bulle).
 - réaménagement de la route du Verdel (Bulle).
- Amélioration prioritaire des liaisons mobilité douce intercommunales:
 - réaménagement du tronçon Riaz-Centre – Champy (Riaz).
 - réaménagement de la rue de la Léchère entre les rues du Château d'En-Bas et du Battentin (Bulle).
 - réaménagement du tronçon Champ-Barby – la Tour de Trême (Bulle).
 - création d'une liaison entre Riaz et la route de Morlon (Bulle, Riaz).
 - complément de liaison entre Le Pâquier et le Closalet (Le Pâquier).
- Amélioration prioritaire des liaisons mobilité douce vers la zone d'activité de Planchy:



- création d'une liaison Champy – Chemin des crêts (Bulle).
- réaménagement de la route de l'Industrie (Bulle).
- réaménagement du parcours Vuadens - Planchy longeant l'autoroute (Vuadens).
- Stationnement deux roues dans les interfaces et les lieux publics dans les cinq communes.

Certaines mesures infrastructurelles ne sont pas cofinancées par le fond d'infrastructure mais sont prises en compte dans l'évaluation de l'effet du projet d'agglomération avec le degré de priorité annoncé. Par conséquent, les prestations suivantes doivent être assumées entièrement par l'agglomération.

Réseau routier: mesures sur les axes structurant dans la commune-centre de Bulle

- Réaménagement de la route de l'Intyamon (Accrochage Sud – giratoire «Le Pra») - liste A
- Réaménagement de la route de la Léchère - liste B
- Modification de la signalisation en relation avec la H189 – liste A

Mesures Valtraloc

- Réalisation de la liaison du Temple-Romain (route de la Gruyère – route des Monts) – liste A
- Compléments d'aménagement dans la traversée de Morlon – liste A
- Réaménagement de la route cantonale dans le secteur de la gare du Pâquier – liste A
- Réaménagement des liaisons entre le village et la route cantonale Le Pâquier – liste A

Mesures «zones à vitesse modérée»

- Réaménagement du centre du village de la Tour-de-Trême – liste A
- Introduction des zones à vitesse modérée dans les quartiers (volet 2) Bulle – liste A
- Introduction des zones à vitesse modérée dans les quartiers (volet 2) Morlon – liste A
- Introduction des zones à vitesse modérée dans les quartiers (volet 2) Riaz – liste A
- Introduction des zones à vitesse modérée dans les quartiers (volet 2) Vuadens – liste A
- Introduction des zones à vitesse modérée dans les quartiers (volet 2) Le Pâquier – liste A

Mobilité douce

- Amélioration secondaire des liaisons de mobilité douce inter-communales:
 - a réalisation d'un raccourci sur le parcours Morlon - Riaz – liste B
 - b réaménagement de la liaison entre Vuadens et La Pâla – liste B
 - c réaffectation et réaménagement de la route de la Sionge – liste B



- d création d'une liaison verte Riaz - Montcalia – liste B
- e création d'une liaison entre les Granges et la Ronclina (canal des usiniers) – liste B
- Amélioration secondaire des liaisons de mobilité douce vers la zone d'activité de Planchy – liste B
 - a création d'une liaison rue de Vevey – route de l'Industrie (y compris deux passages sous-voies) – liste B
 - b création d'une liaison route de Riaz – Champy – liste B

Stationnement

- Création de parking-relais favorisant le co-voiturage – liste B

En outre les mesures non infrastructurelles, bien qu'elles ne soient pas financées par la Confédération, participent aussi à la cohérence du projet d'agglomération et doivent être réalisées selon leur degré de priorité. Elles concernent les mesures relatives à la gestion de la mobilité et les mesures d'urbanisation.

PRINCIPES DE COORDINATION

La densification des secteurs centraux se réalise autour de la gare et des arrêts de bus et est privilégiée dans les secteurs facilement accessibles à vélo ou à pied.

L'application des principes de dimensionnement de la zone à bâtir du plan directeur cantonal dans les communes qui ne font pas partie du projet d'agglomération doit contribuer à un développement rationnel et cohérent du territoire et renforcer la concentration de l'urbanisation dans le périmètre compact.

Afin de limiter l'étalement urbain et de donner tout son sens au périmètre compact, aucune nouvelle zone à bâtir ne peut être créée dans les secteurs des communes de MOBUL situés à l'extérieur du périmètre compact.

3. RÉPARTITION DES TÂCHES

Le Conseil d'Etat dans sa séance du 18 août 2009 a pris acte du rapport du groupe de travail interdirectionnel «Agglomérations». Il a désigné la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) en tant que direction responsable de la politique fédérale des agglomérations. La mise en place d'une structure de suivi des projets d'agglomération est à l'étude.

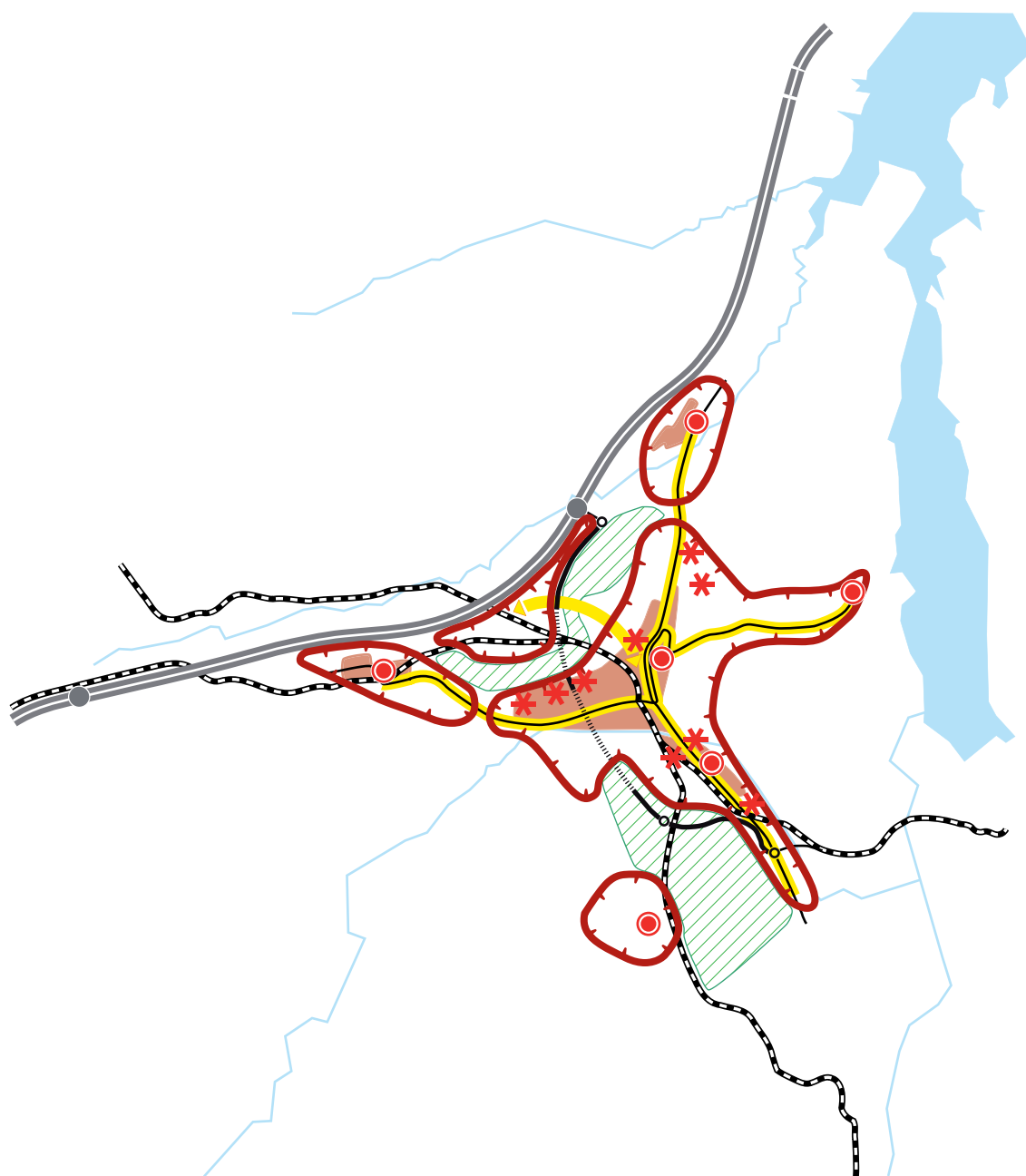
La LATeC stipule que le Conseil d'Etat est compétent pour signer l'accord sur les prestations accompagnant le projet d'agglomération. En outre, il convient de relever que la Loi fédérale concernant l'utilisation de l'impôt sur les huiles minérales à affectation obligatoire (LUMin article 17b) précise que les contributions de la Confédération destinées aux infrastructures de transport dans les villes et dans les agglomérations sont versées aux cantons à l'intention des organismes responsables.

La DAEC étudiera les modalités à mettre en place pour réaliser cet accord sur les prestations et transmettre ainsi ces contributions à l'entité responsable MOBUL.

Au sens de la LATeC, le projet d'agglomération est considéré comme un plan directeur régional. Dans cette mesure, l'association de communes MOBUL devient organe de préavis pour les aspects de planification territoriale et doit procéder à un examen de la conformité des plans d'aménagement local avec sa propre planification à savoir le plan directeur de l'agglomération.



Projet d'agglomération bulloise



Légende

	Périmètre compact de l'agglomération		Reseau routier principal
	Secteurs centraux		A 12
	Centre à valoriser		H 189
	Sites stratégiques		Réseau de bus
	Espaces agricoles à préserver		Réseau ferroviaire
	Cours d'eau		

km
0 1 2
Source: MOBUL



Voir aussi:

Zones d'activité et grands générateurs de trafic;
 Sites construits à protéger;
 Immeubles à protéger;
 Alimentation en eau potable;
 Concept global des transports;
 Espace forestier;
 Aménagement, revitalisation des cours d'eau et gestion de débits;
 Parcs d'importance nationale;
 Protection de l'air;
 Eaux souterraines;
 Evacuation et épuration des eaux;
 Gestion des déchets

Instances concernées:

Instance de coordination:
Service des transports et de l'énergie

Communes:
 Toutes

Instances cantonales:
 SFF, SLCE, SEn, SeCA, SPC, BPN, SBC, SAgri

Autres cantons:
 BE, NE, VD

Confédération:
 OFEN, OFEV, ESTI, MétéoSuisse (radars météorologiques)

Autres instances:
 Entreprises concessionnaires dans le domaine de l'énergie, Services industriels

1. PROBLÉMATIQUE

En Suisse, la consommation d'énergie a quintuplée en quarante ans (1960-2000). Près de 85% de l'énergie consommée est issue d'énergies non renouvelables importées, les 15% restant provenant essentiellement de l'exploitation de l'énergie hydraulique et dans une moindre mesure, du bois.

L'accroissement des besoins énergétiques exige un nombre toujours plus important d'installations de production et de distribution. Ces dernières sont indispensables, mais peuvent également être à l'origine d'atteintes à l'environnement, à la nature et au paysage. Ainsi, les polluants engendrés par la combustion d'huiles de chauffage et de carburants peuvent provoquer des troubles ou des maladies des voies respiratoires, acidifient les sols et diminuent le rendement des cultures en s'attaquant aux végétaux, etc. En outre, les lignes à haute tension peuvent entraver ou empêcher l'exploitation agricole et sylvicole.

Les décisions prises dans ce domaine déploient donc des effets à long terme sur l'économie, la société et l'environnement. De ce fait, elles doivent s'appuyer sur les buts poursuivis par les politiques d'urbanisation, des transports et de protection de l'environnement. Elles permettent ainsi l'application efficace de mesures visant à diminuer la consommation, à rationaliser et à accroître la production d'énergies indigènes, tout en coordonnant le mieux possible ce processus l'évolution du canton de Fribourg.

L'extension ou de la construction de lignes à haute tension est du ressort du plan sectoriel des lignes de transport d'électricité (PSE) la Confédération.

Le canton de Fribourg a élaboré un certain nombre d'études de base pour les différentes matières énergétiques. En 2002, il a approuvé le plan sectoriel de l'énergie se référant sur l'état actuel et démontrant le potentiel de développement. Le plan sectoriel constitue l'étude de base pour le thème Energie du plan directeur cantonal.

2. PRINCIPES

BUTS DE LA POLITIQUE DU CANTON

- Assurer un approvisionnement énergétique suffisant, fiable et durable du canton et des régions.
- Promouvoir une consommation d'énergie économe, rationnelle et durable:
 - Promouvoir des énergies renouvelables et indigènes.
 - Définir les priorités des différentes énergies dans l'ordre suivant : énergies renouvelables, énergies indigènes, énergies de réseaux, autres énergies.
 - Simplifier l'édification de réseaux d'énergies aux fins de chauffage (énergie produite à distance, gaz, ...).
- Optimiser les installations existantes sous l'angle de l'énergie:
 - Installations d'alimentation en eau, d'évacuation et d'épuration des eaux ainsi que d'élimination des déchets.
- Coordonner les différentes exigences posées pour le territoire:
 - Prendre en compte les autres buts cantonaux pour l'évaluation de l'implantation des installations d'énergie.
 - Prendre en compte la consommation énergétique dans l'organisation des transports et de l'urbanisation.

PRINCIPES DE LOCALISATION

Aspects à prendre en compte pour les projets d'infrastructures énergétiques (construction, exploitation et reconversion).

Energie photovoltaïque et énergie solaire thermique

- *Produire et exploiter de manière décentralisée l'énergie photovoltaïque (transformation du rayonnement solaire en courant électrique) et l'énergie solaire thermique (production de chaleur par capteurs solaires) en priorité sur des constructions ou parties de constructions remplissant également d'autres fonctions (toitures, ouvrages antibruit, etc.) et sur la toiture de bâtiments auxquels est destinée la chaleur générée.*
- *Privilégier la pose des installations photovoltaïques sur les constructions nouvelles et les constructions situées dans des sites dont le caractère est adapté à des telles installations.*
- *Elaborer des règles dans l'objectif d'une intégration soignée des installations solaires (art. 18a LAT).*
- *Eviter de porter atteinte à des biens culturels ou des sites construits d'importance nationale ou régionale (art. 18a LAT).*

Voir Thèmes «Sites construits à protéger» et «Immeubles à protéger »

<

Dans cet objectif:

- *Eviter la pose d'installations photovoltaïques dans les situations suivantes:*
 - *les périmètres construits de catégorie 1 et 2, dans le cas où le caractère des sites concernés est marqué par l'aspect des toitures à pans traditionnels;*
 - *les périmètres environnants de catégorie 1 qui jouxtent directement un périmètre construit de catégorie 1, dans les cas où les périmètres concernés ont conservé leur caractère traditionnel;*
 - *les bâtiments protégés de valeur A ou B, dans le cas où l'aspect de la toiture est une composante importante du caractère architectural du bâtiment.*

Elaborer des règles dans l'objectif d'atténuer les effets des installations solaires sur le caractère des biens culturels et des sites construits à protéger.

Energie éolienne

Grandes installations éoliennes

- *Remplir les critères suivants d'aptitude ou d'exclusion:*
 - *Tenir compte d'une exploitation efficace de l'énergie éolienne.*
 - *Exclure les installations dans les secteurs sous protection ou figurant dans des inventaires fédéraux.*
 - *Exclure les installations en forêt.*
 - *Exclure les installations en zones S1 et S2 de protection des eaux souterraines.*
 - *Respecter les distances nécessaires avec les sites urbanisés en raison de la protection contre le bruit.*



Voir Thème «Parcs d'importance nationale»

- Appliquer les critères d'évaluation suivants pour la pesée des intérêts:
 - Regrouper de préférence les installations dans des parcs éoliens.
 - Prévoir un potentiel suffisant (valeur de référence : 10 GWh par an) pour le parc éolien.
 - Localiser le parc éolien à proximité d'un réseau énergétique existant et privilégier les lignes souterraines pour le raccordement.
 - Privilégier les sites de parc éolien, si possible, déjà raccordés au réseau routier.
 - Prendre en considération les conséquences sur la faune, en particulier sur les oiseaux et les chauves-souris.
 - Prendre en compte les eaux souterraines. Pour les installations érigées dans les zones de protection des eaux souterraines S3, l'autorisation du service compétent est requise.
 - Prendre en compte l'impact paysager.
 - Tenir compte des interférences avec les antennes existantes et avec les installations de radar.
 - Tenir compte des objectifs des parcs naturels.
 - Prendre en compte les conséquences sur le tourisme et les loisirs.

Petites installations éoliennes

- Appliquer, par analogie, les principes des grandes installations, en particulier, prendre en compte le bilan énergétique pour toute la durée de vie de l'installation en tenant compte de l'énergie grise (construction et transports).

Energie du bois

- Exploiter et mettre en valeur les réserves de bois des corporations publiques le mieux possible dans des installations de chauffage écologiquement efficaces et se situant, si possible, à proximité des sites de production.

Installations de biogaz

Installations de biogaz dans la zone à bâtir

- Exploiter les rejets de chaleur, afin de garantir une exploitation efficace de l'énergie.
- Choisir les sites d'implantation à proximité des consommateurs.
- Prendre en compte les nuisances sur les zones à bâtir lors du choix des sites (trafic généré, nuisances sonores et pollution de l'air de l'installation).

Installations de biogaz dans la zone agricole

- Appliquer les principes pour les installations situées dans la zone à bâtir.
- Tenir compte des conditions d'implantation fixées dans la législation fédérale.
- Le ou les porteurs de projet doivent avoir une exploitation agricole viable à long terme dans le sens où l'entend la législation en matière d'aménagement du territoire.

Rejets de chaleur

- Encourager l'exploitation d'autres rejets de chaleur disponibles dans les secteurs appropriés.
- Exploiter l'énergie thermique en amont et en aval des stations d'épuration des eaux, si la situation le permet, notamment lorsque le potentiel en énergie thermique des eaux usées est intéressant et que le nombre de consommateurs potentiels dans l'entourage de la STEP est suffisamment élevé (dans un rayon de 1.5 km).

Géothermie

Géostructures énergétiques (nappes de serpentins, corbeilles géothermiques, pieux énergétiques) et sondes géothermiques verticales

- *Planter les installations de manière décentralisée.*
- *Eviter d'implanter les installations dans les secteurs suivants: zones de protection et secteurs d'eaux souterraines, ressources en eaux souterraines importantes, cavités karstiques, glissements de terrain et sites pollués.*
- *Autoriser l'implantation sous condition dans les situations suivantes: nappes souterraines, aquifères superposés, eaux souterraines artésiennes, nappes de gaz.*

Nappes souterraines

- *Effectuer les recherches préalables nécessaires à l'exploitation des nappes souterraines (hydrogéologie).*
- *Eviter d'implanter les installations dans les secteurs suivants: zones de protection et secteurs d'eaux souterraines, eaux souterraines artésiennes, ressources en eaux souterraines importantes et sites pollués.*

Aquifères profonds

- *Effectuer les recherches préalables nécessaires à l'exploitation des aquifères profonds (hydrogéologie).*

Géothermie profonde

- *Prévoir des sites d'exploitation dans les secteurs où la chaleur peut alimenter un réseau de chauffage d'importance suffisante (valeur de référence 5'000 habitants).*
- *Effectuer les recherches préalables nécessaires à l'exploitation de la géothermie profonde (hydrogéologie).*

Energie hydraulique

Grandes centrales hydrauliques

- *Appliquer les principes généraux de coordination pour l'octroi d'une concession.*

Petites centrales hydrauliques

- *Appliquer le critère d'aptitude suivant pour l'octroi d'une concession:*
 - *Veiller à l'exploitation efficace de la force hydraulique. Les critères sont constitués par la puissance théorique par rapport au tronçon à débit résiduel, la durée de récupération de l'énergie investie dans le projet et le taux d'efficacité.*
- *Refuser l'octroi d'une concession dans les cas suivants:*
 - *projets situés dans des cours d'eau à débit résiduel.*



- *projets situés dans des cours d'eau revitalisés ou dans des cours d'eau présentant un important potentiel de revitalisation ou projets portant atteinte à ce potentiel.*
- *projets situés dans des sites d'importance nationale ou qui ont des conséquences sur ces derniers.*
- *projets affectant les populations d'espèces animales ou végétales fortement menacées ou affectant des espaces de vie fortement menacés.*
- *projets situés dans les zones de protection des eaux souterraines S1 et S2 ou les projets qui ont des conséquences sur ces zones de protection.*
- *nouvelles constructions et installations situées dans des réserves forestières.*
- *projets avec impact important sur les ressources en eau potable.*
- *Appliquer les critères d'évaluation suivants pour la pesée des intérêts:*
 - *Prendre en compte l'état du régime d'écoulement et les conséquences sur la morphologie écologique des cours d'eau.*
 - *Tenir compte de l'équilibre sédimentaire et du charriage.*
 - *Respecter le débit résiduel minimal des eaux en tenant compte de tous les autres prélèvements d'eau.*
 - *Tenir compte de la protection contre les crues.*
 - *Prendre en compte l'espace minimal nécessaire aux cours d'eau.*
 - *Prendre en compte les atteintes à la qualité des eaux, notamment le taux de dilution lors de déversements.*
 - *Tenir compte des conséquences sur les paysages ou les sites construits à protéger, les zones de protection de la nature et sur les biotopes.*
 - *Tenir compte des géotopes d'importance nationale ou cantonale.*
 - *Prendre en compte les conséquences sur les populations d'espèces menacées et les milieux menacés.*
 - *Tenir compte des conséquences sur la faune aquatique, notamment sur ses frayères, sa biodiversité et sa migration, ainsi que sur le rendement piscicole et la pêche.*
 - *Prendre en compte les objectifs des parcs naturels.*
 - *Tenir compte des effets sur les ressources en eaux souterraines.*
 - *Tenir compte des conséquences sur le tourisme et les loisirs.*

PRINCIPES DE COORDINATION

En général

- *Coordonner l'implantation des infrastructures énergétiques avec les autres buts cantonaux et fédéraux, notamment ceux liés à la protection de biotopes, des espèces et des milieux de vie d'espèces rares ainsi qu'à la protection de l'environnement et de sites construits et à la prise en compte du paysage.*

Mini-centrales hydroélectriques situées dans des zones non raccordées au réseau d'électricité

- *Choisir une forme de production énergétique assurant une efficacité énergétique, une rentabilité et une tolérance optimale aux principes généraux.*



Energie du bois

- Coordonner les besoins en bois pour l'approvisionnement en énergie avec l'exploitation forestière.

Rejets de chaleur

- Collaborer étroitement avec l'industrie et les producteurs de retour de chaleur afin de poursuivre le développement de ce type d'énergie.

Energie tirée des déchets

- Coordonner la gestion et l'élimination des déchets avec leur exploitation en vue de produire de l'énergie.

Energie des eaux usées

- Coordonner le traitement des eaux usées, l'élimination des boues d'épuration et du biogaz qui en découlent avec la valorisation énergétiques de ces sous-produits.

Réseaux d'énergie

- *Coordonner la planification des réseaux de transport et de distribution d'électricité avec le développement de la production décentralisée d'électricité (éolienne, photovoltaïque, couplages chaleur-force, petites centrales hydroélectriques, etc.).*
- *Encourager les projets permettant l'alimentation des réseaux d'énergie au moyen d'énergies indigènes.*
- *Coordonner la planification de réseaux d'énergie et de gaz.*
- *Préférer les réseaux d'énergie utilisant la chaleur à distance par rapport au réseau de gaz lorsque les possibilités de choix le permettent.*
- *Tenir compte des directives fédérales pour le remplacement de lignes à haute tension existantes ou l'édification de nouvelles lignes.*

Voir Thème «Concept global des transports»



Coordination énergie - urbanisation - mobilité

- *Mieux prendre en compte l'efficacité énergétique lors de la coordination des différentes exigences de l'homme face à l'occupation de l'espace (habitat, travail, commerce, loisirs, mobilité) afin de réduire la consommation globale d'énergie et de mieux utiliser ou rentabiliser les infrastructures énergétiques.*
- *Coordonner les politiques énergétique, urbanistique et de mobilité. Les Services publics compétents pour la mobilité, l'aménagement du territoire et l'énergie collaborent étroitement afin d'encourager les déplacements en transports publics, à pied ou à vélo, notamment pour réduire les besoins énergétiques à la source et afin de promouvoir les véhicules à moteur fonctionnant à l'énergie renouvelable.*

3. RÉPARTITION DES TACHES

Le Service des transports et de l'énergie, section énergie:

- Elabore le plan sectoriel de l'énergie et procède à sa mise en oeuvre;
- Examine les plans communaux de l'énergie;
- Informe et conseille les communes pour toutes les questions se rapportant à l'énergie;



- Fait la promotion des énergies renouvelables et de l'utilisation économe et rationnelle de l'énergie;
- Elabore les normes énergétiques pour les bâtiments publics;
- Elabore des directives, en collaboration avec les services concernés de l'Etat, dans l'objectif d'une intégration soignée des installations dans le domaine de l'énergie photovoltaïque et de l'énergie solaire thermique.

Le Service des transports et de l'énergie, section transports:

- Prend en considération les conséquences des solutions proposées quant à la consommation d'énergie dans le plan cantonal des transports.

Le Service des constructions et de l'aménagement:

- Participe à l'information des communes concernant la prise en compte des questions énergétiques dans la planification locale;
- ***Conseille les communes et les instances intéressées pour les questions concernant les infrastructures énergétiques relevant de l'aménagement du territoire et de l'autorisation de construire.***

Le Service des ponts et chaussées:

- Prend en compte les questions énergétiques liées aux projets d'infrastructures routières.

Le Service des forêts et de la faune:

- Etudie et définit les potentiels de production pour l'énergie du bois et les méthodes d'exploitation forestière les mieux appropriées;
- Fait la promotion de la valorisation énergétique du bois auprès des communes et des particuliers;
- Veille au maintien des intérêts liés à la pêche et à la protection de la faune aquatique et terrestre lors de l'exploitation de la force hydraulique et de l'énergie éolienne.

Le Service de l'environnement:

- Préavise les questions en rapport avec la géothermie. Il s'agit en priorité de procéder à une évaluation dans le sens de la protection des eaux souterraines;
- Prend en considération les questions énergétiques dans ses concepts de gestion des déchets et veille en particulier à la collaboration avec le STE en vue de la meilleure exploitation possible de l'énergie produite par l'élimination des déchets.

La Section lac et cours d'eau du Service des ponts et chaussées:

- Veille au maintien des intérêts de la protection de la nature et de l'environnement dans le cadre des installations destinées à l'exploitation de la force hydraulique;
- Fixe les quantités de débits résiduels devant être observées pour les installations d'exploitation de la force hydraulique.

Le Bureau de la protection de la nature:

- ***Veille au maintien des buts des parcs naturels, des biotopes nationaux et à la protection des espèces lors de l'exploitation des installations éoliennes et de force hydraulique.***

Le Service des biens culturels:

- *Conseille les maîtres d'ouvrage lors de l'intégration d'installations photovoltaïques et solaires pour les sites construits et les bâtiments à protéger;*
- *Elabore le guide de travail y relatif.*

Les régions:

- *Intègrent au plan directeur régional les réseaux d'énergie d'ordre supérieur;*
- *Coordonnent les thèmes de l'urbanisation, des transports et de l'énergie;*
- *Prennent en considération les réseaux d'énergie lors de leur planification;*
- *Peuvent coordonner les réseaux d'énergie;*
- *Peuvent coordonner l'exploitation du bois en vue de la production d'énergie.*

Les communes:

- *Elaborent les plans communaux de l'énergie en tenant compte des principes énoncés;*
- *Assurent la mise en œuvre des plans communaux de l'énergie et les révisent régulièrement;*
- *Tiennent compte des questions énergétiques dans le cadre de l'aménagement local;*
- *Fixent les contenus liant les propriétaires fonciers dans le plan d'affectation des zones et le règlement communal d'urbanisme, tel que:*
 - *l'obligation de se raccorder à un réseau d'énergie (par exemple à un réseau de chaleur);*
 - *la gestion des installations photovoltaïques et des installations solaires thermiques, en collaboration avec le Service des biens culturels;*
 - *les zones spéciales vouées aux infrastructures énergétiques où cela est nécessaire;*
- *Prennent en considération les réseaux d'énergie supracommunaux dans le plan d'aménagement local, notamment le plan sectoriel des lignes de transport d'électricité (PSE) de la Confédération;*
- *Informent et conseillent les tiers, en collaboration avec le STE, sur toutes les questions relatives à l'énergie;*
- *Promeuvent les énergies renouvelables ainsi que l'utilisation rationnelle et économe de l'énergie;*
- *Informent les maîtres d'ouvrage sur le potentiel de géostructures (là où il existe).*

Les cantons voisins:

- *Etudient les possibilités de coordonner leurs énergies de réseau.*



4. MISE EN OEUVRE

ETUDE CANTONALE À RÉALISER DANS LE DOMAINE

Pour concrétiser la politique énergétique cantonale, le canton doit mener des réflexions sur les points suivants:

- *Guide de travail pour les domaines de l'énergie photovoltaïque et de l'énergie solaire thermique.*
- *Etudes concernant l'énergie et la protection des biens de consommation.*

CONSÉQUENCES SUR LES INSTRUMENTS DE PLANIFICATION

Etudes régionales

Les régions peuvent élaborer des études sur l'exploitation du bois en vue de produire de l'énergie à considérer comme des études de base pour leur plan directeur régional.

Plan d'aménagement local

Les plans communaux de l'énergie différencient les secteurs présentant des caractéristiques semblables dans les domaines de l'approvisionnement en énergie ou de l'exploitation de l'énergie. Ces plans se basent sur le plan sectoriel cantonal de l'énergie. Les communes règlent la mise en œuvre de manière simple, tout en promouvant l'exploitation d'énergies renouvelables et indigènes.

Les contenus liant les propriétaires fonciers sont fixés dans le plan d'affectation des zones et dans le règlement communal d'urbanisme. Il s'agit de:

- *l'obligation de se raccorder à un réseau énergétique (par exemple à un réseau de chaleur);*
- *la gestion des installations photovoltaïques et des installations solaires thermiques, en collaboration avec le Service des biens culturels;*
- *les zones spéciales pour les infrastructures énergétiques.*

Les réseaux d'énergie supra communaux, notamment le plan sectoriel des lignes de transport d'électricité (PSE) de la Confédération, sont pris en compte dans le plan d'aménagement local.

PROCÉDURE POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET

La procédure décisive pour la réalisation d'un projet est la procédure d'octroi de l'autorisation de construire.

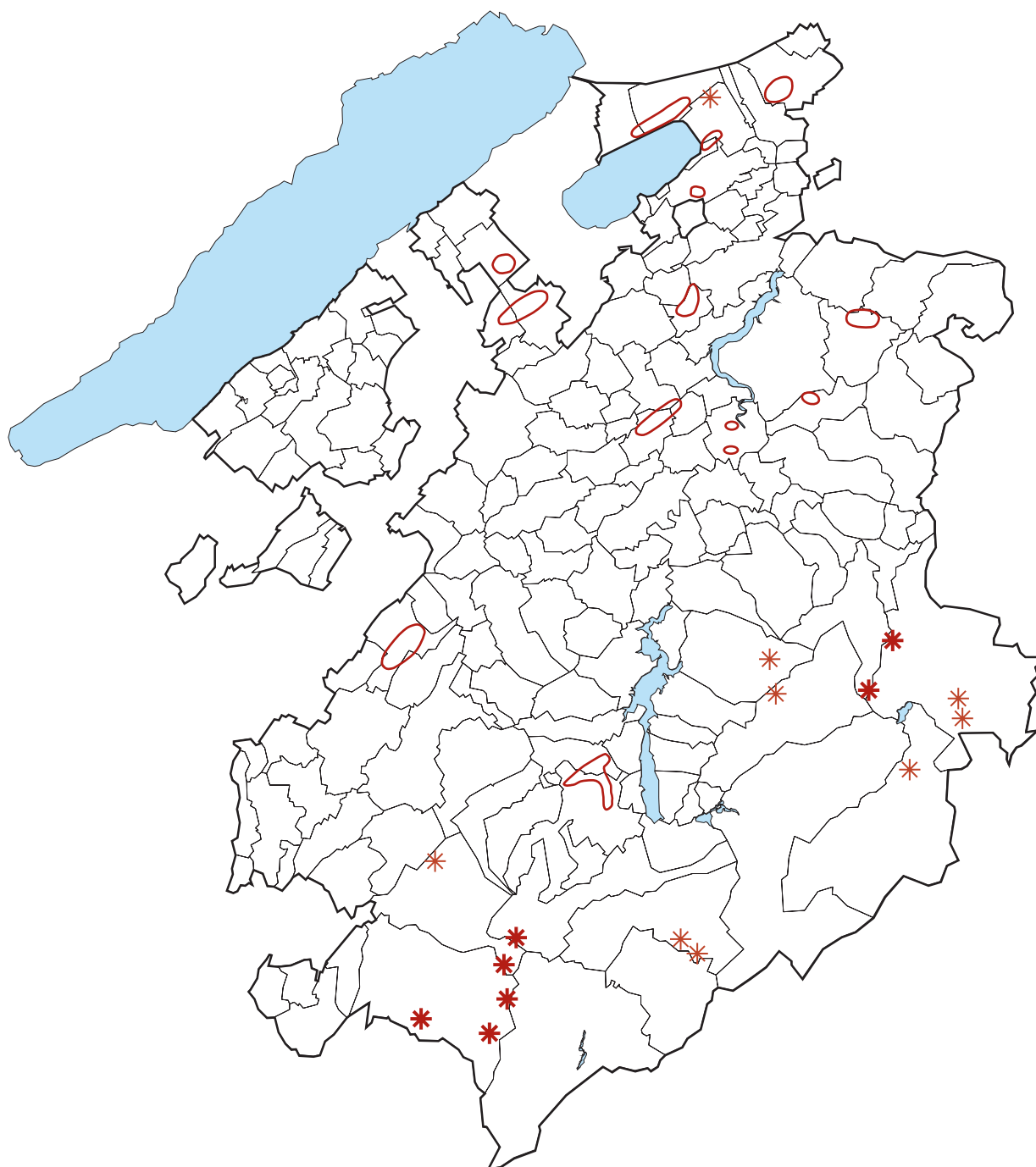
Lorsqu'une modification du plan d'affectation des zones est nécessaire, cette procédure est alors décisive et elle peut être coordonnée avec la procédure d'octroi de l'autorisation de construire. D'autres procédures (par exemple une demande de défrichement) doivent impérativement être coordonnées avec la procédure décisive.

5. RÉFÉRENCES

- Plan sectoriel des lignes de transport d'électricité (PSE), Office fédéral de l'énergie, Office fédéral du développement territorial, Berne, 2001.
- Plan sectoriel de l'énergie, Service des transports et de l'énergie, 2002.
- Coûts externes et surcoûts inventoriés du prix de l'énergie dans les domaines de l'électricité et de la chaleur, Publication PACER, Office fédéral des questions conjoncturelles, Berne 1994.
- Application des nouvelles dispositions cantonales en matière d'énergie dans les communes fribourgeoises, Service des transports et de l'énergie, 2001.
- Evaluation du potentiel géothermique du canton de Fribourg, 2005, Service des transports et de l'énergie.
- Etude du potentiel BOIS ENERGIE dans le canton de Fribourg, DIAF / DEE, 2007.
- Concept éolien du canton de Fribourg, Rapport final, Etat de Fribourg, 2008.
- Evaluation et gestion de la force hydraulique du canton de Fribourg, Etat de Fribourg, 2010.
- Exploitation de la chaleur tirée du sol et du sous-sol, Aide à l'exécution, OFEV 2009.
- Energie et monuments historiques, recommandation, OFE, Commission fédérale des monuments historiques, 2009.



Implantation d'installations énergétiques



Légende

-  Localisation des sites favorables à l'implantation d'éoliennes
-  Localisation des sites d'implantation d'éoliennes à étudier
-  Principales zones avec potentiel pour des géostructures

km
0 3 6
Source: GEOSTAT



Participants à l'élaboration

STE, SFF, SLCE, SEn, SeCA, BPN, SBC, SAgri et Responsable pour le développement durable

Cadre légal

Nouvelle base légale fédérale ou cantonale depuis la révision du plan directeur cantonal

Pratique administrative

Buts pour la politique cantonale inchangés

Nouveaux principes et nouvelles mesures de mise en oeuvre

Etudes cantonales nécessaires

Nouvelles conséquences pour l'aménagement local

Nouvelle répartition des tâches

1. PROBLÉMATIQUE

La consommation d'énergies fossiles a des conséquences néfastes sur l'environnement, en particulier sur l'effet de serre et sur la pollution atmosphérique.

Du fait que les ressources naturelles diminuent rapidement, il est impératif de prendre des mesures afin de limiter d'une part la consommation d'énergie et d'autre part, d'augmenter la production indigène d'énergies. Cette énergie est forcément renouvelable, puisque le canton ne dispose pas de ressources énergétiques fossiles importantes.

Lors de la mise en œuvre (entre autres lors de la planification et de la construction d'infrastructures énergétiques), les objectifs de la protection du climat et de la promotion des énergies renouvelables doivent être coordonnés et adaptés aux buts de la politique cantonale sur la base de la législation (protection de la nature, protection des biens culturels, maintien des bases naturelles de la vie, etc.). Le contenu du Plan directeur cantonal fixe les règles pour la coordination et l'harmonisation.

2. PRINCIPES

BUTS DE LA POLITIQUE DU CANTON

Les buts retenus ici reprennent les principaux points de la politique énergétique de la Confédération. Les objectifs du canton dans les différents domaines (production d'énergies indigènes, gestion économique des énergies, etc.) coïncident avec les buts de la Confédération.

Les buts fixés ici se basent notamment sur le Décret du 17 septembre 1999 fixant les idées directrices et les objectifs en matière d'aménagement du territoire, entre autres sur:

- la garantie d'un développement durable pour tout le canton;
- l'utilisation optimale des infrastructures existantes;
- la rationalisation et la concentration des investissements;
- la garantie de conditions environnementales acceptables et la préservation des ressources.

Energie renouvelable

L'énergie solaire (photovoltaïque et thermique), l'énergie éolienne, la biomasse, le bois, le bois de rebut, l'énergie hydraulique, la géothermie ainsi que l'énergie contenue dans l'air et dans l'eau (chaleur ambiante) pouvant être valorisée au moyen de pompes à chaleur sont considérés comme énergies renouvelables.

Energie indigène

Les énergies renouvelables ainsi que l'énergie produite à l'aide d'installations de traitement des déchets, d'épuration des eaux usées ou par rejet de chaleur sont considérées comme énergies indigènes.

Energies de réseau

La chaleur produite à distance et le gaz sont considérés comme énergies de réseau destinées au chauffage.



Autres énergies

L'énergie nucléaire, les énergies fossiles, notamment les dérivés du pétrole, et le gaz sont considérées comme autres énergies.

PRINCIPES DE LOCALISATION

Energie photovoltaïque et énergie solaire thermique

Le 1^{er} janvier 2008, le nouvel article 18a LAT est entré en vigueur et autorise les installations solaires soigneusement intégrées aux toits et aux façades dans les zones à bâtir et les zones agricoles, dès lors qu'elles ne portent atteinte à aucun bien culturel ni à aucun site naturel d'importance cantonale ou nationale.

En application de cette disposition, le canton doit préciser les critères en vu d'une intégration soignée des installations solaires. Des directives générales seront établies par le Service des transports et de l'énergie en collaboration avec le Service des biens culturels et le Service des constructions et de l'aménagement.

Les installations photovoltaïques ne doivent pas forcément être posées à l'endroit où le courant produit sera consommé. Les possibilités d'intégrer de grandes installations aux infrastructures sises en zone à bâtir, notamment dans les zones industrielles et artisanales, doivent être prioritairement envisagées.

En application de l'art. 18a LAT, le canton doit définir des principes dans l'objectif d'éviter que des atteintes soient portées à des biens culturels et des sites d'importance nationale ou régionale. Force est d'admettre que le remplacement du matériau de couverture originel par des panneaux solaires dont l'aspect ne présente aucune similarité avec le matériau originel porte atteinte au caractère d'un bâtiment ou d'un site intégrés, en particulier lorsqu'il s'agit d'installations photovoltaïques en raison de leur surface relativement importante.

En application de l'art. 18a LAT, il convient donc d'éviter la pose d'installations photovoltaïques dans les périmètres les plus sensibles des sites d'importance nationale et régionale ainsi que sur les immeubles protégés de valeur A ou B au recensement. Des compléments aux directives générales susmentionnées doivent être établies dans l'objectif d'atténuer l'effet des installations sur le caractère des biens culturels et des sites construits à protéger dans les cas où les installations sont autorisées. Ces compléments seront établis par le Service des biens culturels en collaboration avec le Service des transports et de l'énergie et le Service des constructions et de l'aménagement.

Energie éolienne

Une distinction est faite entre les grandes installations éoliennes (d'une hauteur de plus de 25 m) et les petites installations éoliennes (d'une hauteur de moins de 25 m).

Dans l'étude « Concept éolien du canton de Fribourg », les critères d'exclusion, respectivement d'aptitude et les critères d'évaluation liés à la rentabilité, au bilan énergétique et à l'environnement ont été élaborés pour les petites et les grandes installations. Un certain nombre de sites ont déjà été évalués sur la base de ces critères. Les sites de Schwyberg (communes Plaffeien et Plasselb) et de Les Paccots (communes Châtel-Saint-Denis, Haut-Intyamon, Gruyères et Semsales) ont été identifiés. Les sites à examiner sont les suivants : Cousimbert (communes Cerniat et La Roche), Merlas (communes Bas-Intyamon et Grandvillard), Geissalp (commune Plaffeien), Galmiz (commune Galmiz) Plannes (com-

Voir Thèmes «Sites construits à protéger» et «Immeubles à protéger »





mune Semsales) et Euschelsspass (commune Jaun). Ils exigent des recherches supplémentaires. Avant d'aborder les autorités, les éventuels promoteurs d'autres sites clarifient respectivement les critères d'exclusion ou d'aptitude.

La perturbation des radars météorologiques est à clarifier avec MétéoSuisse. (Office fédéral de météorologie et de climatologie, MétéoSuisse, Centre régional MétéoLocarno, Groupe radars et satellites (RSA), via ai Monti 146, 6605 Locarno 5 Monti).

Energie bois

En rapport avec l'énergie tirée du bois, il existe une étude intitulée « Etude du potentiel BOIS ENERGIE dans le canton de Fribourg » examinant les possibilités de la production d'énergie à partir du bois dans le canton de Fribourg.

Biomasse

Une distinction est faite entre les installations de biomasse dans la zone de construction (zone spéciale) et les installations dans la zone agricole.

La législation fédérale (art. 34a OAT) prévoit pour les installations de biomasse dans la zone agricole un cadre clair (restrictif), entre autres concernant:

- les substrats;
- la subordination à l'exploitation agricole;
- les possibles intérêts prépondérants s'opposant à une réalisation (art. 34 al. 4 OAT).

Les installations de biogaz dans la zone de construction ne sont pas soumises aux restrictions concernant les substrats et à la subordination à l'exploitation agricole.

Du fait que dans les installations de biogaz seul 30% environ de l'énergie est transformée en électricité et que le reste est constitué de rejets de chaleur, il convient d'utiliser ces derniers de manière judicieuse.

Géothermie

L'étude «Evaluation du potentiel géothermique du canton de Fribourg» démontre les possibilités de la production d'énergies géothermiques. L'étude désigne entre autres des régions aptes à recevoir des structures géothermiques. Ces dernières ont été intégrées à la carte du plan directeur cantonal à titre indicatif.

Du point de vue législatif, ce sont particulièrement les lois et les ordonnances relatives à la protection des eaux qui ont une importance pour l'exploitation des énergies géothermiques. Les nappes phréatiques sont les ressources les plus importantes pour notre alimentation en eau potable. En Suisse, plus de 70% des besoins en eau potable sont couverts par les nappes phréatiques. L'édification d'une installation de production d'énergie géothermique peut donc constituer un risque pour ces importantes ressources. Les points les plus importants à observer sont une construction soignée et un entretien approprié des installations. Le canton de Fribourg tente de trouver le bon compromis entre la protection des «nappes phréatiques» en tant que ressources d'eau potable et une exploitation judicieuse des énergies géothermiques du point de vue économique. Ainsi, dans certaines régions, des conditions spéciales sont exigées lors de la construction et de la surveillance des travaux afin d'éviter une atteinte à ces importantes ressources.

Energie hydraulique

Une distinction est faite entre les petites et les grandes centrales hydroélectriques. Les petites centrales hydroélectriques ont une puissance énergétique de ≤ 10 MW.

L'étude «Evaluation et gestion de la force hydraulique du canton de Fribourg» définit les critères d'aptitude, les critères d'exclusion ainsi que les critères d'évaluation concernant la rentabilité, le bilan énergétique, l'hydrologie, la morphologie du cours d'eau, l'environnement, la nature et le paysage et les aspects sociaux.

Sur la base de ces critères d'exclusion, fondés sur des éléments disponibles ou pouvant être élaborés, respectivement être trouvés au moyen d'une dépense raisonnable (par exemple les inventaires fédéraux), un premier groupe de secteurs de cours d'eau excluant une exploitation (supplémentaire) de l'énergie hydraulique a été désigné.

Les autres secteurs doivent faire l'objet d'un examen approfondi en vue de leur aptitude. Pour ce faire et pour aider dans la pesée des intérêts, l'étude en question comprend une analyse multicritères.

Pour l'exploitation efficace de l'énergie hydraulique, les valeurs de référence suivantes sont applicables:

- puissance théorique par rapport à la longueur du tronçon résiduel: idéalement ≥ 0.6 kW/m; au minimum 0.1 kW/m;
- durée de récupération de l'énergie des investissements consacrés pour le projet: idéalement < 5 ans; au maximum < 10 ans;
- Taux d'efficacité: $\geq 75\%$.

PRINCIPES DE COORDINATION

Mini-centrales hydroélectriques non raccordées au réseau électrique

Les mini-centrales hydroélectriques situées dans les zones non raccordées au réseau électrique sont situées à l'extérieur des zones à bâtir (par exemple sur un alpage retiré). Elles sont en principe soumises à la législation fédérale. Dans le texte du plan directeur cantonal, l'examen des différentes formes de production d'énergie (photovoltaïque, éolienne, hydraulique) est exigé. Le cas échéant, les différentes possibilités doivent être présentées et leur choix motivé. Les critères décisionnels sont l'efficacité de l'énergie, rentabilité, l'intégration et les conséquences sur l'environnement, la nature et le paysage. L'examen de l'aptitude et la pesée des intérêts sont effectués au cas par cas.



Coordination énergie - urbanisation - mobilité

La nature du tissu urbain et l'infrastructure des transports publics ont une influence considérable sur la consommation d'énergie. Plus la densité du tissu urbain et la qualité de desserte des transports publics sont élevées, autant moins d'énergie est, en moyenne, consommée par les ménages. Une desserte économiquement judicieuse par les transports publics et par les réseaux énergétiques exige une certaine densité du tissu urbain.

Le tissu urbain et l'infrastructure des transports publics sont aménagés à long terme, une fois construits, ils ne seront guère plus modifiés à grande échelle.

Pour ces raisons, il vaut la peine de porter une attention particulière à la coordination de l'énergie, de l'urbanisation et des transports publics.

Réseaux d'énergie

Le plan sectoriel des lignes de transport d'électricité (PSE) constitue l'instrument supérieur de planification et de coordination de la Confédération pour l'extension et la construction des lignes à haute tension de l'approvisionnement général en électricité (niveau de tension 220 kV et 380 kV) et des lignes d'approvisionnement électriques des chemins de fer (132 kV). Le plan sectoriel évalue les besoins et les variantes des projets de corridors des lignes à haute tension, identifie les éventuels conflits et élabore des solutions possibles, tout en définissant le corridor le plus approprié en vue d'édifier les lignes à haute tension planifiées.



Voir aussi:

Structure urbaine;
 Concept d'urbanisation et critères pour le dimensionnement de la zone à bâtir;
 Grands générateurs de trafic et centres commerciaux;
 Concept global des transports;
 Surfaces agricoles et d'assolement;
 Sites pollués;
 Protection de l'air;
 Risques chimiques et technologiques;
 Eaux souterraines

Instances concernées:

Instance de coordination:
 Service des constructions et de l'aménagement

Communes:
 Toutes

Instances cantonales:
 SPC, STE, PromFR, SEn; SG, SAgri, DAEC-DD

Autres cantons:
 BE, NE, VD

Confédération:
 ODT

Autres instances:
 Groupe de coordination et de soutien, Associations régionales

1. PROBLÉMATIQUE

Les zones d'activités servent à accueillir des entreprises du secteur secondaire ou tertiaire. Étant donné que ces zones occupent de grandes surfaces et génèrent du trafic, elles doivent être dotées d'une bonne accessibilité.

Conscient de la nécessité de renforcer l'armature économique du canton de Fribourg et des moyens limités à disposition, le Conseil d'Etat a élaboré un plan sectoriel des zones d'activités en 1998. Le but de ce document est de montrer où il est judicieux de concentrer les efforts de planification et de promotion pour augmenter le potentiel de développement économique du canton. Le plan sectoriel inventorie les terrains disponibles à court, moyen et long terme. Ces zones d'importance cantonale sont composées de terrains variés, situés à des endroits choisis et présentant le plus grand potentiel pour l'implantation de nouvelles entreprises. Elles sont réparties sur sept pôles de développement, soit un par district.

Hors des pôles de développement, il est possible de maintenir ou de créer des zones d'activités destinées à des activités industrielles ou artisanales présentant un impact relativement faible sur l'environnement. En vue de constituer un réseau entre les centres et le reste du territoire, il est indispensable de poursuivre les efforts actuels déployés pour le renforcement de l'économie.

Face aux demandes de grandes surfaces industrielles et afin de disposer d'une offre suffisante pour les entreprises de service ou industrielles à forte valeur ajoutée, le Conseil d'Etat a décidé de compléter la démarche entreprise en 1998 par la définition de secteurs stratégiques en vertu de la loi sur la promotion économique. Ce choix s'insère également dans la stratégie cantonale de développement durable en ce sens que ce projet permet d'appliquer de manière exemplaire le développement durable au niveau opérationnel.

Des réflexions sont également en cours au niveau national. Elles visent à définir des zones d'activités d'importance nationale. Outre ces réflexions sur les zones d'activités d'importance nationale, de nouvelles exigences ont été formulées pour les cantons qui doivent identifier un nombre restreint de sites stratégiques dans leur plan directeur cantonal et mettre en place les instruments nécessaires à la valorisation de ces sites.

La question de la politique foncière active cantonale a occupé le devant de la scène politique au cours de ces dernières années. Le résultat de ces discussions s'est concrétisé d'abord dans la modification de la loi sur la promotion économique (LPEc) et ensuite dans la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC).

Il ressort clairement des réflexions effectuées qu'un certain nombre de centres urbains ne disposent plus de surfaces suffisantes pour les prochaines quinze années. En effet, un terrain affecté en zones d'activités n'est pas toujours disponible pour la construction. Pour changer cet état de fait et obtenir une efficacité plus grande de la politique d'aménagement du territoire, il est essentiel de définir un changement de paradigme: les collectivités publiques, y compris le canton, doivent être plus actives sur le marché foncier afin d'orienter l'implantation des activités économiques répondant à la stratégie cantonale fixée. Dès lors, les dispositions relatives aux zones d'activités doivent être complétées par un volet relevant de la politique foncière active cantonale. Ces démarches doivent être ancrées dans le développement durable.



Le Conseil d'Etat a choisi de développer une politique foncière active basée sur de possibles investissements fonciers du canton. Il s'agit parfois d'intervenir directement ou indirectement dans l'acquisition de terrains afin d'assurer une bonne réactivité et une efficacité de la promotion économique. Les secteurs stratégiques doivent être majoritairement en mains publiques et doivent permettre une réalisation rapide de projets jugés stratégiques. Il s'agit donc d'une politique sélective et ciblée qui ne concerne que quelques secteurs spécifiques, et qui s'inscrit dans un programme de mise en œuvre s'étendant à un horizon de planification de 15 ans. Le canton doit pouvoir, en cas de nécessité, entreprendre la planification, tout en associant les communes aux travaux durant cette phase, afin de négocier les acquisitions de terrains ou les droits d'emption. Une fois les terrains planifiés, le canton devra parfois définir des mesures de gestion foncière des terrains.

Les communes sont les autorités de planification pour les sites stratégiques et toutes les zones d'activités.

Un programme de réalisation destiné au Conseil d'Etat fixe les modalités de financement interne, d'organisation et de pilotage de projet.

Le plan directeur cantonal définit la politique cantonale en la matière, désigne les pôles de développement économique et les secteurs stratégiques et fixe les conditions pour la création et la gestion de nouvelles zones d'activités d'importance cantonale ou d'autres zones d'activités.

2. PRINCIPES

BUTS DE LA POLITIQUE DU CANTON

- Garantir une offre suffisante, différenciée, attractive et bien localisée de terrains affectés aux zones d'activités.
- *Définir des secteurs stratégiques où le canton peut pratiquer une politique foncière active ancrée dans le développement durable afin de concentrer l'engagement et les moyens à disposition du canton sur les sites présentant le meilleur potentiel pour l'implantation de nouvelles entreprises à fort impact territorial.*
- *Contribuer au renforcement du centre cantonal et des centres régionaux en matière d'emplois qualifiés.*
- Veiller à accroître en premier lieu l'offre de terrains disponibles dans les zones d'activités légalisées.
- Proposer une gamme différenciée de lieux d'implantation, attractifs et bien localisés.
- Faire participer l'ensemble des pôles au développement économique.
- Mettre la compétence et le savoir-faire de l'administration cantonale à disposition des communes et des régions pour faciliter une mise en valeur et une promotion efficace des zones d'activités.
- *Garantir également hors des pôles de développement, et notamment dans les régions de montagne, une offre suffisante de terrains affectés aux zones d'activités permettant l'implantation, l'extension et/ou la délocalisation d'entreprises n'engendrant pas un fort impact sur le territoire.*



- Encourager les collectivités publiques à exercer une politique foncière active.

PRINCIPES DE LOCALISATION

Pôles de développement

Le canton entend concentrer ses efforts de planification et de promotion sur sept pôles de développement économique:

1. Fribourg et environs
2. Morat/Kerzers
3. Basse Singine
4. La plaine de la Broye, le long de l'autoroute A 1
5. Bulle et environs
6. Châtel-St-Denis
7. Romont.

Secteurs stratégiques

Les secteurs stratégiques doivent:

- *Etre situés dans les pôles de développement et dans le centre cantonal ou dans les centres régionaux.*
- *Figurer au plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale.*
- *Etre destinés aux entreprises industrielles ou de services à forte valeur ajoutée.*
- *Exclure les activités commerciales ou à faible valeur ajoutée.*
- *Etre situés dans un secteur présentant des réseaux de mobilité douce attractifs, qui prennent en compte des aspects de sécurité, routière ou autre, de bien-être et de confort.*
- *Etre situés dans un secteur présentant ou prévoyant au minimum un niveau de desserte C pour les transports publics et une capacité routière de niveau β pour le trafic individuel motorisé selon le plan cantonal des transports, et garantissant le respect des prescriptions relatives à la protection de l'environnement (air, bruit).*
- *Proposer des solutions urbanistiques de qualité et présentant une utilisation rationnelle et mesurée du sol.*
- *Etre dotés d'instruments pour une gestion durable de la mobilité (plan de déplacement d'entreprises, gestion du stationnement, ...).*
- *Comprendre des voies d'accès qui ne traversent pas de zones habitées ou être situés dans un secteur présentant une desserte en transports publics de niveau A ou B selon le plan cantonal des transports.*
- *Réserver les terrains nécessaires au raccordement ferroviaire pour les secteurs présentant des conditions techniques et financières acceptables. En cas d'impossibilité de raccordement ferroviaire, ils doivent réserver des possibilités de transbordement rail - route dans les gares du voisinage.*
- *Etre majoritairement en mains de collectivités publiques.*
- *Comprendre au maximum dans l'ensemble du canton 50 hectares de surfaces dans des zones à bâtir légalisées et non construites.*



Les secteurs stratégiques sont:

- *Environs immédiats de la gare de Fribourg*
- *Bertigny-Ouest (Villars-sur-Glâne)*
- *Birch (Düdingen)*
- *Planchy (Bulle et Vuadens)*
- *Löwenberg (Morat et Galmiz)*
- *Rose de la Broye (Estavayer-le-Lac, Sévaz, Les Montets et Lully)*
- *Raboud (Romont)*
- *Châtel-St-Denis*

Zones d'activités d'importance cantonale

Les zones d'activités d'importance cantonale doivent:

- Etre situées à l'intérieur des pôles de développement.
- Figurer dans le plan d'aménagement local de la commune concernée et dans le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale.
- Comprendre, en règle générale, une surface libre d'au moins un hectare ou permettre la construction d'au minimum 5'000 m² de surface de plancher.
- *Etre situées dans un secteur présentant des réseaux de mobilité douce attractifs, qui prennent en compte des aspects de sécurité, routière ou autre, de bien-être et de confort.*
- *Etre situées dans un secteur présentant au minimum un niveau de desserte D en transports publics selon le plan cantonal des transports et une capacité routière de niveau γ pour le trafic individuel motorisé selon le plan cantonal des transports.*
- Comprendre des voies d'accès qui ne traversent pas de zones habitées.
- Réserver les terrains nécessaires au raccordement ferroviaire pour les secteurs présentant des conditions techniques et financières acceptables. En cas d'impossibilité de raccordement ferroviaire, réserver des possibilités de transbordement rail - route dans les gares du voisinage.
- *Etre en mains de collectivités publiques ou appartenir à des propriétaires disposés à vendre dans un délai fixé par voie contractuelle.*
- *Ne peuvent pas être destinées aux activités commerciales.*

Dimensionnement des zones d'activités d'importance cantonale

- Les zones d'activités sont dimensionnées sur la base des surfaces occupées dans ce type de zones dans l'ensemble de la commune concernée. Le total des surfaces non construites, hormis les propriétés destinées à l'extension des entreprises existantes, ne peut dépasser les deux tiers de la surface effectivement construite. Pour les entreprises existantes hors zones d'activités (par exemple en zone village ou mixte), des réserves peuvent être prévues pour un déplacement ou une extension de l'activité sur la base d'un projet précis et suffisamment consolidé.

Les communes comprenant des zones d'activités d'importance cantonale et d'autres types de zones d'activités sont tenues de différencier le calcul de dimensionnement.



Autres zones d'activités

Les zones d'activités:

- *qui sont situées hors des pôles de développement doivent permettre l'extension et/ou la délocalisation des entreprises existantes ainsi que, le cas échéant, la création d'entreprises n'engendrant pas un fort impact sur le territoire.*
- ne doivent pas nécessiter l'aménagement de nouvelles voies d'accès importantes pour leur desserte.
- *doivent être dotées d'un raccordement raisonnable à un moyen de transports publics.*
- sont notamment destinées aux exploitations artisanales orientées sur les besoins d'une clientèle locale ainsi qu'aux petites exploitations du secteur tertiaire.

Dimensionnement des autres zones d'activités

- Les zones d'activités sont dimensionnées sur la base des surfaces occupées dans ce type de zones dans l'ensemble de la commune concernée. Le total des surfaces non construites, hormis les propriétés destinées à l'extension des entreprises existantes, ne peut dépasser le tiers de la surface effectivement construite. Pour les entreprises existantes hors zones d'activités (par exemple en zone village ou mixte), des réserves peuvent être prévues pour un déplacement ou une extension de l'activité sur la base d'un projet précis suffisamment consolidé.

PRINCIPES DE COORDINATION

La planification des zones d'activités tiendra compte des principes suivants:

- | | |
|--|--|
| <p>> Voir Thème «Sites pollués»</p> | <ul style="list-style-type: none"> · Certains sites industriels figurant dans le plan sectoriel des zones d'activités sont susceptibles d'être localisés sur des sites pollués. Avant de réaliser une construction dans ces secteurs, les investigations préalables et les éventuels assainissements seront réalisés. |
| <p>> Voir Thème «Risques chimiques et technologiques»</p> | <ul style="list-style-type: none"> · Les risques chimiques et technologiques seront pris en compte lors de la planification de nouvelles zones d'activités à proximité de zones d'habitation ou de loisirs afin d'éviter que les utilisations du sol des différentes zones ne s'excluent. |
| <p>> Voir Thème «Surfaces agricoles et d'assolement»</p> | <ul style="list-style-type: none"> · Pour que le canton accepte de nouvelles emprises sur les meilleures terres agricoles, la preuve devra être apportée qu'aucun autre secteur voisin des zones à bâtir existantes, classé dans une catégorie inférieure de l'inventaire des surfaces agricoles, n'est disponible. |
| <p>> Voir Thème «Eaux souterraines»</p> | <ul style="list-style-type: none"> · Aucune zone d'activités ne pourra être délimitée à l'intérieur d'une zone S de protection des eaux. |
| <p>> Voir Thème «Grands générateurs de trafic et centres commerciaux»</p> | <ul style="list-style-type: none"> · <i>Les entreprises qui génèrent plus de 2'000 trajets par jour de trafic motorisé sont considérées comme grand générateur de trafic (les poids lourds sont comptés deux fois) et doivent remplir les critères définis pour ce type d'installation dans le plan directeur cantonal.</i> |



3. RÉPARTITION DES TÂCHES

Le canton:

- *Confirme le groupe de coordination et de soutien dans ses activités relatives à la gestion du plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale et élargit son champ d'action au suivi des secteurs stratégiques.*
- *Définit les pôles de développement, les secteurs stratégiques, les critères pour la création des secteurs stratégiques et des zones d'activités d'importance cantonale.*
- *Peut être en charge de la planification dans les secteurs stratégiques.*
- *Peut acquérir des terrains dans les secteurs stratégiques.*
- *Peut financer l'équipement de base dans les secteurs stratégiques.*
- *Crée des structures pour la gestion de l'ensemble des sites stratégiques en se basant sur le partenariat public-privé.*
- *Etablit un programme de réalisation pour les secteurs stratégiques.*

La Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions:

- *Est en charge de la gestion des projets et de la coordination des études de planification dans les secteurs stratégiques.*
- *Met en place les structures de projet nécessaires à la mise en œuvre des secteurs stratégiques tout en y associant les services cantonaux, les régions, les communes et les propriétaires concernés.*
- *Peut planifier et gérer le financement des infrastructures nécessaires à la mise en œuvre des secteurs stratégiques.*
- *Peut organiser, dans les secteurs stratégiques, des concours d'idées ou d'architecture auxquels participent les communes concernées.*
- *Peut entreprendre les démarches pour l'acquisition de terrains par le canton ou la définition de droits d'emption en faveur du canton dans les secteurs stratégiques.*
- *Peut définir les modalités de gestion foncière des secteurs stratégiques (contrats de droit administratif, droit de superficie, etc.).*

Le Service des constructions et de l'aménagement:

- *Peut établir des plans d'affectation cantonaux lorsque la situation le justifie.*
- *Assure la gestion technique du plan sectoriel et contrôle l'application des principes du plan directeur cantonal lors de l'examen des plans d'aménagement local.*

Le Service des ponts et chaussées:

- *Etablit les études de trafic nécessaires à la mise en œuvre des secteurs stratégiques.*
- *Peut établir les éventuels projets routiers nécessaires à la mise en œuvre des secteurs stratégiques.*
- *Contrôle les études et les éventuels projets en matière de mobilité douce nécessaires à la mise en œuvre des secteurs stratégiques.*



Le Service des transports et de l'énergie :

- *Contrôle les études et les éventuels projets en matière de transports publics nécessaires à la mise en oeuvre des secteurs stratégiques.*

Le Service de l'environnement et la Responsable du développement durable :

- *Etablissent les cahiers des charges pour les études de durabilité.*

La Promotion économique :

- *Propose prioritairement aux entreprises à forte valeur ajoutée souhaitant s'implanter dans le canton les terrains légalisés dans les secteurs stratégiques.*

Les régions:

- *Sont associées aux réflexions effectuées dans les sites stratégiques qui les concernent.*
- Étudient différents modèles pour le financement des infrastructures des zones d'activités d'importance cantonale ou des autres zones d'activités.
- Mettent sur pied, le cas échéant en collaboration avec le groupe de coordination et de soutien, un groupe de projet pour promouvoir et faire avancer les différents projets de développement.

Les communes:

- *Sont en charge des réflexions effectuées dans les sites stratégiques qui les concernent.*
- *Ne peuvent prévoir dans leur plan d'aménagement local des affectations contraires à la réalisation des secteurs stratégiques figurant dans le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale.*
- *Réexaminent la destination des zones d'activités d'importance cantonale sur la base des principes du présent thème dans un délai de 2 ans suite à l'adoption du thème du plan directeur cantonal.*
- Étudient les possibilités de changer l'affectation des zones d'activités équipées et non utilisés pour éviter la mise en zone de nouveaux terrains.
- Tiennent compte des principes de dimensionnement des zones d'activités du plan directeur cantonal lors de la révision de leur plan d'aménagement local.

Les cantons voisins:

- Sont consultés sur les dossiers de modification des plans d'aménagement local lorsqu'une commune fribourgeoise dont le territoire confine à la frontière cantonale envisage de créer une nouvelle zone d'activités ou de modifier le périmètre d'une zone.
- *Sont consultés en cas d'établissement d'un plan d'affectation cantonal dans un secteur limitrophe.*

Le groupe de coordination et de soutien:

- Supervise la mise en œuvre de la politique cantonale et du plan sectoriel des zones d'activités et la réalisation des projets concrets de développement.



- *Est en charge de la mise en œuvre du programme de réalisation des secteurs stratégiques.*
- Conseille et soutient les communes et les régions dans leurs efforts visant à augmenter la disponibilité des terrains affectés aux zones d'activités d'importance cantonale.
- Incite les communes concernées à promouvoir les zones d'activités d'importance cantonale.
- Complète et tient à jour le plan sectoriel des zones d'activités.
- Informe régulièrement le Conseil d'Etat sur la mise en œuvre **des secteurs stratégiques** et du plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale.
- Lance ou pilote des projets ou études d'intérêt cantonal dans le domaine.
- Etablit des contacts avec les milieux professionnels dans les domaines juridiques, techniques, économiques ou financiers pour la mise sur pied d'une organisation de projet au niveau cantonal.

4. MISE EN ŒUVRE

ETUDE CANTONALE À RÉALISER DANS LE DOMAINE

Secteurs stratégiques

Le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale délimite les secteurs stratégiques retenus par le canton.

Le canton établit un programme de réalisation qui comprendra et détaillera les étapes suivantes:

- *une étude coûts-utilité destinée à identifier l'ordre de réalisation des secteurs stratégiques,*
- *un état des études de planification existantes dans chaque secteur stratégique,*
- *les éventuelles réflexions directrices à établir dans les secteurs stratégiques et les éventuels plans d'affectation cantonaux nécessaires dans ces secteurs;*
- *les études de durabilité à l'échelle de chaque secteur stratégique permettant de déterminer les mesures environnementales, sociales ou économiques à prendre et leur ordre de priorité en coordination avec la procédure d'affectation,*
- *les éventuelles études techniques (transports, équipement, conception urbanistique et paysagère) nécessaires pour la mise en œuvre des secteurs stratégiques,*
- *les modèles de gestion foncière et financière à mettre en œuvre pour les terrains légalisés dans les secteurs stratégiques.*

Plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale

Le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale est mis à jour une fois que le délai de 2 ans imparti aux communes est expiré. Seuls les secteurs remplissant les critères définis par le plan directeur cantonal seront maintenus à l'inventaire figurant dans le plan sectoriel.



CONSÉQUENCES SUR LES INSTRUMENTS DE PLANIFICATION

Etudes régionales

Les régions doivent prendre en considération les zones d'activités d'importance cantonale lors de l'élaboration du plan directeur régional.

Les régions peuvent prévoir dans leur plan directeur des secteurs pour la création de nouvelles zones d'activités d'importance cantonale sur la base des critères de localisation ci-dessus.

Plan d'aménagement local

Cas particulier: Sites stratégiques

Le plan d'affectation établi dans un secteur stratégique doit avoir notamment pour objectifs de:

- *Démontrer l'intégration du secteur au tissu construit environnant.*
- *Proposer des solutions de stationnement pour tous les modes de transports.*
- *Evaluer les impacts résultant de la transposition du trafic généré sur le réseau routier (capacité et conséquences en matière de pollution de l'air et de bruit).*
- *Etudier les itinéraires de déplacements à pied, en deux-roues à l'intérieur et à l'extérieur du périmètre de planification.*
- *Montrer comment une utilisation judicieuse du sol sera réalisée en matière d'urbanisation et de stationnement.*
- *Proposer des aménagements extérieurs de qualité.*

Il doit identifier les secteurs qui peuvent être soumis à concours d'architecture ou d'idées.

Le règlement accompagnant le plan d'affectation intègre les mesures réglementaires nécessaires à la réalisation des objectifs ci-dessus.

Le rapport explicatif et de conformité démontre comment les objectifs sont atteints et indique les étapes de réalisation du secteur stratégique. Il démontre que la surface maximale des secteurs stratégiques n'est pas dépassée au niveau cantonal.

En cas de nécessité, il est possible d'établir un plan d'affectation cantonal dans les sites stratégiques. Dans ce cas, toutes les études nécessaires à la planification sont établies par le canton.

Dossier directeur

- Peut prévoir les extensions possibles des zones d'activités au-delà des critères de dimensionnement applicables.
- **Définit les principes de desserte de l'ensemble des zones d'activités et les étapes de réalisation des extensions de zones d'activités.**

Plan d'affectation des zones

- **Tient compte des éventuels plans d'affectation cantonaux en vigueur.**
- Délimite les zones d'activités en fonction des critères de dimensionnement définis par le plan directeur cantonal.
- Examine, en cas de surdimensionnement de zones d'activités équipées, si un changement d'affectation est envisageable.



4. Zones d'activités et politique foncière active cantonale

- Etudie les modalités à mettre en œuvre pour valoriser les secteurs de friches industrielles.
- Propose, en cas de réserves de bonnes terres agricoles en zone à bâtir non construites, des compensations pour les terrains nouvellement affectés à la zone d'activités, simultanément à la procédure de mise en zone.

Règlement communal d'urbanisme

- Définit le type d'activités que peuvent accueillir les zones d'activités en fonction des critères de desserte fixés par le plan cantonal des transports et par le plan de mesures pour la protection de l'air.

Rapport explicatif et de conformité

- Justifie le dimensionnement des zones d'activités proposées sur la base d'un calcul des surfaces construites et des propriétés utilisées par les entreprises existantes. **Le cas échéant, il différencie le calcul pour les zones d'activités d'importance cantonale et les autres zones d'activités.**
- **Démontre comment les critères de localisation du plan directeur cantonal ont été vérifiés et appliqués pour toutes les zones d'activités non construites.**
- Renseigne sur les résultats des éventuelles études effectuées sur la mobilité des personnes et des marchandises conformément aux principes définis par le plan cantonal des transports et par le plan de mesures pour la protection de l'air.

Principes transitoires pour les zones d'activités d'importance cantonale

Les communes réexaminent la destination des zones d'activités d'importance cantonale autorisant les activités commerciales. Elles choisissent si elles souhaitent maintenir cette destination ou non.

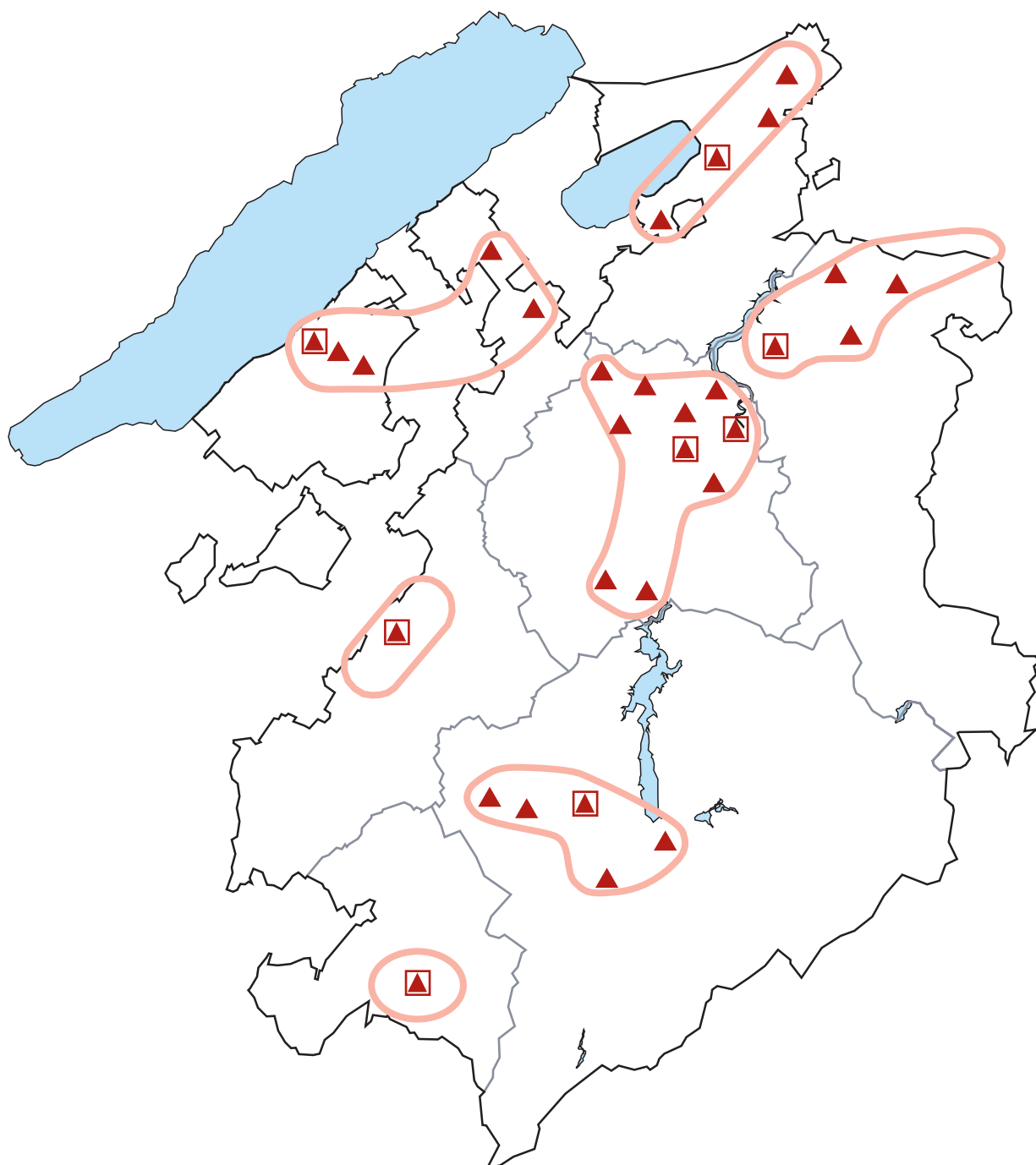
Elles adressent à la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions, dans le délai de 2 ans imparti suite à l'adoption de la modification du plan directeur cantonal, un rapport examinant leurs zones d'activités d'importance cantonale sous l'angle de leur conformité aux critères fixés par le plan directeur cantonal.

5. RÉFÉRENCES

- Plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale, Fribourg, 1998, inventaire actualisé en 2004.
- Plan cantonal des transports, Fribourg, 2006.
- Plan de mesures pour la protection de l'air, 2007.



Pôles de développement économique



Légende

-  Pôles de développement économique
-  Communes avec site stratégique et zones d'activités d'importance cantonale
-  Communes avec zones d'activités d'importance cantonale

km
0 3 6
Source: GEOSTAT



Participants à l'élaboration

SPC, STE, PROMFr, SEn, SG
DAEC-DD et SeCA

Cadre légal

Nouvelle base légale fédérale
ou cantonale depuis la révision
du plan directeur cantonal

Pratique administrative

Nouveaux buts pour la politique
cantonale

Nouveaux principes et nouvelles
mesures de mise en oeuvre

Etude cantonale à réaliser

Nouvelles conséquences sur
l'aménagement local

Nouvelle répartition des tâches

1. PROBLÉMATIQUE

Le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale a été établi dans le but de renforcer l'économie fribourgeoise face à la concurrence internationale et intercantonale, tout en respectant les exigences de l'aménagement du territoire, de la protection de la nature, de l'environnement et du développement durable, ainsi que les objectifs de la politique cantonale des transports. Conformément aux idées directrices et aux objectifs définis pour le plan directeur cantonal et conformément aux buts et principes de l'aménagement du territoire, il propose de concentrer les efforts de planification et de promotion économique sur les sites présentant le meilleur potentiel pour l'implantation de nouvelles entreprises. Ces sites, sélectionnés sur la base d'une évaluation détaillée des zones d'activités présentant les meilleures potentialités, offrent une gamme de terrains suffisamment différenciée pour répondre aux demandes d'implantation d'entreprises.

En 1998 et 2004, la forme donnée au plan sectoriel des zones d'activités a été jugée adéquate pour répondre aux buts visés. *En 2008, le Conseil d'Etat a demandé qu'une nouvelle orientation soit étudiée afin d'augmenter l'efficacité des collectivités publiques et en premier lieu du canton dans le développement d'une politique foncière active cantonale. En effet, pendant de nombreuses années, la question foncière a été absente des réflexions menées en aménagement du territoire. Les collectivités étaient cependant conscientes que la propriété foncière était un élément-clé de la réussite des mesures de planification définies dans les instruments d'aménagement du territoire. Si la question foncière n'est pas maîtrisée, le meilleur des plans d'aménagement peut n'avoir que très peu de chance d'être effectivement mis en œuvre. C'est dans ce contexte que le Conseil d'Etat a défini qu'une politique foncière active devait être entreprise afin d'assurer la mise à disposition de sites stratégiques pour l'accueil d'entreprises à forte valeur ajoutée dans des secteurs bien planifiés qui contribuent à la fois au renforcement des centres urbains du canton, à relativiser les coûts en matière d'infrastructures de transport, à minimiser les impacts sur l'environnement et à intensifier la mise en œuvre du développement durable. Il ne s'agit donc pas ici de proposer de nouveaux instruments d'aménagement du territoire ou une augmentation massive de l'offre en terrains, mais bien de proposer des instruments ou des démarches complémentaires aux traditionnelles démarches d'affectation pour des terrains présentant une importance stratégique pour le canton. La nécessité de ce changement d'approche a été confirmée par les chiffres établis en 2006 au début des travaux relatifs à la politique foncière active:*

Pôles de développement	Immédiatement disponible	Plus grande surface
Plaine de la Broye	44.9	5.5
Romont	22.8	16.4
Bulle et environs	18.9	3.3
Fribourg et environs	107	8.1
Morat / Kerzers	7.3	1.8
Basse Singine	16.9	4.0
Châtel-St-Denis	5.7	1.4

Taille des zones d'activités en hectares dans la catégorie
«Immédiatement disponible» en 2006



La majorité des zones d'activités d'importance cantonale immédiatement disponibles ont une surface limitée (moins de 10 hectares). Il faut donc agir sur des secteurs ciblés de plus de 10 hectares pour augmenter leur disponibilité.

	Propriété publique	Propriété privée	Mixte
Immédiatement disponible	12.15%	67.17%	20.67%
Disponible à moyen terme	4.65%	68.75%	26.60%
Disponible à long terme	14.90%	74.10%	11.01%
Total	10.95%	69.54%	19.50%

Type de propriétaires, en pourcentage, en fonction de la surface dans les zones d'activités d'importance cantonale en 2004

Les collectivités publiques sont très peu présentes sur le marché foncier des zones d'activités d'importance cantonale. Plus des deux tiers des réserves de ces zones d'activités étaient en mains privées en 2004. Si la négociation avec un propriétaire privé peut parfois se dérouler de manière idéale, il peut s'avérer parfois difficile, en cas de projet intéressant d'un point de vue stratégique, d'entreprendre des négociations avec plusieurs propriétaires privés. De plus, s'agissant des propriétés en mains de privés, les collectivités publiques ont parfois de la difficulté à négocier un prix attractif pour la vente des terrains à des investisseurs.

A l'échelle nationale, suite à la polémique suscitée en Suisse par la mise en zone du terrain à Galmiz, la Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement (DTAP) a décidé de mandater la Conférence des aménagistes cantonaux (COSAC) pour établir un rapport sur l'évaluation des zones d'activités d'importance stratégique. Les cantons ont adhéré au projet afin d'éviter une planification menée par la Confédération. Initialement, il était prévu de désigner 3 à 5 zones pour l'ensemble de la Suisse. Une première enquête auprès des cantons a révélé qu'il existait peu de zones de cette importance actuellement en zone à bâtir en Suisse (30-50 hectares).

Il ressort des analyses effectuées que:

- *la demande de zones d'activités stratégiques de 50 ha est sporadique et l'avantage d'anticiper la planification de telles zones, difficile à évaluer,*
- *les exigences qualitatives pour les zones d'activités stratégiques sont élevées,*
- *certaines propriétés du DDPS pourraient être désignées comme zones d'activités stratégiques, mais toutes ne remplissent pas tous les critères qualitatifs recherchés,*
- *la mise en œuvre d'une telle politique nécessite une volonté politique forte.*

En conclusion, l'étude propose que:

- *les offices fédéraux recensent, en collaboration avec les cantons, l'ensemble des zones d'activités légalisées remplissant les critères qualitatifs demandés présentant des surfaces entre 5 et 50 ha,*
- *les cantons prennent position sur leur volonté politique de concentrer le développement économique sur les sites stratégiques proposés par le DDPS et, en cas de réponse positive, d'entreprendre les démarches de mise en valeur des terrains,*
- *les cantons identifient un nombre restreint de terrains stratégiques (entre 3 et 5 sites de 10 à 15 hectares) et les désignent dans leur plan directeur cantonal,*



- les cantons mettent en place les instruments nécessaires à la valorisation des sites stratégiques désignés.

Les propositions formulées ont été acceptées par la DTAP en octobre 2008. En définissant un nombre restreint de sites stratégiques dans le plan directeur cantonal et en définissant les modalités de mise en œuvre d'une politique foncière active cantonale, le Conseil d'Etat répond aux recommandations qui ont été acceptées par la DTAP.

Le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale sera adapté afin d'intégrer les sites stratégiques; il continuera d'évoluer au gré des travaux de planification établis par les communes en ce qui concerne les zones d'activités d'importance cantonale. Le canton fixe les critères auxquels les zones d'activités doivent répondre pour être reconnues d'importance cantonale et définit une série de mesures de sa compétence sur un nombre de secteurs stratégiques restreints. La politique foncière active cantonale est constituée par les actions menées dans ces secteurs stratégiques. Elle vient s'ajouter aux actions entreprises en matière de zones d'activités d'importance cantonale.

Il convient cependant de préciser que le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale n'exclut nullement la planification et la mise en valeur d'autres zones d'activités. De nouvelles zones d'activités pourront être créées pour autant que leur opportunité soit prouvée et que leur localisation soit judicieuse et conforme aux buts et principes définis dans le plan directeur cantonal. Ces autres zones accueillent une part importante du tissu économique existant parmi lequel on peut citer les activités artisanales. Ces zones doivent permettre de maintenir le tissu économique et de faire évoluer ses activités.

2. PRINCIPES

PRINCIPES DE LOCALISATION

Pôles de développement

Les pôles de développement désignent de grands secteurs particulièrement intéressants du point de vue de la stratégie de la promotion économique et de l'aménagement du territoire et présentant les conditions nécessaires à l'implantation de nouvelles entreprises moyennant un certain effort de planification, d'équipement et de promotion.

Ces pôles de développement sont l'illustration de la stratégie cantonale. ***Ils ne constituent pas une démarche d'affectation.*** Ils prennent en considération les aspects suivants:

- l'intérêt du canton à promouvoir avant tout les sites les mieux situés et les surfaces les plus appropriées ainsi qu'à concentrer les moyens financiers à disposition sur les zones d'activités présentant le plus de promesses de succès;
- la volonté de renforcer l'armature urbaine du canton;
- la volonté de faire participer toutes les régions au développement économique;
- les territoires situés le long des axes nationaux de transport ou desservis par un système de transport publics performant.



Sites stratégiques

Chaque pôle de développement comprend au moins un site stratégique. Les sites stratégiques retenus figuraient partiellement ou totalement en 2004 dans le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale.

Par le biais de la mise en œuvre de ces secteurs stratégiques, le Conseil d'Etat souhaite augmenter les chances d'accueillir des entreprises à forte valeur ajoutée dans le canton. Il s'agit également de développer une politique d'image et de montrer comment une urbanisation judicieuse et respectueuse des principes du développement durable peut être mise en œuvre en appliquant des critères de desserte en transports élevés pour tous les moyens de transports et tout spécialement pour les transports publics et la mobilité douce (en se basant sur la plan cantonal des transports), en prônant des solutions urbanistiques de qualité. Dans la mesure où les secteurs stratégiques sont destinés à la forte valeur ajoutée, les affectations commerciales en sont exclues.

Le canton contribue au financement des études de planification et les frais d'équipement dans les secteurs stratégiques. Afin de faciliter la planification et la réalisation de ces secteurs, le canton et/ou les collectivités publiques doivent être majoritairement propriétaires.

Afin de répondre aux exigences formulées par le groupe de travail de la DTAP, les réserves en terrain affectés en zones d'activités dans les secteurs stratégiques ne dépasseront pas 50 hectares sur l'ensemble du canton. Par contre, des réflexions de planification directrice pourront être menées sur des secteurs plus importants. Les périmètres de réflexion des secteurs stratégiques seront fixés dans le cadre d'une étude environnementale stratégique établie sur l'ensemble des sites retenus. Cette étude permettra également de déterminer un programme de réalisation entre les sites.

Zones d'activités d'importance cantonale

Les zones d'activités d'importance cantonale sont situées à l'intérieur des pôles de développement. Elles désignent des terrains localisés à des endroits stratégiques et présentant de grandes potentialités pour l'implantation de nouvelles entreprises. Elles sont planifiées par les communes et reconnues par le canton par leur inscription dans le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale.

Pour qu'une zone d'activités soit reconnue d'importance cantonale, elle doit présenter un potentiel de réalisation intéressant. La limite a été fixée à 1 hectare pour les surfaces libres de toute construction. Une zone d'activités partiellement construite est maintenue à l'inventaire des zones d'activités d'importance cantonale tant qu'elle présente encore des disponibilités permettant la réalisation de 5'000 m² de surface plancher.

Comme pour les sites stratégiques des critères de desserte par les transports sont exigés. Ils ont été précisés suite au plan cantonal des transports, mais sont d'un niveau moins élevé que pour les secteurs stratégiques.

En matière de propriété foncière, les critères sont également moins élevés ou moins contraignants que dans les secteurs stratégiques puisque les terrains peuvent être en mains privées pour autant que les propriétaires s'engagent, par exemple par le biais de contrats de droit administratif, à vendre ou réaliser dans un délai contractuel.



Par contre, comme pour les secteurs stratégiques, les destinations commerciales sont exclues des zones d'activités d'importance cantonale. Cette mesure répond à la fois aux problèmes soulevés par le postulat Kolly/Ducotterd (postulat N° 2016.07 concernant la politique cantonale en matière d'implantation de grandes surfaces et de centres commerciaux) visant à réserver suffisamment de terrains pour les entreprises à forte valeur ajoutée. La justification de cette mesure trouve son origine dans plusieurs constats:

- *une augmentation qualitative des critères exigés par les entreprises à forte valeur ajoutée,*
- *une raréfaction des secteurs remplissant les critères demandés par les entreprises,*
- *des critères de localisation très semblables entre les entreprises à forte valeur ajoutée et les activités commerciales,*
- *les offres plus élevées du domaine commercial pour l'acquisition des terrains,*
- *une présence très importante des activités commerciales sur le marché foncier.*

Le canton souhaite dès lors que les terrains présentant de grands potentiels pour l'accueil d'entreprises industrielles ou de services autres que commerciales soient clairement différenciés dans les plans d'affectation des communes. Il appartient aux communes de faire ce choix, mais le canton ne reconnaîtra plus à l'avenir les zones pouvant accueillir des activités commerciales en tant que zones d'activités d'importance cantonale. Ces zones resteront légalisées, mais elles ne seront plus prises en compte dans le calcul de dimensionnement des zones d'activités d'importance cantonale et seront soumises aux règles définies dans le thème «Grands générateurs de trafic et centres commerciaux».

En ce qui concerne le dimensionnement des zones d'activités d'importance cantonale, les analyses effectuées démontrent qu'un tiers des entreprises existantes sont généralement susceptibles de s'étendre dans un délai de quinze ans. C'est sur cette base que la règle du tiers a été fixée pour les autres zones d'activités. Afin de tenir compte des besoins pour les entreprises exogènes, ce principe a été augmenté au deux tiers pour les zones d'activités d'importance cantonale.

Dans sa mise à jour de 2004, le plan sectoriel des zones d'activités désigne 191 zones ou secteurs de zones d'activités d'importance cantonale, répartis sur 30 communes, représentant une surface totale de 588 ha.

En analysant ces zones ou secteurs de zones sous l'angle de leur disponibilité, on peut relever que:

- Sur les 588 ha de zones d'activités, 254 hectares (43%) sont immédiatement disponibles; 155 hectares (26%) sont disponibles à moyen terme et 179 hectares (31%) sont disponibles à long terme.

Autres zones d'activités

Le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale n'exclut pas la planification et la mise en valeur d'autres zones. Les zones d'activités existantes permettent déjà l'implantation, l'extension ou la délocalisation de petites et moyennes entreprises. Toutefois, comme le rappelle le texte du plan directeur, la création d'une nouvelle zone peut impliquer, dans certains cas, le déclassement d'une zone existante.



Cependant, compte tenu de l'importante offre de terrains dans les pôles de développement, les chances d'attirer de grandes entreprises dans d'autres zones d'activités sont faibles. Il est dès lors dans l'intérêt des communes situées à l'écart des axes de transport de réexaminer les surfaces affectées aux zones d'activités et de ne pas engager des frais d'équipement inutiles. Ainsi, au lieu de mettre en zone de nouveaux terrains et de devoir les équiper, les communes peuvent changer d'affectation des autres zones équipées si elles se prêtent à une autre affectation et si cette dernière est justifiée.

3. RÉPARTITION DES TÂCHES

Le canton:

La mise en place d'une politique foncière active cantonale est une nouvelle tâche conjointe de deux, voire trois Directions:

- *la Direction de l'économie et de l'emploi a besoin des fruits d'une telle politique pour augmenter la compétitivité économique du canton ; elle peut également établir les études et les projets nécessaires à la mise en oeuvre des sites stratégiques en ce qui concerne la desserte en transports publics par le biais du Service des transports et de l'énergie en cas de plan d'affectation cantonal,*
- *la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions peut établir un plan d'affectation cantonal et toutes les études préalables nécessaires avant la mise à disposition des secteurs stratégiques. Elle doit également veiller à la mise en place des structures de projet adéquates et des instruments de gestion foncière indispensables,*
- *la Direction des finances doit également suivre cette nouvelle politique en raison des montants importants qui devront lui être dévolus et afin de veiller à la bonne utilisation des ressources cantonales.*

Les communes:

Les autorités communales sont responsables de la mise en valeur et de la promotion des zones d'activités. Aussi ont-elles notamment pour tâche d'équiper les terrains à bâtir, de veiller à ce que les études de détail nécessaires soient réalisées à temps et d'informer les propriétaires sur les intentions et les démarches prévues.

En outre, elles doivent périodiquement reconsidérer la fonction, la localisation et la délimitation des zones d'activités et réexaminer, le cas échéant, l'affectation de certains secteurs. Ce réexamen est indispensable lorsque les propriétaires ne sont pas intéressés à une mise en valeur de leur terrain, lorsque l'offre des terrains disponibles dépasse les besoins prévisibles ou lorsque les coûts d'équipement sont disproportionnés.

L'équipement et la promotion des zones d'activités représentent des tâches ardues et une charge financière importante pour les communes. Celles-ci ont intérêt à chercher la collaboration avec d'autres communes ou des instances régionales pour la gestion et, selon les cas, la création de zones d'activités.

Le groupe de coordination et de soutien:

Pour assurer le suivi et la mise en oeuvre du plan sectoriel des zones d'activités, le Conseil d'Etat a nommé un groupe de coordination et de soutien dès 1998.



Le groupe de coordination doit fonctionner comme une cellule opérationnelle ayant pour tâche de lancer ou piloter des projets stratégiques. Selon le type de problème à régler, il peut solliciter l'appui d'autres services de l'administration cantonale ou charger des mandataires externes d'étudier des questions précises.

4. MISE EN ŒUVRE

ETUDES CANTONALES À RÉALISER DANS LE DOMAINE

Secteurs stratégiques

Le programme de réalisation détaillé est établi au plus tard pour l'adoption du texte du plan directeur cantonal par le Conseil d'Etat. Il est remis à jour à chaque début de législature.

Plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale

Le plan sectoriel des zones d'activités sera remis à jour, une fois que le délai de 2 ans imparti aux communes pour réexaminer la destination de leurs zones d'activités d'importance cantonale sera échu. Seules les zones qui remplissent les critères définis par le plan directeur cantonal seront maintenues dans le plan sectoriel.

CONSÉQUENCES SUR LES INSTRUMENTS DE PLANIFICATION

Plan d'aménagement local

Le plan d'affectation cantonal pourrait être utilisé subsidiairement, conformément à la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire et les constructions, mais uniquement dans les secteurs stratégiques.

Les dispositions définies pour le plan d'aménagement local sont applicables pour les zones d'activités d'importance cantonale et les autres zones d'activités.





Tableau de synthèse des zones d'activités

	DESTINATION PRINCIPALE	CRITERES DE LOCALISATION	PLANIFICATION	EQUIPEMENT	PROPRIETAIRE
SECTEURS STRATEGIQUES	Activités à haute valeur ajoutée avec fort impact territorial	Etre situés dans les pôles de développement	Communes avec un soutien financier du canton	Communes avec un soutien financier du canton	Majoritairement collectivités publiques
	Surface cumulée limitée à 50 ha dans l'ensemble du canton	Etre situés dans un centre de la structure urbaine cantonale	Canton, en cas de besoin	Canton, en cas de besoin	
		Desserte C en transports publics et capacité routière β			
ZONES D'ACTIVITES D'IMPORTANCE CANTONALE	Grand potentiel pour l'implantation de nouvelles entreprises à fort impact territorial	Etre situées dans les pôles de développement	Communes, avec un soutien financier du canton	Communes ou privés, avec un soutien financier du canton	Collectivités publiques ou privés si accord pour réalisation rapide de projet
	Activités commerciales exclues	Figurer au plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale			
		Desserte D en transports publics et capacité routière γ			
AUTRES ZONES D'ACTIVITES	Extension d'entreprises existantes	Etre situés en dehors des pôles de développement	Communes	Communes ou privés	Collectivités publiques ou privés
	Implantation de nouvelles entreprises qui n'ont pas un fort impact territorial	Aménagement de nouvelles voies d'accès importantes exclu			
		Raccordement raisonnable en transports publics			



Voir aussi:

Structure urbaine;
Zones d'activités et politique foncière cantonale;
Concept global des transports;
Protection de l'air;
Implantation d'installations de tourisme et de loisirs

1. PROBLÉMATIQUE

Le commerce est une activité qui génère un trafic considérable. Le regroupement de plusieurs commerces dans un même secteur ou sous un même toit peut avoir pour conséquence une grande génération de trafic. Tous les commerces n'ont cependant pas un impact territorial important. La question des centres commerciaux a commencé à se poser au début des années 80 avec les nouveaux modes de consommation et le développement du transport individuel motorisé. La problématique s'est accentuée avec le développement des grands centres commerciaux hors des centres urbains. Les choix d'implantation des promoteurs peuvent répondre à des critères divers: pour les aspects liés à l'aménagement du territoire, on peut identifier les terrains bon marché, la disponibilité de grandes surfaces et le peu de contraintes en matière de police des constructions ou de stationnement. Les terrains présentant ces critères se trouvent généralement hors des centres urbains. En fonction du bassin de clientèle recherché, celle-ci préférera d'ailleurs se rendre dans un centre en périphérie sans devoir supporter les désagréments de l'accès au centre-ville.

Les grands générateurs de trafic sont des constructions comme les installations touristiques ou de loisirs, les centres commerciaux, les grandes entreprises ou les combinaisons de ces fonctions. Les zones accueillant les grands générateurs de trafic ont pour caractéristiques d'occuper de grandes surfaces, d'avoir des besoins importants en termes d'accessibilité et de générer un grand trafic.

Il faut reconnaître que les grands générateurs de trafic et les centres commerciaux exercent d'importants effets sur le territoire dont les principaux sont:

- un impact sur le tissu économique «traditionnel» des centres urbains (commerces de proximité) et une baisse du nombre d'établissement de commerces de détail,
- l'accès plus difficile aux biens de consommation de la population «captive» (sans moyen de transport individuel),
- une consommation importante du sol en raison de grandes surfaces utilisées pour le stationnement,
- des réalisations présentant parfois des déficiences urbanistiques en raison d'un manque de réflexion sur les aménagements extérieurs et l'intégration dans le site,
- des nuisances en termes de pollution de l'air et des nuisances sonores qui peuvent s'avérer importantes pour la population riveraine,
- une surcharge des réseaux de transports, en raison de la mobilité induite, qui peut remettre en question le fonctionnement dudit réseau (engorgement des nœuds autoroutiers, perte de fluidité sur certains axes, ...) et nécessiter des mesures,
- une répartition modale peu propice à une desserte en transports publics,
- une concurrence territoriale en cas de grands générateurs de trafic à destination commerciale avec les entreprises à forte valeur ajoutée alors que les demandes de ces dernières portent sur les mêmes types de terrains et qu'elles ne souhaitent pas forcément la proximité d'activités commerciales.

Instances concernées:

Instance de coordination:
Service des constructions et de l'aménagement

Communes:
Toutes

Instances cantonales:
SEn, SPC, STE

Autres cantons:
VD, BE

Confédération:
ODT, OFROU, OFEV, OFT

Autres instances:
Associations régionales



Les domaines d'interaction sont donc multiples et ces aspects doivent être examinés dans le cadre des procédures de planification et d'autorisation.

Le présent thème du plan directeur cantonal a pour but de donner des principes pour planifier et examiner les projets de grands générateurs de trafic et de centres commerciaux à fort impact territorial. Il donne également quelques principes de base pour le maintien du tissu commercial dans les localités.

2. PRINCIPES

BUTS DE LA POLITIQUE DU CANTON

- Implanter judicieusement les centres commerciaux à fort impact territorial
- Maintenir les centres urbains animés du point de vue commercial
- Eviter la génération d'effets indésirables par les grands générateurs de trafic sur l'environnement et sur la mobilité.
- Optimiser les investissements en matière d'infrastructures

PRINCIPES DE LOCALISATION

Grands générateurs de trafic

- Tout projet touristique ou de loisirs ou entreprises provoquant plus de 2'000 trajets par jour de trafic motorisé est considéré comme grand générateur de trafic (les poids lourds sont comptés deux fois).
- Les grands générateurs de trafic doivent:
 - Etre situés dans un centre cantonal ou régional ou dans un pôle touristique d'importance cantonale ou dans un secteur présentant une desserte globale en transport (transport individuel motorisé et transports publics) performante.
 - Privilégier les voies d'accès aux routes cantonales qui ne traversent pas de zones habitées.
 - Etre situés dans un secteur présentant au minimum un niveau de desserte D selon le plan cantonal des transports.

Voir Thème «Concept global des transports»



Centres commerciaux à fort impact territorial

Définition

- Un centre commercial peut avoir un fort impact territorial lorsqu'il remplit un des critères suivants:
 - génération de plus de 2'000 trajets motorisé par jour (les poids lourds étant comptés deux fois);
 - surface de vente supérieure à 3'000 m² dans un seul édifice ou dans une même zone;
 - offre de plus de 200 places de stationnement.

Critères

- Implanter prioritairement les centres commerciaux à fort impact territorial destinés majoritairement aux produits alimentaires dans les secteurs centraux du centre cantonal et des centres régionaux.
- Implanter prioritairement les centres commerciaux à fort impact territorial destinés aux produits spécialisés dans les secteurs

Voir Thème «Structure urbaine»





Voir Thème «Concept global des transports»

- centraux ou dans la périphérie immédiate du centre cantonal et des centres régionaux (à l'intérieur des limites communales constituant les centres).
- Limiter la surface de vente destinée aux produits alimentaires dans les centres commerciaux à fort impact territorial spécialisés à un maximum de 20% de la surface de vente totale.
- Assurer une desserte en transports publics de niveau B selon le plan cantonal des transports et des conditions de livraison acceptables pour les centres commerciaux à fort impact territorial destinés majoritairement à l'alimentaire.
- Assurer une desserte en transports publics de niveau C et une capacité routière de niveau γ pour le trafic individuel motorisé selon le plan cantonal des transports pour les centres commerciaux à fort impact territorial destinés aux produits spécialisés.
- Veiller à une desserte adéquate des centres commerciaux à fort impact territorial par la mobilité douce.
- Veiller à la qualité des réalisations urbanistiques lors de la planification et de la réalisation de centres commerciaux à fort impact territorial.
- Implanter les centres commerciaux à fort impact territorial destinés majoritairement aux produits alimentaires exclusivement dans les zones mixtes ou dans les zones de centre.
- Situer les centres commerciaux à fort impact territorial destinés aux produits spécialisés uniquement dans les zones de centre ou dans les zones réservées exclusivement aux activités commerciales.
- Dimensionner les zones commerciales en fonction de la population résidente du bassin de clientèle recherché en tenant compte des surfaces de vente existantes dans la spécialisation recherchée dans ledit bassin; la preuve devra être apportée sur la base des scénarios démographiques à 15 ans que le ratio de 2 m² de surface de vente par habitant ne sera pas dépassé.

Autres centres commerciaux

Définition

- Un projet est considéré comme un centre commercial quand il remplit un des critères suivants:
 - surface de vente en produits diversifiés supérieure à 600 m² dans un seul édifice ou dans une même zone,
 - offre plus de 40 places de stationnement.

Critères

- Situer les activités commerciales dans les centres de localité en zone de centre ou en zone mixte.
- Veiller à la bonne accessibilité des activités commerciales par la mobilité douce.



PRINCIPES DE COORDINATION

Les installations de tourisme et de loisirs qui correspondent à la définition des grands générateurs de trafic doivent être situées dans des secteurs présentant une desserte en transports publics de niveau D et une capacité routière de niveau γ pour le trafic individuel motorisé selon le plan cantonal des transports.

- Les critères de desserte en transports pour les zones d'activités sont définis dans le thème «Zones d'activités et politique foncière cantonale».

Voir Thème «Implantation d'installations touristiques et de loisirs»



3. RÉPARTITION DES TÂCHES

Le canton:

- En cas de centre commercial de plus de 10'000 m² de surface de vente, les cantons voisins sont consultés à tous les stades de la procédure de planification afin de déterminer si une coordination intercantonale spécifique est à assurer.

Le Service des constructions et de l'aménagement:

- Examine l'opportunité des zones d'affectation autorisant les activités commerciales sur la base des principes de localisation.
- Examine le dimensionnement des zones pouvant accueillir des centres commerciaux à fort impact territorial
- Examine si les critères de desserte en matière de mobilité piétonne sont remplis lors des mises en zone ou lors de l'examen des plans d'aménagement de détail.
- Met un place un système de suivi des zones commerciales légalisées.

Le Service des transports et de l'énergie:

- Examine si les critères de desserte en matière de transports publics sont remplis lors des mises en zone ou lors de l'examen des plans d'aménagement de détail.

Le Service des ponts et chaussées:

- Examine si les critères de desserte en matière de transports individuels motorisés et de desserte cyclable sont remplis lors des mises en zone ou lors de l'examen des plans d'aménagement de détail.
- Examine la localisation, le dimensionnement et la gestion du stationnement pour les transports individuels motorisés et les deux-roues légers lors de l'examen des plans d'aménagement de détail.

Les communes:

- Planifient les zones commerciales et justifient leur dimensionnement sur la base des critères ci-dessus. Au besoin, elles veillent à coordonner leurs travaux avec les communes voisines concernées.



4. MISE EN ŒUVRE

CONSÉQUENCES SUR LES INSTRUMENTS DE PLANIFICATION

Etudes régionales

Les régions définissent, en cas de besoin, la localisation des centres commerciaux à fort impact territorial dans leur plan directeur régional. Elles se basent pour ce faire sur les études suivantes:

- Etat de l'offre commerciale actuelle et estimation des besoins;
- Relation des activités commerciales avec les centres urbains concernés.

Les régions identifient les mesures nécessaires en matière de transports dans les secteurs destinés aux centres commerciaux à fort impact territorial

Plan d'aménagement local

Grands générateurs de trafic et centres commerciaux à fort impact territorial

En cas de zone permettant l'accueil de grands générateurs de trafic, le rapport de conformité selon l'art. 47 OAT renseigne, entre autres, sur:

- la détermination du trafic généré en tenant compte:
 - de l'état de référence du réseau routier à 15 ans,
 - des exigences de desserte en transports publics fixées par le plan cantonal des transports,
 - de l'accessibilité et de l'offre en stationnement.
- les impacts résultant de la transposition du trafic généré sur le réseau routier (charge de trafic et conséquences en matière de pollution de l'air et de bruit)
- les modalités d'accès au secteur par les différents modes de transports, y compris les déplacements depuis les arrêts de transports publics.

Le dossier directeur démontre comment le réseau de transport peut répondre au trafic généré par les grands générateurs de trafic existants ou en fonction du potentiel prévu pour les zones commerciales planifiées.

Le règlement communal d'urbanisme intègre les mesures réglementaires nécessaires au respect de la génération de trafic admise.

En cas de secteur soumis à plan d'aménagement de détail, le règlement communal d'urbanisme précise que le plan a notamment pour objectifs de:

- démontrer l'intégration du secteur au tissu construit environnant,
- montrer comment une utilisation judicieuse du sol sera réalisée en matière de stationnement,
- proposer des aménagements extérieurs de qualité,
- démontrer que le trafic généré s'intègre aux dispositions définies pour la zone,
- proposer des solutions de stationnement pour tous les modes de transports,



- déterminer les itinéraires de déplacements à pied, en deux-roues à l'intérieur et à l'extérieur du périmètre de planification.

Dispositions spécifiques pour les centres commerciaux à impact territorial

Lorsque le bassin de clientèle recherché est intercommunal, le dossier de modification du plan d'aménagement local, plus particulièrement le rapport explicatif et de conformité, contiendra les documents nécessaires permettant de s'assurer que la coordination intercommunale a été assurée.

Le règlement communal d'urbanisme intègre les mesures réglementaires nécessaires au respect de la génération de trafic admise et il limite la part des surfaces commerciales destinées à l'alimentaire à 20 % au maximum de la surface de vente totale.

Dispositions transitoires pour les zones commerciales et les centres commerciaux à fort impact territorial

Les communes réexaminent la destination des zones légalisées autorisant les activités commerciales sur la base des principes de localisation dans un délai de 2 ans. En cas de zone autorisant les centres commerciaux à fort impact territorial, elles démontrent que l'ensemble des aspects demandés pour les nouvelles zones commerciales est atteint.

Durant le délai transitoire de 2 ans donné aux communes pour réexaminer la destination des zones pouvant accueillir des centres commerciaux à fort impact territorial, toute demande de plan d'aménagement de détail ou de permis de construire pour ce type de centre devra comprendre l'évaluation des éléments demandés ci-dessus.

5. RÉFÉRENCES

- Commerce et aménagement du territoire dans le canton de Fribourg: éléments pour une évolution de la politique cantonale, CEAT, Lausanne, juin 2008.
- Installations générant un trafic important (IGT) intégrées dans le plan directeur cantonal: Recommandations pour la planification, L'environnement pratique, Aménagement du territoire / Air, Office fédéral de l'environnement, Office fédéral du développement territorial, Berne, 2006.
- Rapport n°109 du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat n° 2016.07 René Kolly/Christian Ducotterd concernant la politique cantonale d'implantation de grandes surfaces et de centres commerciaux.



Participants à l'élaboration

SEn, SPC, STE et SeCA

Cadre légal

Nouvelle base légale fédérale et cantonale depuis la révision du plan directeur cantonal

Pratique administrative

Nouveaux buts pour la politique cantonale

Nouveaux principes et nouvelles mesures de mise en oeuvre

Aucune étude cantonale nécessaire

Nouvelles conséquences pour l'aménagement local

Nouvelle répartition des tâches

1. PROBLÉMATIQUE

Une distinction s'opère entre les données relatives au commerce de gros et celles liées au commerce de détail. La distinction s'opère en fonction du type de client principal. Le présent rapport se concentre sur les données du commerce de détail. La vente au détail est la revente (vente sans transformation) au public de biens neufs ou d'occasion essentiellement destinés à la consommation des particuliers ou des ménages, par des magasins, des grands magasins, des comptoirs et des kiosques, des maisons de vente par correspondance, etc. Pour la vente au détail en magasin, il existe une autre distinction entre le commerce de détail en magasin spécialisé et le commerce de détail en magasin non spécialisé.

Le nombre d'établissements à vocation commerciale a connu une baisse régulière dans le canton de Fribourg. En 10 ans, le nombre d'établissements de commerce de détail a diminué de 16,1 %. Cette baisse est plus forte dans le commerce de détail non spécialisé (35,6 %). La conjugaison de ces deux diminutions conduit à la baisse de la part des commerces non spécialisés dans l'ensemble de la structure du commerce de détail. En 1995, 16 % des commerces étaient des commerces non spécialisés. Ils n'étaient plus que 12,2 % en 2005. Ces chiffres s'expliquent par la part importante que représente le commerce de détail spécialisé dans le nombre d'établissements. La part du commerce non spécialisé serait peut-être plus importante en se basant sur les surfaces de vente.

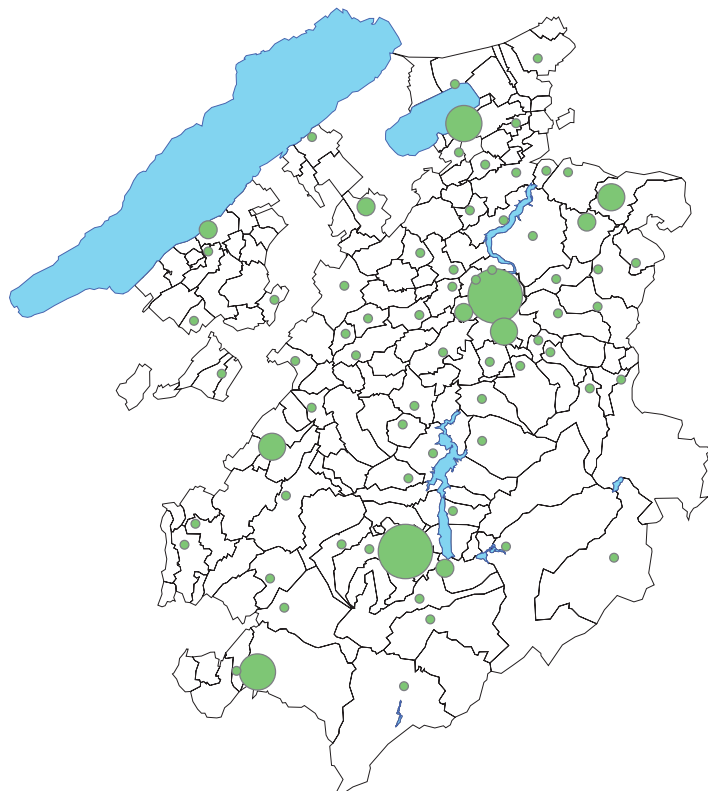
L'analyse du nombre d'emplois dans le commerce de détail rapporté au nombre d'habitants révèle que les chiffres du canton ne sont pas plus élevés qu'ailleurs en Suisse. En 2005 dans le canton de Fribourg, on comptait 29 emplois dans le commerce de détail pour 1000 habitants, alors que la moyenne suisse était de 32. D'un point de vue dynamique, la diminution du nombre d'emplois observée est moins forte dans le canton de Fribourg que dans le reste de la Suisse. La part des emplois dans le commerce de détail dans la population est particulièrement faible dans les districts de la Singine et de la Broye, illustrant ainsi une concentration du commerce dans de grands centres commerciaux dans les principaux centres urbains (Sarine et Gruyère ou autres cantons).

Dans la part totale des emplois, la part des emplois du commerce de détail est relativement plus importante. En 2005, ce type de commerce avait un poids économique relativement plus important dans le canton de Fribourg (8,9 %) qu'en Suisse (7,7 %). L'approche dynamique montre qu'en Suisse comme à Fribourg, cette part est en diminution par rapport à 1995. En raison de la part importante de la population résidante exerçant son activité professionnelle dans un autre canton, le nombre total d'emplois est relativement peu élevé par rapport à la population résidante. Les emplois dans le commerce représentent une plus forte proportion du total des emplois que dans d'autres cantons.

Le nombre de commerces de détail est en diminution. Cette baisse est inversement proportionnelle à la taille des centres d'achats. Entre 1995 et 2005, le nombre de petits commerces a diminué de près de 82 %. Cette diminution est également observable pour les commerces de détail dont la surface de vente est comprise entre 100 et 399 m² ainsi que ceux de 400 à 999 m². A l'inverse, les grands supermarchés et les hypermarchés sont en relative augmentation. Si leur nombre est stable, leur part dans la répartition des établissements est en nette augmentation.



Entre 1995 et 2005, le nombre d'emplois dans les hypermarchés a augmenté de 190 % sur l'ensemble de la période. Chaque année, ce sont près de 30 emplois qui sont créés dans cette branche. En 2005, 32,4 % des emplois du secteur se situaient dans les hypermarchés. A l'inverse, le nombre d'emplois dans les petits commerces était en légère baisse. Elle était d'autant plus forte dans les grands commerces (100 m² – 399 m²). Ainsi, en 2005, les commerces de moins de 400 m² ne représentaient plus que 26 % des emplois du secteur contre 38,4 % en 1995.



Légende

Nombre d'établissements



Source: OFS/CEAT/SeCA

Nombre d'établissements de commerce de détail non spécialisé,
2005

La carte ci-dessus montre que les communes des principales agglomérations concentrent un nombre important d'établissements. Fribourg et sa périphérie viennent largement en tête. Châtel-Saint-Denis a une assez forte vocation commerciale. Les communes touristiques sont également bien équipées dans ce domaine. A côté de cette armature commerciale, il faut observer que 97 communes ne comprennent pas d'établissements de commerce de détail non spécialisé. Pour les habitants de ces communes, l'accès à des commerces alimentaires non spécialisés nécessite des déplacements.



2. PRINCIPES

BUTS DE LA POLITIQUE DU CANTON

Le plan directeur cantonal souhaite renforcer le centre cantonal et les centres régionaux. Or, ces centres jouent un rôle déterminant dans l'offre commerciale et le canton souhaite que ce rôle soit maintenu. Le réseau urbain proposé (voir thème « Structure urbaine ») permet d'assurer une diversité commerciale dans l'ensemble du canton. La population doit pouvoir accéder à la majorité des produits recherchés en se rendant dans le centre cantonal ou dans un centre régional. De plus, les centres urbains sont des lieux où la proximité des commerces des lieux d'habitat permet à une partie de la clientèle de faire ses achats en ayant recours aux transports publics ou à la mobilité douce.

PRINCIPES DE LOCALISATION

L'implantation des centres commerciaux au centre des principales localités du canton n'est pas limitée dans la mesure où il s'agit des lieux les plus judicieux pour les implanter. En effet, une grande partie de la clientèle peut y accéder par des moyens de transport plus respectueux de l'environnement et les commerces permettent de contribuer à la vitalité des centres-villes.

Le plan directeur cantonal n'exclut pas l'implantation de centres commerciaux à fort impact territorial dans la proximité immédiate du centre cantonal et des centres régionaux. Toutefois, ces centres sont principalement destinés à des marchandises spécialisées et non aux produits alimentaires. Leur implantation peut être justifiée afin de disposer d'un accès plus direct à une route de grand trafic ou en raison du volume des marchandises commercialisées. La desserte par les transports publics (pour les employés et la clientèle) de même que l'accès par les moyens de mobilité douce ne sauraient être totalement négligés. Toutefois, les critères sont moins exigeants que dans les centres urbains et pour le commerce destiné aux produits alimentaires.

En proposant des critères pour le dimensionnement des zones commerciales, il s'agit à la fois d'économiser le sol, de veiller à garder suffisamment de terrains pour les activités industrielles et de services autres que commerciales et d'éviter la création de friches commerciales en raison d'une offre trop importante pour la construction de centres commerciaux.

La définition des critères pour les centres commerciaux est une adaptation des critères pour les centres commerciaux à fort impact territorial. Cette définition a pour but d'avoir une référence pour l'application des critères fixés pour les centres commerciaux dans la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions et son règlement d'exécution.

3. RÉPARTITION DES TÂCHES

Le Service des constructions et de l'aménagement devra mettre en place des outils de suivi des zones destinées aux centres commerciaux à fort impact territorial afin de mieux suivre l'offre proposée en matière de terrains et de disposer de références pour vérifier les justifications données pour ce type de zone d'affectation.



4. MISE EN ŒUVRE

CONSÉQUENCES SUR LES INSTRUMENTS DE PLANIFICATION

Etudes régionales

L'aménagement régional est un domaine facultatif, mais si une région se dote d'un plan directeur régional et si elle souhaite voir s'implanter un ou plusieurs centres commerciaux à fort impact territorial, la thématique doit alors être obligatoirement traitée à l'échelle régionale avant de pouvoir se concrétiser à l'échelle locale.

Plan d'aménagement local

Le plan d'aménagement local doit identifier les secteurs pour lesquels un plan d'aménagement de détail est obligatoire. Les secteurs dans lesquels un centre commercial à fort impact territorial peut être implanté sont clairement soumis à une planification détaillée précédant la procédure d'autorisation. de permis de construire

Le règlement communal d'urbanisme précisera pour les zones commerciales, le type d'activités et le trafic maximal autorisés avant même que le plan d'aménagement de détail ne soit établi. Ce dernier sera dimensionné de manière à ce que ces limites puissent être respectées.



Voir aussi:

Gestion des déchets;
Espace forestier;
Compensations écologiques;
Biotopes: Actions prioritaires;
Réseaux écologiques et couloirs à faune;
Sites pollués;
Eaux souterraines.

1. PROBLÉMATIQUE

L'exploitation des graviers, des sables et des roches constitue un mode d'occupation particulier du sol, dont les emplacements sont définis par la présence des gisements. Elle requiert souvent de difficiles compromis entre les intérêts de la nature, de l'environnement, du développement de l'urbanisation, des autres utilisations concurrentes du sol et la nécessité d'assurer l'approvisionnement en matériaux de construction.

Les matériaux sont des matières premières rares et non renouvelables, ce qui justifie leur gestion attentive. Cette gestion s'avère d'autant plus importante que les graviers peuvent participer à l'alimentation des nappes phréatiques ou en constituer la matrice.

Trois phases bien distinctes décrivent l'ensemble du processus de l'exploitation des matériaux au sens large:

- L'inventaire des ressources et la définition de priorités pour l'exploitation;
- La mise en zone d'exploitation et l'exploitation des matériaux proprement dite;
- La remise en état après cessation d'activité.

L'inventaire des ressources et la définition de priorités pour les exploitations ont été établis par le canton dans **le plan sectoriel pour l'exploitation des matériaux (PSEM)**. Ce document définit deux types de ressources:

- *Les graviers (contenu différencié en 15 secteurs à exploiter prioritaires, 14 secteurs à exploiter non prioritaires et 138 secteurs de ressources à préserver);*
- *Les roches (définition des secteurs où un projet peut être étudié).*

Instances concernées:

Instance de coordination:
Service des constructions
et de l'aménagement

Communes:

Communes mentionnées dans le plan sectoriel pour l'exploitation des matériaux

Instances cantonales:

BPN, SAgri, SFF, SEn, **SPC**

Autres cantons:

BE, NE, VD

Confédération:

ODT, OFEP

Autres instances:

AFG

2. PRINCIPES

BUTS DE LA POLITIQUE DU CANTON

- **Utiliser parcimonieusement et préserver à long terme des ressources non renouvelables.**
- Répondre aux demandes des régions en matière d'approvisionnement en matériaux.
- Assurer la diversité des matériaux exigée par les besoins et les normes de la construction.
- Concentrer les prélèvements de manière à réaliser des infrastructures économiquement supportables et plus aptes à limiter les nuisances engendrées par l'exploitation de matériaux.
- Favoriser l'utilisation des matériaux de substitution pour économiser les matériaux meubles.



PRINCIPES DE LOCALISATION

Les différentes phases de l'exploitation des matériaux tiendront compte des principes suivants.

Inventaire des ressources et définition de priorités pour l'exploitation

- **Exclure** l'exploitation des matériaux dans les zones S de protection des eaux souterraines **et éviter les nappes phréatiques importantes et exploitables.**
- **Exclure l'exploitation sous l'aire forestière, lorsque le volume exploitable sur l'ensemble du secteur est inférieur à 2 millions de m³ et l'efficacité d'utilisation du sol inférieure à 15m³/m².**
- **Exclure l'exploitation simultanée de deux secteurs sous l'aire forestière dans une même région, de même que l'exploitation d'un secteur exclusivement sous couvert forestier.**
- **Exclure l'exploitation dans les forêts à fonction protectrice ou autre fonction particulière ou prépondérante au cas par cas, les réserves forestières, les districts francs, les autres réserves de chasse, en présence d'associations végétales particulières selon la loi sur la protection de la nature et du paysage ou, enfin, en fonction de la nature des peuplement forestiers en présence.**
- **Exclure l'exploitation sous les surfaces d'assolement, lorsque le volume exploitable sur l'ensemble du secteur est inférieur à 1.5 millions de m³ et l'efficacité d'utilisation du sol inférieure à 15m³/m².**
- **Exclure l'exploitation hors de l'aire forestière et des surfaces d'assolement lorsque le volume exploitable sur l'ensemble du secteur est inférieur à 1 million de m³, sauf pour les extensions d'exploitations en cours.**
- Éviter les milieux naturels, **paysagers ou les sites construits** importants ayant fait l'objet de mesures de protection ou figurant dans un inventaire.
- **Limiter les distances de transport entre les sites d'extraction et les lieux de consommation.**
- Tenir compte de la capacité du réseau routier.
- **Prendre des mesures pour limiter les nuisances liées au trafic.**
- **Tenir compte de la proximité d'un pôle de transformation.**
- **Désigner les secteurs à exploiter en priorité pour les 15 prochaines années.**

Voir Thème «Eaux souterraines»



Voir Thèmes «Sites construits à protéger» et «Mise en oeuvre des inventaires fédéraux»



Mise en zone d'exploitation et exploitation des matériaux

- Localiser les nouvelles exploitations ou les extensions d'exploitation dans les secteurs **prioritaires** définis par le **PSEM ou, pour les roches, dans un secteur où un projet peut être étudié.**
- Prévoir des étapes d'exploitation.
- Fixer des conditions, lors de l'autorisation, visant à restituer les terrains exploités à leur utilisation initiale.
- Prendre en considération les biotopes protégés ou dignes de protection et les espaces vitaux d'espèces menacées et veiller à prendre des mesures pour assurer la meilleure protection possible, la reconstitution ou, à défaut, le remplacement adéquat.



- Prendre les mesures nécessaires pour préserver les nappes phréatiques et assurer l'approvisionnement en eau.
- **Prendre les mesures nécessaires pour préserver la qualité des sols.**
- Prescrire des mesures pour la survie des espèces pionnières ayant colonisé le site pendant l'extraction des matériaux (biotopes itinérants).
- Optimiser les transports de matériaux de manière à restreindre les déplacements non indispensables.
- **Eviter la mise en zone d'exploitation pour une nouvelle exploitation, si le requérant extrait des matériaux dans un rayon de 20 kilomètres, sans justification quant à la qualité des matériaux.**

Remise en état après cessation d'activité

- Prévoir des étapes de remise en état.
- Prendre les mesures nécessaires pour que les utilisations du sol existant avant l'exploitation soient à nouveau possibles.
- Prendre les mesures nécessaires pour que les éventuels remblayages ne nécessitent pas de travaux d'assainissement à long terme.
- Examiner les possibilités d'aménager un biotope définitif, notamment dans les régions qui possèdent des sites figurant à l'inventaire fédéral des sites de reproduction des batraciens et/ou dans les régions qui sont prioritaires en matière d'amélioration des milieux naturels.
- Admettre, en faveur de la nature, de la forêt et de l'agriculture, des modifications de l'état initial du paysage lors de la restitution des lieux, dans la mesure où les autres intérêts dignes de protection sont préservés.

> Voir Thème «Compensations écologiques»

PRINCIPES DE COORDINATION

- Eviter, dans les secteurs figurant au **PSEM**, toute utilisation du sol qui rendrait toute exploitation de matériaux impossible à plus long terme, **sauf si un intérêt prépondérant s'y oppose.**
- Coordonner les remblayages des sites d'extraction de matériaux **et l'utilisation de matériaux de recyclage** avec la politique de gestion des déchets.
- Prendre en compte les priorités du canton en matière de compensations écologiques lors de la réalisation de mesures d'accompagnement ou lors de la remise en état.
- Contribuer au maintien ou à l'amélioration des réseaux écologiques lors de la réalisation de mesures d'accompagnement ou lors de la remise en état.

> Voir Thème «Gestion des déchets»

> Voir Thème «Compensations écologiques»

> Voir Thème «Réseaux écologiques et couloirs à faune»

3. RÉPARTITION DES TÂCHES

Le canton:

- Etablit le **PSEM**.



La Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions:

- Veille à l'application du **PSEM** dans le cadre de l'examen des mises en zone d'exploitation.
- ***Veille à préserver les ressources en matériaux à long terme dans le cadre de l'approbation des plans d'aménagement local.***
- ***Peut établir un plan d'affectation cantonal en cas de problème d'approvisionnement.***
- ***Exige des garanties financières suffisantes pour assurer la remise en état après exploitation.***

Le Service des constructions et de l'aménagement:

- Est en charge de la coordination dans le cadre des demandes d'exploiter.

Les communes:

- ***Tiennent compte des secteurs retenus au PSEM dans leur dossier directeur.***
- Mettent en zone d'exploitation les secteurs qui font l'objet d'une demande d'exploiter effective.
- Exercent une surveillance générale des exploitations existantes sur leur territoire communal.

Les cantons voisins:

- Echangent leur planification respective.
- Soumettent les projets de demandes d'exploiter situés dans les régions limitrophes.
- Coordonnent les projets d'exploitation situés sur deux cantons ***dans la mesure du possible.***

Les exploitants:

- Examinent les possibilités de collaborer entre exploitants en vue d'exploiter un gisement de la manière la plus rationnelle possible.

4. MISE EN ŒUVRE

ETUDE CANTONALE À RÉALISER DANS LE DOMAINE

Le plan sectoriel pour l'exploitation des matériaux est remis à jour au minimum tous les dix ans ou lorsque les circonstances le justifient.

En cas de nécessité, le canton désigne les secteurs qui deviennent prioritaires parmi les secteurs à exploiter non prioritaires du PSEM de manière à maintenir l'horizon de planification à 15 ans.

CONSÉQUENCES SUR LES INSTRUMENTS DE PLANIFICATION

Etudes de base cantonales

Les planifications et projets du canton prennent en compte les secteurs figurant au **PSEM**.

Plan d'aménagement local

Le dossier directeur tient compte des secteurs retenus au PSEM



L'exploitation d'une gravière nécessite la délimitation d'une zone d'exploitation dans le plan d'affectation des zones et l'introduction des dispositions correspondantes dans le règlement communal d'urbanisme. Ces documents ne peuvent être établis que conjointement à une demande concrète d'exploiter.

En cas d'emprise sur un secteur retenu au PSEM, le rapport explicatif et de conformité justifie l'intérêt public prépondérant rendant nécessaire une telle emprise.

En cas de problème d'approvisionnement, il est possible d'établir un plan d'affectation cantonal.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Les demandes de permis qui ont fait l'objet d'une demande préalable favorable en référence aux secteurs prioritaires du PSAME continueront à être examinées sur cette base pendant une durée de cinq ans après l'entrée en vigueur de la modification du plan directeur cantonal.

PROCÉDURE POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET

La mise en zone de nouvelles exploitations ou d'extensions d'exploitation doit être justifiée par une analyse du besoin à l'échelle de l'entreprise exploitante dans un rayon de 20 kilomètres.

Les exploitations de matériaux d'un volume global supérieur à 300'000 m³ sont soumises à l'étude d'impact sur l'environnement.

Dans tous les cas, les projets d'exploitation touchant à l'aire forestière devront remplir les conditions de l'article 5 de la loi fédérale sur les forêts (LFor) pour bénéficier d'une entrée en matière favorable du point de vue de la conservation de l'aire forestière. L'indication de l'emplacement et du délai pour réaliser la compensation devra être définie à l'avance. Un examen au cas par cas sera nécessaire et les éléments contenus dans l'étude d'impact seront déterminants.

La Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) exige, au nom des Directions concernées, des garanties financières suffisantes pour assurer la remise en état des terrains après l'exploitation.

La commune peut également exiger des sûretés pour garantir le paiement, par l'exploitant, de la contribution aux frais d'entretien et de remise en état des routes communales engendrés par l'exploitation.

En vue d'une coordination optimale des différentes procédures, la mise à l'enquête de la modification du plan d'affectation des zones, de la demande de permis d'exploiter et de la demande de défrichement ainsi que la mise en consultation du rapport d'impact sur l'environnement doivent s'effectuer simultanément pour une durée de trente jours.

5. RÉFÉRENCES

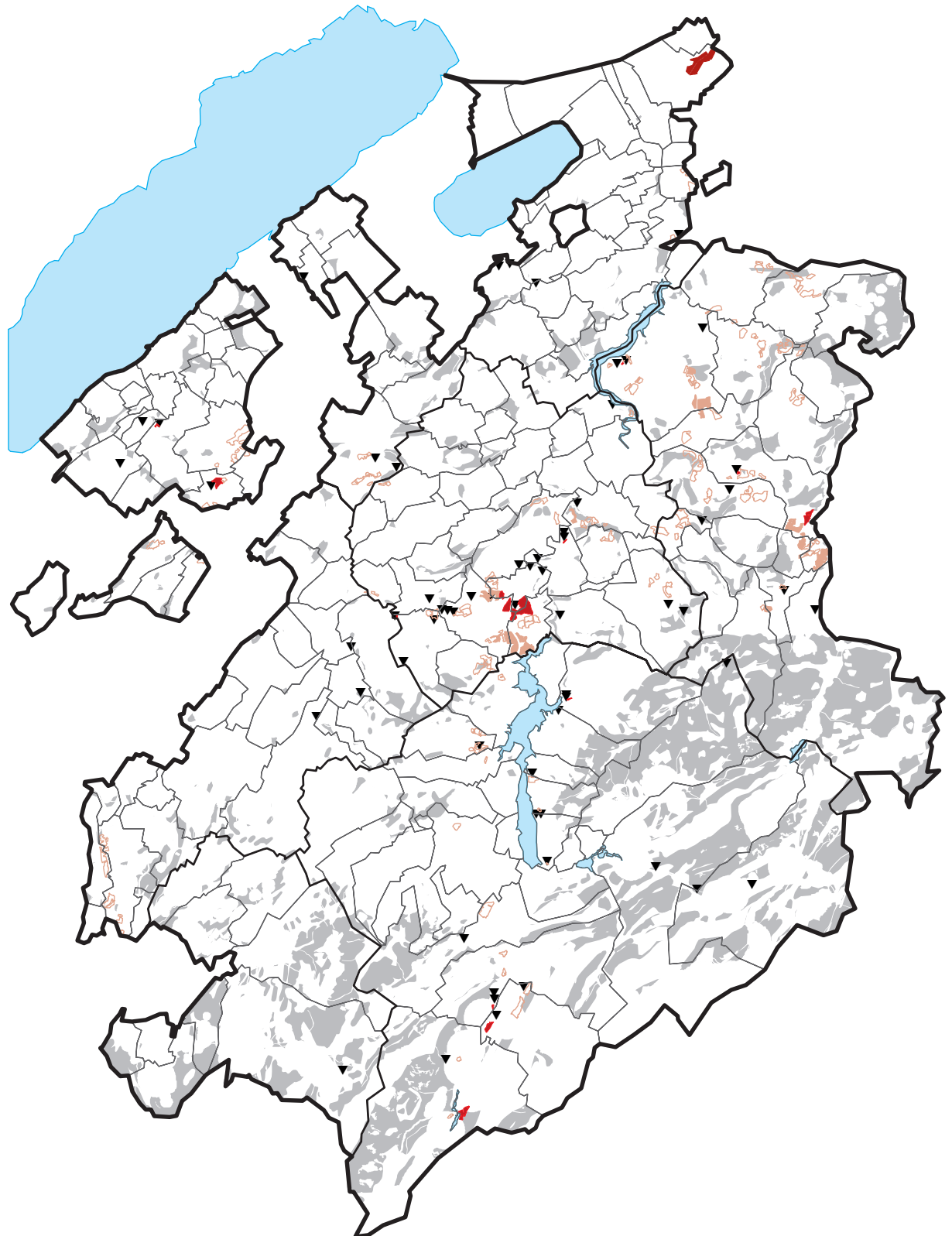
- Plan sectoriel pour l'exploitation des matériaux (PSEM), Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions, document de consultation interne, 2006.
- Protection de la nature et gravières: Directives pour les travaux de protection de la nature dans les gravières, Association Suisse des Gravières, Nidau, 1993.



- Gravières et protection de la nature. Direction des travaux publics et Association fribourgeoise des gravières, 1996.
- Directives ASG pour la remise en état des sites: Directives pour une manipulation appropriée des sols, Association Suisse des Gravières, Berne, 2001.
- Forêt et gravières: Directives pour le reboisement des gravières désaffectées, Association Suisse des Gravières, Nidau, 1991.



Ressources en matériaux



Légende

▼ Extraction de matériaux en cours

Graviers

- Secteurs à exploiter prioritaires
- Secteurs à exploiter non prioritaires
- Ressources à préserver

Roches

■ Secteurs d'exploitation potentielle

km
0 3 6
Source: GEOSTAT



Participants à l'élaboration

SEn, BPN, SAgri, SFF, SPC, AFGB et SeCA

Cadre légal

Nouvelle base légale fédérale ou cantonale depuis l'adoption du plan directeur cantonal

Pratique administrative

Nouveaux buts pour la politique cantonale

Nouveaux principes et nouvelles mesures de mise en œuvre

Aucune étude cantonale nécessaire

Nouvelles conséquences pour l'aménagement local

Nouvelle répartition des tâches

1. PROBLÉMATIQUE

En raison de l'urbanisation croissante du territoire et d'une plus grande sensibilité aux impacts environnementaux liés l'exploitation des matériaux, les nouveaux projets d'exploitation se heurtent aujourd'hui à un nombre accru d'intérêts contradictoires. Ce constat a conduit à la sélection d'un nombre restreint de grands secteurs à même de satisfaire les besoins cantonaux et régionaux tout en limitant le nombre de conflits d'intérêt potentiels.

D'autre part, le plan sectoriel pour l'exploitation des matériaux (PSEM) devant être réexaminé tous les dix ans, la Confédération exige la définition de priorités pour les 15 prochaines années au plus, afin de limiter le nombre de sites en exploitation à l'échelle cantonale. Pour répondre à cette exigence, 15 secteurs prioritaires ont été retenus pour couvrir les besoins des districts à 15 ans.

La mise en exploitation des **secteurs identifiés dans le PSEM** dépendra aussi de la volonté des propriétaires et des communes. Le résultat des études géologiques et hydrogéologiques de chaque secteur, notamment par des forages en quantité suffisante, sera également déterminant.

Le PSEM précise pour chaque secteur les problèmes de coordination rencontrés. Ces problèmes doivent être réexaminés dès qu'une mise en zone d'exploitation est envisagée.

Graviers

En matière de graviers, deux types de critères ont été définis afin d'évaluer les secteurs potentiellement exploitables: les critères d'exclusion et les critères d'évaluation.

Les critères d'exclusion sont les suivants:

- Sites figurant dans un inventaire fédéral de protection de la nature et du paysage;
- Sites naturels et paysages protégés dans le plan d'affectation des zones en vigueur;
- Périphéries environnantes de sites ISOS d'importance nationale ou régionale;
- Zones S de protection des eaux souterraines ou nappes phréatiques importantes et exploitables. L'exploitation de matériaux n'est autorisée en secteur Au qu'au cas par cas et aux conditions rappelées dans l'ordonnance fédérale sur la protection des eaux (OEaux);
- Zones d'affectation légalisées ou secteurs d'extension des zones à bâtir approuvés au plan directeur communal, avec une distance tampon pour limiter les nuisances;
- Cours d'eau et rives de lacs, avec une distance de 20 m;
- Routes, avec une distance de 50 m pour les autoroutes, 20 m pour les routes cantonales et 15 m pour les routes communales;
- Chemins de fer et tracé Rail 2000, avec une distance de 50 m;
- Aire forestière si le volume exploitable pour l'ensemble du secteur est de moins de 2 millions de m³ et l'efficacité d'utilisation du sol de moins de 15m³/m²;
- Exploitation simultanée de deux secteurs sous l'aire forestière dans une même région, de même que l'exploitation d'un secteur exclusivement sous couvert forestier;



- Forêts à fonction protectrice ou autre fonction particulière ou prépondérante au cas par cas, réserves forestières, districts francs, autres réserves de chasse, présence d'associations végétales particulières selon la loi sur la protection de la nature et du paysage ou, enfin, nature des peuplement forestiers en présence;
- Surface d'assolement si le volume exploitable pour l'ensemble du secteur est de moins de 1.5 millions de m³ et l'efficacité d'utilisation du sol de moins de 15m³/m²;
- Volume exploitable de moins d'un million de m³ hors de l'aire forestière et des surfaces d'assolement, sauf en cas d'extension d'une exploitation en cours.

Les critères d'évaluation sont les suivants:

- Extension d'une exploitation en cours;
- Présence d'un cours d'eau sous tuyau;
- Présence d'une nappe phréatique d'importance moyenne à faible;
- Proximité d'une desserte routière cantonale ou nationale;
- Nuisances liées au trafic;
- Proximité d'un pôle de transformation;
- Présence de bonnes terres agricoles;
- Présence de forêt;
- Présence d'un périmètre archéologique;
- Milieux naturels et/ou habitats d'espèces protégées pouvant être remplacés;
- Présence de géotopes répertoriés;
- Secteurs considérés comme prioritaires pour les batraciens par le plan directeur cantonal.

Roches

Les roches ne sont exploitables que dans des secteurs présentant des caractéristiques géologiques spécifiques. De plus, par rapport aux graviers, la production de roches est nettement moins importante dans le canton que ce soit en volume ou en surface.

Le PSEM ne définit pas pour ce type de matériaux des secteurs à exploiter en priorité, mais des secteurs où des projets peuvent être étudiés. Exception: en ce qui concerne les marnes, la localisation potentielle des projets nécessite un examen au cas par cas.

Pour les roches, les critères d'exclusion sont les mêmes que pour les graviers à l'exception des valeurs seuil en termes de volume et de ratio volume/surface. En effet, même s'il existe un principe légal de préservation notamment de l'aire forestière, les gisements de roches exploitables sont si spécifiquement localisés qu'ils peuvent être considérés comme imposés par leur destination pour autant qu'aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose.

Il n'existe pas de critères d'évaluation pour les roches. Les services fixeront leurs conditions d'exploitation à prendre en compte dans le cadre de la demande préalable.



2. PRINCIPES

PRINCIPES DE LOCALISATION

Mise en zone d'exploitation et exploitation des matériaux

Les mesures de protection de la nature se justifient par la présence de biotopes spéciaux apparus au cours de l'exploitation: les parois d'exploitation, les talus secs, les gouilles et bassins de décantation ainsi que la dynamique inhérente à l'exploitation, présentent un grand intérêt pour la faune et la flore, car ils remplacent des milieux de vie disparus par la correction des cours d'eau, les drainages ou encore l'engraissement des terrains maigres. Pour les espèces animales et végétales spécialisées liées à ces milieux appelés pionniers, les gravières constituent souvent les derniers refuges. Elles deviennent ainsi des biotopes dignes de protection au sens de la loi sur la protection de la nature. Certaines gravières figurent même à l'inventaire de sites de reproduction de batraciens d'importance nationale.

Remise en état après cessation d'activité

Si les intérêts de la protection des espèces peuvent, dans la plupart des cas, être conciliés avec ceux de l'exploitation des matériaux pendant la période d'exploitation en adoptant le principe des biotopes itinérants, ils se heurtent souvent à l'obligation de remise en état de la gravière et de restitution des terrains à l'affectation antérieure. Selon les règles actuellement en vigueur, l'affectation du terrain à la fin de l'exploitation doit, en effet, correspondre à celle qui existait avant l'exploitation. Les principes introduits dans le plan directeur en matière de protection de la nature visent à reconnaître la qualité des éventuels biotopes apparus en cours d'exploitation.

4. MISE EN ŒUVRE

ETUDES DE BASE CANTONALE

Conformément à la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire et les constructions, un plan d'affectation cantonal (PAC) pourrait être établi par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) en vue de créer des zones destinées à des installations d'approvisionnement en matières premières d'importance cantonale. Ce principe s'appliquerait aux secteurs à exploiter en priorité du PSEM si l'approvisionnement d'un district donné n'est plus assuré à 15 ans et si la commune concernée refuse de modifier son plan d'affectation des zones.

L'adaptation du PSEM est possible avant le délai de 10 ans si:

- *il est établi que les volumes encore exploitables dans les secteurs prioritaires du district ne permettent plus d'assurer les réserves à 15 ans du district.*
- *l'impossibilité d'exploiter un secteur prioritaire ne peut être résolue par l'établissement d'un PAC. La DAEC fixe alors en fonction de l'état des réserves du district, le délai dans lequel une entrée en matière devient possible pour un autre secteur à exploiter. La DAEC désigne elle-même le ou les secteurs de remplacement parmi les secteurs à exploiter restants, sur la base des critères d'évaluation du PSEM. Le secteur prioritaire «écarté» ne peut plus faire l'objet d'une entrée en matière tant que les réserves des autres secteurs à exploiter du district n'ont pas été exploitées.*



PLAN D'AMÉNAGEMENT LOCAL

En référence aux données actuelles, le canton de Fribourg ne devrait pas connaître de problème d'approvisionnement en matériaux à moyen terme. Toutefois, il faut veiller à préserver les secteurs potentiellement exploitables en évitant d'affecter le sol de manière à rendre impossible toute exploitation future. C'est dans cette optique que le plan directeur prévoit que les communes devront justifier par un intérêt prépondérant les emprises qu'elles voudront faire sur les secteurs retenus au PSEM.

Siehe auch:

Besiedlung und Bewirtschaftung der Bauzone auf lokaler Ebene;
 Ansiedlung von Tourismus- und Freizeitanlagen;
 Skigebiete;
 Schützenswerte Ortsbilder;
 Schützenswerte Gebäude;
 Archäologie, historische Verkehrswege gemäss IVS;
 Materialabbau;
 Energie;
 Militäranlagen;
 Wald;
 Biotope: Aktionsschwerpunkte;
 Artenschutz;
 Ökologische Vernetzung und Wildtierkorridore;
 Umsetzung der Bundesinventare;
 Ökologischer Ausgleich;
 Erhaltenswerte Alpbetriebe

Beteiligte Stellen:
Koordinationsstelle:
Büro für Naturschutz

Gemeinden:
 Mitgliedsgemeinden eines Parks von nationaler Bedeutung

Kantonale Instanzen:
 BRPA, WIF, WaldA, LwA, LIG, KGA, AfU, TBA, VEA, FTV

Andere Kantone:
 BE, VD

Bund:
 BAFU, ARE

1. PROBLEMSTELLUNG

Aufgrund der Bedürfnisse verschiedener Kantone und Regionen der Schweiz, Landschaften von besonderer Schönheit zu erhalten, die regionale Identität zu verstärken und in Gebieten von hohem Landschaftswert eine nachhaltige Wirtschaft zu fördern, hat der Bund das Instrument der Pärke von nationaler Bedeutung geschaffen, das erlaubt, die nachhaltige Entwicklung in diesen spezifischen Räumen zu fördern.

Mit der Teilrevision des Bundesgesetzes über den Natur- und Heimatschutz (NHG) wurde eine Politik für Pärke von nationaler Bedeutung begründet. Ihre Umsetzung beruht auf der Verordnung über die Pärke von nationaler Bedeutung (Pärkeverordnung, Päv).

Das NHG und die Päv unterscheiden auf der Grundlage der Anerkennungskriterien drei Parkarten: Nationalpark, regionaler Naturpark und Naturerlebnispark. Der Kanton Freiburg ist von regionalen Naturparks betroffen. Er ist allenfalls an Naturerlebnisparks interessiert. Im Kanton besteht kein Nationalparkprojekt.

Zwei regionale Naturpärke sind gegenwärtig in der Entstehungsphase: der Park Greyerz – Pays-d'Enhaut und der Park Gantrisch. Sie sind Teil des Aktionsprogramms der Regierung (Legislatur 2007-2011) im Bereich des Umweltschutzes, das den Lebensraum erhalten will.

Die Politik zugunsten der Pärke von nationaler Bedeutung stimmt mit den Leitideen und Zielen, die der Grosse Rat im Jahre 1999 verabschiedet hat, überein. Gemäss diesen ist die nachhaltige Entwicklung für den gesamten Kanton sicher zu stellen, sind die Landschaftswerte des Kantons aufzuwerten und ist ein Beitrag zur Überwindung der administrativen Grenzen der Raumplanung zu leisten.

2. GRUNDSÄTZE**ZIELE DER KANTONALE POLITIK**

- Unterstützen der lokalen Initiativen zur Schaffung und für den Betrieb von Pärken von nationaler Bedeutung.
- Ermöglichen einer regionalen Entwicklung, die auf die Erhaltung und die Aufwertung der Natur- und Landschaftsqualität, auf die Verstärkung der mit einer nachhaltigen Entwicklung einhergehenden wirtschaftlichen Aktivitäten und auf die Aufwertung der stadtnah gelegenen Landschaften ausgerichtet ist.
- Unterstützen der beiden regionalen Naturpark-Projekte (Greyerz – Pays-d'Enhaut und Gantrisch), die bei den Bundesbehörden eingereicht worden sind, zur Erlangung des Parklabels.
- Berücksichtigung der festgelegten spezifischen Zielsetzungen für die beiden regionalen Naturpärke (Greyerz – Pays-d'Enhaut und Gantrisch) in der Entstehungsphase.

GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

Die beiden interkantonalen regionalen Naturpark-Projekte sind:

Der Park Greyerz – Pays-d'Enhaut (Freiburg und Waadt)

- Betroffene Freiburger Gemeinden: Haut Intyamon, Bas Intyamon, Grandvillard, Charmey, Cerniat, Crésuz, Châtel-sur-Montsalvens.



Der Park Gantrisch (Freiburg und Bern)

- Betroffene Freiburger Gemeinden: Plaffeien, Oberschrot.

GRUNDSÄTZE ZUR KOORDINATION

- Sicherstellen der Kohärenz und der Koordination zwischen den kantonalen Sachzielen und den Zielsetzungen des Parks im Allgemeinen.
 - Das Parkprojekt soll zur Umsetzung der vorrangigen Aktionen des Kantons im Bereich des Schutzes und des Unterhalts des natürlichen Raums beitragen.
 - Die Planung von Infrastrukturen, die eine starke Auswirkung auf den Raum haben, wie Materialabbau, Seilbahnanlagen und künstliche Beschneigungsanlagen sowie Militäranlagen, erfolgt gemäss den Grundsätzen des kantonalen Richtplans.
 - Touristischen Einrichtungen von kantonaler und regionaler Bedeutung innerhalb des Parks sind in kantonalen oder regionalen Touristischen Entwicklungsschwerpunkten zu realisieren.
 - Projekte von Anlagen zur Erzeugung und zum Transport von Energie, wie Hochspannungsleitungen, Windenergieanlagen und hydroelektrische Anlagen, sind in Übereinstimmung mit dem Sachplan des Bundes und der kantonalen Energiepolitik zu realisieren.
 - Im Rahmen des Parkprogramms erfolgt die Aufwertung von Kulturgütern gemäss dem kantonalen Richtplan.
 - Die Bewirtschaftung der Bauzonen erfolgt abgestimmt auf die Zielsetzungen des Parks gemäss den Grundsätzen des kantonalen Richtplans.

Siehe Thema «Biotope:
Aktionsschwerpunkte»



Siehe Themen «Materialabbau»,
«Skigebiete» und
«Militäranlagen»



Siehe Themen «Touristische
Entwicklungsschwerpunkte» und
«Ansiedlung von Tourismus- und
Freizeitanlagen»



Siehe Thema «Energie»



Siehe Themen «Schützenswerte
Ortsbilder», «Schützenswerte
Gebäude» und «Erhaltenswerte
Alpbetriebe»



Siehe Themen «Siedlungskonzept
und Kriterien zur Bemessung
der Bauzonengrösse» und
«Besiedlung und Bewirtschaftung
der Bauzone auf lokaler Ebene»



3. AUFGABENVERTEILUNG

Der Kanton:

- Unterstützt die regionalen Anstrengungen zur Errichtung und zum Betrieb von Pärken von nationaler Bedeutung.
- Stellt die frühzeitige Information und die Beratung der an einem Parkkonzept interessierten Regionen sicher.
- Bietet seine Mitarbeit für die Planungs-, Entstehungs-, Betriebs- und Beurteilungsphasen der Pärke an.
- Koordiniert die Aktivitäten der verschiedenen betroffenen Organe.
- Kann eine finanzielle Unterstützung im Sinne der kantonalen Gesetzgebung gewähren.
- Prüft die Kohärenz des gesamten Parkprojekts.
- Sorgt für die Einhaltung der festgelegten Bedingungen für die Verleihung des Parklabels.
- Erstellt gemeinsam mit den Nachbarkantonen die Gesuche für die finanzielle Unterstützung durch den Bund.
- Schliesst gemeinsam mit den Nachbarkantonen die Programmvereinbarungen mit den Bundesbehörden ab.
- Koordiniert seinen Einsatz für die interkantonalen Pärke mit den Behörden der Nachbarkantone.



- Sorgt dafür, dass in der Charta die Zielsetzungen der Päv und die Grundsätze des kantonalen Richtplans eingehalten werden.

Das Büro für Naturschutz:

- Ist im Rahmen der kantonalen Verwaltung für die Begleitung der Parkarbeiten verantwortlich.
- Koordiniert die Politik der Pärke mit den übrigen Amtsstellen, den betroffenen Kantonen und dem Bund.
- Sorgt für die Einhaltung der Charta des Parks durch die Gemeinde- und Kantonsbehörden.
- Beantragt die notwendigen Beiträge zur Unterstützung der Projekte im Finanzplan und dem jährlichen Kostenvoranschlag der RUBD.

Das Bau- und Raumplanungsamt:

- Sorgt für die Berücksichtigung der Charta des Parks im Rahmen der Prüfung der regionalen Richtpläne, der Ortsplanung und der Baubewilligungsgesuche.

Die Regionen:

- Sorgen für die Berücksichtigung der Charta des Parks in ihrem regionalen Richtplan.
- Sorgen für die Koordination des regionalen Tourismus-Konzepts mit den Zielsetzungen des Parks.

Die Mitgliedsgemeinden des Parks:

- Sind in der verantwortlichen Trägerschaft als Mehrheit vertreten.
- Genehmigen den Parkvertrag.
- Beteiligen sich finanziell am Projekt des Parks.
- Berücksichtigen die Zielsetzungen der Charta des Parks bei ihren raumplanerischen Aktivitäten und in ihrem Ortsplan.
- Berücksichtigen die Zielsetzungen der Charta bei den gemeinderätlichen Stellungnahmen zu raumwirksamen Projekten.
- Sorgen für die Koordination ihrer Planungen der Bewirtschaftung der Bauzonen.

Der Bund:

- Definiert die Anforderungen für die Verleihung des Park- und Produktelabels.
- Verleiht das Parklabel.
- Gewährt globale Finanzhilfen für die Errichtung und den Betrieb eines Parks.

Die Nachbarkantone:

- Verpflichten sich vertraglich zur Zusammenarbeit bei der Errichtung interkantonaler Pärke.

Die verantwortliche Trägerschaft des Parks:

- Erarbeitet die Charta und revidiert sie alle 10 Jahre.
- Schliesst den Parkvertrag mit den Gemeinden ab.
- Verleiht die Produktelabels in Sinne der PÄV.
- Erstellt einen Jahresbericht zuhanden der Kantons- und Bundesbehörden.

4. UMSETZUNG

AUSWIRKUNGEN AUF DIE PLANUNGSINSTRUMENTE

Regionale Studien

Der erläuternde Bericht des regionalen Richtplans gibt Aufschluss über die Berücksichtigung der Zielsetzungen des Parks und über die Übereinstimmung mit der Charta des Parks.

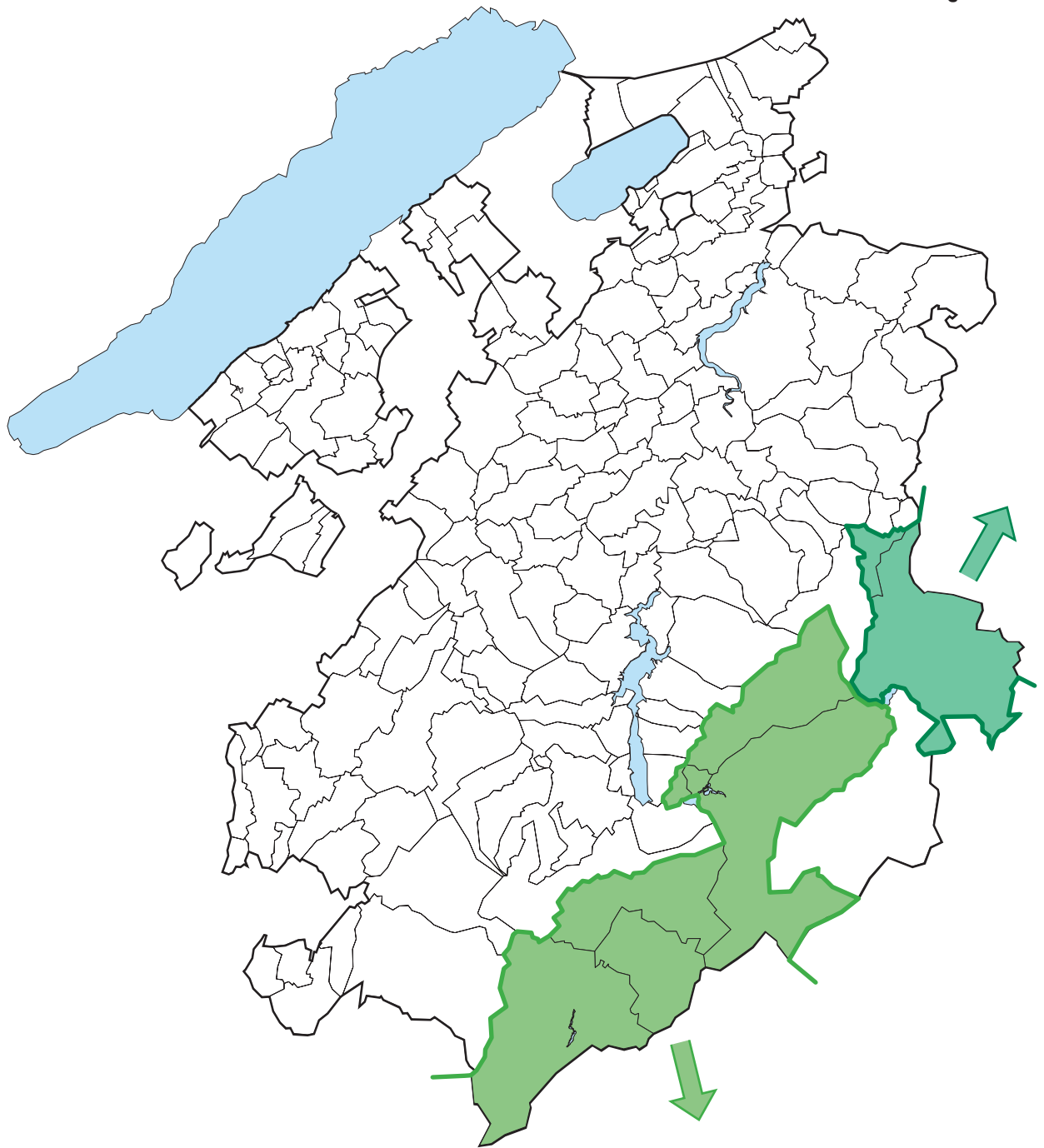
Ortsplanung

Der erläuternde Bericht der Ortsplanung gibt Aufschluss über die Berücksichtigung der Zielsetzungen des Parks und über die Übereinstimmung mit der Charta des Parks.

5. BIBLIOGRAPHISCHE HINWEISE

- Richtlinie für Planung, Errichtung und Betrieb von Pärken, Bundesamt für Umwelt (BAFU), 2008.
- Bewerbungsdossier für die Errichtung eines regionalen Naturparks Greyerz – Pays-d'Enhaut, Januar 2009.
- Bewerbungsdossier für die Errichtung eines regionalen Naturparks Gantrisch, Januar 2008.

Pärke von nationaler Bedeutung



Legende

- Freiburger Mitgliedsgemeinden des regionalen Naturparks Gantrisch
- Freiburger Mitgliedsgemeinden des regionalen Naturparks Greyz - Pays-d'Enhaut

km
0 3 6
Quelle: GEOSTAT

Mitwirkende Stellen

BNS und BRPA

1. PROBLEMSTELLUNG

Ziel der Teilrevision des Bundesgesetzes über den Natur- und Heimatschutz (NHS) ist die Förderung von Pärken von nationaler Bedeutung. Mit den drei Park-Kategorien, (Nationalpärke, regionale Naturpärke und Naturerlebnispärke) wird den unterschiedlichen regionalen Zielen Rechnung getragen.

Die verschiedenen Parkarten weisen spezifische Eigenschaften auf, die im Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz (NHG) und in der Verordnung über die Pärke von nationaler Bedeutung (PäV) festgehalten sind. Sie verfolgen das gemeinsame Ziel, das Natur-, Landschafts- und Kulturerbe zu erhalten, aufzuwerten und zu entwickeln, indem das Umweltwissen gefördert wird.

Zudem enthält die PäV die Bedingungen für die globalen Finanzhilfen des Bundes zur Schaffung, für den Betrieb und die Qualitätssicherung der Pärke sowie für die Verleihung des Parks- und Produktelabels. Um das Parklabel zu erhalten, müssen die Pärke einen hohen Natur- und Landschaftswert aufweisen. Weiter müssen die Projekte im Einvernehmen mit dem Kanton nach dem „Bottom-up“-Prinzip von den Regionen initiiert werden.

Im Kanton Freiburg wurde die Schaffung von Pärken von nationaler Bedeutung mit der Antwort des Staatsrates auf die Motion der Grossräte Jean-Pierre Galley und Jean-Pierre Thürler (163.069) gut geheissen. Die kantonalen Finanzhilfen beschränken sich auf die Projekte, die den Kriterien des Bundes entsprechen. Der Begriff Park von nationaler Bedeutung wird in das kantonale Naturschutzgesetz aufgenommen, das zurzeit erarbeitet wird.

Rechtlicher Rahmen

Neue eidgenössische oder kantonale Gesetzesgrundlage seit der Revision des kantonalen Richtplans

2. GRUNDSÄTZE

Verwaltungspraxis

Neue Ziele für die kantonale Politik

Neue Grundsätze und Massnahmen für die Umsetzung

Keine kantonale Studie erforderlich

Neue Auswirkungen auf die Ortsplanung

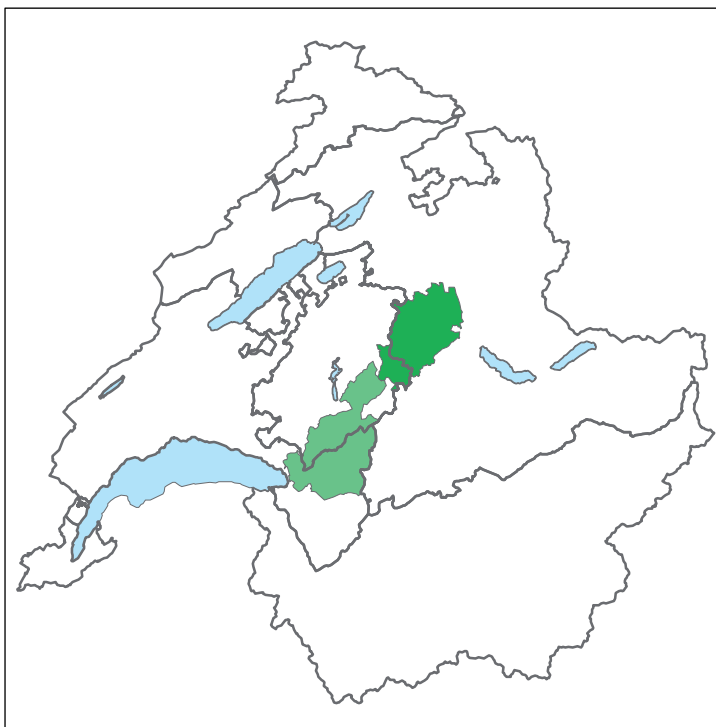
Neue Aufgabenverteilung

GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

Nicht alle Regionen des Kantons entsprechen den Anforderungen der PäV. Das kantonale Potenzial zur Schaffung regionaler Naturpärke ist mit den zwei beim BAFU eingereichten Projekten ausgeschöpft. Eine Anpassung des Perimeters der beiden Pärke wird mit der zukünftigen Entwicklung der Projekte angestrebt.

Nach einer allfälligen Anpassung der Kriterien der PäV, kann ein Naturerlebnispark rund um den Perolles-See ins Auge gefasst werden.

Bei den in Frage kommenden Projekten handelt es sich um Kandidaturen im Sinne der PäV.



Legende

-  Regionaler Naturpark Gantrisch
-  Regionaler Naturpark Greyerz - Pays-d'Enhaut

GRUNDSÄTZE ZUR KOORDINATION

Die kantonalen Ziele der einzelnen Sachbereiche sind anzuwenden. Die vom Park zu erreichenden Ziele werden in der Charta festgelegt.

Der Park muss grundsätzlich in den Bereichen, die ihn betreffen, den Nachweis für die vorbildliche Anwendung der Grundsätze des kantonalen Richtplans erbringen und die Kohärenz der unterschiedlichen Politiken sicherstellen.

Die Ziele des Parks werden definitiv in den Kantonalen Richtplan aufgenommen, sobald der Inhalt der Charta bekannt ist.

Was die Siedlungsentwicklung und die Bauzonenbewirtschaftung betrifft, wird darauf hingewiesen, dass die Grundsätze innerhalb und ausserhalb des Parks gelten.

3. AUFGABENVERTEILUNG

Die interkommunale Zusammenarbeit zwischen den Kantonen wird über Vereinbarungen geregelt:

- Die Vereinbarung vom 11. Dezember 2008 des Kantons Waadt und des Kantons Freiburg über das Projekt des regionalen Naturparks Greyerz - Pays-d'Enhaut.
- Die Vereinbarung vom 19. August 2009 des Kantons Bern und des Kantons Freiburg über das Projekt eines regionalen Naturparkprojekts Gantrisch.



Siehe auch:

Siedlungsstruktur;
Siedlungskonzept und
Kriterien zur Bemessung der
Bauzonengrösse;
Besiedlung und Bewirtschaftung
der Bauzone auf lokaler Ebene;
Öffentlicher Verkehr;
Motorisierter Individualverkehr;
Luftreinhaltung;
Lärmschutz.

1. PROBLEMSTELLUNG

Die vom Bund umgesetzte Agglomerationspolitik verfolgt das Ziel, ihren Einfluss auf die Bereiche Siedlung, Verkehr und Umwelt zu verstärken. Sie stützt sich dabei auf ein neues Instrument, das Agglomerationsprogramm, das die mit dem Agglomerationsverkehr zusammenhängenden Probleme identifiziert, Massnahmen zur Verbesserung vorschlägt und die Siedlungsentwicklung, den Verkehr und die Umwelt entsprechend den Vorgaben des Bundes koordiniert.

Die Ausarbeitung eines Agglomerationsprogramms erlaubt es, gemäss Bundesgesetz über den Infrastrukturfonds (Infrastrukturgesetz IFG), die Mitfinanzierung des Bundes für die Infrastrukturen des Agglomerationsverkehrs zu beantragen.

Der Bund hat die Agglomerationen, die für ihre Verkehrsinfrastrukturen Beiträge erhalten können, auf der Basis der Definition der Agglomerationen des Bundesamts für Statistik (BFS; 2000) festgelegt. Gemeinden ausserhalb des statistischen Perimeters können Teil eines Agglomerationsprogramms sein. Sie erhalten Beiträge, wenn sich eine bedeutende Wirkung der Massnahmen zur Erreichung der Ziele des Agglomerationsprogramms feststellen lässt.

Im Rahmen der mit dem Bau der Umfahrungsstrasse H189 zusammenhängenden Studien hat sich die Gemeinde Bulle verpflichtet, ihre Infrastrukturen anzupassen, um die Benutzung der H189 und die Einhaltung der von der Umweltgesetzgebung festgelegten Werte zu gewährleisten.

Der Gemeindeverband MOBUL wurde ins Leben gerufen, um einen regionalen Verkehrsplan auszuarbeiten und das zukünftige öffentliche Verkehrsnetz aufzubauen.

Um das Potenzial für die Siedlungsentwicklung und die Lebensqualität in der Agglomeration zu verbessern, wurden die Überlegungen zum Verkehr auf die Fragen der Siedlungsentwicklung und der Raumplanung ausgedehnt. Daraus hat der Gemeindeverband MOBUL ein Agglomerationsprogramm erstellt, ein Instrument, das in der Lage ist, eine wirkungsvolle Koordination der Verkehrs- und Siedlungspolitik sicherzustellen, ein echtes Raumentwicklungsprojekt.

Das Agglomerationsprogramm Bulle wird durch den Richtplan der Agglomeration Bulle umgesetzt, der ein regionaler Richtplan im Sinne des Raumplanungs- und Baugesetzes (RPBG) ist.

Im Dezember 2007 hat der Gemeindeverband MOBUL das Agglomerationsprogramm Bulle den Bundesbehörden zugestellt. Der Richtplan der Agglomeration Bulle wird zurzeit erarbeitet.

Die Anpassung des kantonalen Richtplans muss den Bundesbehörden spätestens mit dem Abschluss der Leistungsvereinbarung zur Genehmigung vorgelegt werden.

Dies bedingt, dass die Verabschiedung des Richtplans der Agglomeration Bulle und die Annahme der Änderungen des kantonalen Richtplans durch den Staatsrat noch vor Ende 2010 erfolgen müssen.

Beteiligte stellen:

Koordinationsstelle: Bau- und Raumplanungsamt

Gemeinden:
Mitgliedsgemeinden
Gemeindeverband MOBUL
(Bulle, Riaz, Vuadens, Le
Pâquier, Morlon)

Kantonale Stellen:
TBA, VEA, AfU, BRPA, WIF

Bund:
ARE, BAV, ASTRA, BAFU

Andere Stellen:
MOBUL



Neben dem Agglomerationsprogramm Bulle befasst sich der Kanton Freiburg noch mit weiteren Agglomerationsprogrammen: mit dem Richtplan der Agglomeration Freiburg und der Beteiligung von Châtel Saint-Denis am Agglomerationsprogramm Riviera. Die beiden Agglomerationsprogramme werden, sobald sie von den Bundesbehörden angenommen worden sind, als Thema in den kantonalen Richtplan aufgenommen.

2. GRUNDLAGEN

ZIELE DER KANTONALEN POLITIK

- Garantieren einer haushälterischen Bodennutzung.
- Siedlungsentwicklung innerhalb des Siedlungsperimeters (périmètre compact).
- Begrenzen der Zersiedlung.
- Entwickeln eines auf die Siedlungsentwicklung abgestimmten Verkehrssystems.
- Fördern nachhaltiger Verkehrsformen und Veränderung des Modalsplits zugunsten der öffentlichen Verkehrsmittel und des Langsamverkehrs.
- Leisten eines Beitrags zur effizienten Umsetzung der H189-Begleitmassnahmen.

GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

- Das Agglomerationsprogramm wird im Perimeter der MOBUL-Gemeinden (Bulle, Morlon, Le Pâquier, Riaz und Vuadens) realisiert.
- Bis 2030 sollen innerhalb des Siedlungsperimeters gemäss Agglomerationsprogramm 30'500 Einwohner und 14'500 Arbeitsplätze Platz finden.

Siedlung

- Die Siedlungsentwicklung soll sich auf den Siedlungsperimeter (périmètre compact) beschränken:
 - Neue Bauzonen ausserhalb des Siedlungsperimeters sind ausgeschlossen.
 - In den zentralen Sektoren erfolgt eine Siedlungsverdichtung, um die Bauzonenkapazität in der Agglomeration zu erhöhen.
 - In den zentralen Sektoren werden Mischnutzungen privilegiert.
 - Die in den zentralen Sektoren gelegenen grossen Potenziale werden für die Siedlungserneuerung mit hoher städtebaulicher Qualität genutzt.
 - Die Ortszentren werden aufgewertet, um ihre Identität zu stärken.
 - Es sollen Grünflächen innerhalb des Siedlungsperimeters erhalten bleiben.
 - Die Landschaft im Landwirtschaftsgebiet nahe dem Siedlungsperimeter wird aufgewertet.



Sektoren zur Siedlungsentwicklung

Strategische Standorte

- Diese Standorte sind Sektoren zur Siedlungsentwicklung, die vorrangig für Verdichtungsprojekte von hoher städtebaulicher Qualität reserviert sind.
- Die Entwicklung dieser Standorte geht jeder andern Einzonierung vor.
- Bei der Entwicklung dieser Standorte sind die Vorgaben aus dem Agglomerationsprogramm, insbesondere was die Anzahl der Einwohner und der Arbeitsplätze betrifft, einzuhalten.
- Diesen Standorten kommt die gute Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr (entsprechend ihrer Nutzung) gemäss dem Beschluss 2.6.3 des kantonalen Verkehrsplans zugute.

> Siehe Thema «Öffentlicher Verkehr»

Zusatzstandorte

- Die Zusatzstandorte unterstützen die Entwicklung der strategischen Standorte, damit die Ziele des Agglomerationsprogramms erreicht werden können.
- Die Entwicklung dieser Standorte erfolgt ergänzend zu den strategischen Standorten oder um spezifische Bedürfnisse abzudecken, die die strategischen Standorte nicht erfüllen können.
- Bei der Entwicklung dieser Standorte sind die Vorgaben aus dem Agglomerationsprogramm, insbesondere was die Anzahl der Einwohner und der Arbeitsplätze betrifft, einzuhalten.
- Diesen Standorten kommt die gute Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr (entsprechend ihrer Nutzung) gemäss dem Beschluss 2.6.3 des kantonalen Verkehrsplans zugute.

> Siehe Thema «Öffentlicher Verkehr»

Reservestandorte

- Diese Standorte stellen eine langfristige Bauzonenreserve für die Agglomeration dar.
- Die Entwicklung dieser Standorte ist nur möglich, wenn die übrigen Standorte für die Siedlungsentwicklung der Agglomeration vollständig genutzt sind oder ausnahmsweise bei Nichtverfügbarkeit des Bodens.
- Bei der Entwicklung dieser Standorte sind die Vorgaben aus dem Agglomerationsprogramm, insbesondere was die Anzahl der Einwohner und der Arbeitsplätze betrifft, einzuhalten.
- Diesen Standorten kommt die gute Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr (entsprechend ihrer Nutzung) gemäss dem Beschluss 2.6.3 des kantonalen Verkehrsplans zugute.

> Siehe Thema «Öffentlicher Verkehr»

Agglomerationsverkehr

- Es ist eine leistungsfähige Erschliessung des Agglomerationszentrums und der übrigen Gemeinden vorzusehen. Die Benutzung des öffentlichen Verkehrs und des Langsamverkehrs (Fussgänger und Velo) ist zu fördern.
- Der Personenwagenverkehr wird auf die neue Umfahrungsstrasse H189 gelenkt. Die verschiedenen Agglomerationssektoren werden durch die direktesten und wenigst sensibelsten Verbindungen erschlossen.



- Die strukturprägenden Eingangsachsen in die Stadt werden verstärkt.
- Die Sicherheit in den Wohnsektoren wird gewährleistet und diese werden vor Verkehrsimmissionen geschützt.
- Die multimodale Erschliessung der Industriezone Planchy wird sichergestellt.
- Das Parkplatzangebot und dessen Bewirtschaftung werden angepasst, um das Umsteigen auf den öffentlichen Verkehr und den Langsamverkehr zu fördern.

Prioritäre Projekte der Agglomeration Bulle

- Die Massnahmen (Projekte) der Liste A des Richtplans der Agglomeration Bulle, die bei der Prüfung durch die Bundesbehörden als vorteilhaft beurteilt wurden, werden prioritär umgesetzt.
 - Neugestaltung der strukturprägenden Hauptverkehrsachsen der Gemeinde Bulle, um die Erreichbarkeit und die Sicherheit für alle Verkehrsarten zu verbessern.
 - Neuqualifizierung der Verkehrsachsen, die die Ortszentren der MOBUL-Gemeinden durchqueren, insbesondere durch die Aufwertung der Ortsquerungen (Valtraloc).
 - Realisierung neuer Bushaltestellen und Neugestaltung der bestehenden Haltestellen, um das neue städtische Verkehrsnetz des öffentlichen Verkehrs aufzubauen.
 - Schaffen und Verbessern der Langsamverkehr-Verbindungen zwischen den Gemeinden.
 - Verbessern der Abstellmöglichkeiten für Zweiräder an den Umsteigeorten und öffentlichen Plätzen.
- Die übrigen Massnahmen des Agglomerationsprogramms (ergänzend zu den Infrastrukturmassnahmen), die zwar durch den Bund nicht mitfinanziert werden, aber zur Kohärenz des Agglomerationsprogramms beitragen, sollen realisiert werden.

GRUNDSÄTZE ZUR KOORDINATION

- Die Gesamtverkehrsstrategie wird mit der Siedlungsentwicklungsstrategie abgestimmt, um eine angemessene Verdichtung nach innen und eine Begrenzung der Zersiedlung zu erreichen.
- Mit der Verwirklichung der Agglomerationsinfrastrukturvorhaben wird dazu beigetragen, die Umweltbilanz in den Bereichen Luftreinhaltung und Lärmschutz zu verbessern, gemäss der Gesetzgebung, den Zielen des Teilverkehrsrichtplans und des Massnahmenplans für die Luftreinhaltung.
- In den Gebieten ausserhalb der MOBUL-Gemeinden ist für eine strikte Anwendung der Grundsätze für die Bemessung der Bauzonengrösse des kantonalen Richtplans zu sorgen, damit die Siedlungsentwicklungs- und Verkehrsziele des Agglomerationsprogramms erreicht werden können.

Siehe Themen «Luftreinhaltung» und «Lärmschutz»



Siehe Thema «Siedlungskonzept und Kriterien zur Bemessung der Bauzonengrösse»



3. AUFGABENVERTEILUNG

Der Kanton:

- Unterstützt das von den MOBUL-Gemeinden ausgearbeitete Agglomerationsprogramm hinsichtlich der Mitfinanzierung des Bundes aufgrund des Infrastrukturfondsgesetzes IFG.



- Berücksichtigt die Vorgaben des Bundes im Bereich der Agglomerationspolitik.
- Beteiligt sich an der Planung und der Finanzierung der Infrastrukturen des Agglomerationsverkehrs, gestützt auf die kantonale Gesetzgebung.
- Sorgt für die Planung und Finanzierung der Verkehrsinfrastrukturen der Agglomeration, die in seiner Kompetenz liegen.
- Baut auf kantonaler Ebene eine Struktur für die Umsetzung der Agglomerationspolitik auf.
- Unterzeichnet die Leistungsvereinbarung mit den Bundesbehörden.

Die Gemeinden:

- Beachten die Grundsätze des Richtplans der Agglomeration in ihrer Ortsplanung.
- Begründen ihre Planungen in Verbindung mit den Zielen des Agglomerationsprogramms.
- Beteiligen sich an der Planung und der Finanzierung der Infrastrukturen des Agglomerationsverkehrs, gestützt auf die kantonale Gesetzgebung.
- Sorgen für die Planung und Finanzierung der Verkehrsinfrastrukturen, die in ihrer Kompetenz liegen.
- Erstellen ein Parkplatzkonzept.
- Setzen die weiteren Massnahmen des Agglomerationsprogramms um, die in ihrem Zuständigkeitsbereich liegen.

Der Bund:

- Beurteilt das Agglomerationsprogramm.
- Legt den finanziellen Beitrag des Bundes für das Agglomerationsprogramm fest.
- Unterzeichnet die Leistungsvereinbarung mit dem Kanton.

Der Gemeindeverband MOBUL:

- Ist das verantwortliche Organ für das Agglomerationsprogramm im Sinne des Bundes.
- Erstellt den Richtplan der Agglomeration, der die Kriterien des Bundes für die Agglomerationsprogramme erfüllt, das Planungsinstrument für die Umsetzung des Agglomerationsprogramms.
- Berücksichtigt die Vorgaben des Bundes und des Kantons im Bereich des Agglomerationsprogramms und der regionalen Raumplanung.
- Plant und finanziert die Infrastrukturen des Agglomerationsverkehrs, die in seiner Kompetenz liegen.
- Setzt die Umsetzungsmassnahmen durch, die ihm durch den Massnahmenplan zur Luftreinhaltung auferlegt werden.
- Sorgt für die Einhaltung der Ziele des Agglomerationsprogramms und ihrer koordinierten Umsetzung in den Ortsplanungen.
- Sorgt dafür, dass die Ortsplanungen der Mitgliedergemeinden mit dem Agglomerationsprogramm übereinstimmen.
- Sorgt für die Nachführung des Agglomerationsprogramms im Rahmen des vom Bund eingeführten Monitoringprozesses.



4. UMSETZUNG

AUSWIRKUNGEN AUF DIE PLANUNGSINSTRUMENTE

Kantonale Grundlagenstudien

Die kantonalen Planungen werden mit dem Agglomerationsprogramm koordiniert.

Regionale Studien

Der Text und die Übersichtskarte des Richtplans der Agglomeration sind für die Behörden verbindlich.

Der Richtplan der Agglomeration wird fortlaufend nachgeführt und gemäss den Vorgaben der Bundesbehörden alle vier Jahre aktualisiert.

Ortsplanung

Die Ortsplanung muss mit dem Richtplan der Agglomeration übereinstimmen.

Die Ortsplanung muss die vom Agglomerationsprogramm geplanten Verkehrsinfrastrukturen berücksichtigen.

Zonennutzungsplan

Der Nutzungszweck der strategischen Standorte ist eine starke Verdichtung und Mischnutzung.

Der Zonennutzungsplan muss diejenigen Sektoren im Bereich der strategischen Standorte aufführen, für die eine Detailbebauungsplanung notwendig ist.

Die Zusatzstandorte können mit dem Zonennutzungsplan geplant werden.

Gemeindebaureglement

Für die strategischen Standorte sind im Gemeindebaureglement die Vorgaben betreffend Siedlungsqualität für die zu erstellenden Detailbebauungspläne aufgeführt.

Richtplandossier

Der Siedlungssperimeter (périmètre compact) des Agglomerationsprogramms muss aufgeführt sein.

Die Zusatzstandorte müssen mindestens im Richtplandossier vermerkt sein.

Die Reservestandorte müssen im Richtplandossiers vermerkt sein.

Das Parkplatzkonzept muss aufgeführt sein.

Der Teilverkehrsrichtplan Bulle wird als Gemeinderichtplan aufrechterhalten, bis die Begleitmassnahmen realisiert worden sind.

Erläuterungsbericht

Der Erläuterungsbericht zeigt auf:

- die Begründung für die Realisierung der strategischen Standorte und der Zusatzstandorte nach den Grundsätzen der Standortbestimmung für Siedlungsentwicklungssektoren.
- die Konformität der Ortsplanung mit den Grundsätzen des Richtplans der Agglomeration.



- die Beachtung der vorgesehenen demografischen Zielsetzungen für die Siedlungssektoren des Agglomerationsprogramms.

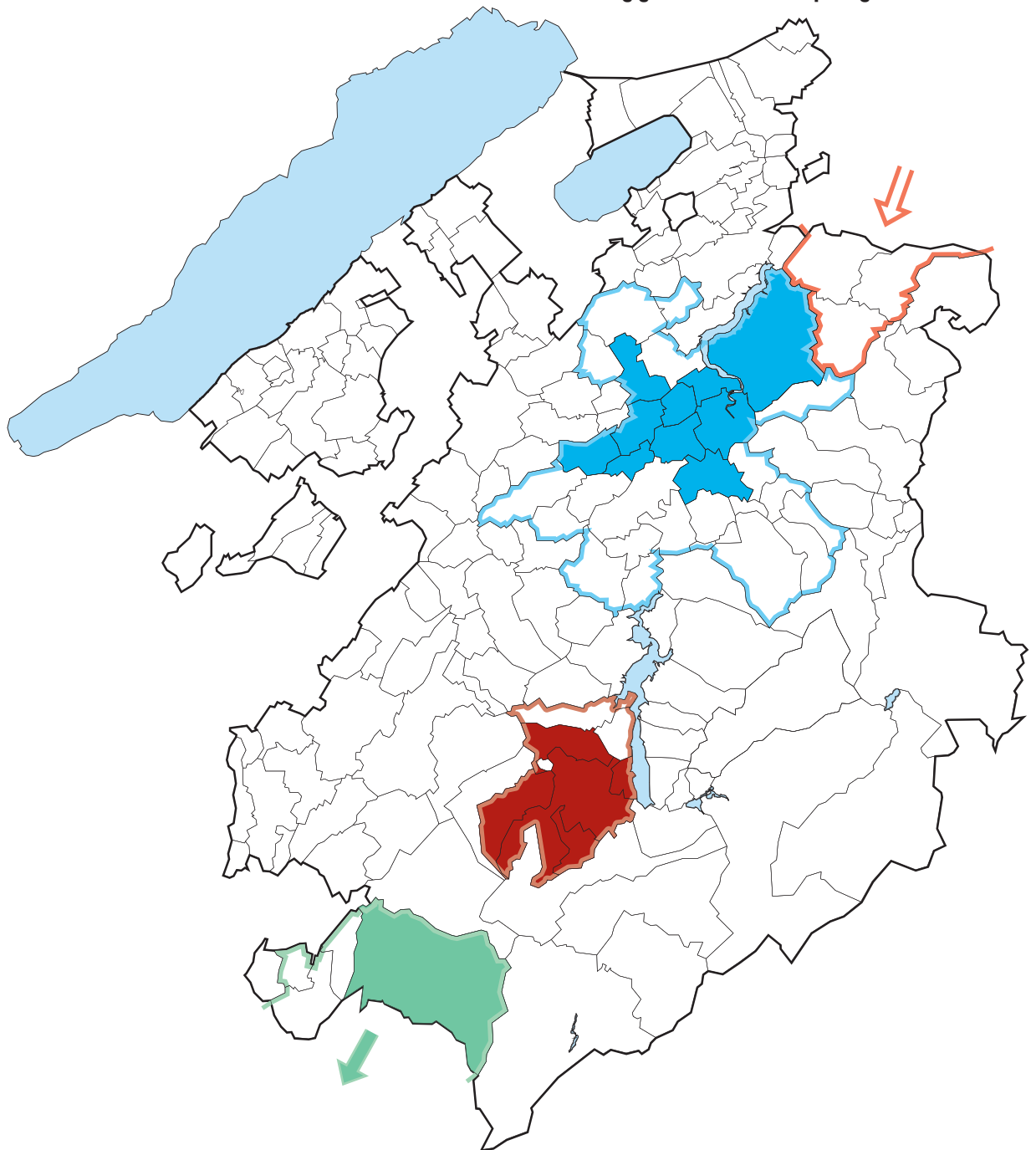
5. BIBLIOGRAPHISCHE HINWEISE

- Weisung über die Prüfung und Mitfinanzierung der Agglomerationsprogramme, UVEK, vom 12. Dezember 2007.
- Projet d'agglomération bulloise, MOBUL décembre 2007.
- Plan directeur de l'agglomération bulloise, MOBUL, en cours.
- Plan directeur partiel des transports, 2001.
- Massnahmenplan Luftreinhaltung, 2007.
- Kantonaler Verkehrsrichtplan, 2004.





Agglomerationsprogramme



Legende

- | | | | |
|---|--|---|------------------------|
|  | Agglomerationsprogramm Bulle |  | Agglomeration BFS Bern |
|  | Agglomeration BFS Bulle | | |
|  | Richtplan der Agglomeration Freiburg | | |
|  | Agglomeration BFS Freiburg | | |
|  | Gemeinde des Agglomerationsprogramms Riviera | | |
|  | Agglomeration BFS Vevey - Montreux | | |

km
0 3 6
Quelle: GEOSTAT



Mitwirkende Stellen

BRPA, TBA, VEA und AfU

Rechtlicher Rahmen

Neue eidgenössische oder kantonale Gesetzesgrundlagen seit der Revision des kantonalen Richtplans

Verwaltungspraxis

Neue Ziele der kantonalen Politik

Neue Grundsätze und Massnahmen für die Umsetzung

Keine kantonale Studie erforderlich

Neue Auswirkungen auf die Ortsplanung

Neue Aufgabenverteilung

1. PROBLEMSTELLUNG

Die Agglomerationspolitik des Bundes verlangt eine koordinierte Strategie im Bereich der Siedlungsentwicklung, des Verkehrs und der Umwelt. Demzufolge muss das Agglomerationsprogramm die Verkehrsinfrastrukturen auf nationaler, kantonaler, regionaler und lokaler Ebene mit einer nach innen gerichteten Siedlungsentwicklung planen und koordinieren. Das Agglomerationsprogramm Bulle bezieht sich nur auf die Verkehrsinfrastrukturen der kantonalen, regionalen und lokalen Ebene.

Das Bundesprogramm für die Mitfinanzierung der Agglomerationsprogramme, das für diese Koordination der Massnahmen der Raumplanung mit denen der Verkehrsplanung eintritt, erlaubt es für die Umsetzung der vorgesehenen Infrastrukturprojekte eine finanzielle Unterstützung in Anspruch zu nehmen. Das Bundesgesetz vom 6. Oktober 2006 über den Infrastrukturfonds (Infrastrukturfondsgesetz, IFG) bestimmt für den Agglomerationsverkehr einen Betrag von 6 Milliarden Franken, wovon 2.56 Milliarden für dringliche Projekte und 3.44 Milliarden für die Mitfinanzierung der Agglomerationsprogramme vorgesehen sind.

Die Festlegung des Agglomerationsperimeters Bulle beruht grundsätzlich auf der Definition der Agglomerationen im Sinne des Bundesamts für Statistik (BFS). Die Gemeinden Bulle, Morlon, Le Pâquier, Riaz, Vuadens, Echarlens und Marsens sind eine Agglomeration im Sinne des BFS. Im Anschluss an eine auf mehreren Kriterien und auf zehn Gemeinden basierenden Analyse wurde der Perimeter des Agglomerationsprogramms Bulle auf fünf Gemeinden festgelegt: Bulle, Morlon, Le Pâquier, Riaz und Vuadens.

Mit der Umfahrungstrasse H189 soll einerseits der Durchgangsverkehr der Agglomeration Bulle vermieden und andererseits der Quell-Zielverkehr zu den verschiedenen Sektoren der Agglomeration ermöglicht werden, ohne dass die aus technischer, sozialer und ökologischer Sicht sensiblen Verkehrsachsen benutzt werden.

Ein Teilverkehrsrichtplan aus dem Jahre 2001, der von der Baudirektion (heute die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion) genehmigt wurde, fasst die Begleitmassnahmen zur Realisierung der H189 systematisch zusammen. Diese Massnahmen betreffen insbesondere die Verkehrsberuhigung, die Verbesserung der Sicherheit für die nicht motorisierten Zweiräder und die neuen Infrastrukturen der Quartierverbindungen. Dieser Teilverkehrsrichtplan ist ein besonderer Gemeinderichtplan.

Im Rahmen des Genehmigungsverfahrens für das Strassenprojekt und um die Wirksamkeit des Teilverkehrsrichtplans zu verbessern, haben sich die Gemeinden Bulle und La Tour-de-Trême verpflichtet, ein leistungsfähiges öffentliches Verkehrsnetz für den Stadtverkehr zu schaffen.

Im Jahre 2001 wurde das Strassenprojekt H189 von den Behörden genehmigt. Von 2001 bis 2005 führten die Gemeinden Bulle und La Tour-de-Trême die notwendigen Studien für die Umsetzung der Begleitmassnahmen und des zukünftigen öffentlichen Verkehrsnetzes durch.

Im Jahre 2006 haben die Gemeinde- und Kantonsbehörden die Arbeiten am regionalen Verkehrsrichtplan (gemäss der kantonalen Gesetzgebung) aufgenommen, um die ursprünglich in Bulle und La Tour-de-Trême vorgesehenen Begleitmassnahmen auf die Gemeinden Morlon und Riaz zu erweitern und gleichzeitig die Grundlagen für das vorgesehene öffentliche Verkehrsnetz zu

schaffen. Die Grundlagenstudie zum regionalen Verkehrsplan zeigte die Notwendigkeit auf, den Perimeter auf die Gemeinden Le Pâquier und Vuadens auszudehnen. So wurde für den regionalen Verkehrsrichtplan der Gemeindeverband MOBUL mit fünf Gemeinden geschaffen.

Damit die Ziele des Teilverkehrsrichtplans erreicht werden können, ist es notwendig, die Massnahmen des regionalen Verkehrsplans mit Aktionen zur Siedlungsentwicklung und zur Entwicklung der Agglomeration zu begleiten.

Im Herbst 2007 schlossen sich die fünf MOBUL-Gemeinden zusammen, um auf der Grundlage der im Rahmen des regionalen Verkehrsplans erfolgten Arbeiten ein Agglomerationsprogramm im Sinne des Infrastrukturfondsgesetzes (IFG) zu lancieren. Damit wurde es zu einem Raumentwicklungsprojekt der Agglomeration.

Die Bundesgesetzgebung definiert kein Verfahren für das Agglomerationsprogramm. Dennoch fordern die Bundesbehörden, dass eine Verbindung zwischen dem Agglomerationsprogramm und dem kantonalen Richtplan geschaffen wird. Es liegt dabei im Ermessen des Kantons festzulegen, ob das Agglomerationsprogramm ein Kapitel des kantonalen Richtplans oder ein spezifisches Instrument des kantonalen Rechts ist.

Der Kanton Freiburg hat entschieden, dass Agglomerationsprogramme regionale Richtpläne sind. Gemäss dem Raumplanungs- und Baugesetz (RPBG) ist der regionale Richtplan ein behördenverbindliches Dokument, womit die Anforderungen der Bundesbehörden erfüllt sind, die aufgrund der Verordnung vom 7. November 2007 über die Verwendung der zweckgebundenen Mineralölsteuer (MinVV) fordern, dass Agglomerationsprogramme einen verbindlichen Charakter aufweisen müssen. Es handelt sich dabei um einen besonderen regionalen Richtplan, denn er bedingt eine enge Zusammenarbeit zwischen dem Kanton und der Agglomeration. Dies setzt auch voraus, dass die aus dem Agglomerationsprogramm hervorgehenden Massnahmen von kantonalen Bedeutung in den kantonalen Richtplan aufgenommen werden. Der regionale Richtplan wird als Richtplan der Agglomeration bezeichnet.

2. GRUNDSÄTZE

ZIELE DER KANTONALEN POLITIK

Die Agglomerationsprogramme im Kanton Freiburg entstehen auf freiwilliger Basis durch die lokalen Gemeinwesen. Denn die Agglomerationspolitik des Bundes beruht auf dem „Bottom up“-Prinzip, um die Verbreitung der Agglomerationsprogramme zu fördern. Diese Politik stellt die Strategie des vernetzten Städtesystems nicht in Frage, so wie sie im kantonalen Richtplan (siehe Thema „Siedlungsstruktur“) definiert ist. Die Integration des Begriffs der Agglomeration, deren Rolle und Stellung im Netz der städtischen Zentren des Kantons, verlangen vertiefte Überlegungen und politische Entscheidungen, die im Rahmen der Revision des kantonalen Richtplans zu treffen sind.

Das Agglomerationsprogramm Bulle gestattet, auf spezifische Weise die vom Gesetz und vom Teilverkehrsrichtplan festgelegten umweltbezogenen Ziele zu erreichen, insbesondere durch Erweiterung der Massnahmen auf die Bereiche Siedlungsentwicklung, öffentlicher Verkehr und Langsamverkehr.



GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

Siedlung

Der Siedlungssperimeter definiert die Grenzen der Siedlungsentwicklung innerhalb der Agglomeration. Die grossen Achsen des öffentlichen Verkehrs, die die städtebauliche Entwicklungsstruktur prägen, bestimmen den Perimeter.

Aus globaler Sicht und um eine haushälterische Bodennutzung zu gewährleisten, muss mit der Siedlungsentwicklung innerhalb des Perimeters eine Verdichtung angestrebt werden. In den zentralen Sektoren sollen diese Verdichtungsanstrengungen beispielhaft sein.

Die Grenzen der Siedlungsentwicklung innerhalb des Siedlungssperimeters der Agglomeration berücksichtigen die bestehenden Landschaftselemente, die die Agglomerationsstruktur bestimmen.

Die Grünflächen, Landschaftsräume von guter Qualität, innerhalb des Siedlungssperimeters der Agglomeration werden in Wert gesetzt. Das bedeutet, es können Parks (parcs urbains) geschaffen werden, um die verschiedenen Nutzungen dieser Räume für die Bewohner aufzuwerten. In diesem Sinne müssen kleine Quartierparks in die verschiedenen Planungen zur Ausstattung des Quartiers integriert werden.

Die Landwirtschaftsgebiete, die an den Siedlungssperimeter anschliessen, müssen eine dauerhafte extensive Landwirtschaft ermöglichen. Die Landschaftsstrukturen werden im Rahmen von Bodenverbesserungsarbeiten aufgewertet.

Siedlungssektoren

Der Richtplan der Agglomeration Bulle hält die Planungsgrundsätze der verschiedenen Siedlungssektoren abhängig von der Priorität ihrer Realisierung fest.

Die Realisierung eines Strategischen Standortes ist möglich sobald die Detailbebauungsplanung erfolgt ist.

Die Zusatzstandorte A werden prioritär der Bauzone zugeteilt im Gegensatz zu den Zusatzstandorten B und dies über die ganze Agglomeration.

Die Nutzung der Reservestandorte wird mit dem Richtplan der Agglomeration Bulle koordiniert. Diese Standorte werden nur in zwei Fällen Verwendung finden:

- wenn die strategischen Standorte und Zusatzstandorte voll ausgeschöpft sind; der Sättigungsgrad wird im Richtplan der Agglomeration festgelegt;
- wenn die an einem strategischen Standort oder an einem Zusatzstandort gelegenen Flächen nicht verfügbar sind.

In beiden Fällen muss die Einzonierung der Reservestandorte ausführlich begründet werden.

Die Kriterien für eine gute Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr, abgestimmt auf die Nutzung des Standortes, gemäss dem Beschluss 2.6.3 des kantonalen Verkehrsplans, kommen nur bei hoher Siedlungsdichte zur Anwendung.



Agglomerationsverkehr: vorrangige Projekte

Gemäss den „Bestimmungen für die Prüfung und die Mitfinanzierung der Agglomerationsprogramme“ aus dem Jahre 2007, hat der Gemeindeverband MOBUL für die Massnahmen, die in die Liste des Agglomerationsprogramms aufgenommen worden sind, die Prioritätsstufen A, B und C festgelegt. Die A-Liste bezieht sich auf alle Projekte, deren Realisierung innerhalb der kommenden vier Jahre vorgesehen und deren Finanzierung gesichert ist.

Nur die Infrastrukturmassnahmen können vom Bunde im Sinne des Infrastrukturfondsgesetzes IFG mitfinanziert werden.

Die von den Bundesbehörden für eine Mitfinanzierung (unter Vorbehalt des definitiven Parlamentsbeschlusses) vorgesehenen Projekte der Prioritätsliste A sind folgende:

Strassennetz: Massnahmen für die strukturprägenden Verkehrsachsen in der Zentrumsgemeinde Bulle

- Neugestaltung der rue de l'Ancien Comté.
- Neugestaltung der rue de Gruyères (Temple – La Trême).
- Neugestaltung der Eingangsachse Nord (route de Riaz).
- Neugestaltung der Eingangsachse Süd (rue de Vevey).
- Neugestaltung der rue und des place Saint Denis sowie der rue de Gruyères (Temple - Union).
- Neugestaltung der rue de la Condémine.

Valtraloc-Massnahmen

- Neugestaltung der Ortsdurchquerung Riaz.
- Neugestaltung der Ortsdurchquerung de Vuadens.

Begleitmassnahmen für den Betrieb des öffentlichen Verkehrs (Strasse)

- Realisierung einer Endhaltestelle in der Industriezone Vuadens.
- Realisierung einer Haltestelle zwischen der Industriezone und des Bahnhofs in Vuadens.
- Realisierung der Haltestelle «Sur le Dally» (50% auf Gemeindegebiet Vuadens, 50% auf Gemeindegebiet Bulle).
- Realisierung einer Haltestelle «Bahnhof/Nicolas-Glasson» in Bulle.
- Neugestaltung einer Haltestelle beim «Centre commercial» in Bulle.
- Neugestaltung der Haltestelle «Vudalla» in Bulle.
- Relaisierung der Haltestelle «En Pallud» in Bulle.
- Realisierung einer nach Nord-Süd ausgerichteten Haltestelle beim Bahnhof in Bulle.

Langsamverkehr

- Verbesserung der vorrangigen langsamverkehr-Verbindungen zwischen den Gemeinden und Bulle:
 - Teilstrecke Kantonsstrasse Le Maupas bis zum Ortseingang Vuadens.
 - Teilstrecke Kantonsstrasse Sur le Dailly (Bulle - Vuadens).
 - Teilstrecke Le Coude – La Pépinière (Bulle).



- Neugestaltung des chemin de la Pépinière (Bulle).
- Schaffen einer Verbindung zwischen Les Granges und der rue de Vevey (Bulle).
- Neugestaltung der route du Verdel (Bulle).
- Vorrangige Verbesserung der interkommunalen Langsamverkehr-Verbindungen:
 - Neugestaltung der Teilstrecke Riaz-Centre – Champy (Riaz).
 - Neugestaltung der rue de la Léchère zwischen der rue du Château d'En-Bas und der rue Battentin (Bulle).
 - Neugestaltung der Teilstrecke Champ-Barby – la Tour de Trême (Bulle).
 - Schaffen einer Verbindung zwischen Riaz und der route de Morlon (Bulle, Riaz).
 - Ergänzung der Verbindung zwischen Le Pâquier und Le Closalet (Le Pâquier).
- Vorrangige Verbesserungen für den Langsamverkehr in Richtung der Arbeitszone Planchy:
 - Schaffen einer Verbindung Champy – Chemin des Crêts (Bulle).
 - Neugestaltung der route de l'Industrie (Bulle).
 - Neugestaltung der Strecke Vuadens - Planchy entlang der Autobahn (Vuadens).
- Zweiradparkplätze bei den Umsteigeorten und auf den öffentlichen Plätzen der fünf Gemeinden.

Gewisse Infrastrukturmassnahmen sind von der Mitfinanzierung über den Infrastrukturfonds ausgeschlossen, werden jedoch bei der Beurteilung der Auswirkungen des Agglomerationsprogramms mit dem vorgesehenen Prioritätsgrad berücksichtigt. Deshalb müssen die nachfolgenden Leistungen vollständig durch die Agglomeration erbracht werden.

Strassennetz: Massnahmen für die strukturprägenden Verkehrsachsen in der Zentrums-gemeinde Bulle

- Neugestaltung der route de l'Intyamon (Ankoppelung Süd – Kreisel «Le Pra») - Liste A
- Neugestaltung der route de la Léchère - Liste B
- Änderung der Signalisation in Verbindung mit der H189 – Liste A

Valtraloc-Massnahmen

- Realisierung Verbindung zum Temple-Romain (route de la Gruyère – route des Monts) – Liste A
- Ergänzung der Gestaltung der Ortsdurchquerung Morlon – Liste A
- Neugestaltung der Kantonsstrasse im Sektor des Bahnhofs Le Pâquier – Liste A
- Neugestaltung der Verbindung zwischen dem Dorf und der Kantonsstrasse Le Pâquier – Liste A

Massnahmen für «verkehrsberuhigte Zonen»

- Neugestaltung des Dorfzentrums La Tour-de-Trême – Liste A
- Einführung verkehrsberuhigter Zonen in den Quartieren (Abschnitt 2) Bulle – Liste A



- Einführung verkehrsberuhigter Zonen in den Quartieren (Abschnitt 2) Morlon – Liste A
- Einführung verkehrsberuhigter Zonen in den Quartieren (Abschnitt 2) Riaz – Liste A
- Einführung verkehrsberuhigter Zonen in den Quartieren (Abschnitt 2) Vuadens – Liste A
- Einführung verkehrsberuhigter Zonen in den Quartieren (Abschnitt 2) Le Pâquier – Liste A

Langsamverkehr

- Zweitrangige Verbesserungen der interkommunalen Langsamverkehrs-Verbindungen:
 - a Realisierung einer Abkürzung auf der Strecke Morlon – Riaz – Liste B
 - b Neugestaltung der Verbindung zwischen Vuadens und La Pâla – Liste B
 - c Wiederbenutzung und Neugestaltung der route de la Sionge – Liste B
 - d Schaffen einer „grünen“ Verbindung zwischen Riaz - Montcalia – Liste B
 - e Schaffen einer Verbindung zwischen Les Granges und La Ronclina (canal des usiniers) – Liste B
- Zweitrangige Verbesserungen der Langsamverkehrs-Verbindungen in Richtung der Arbeitszone Planchy – Liste B
 - a Schaffen einer Verbindung rue de Vevey – route de l'Industrie (zwei Unterführungen eingeschlossen) – Liste B
 - b Schaffen einer Verbindung route de Riaz – Champy – Liste B

Parkieren

- Schaffen einer Park & Ride-Anlage zur Förderung des Mitfahrkonzepts (Carsharing) – Liste B

Die weiteren Massnahmen (ergänzend zu den Infrastrukturen) tragen zur Kohärenz des Agglomerationsprogramms bei, auch wenn sie vom Bund nicht mitfinanziert werden. Sie sind gemäss ihrer Prioritätsstufe zu verwirklichen. Sie betreffen die Massnahmen zur Planung der Mobilität und der Siedlungsentwicklung.

GRUNDSÄTZE ZUR KOORDINATION

Die Verdichtung der zentralen Sektoren wird rund um den Bahnhof und die Haltestellen realisiert, vorrangig in denjenigen Sektoren, die mit dem Fahrrad oder zu Fuss leicht zu erreichen sind.

Die Anwendung der Grundsätze des kantonalen Richtplans für die Bemessung der Bauzonengrösse in den Gemeinden, die nicht zum Agglomerationsprogramm gehören, soll zu einer rationalen und kohärenten Raumentwicklung beitragen und die Konzentration der Siedlungsentwicklung im Siedlungsperimeter (périmètre compact) verstärken.

Um die Zersiedlung zu begrenzen und dem Siedlungsperimeter Geltung zu verschaffen, dürfen in den Sektoren der MOBUL-Gemeinden ausserhalb des Siedlungsperimeters keine neuen Bauzonen geschaffen werden.



3. AUFGABENVERTEILUNG

Der Staatsrat hat am 18. August 2009 den Bericht der direktionsübergreifenden Arbeitsgruppe „Agglomerationen“ zur Kenntnis genommen. Er erklärte die Raumplanungs- Umwelt- und Baudirektion (RUBD) zuständig für die Agglomerationspolitik des Bundes. Die Schaffung einer Begleitstruktur für die Umsetzung der Agglomerationsprogramme wird geprüft.

Das RPBG bestimmt, dass der Staatsrat für die Unterzeichnung der Leistungsvereinbarung im Zusammenhang mit dem Agglomerationsprogramm zuständig ist. Weiter ist es sinnvoll darauf hinzuweisen, dass das Bundesgesetz vom 22. März 1985 über die Verwendung der zweckgebundenen Mineralölsteuer (MinVG) vorsieht (Artikel 17b), die Mitfinanzierungsbeiträge des Bundes an die Verkehrsinfrastrukturen der Städte und Agglomerationen an die Kantone zuhanden der verantwortlichen Trägerschaften auszurichten.

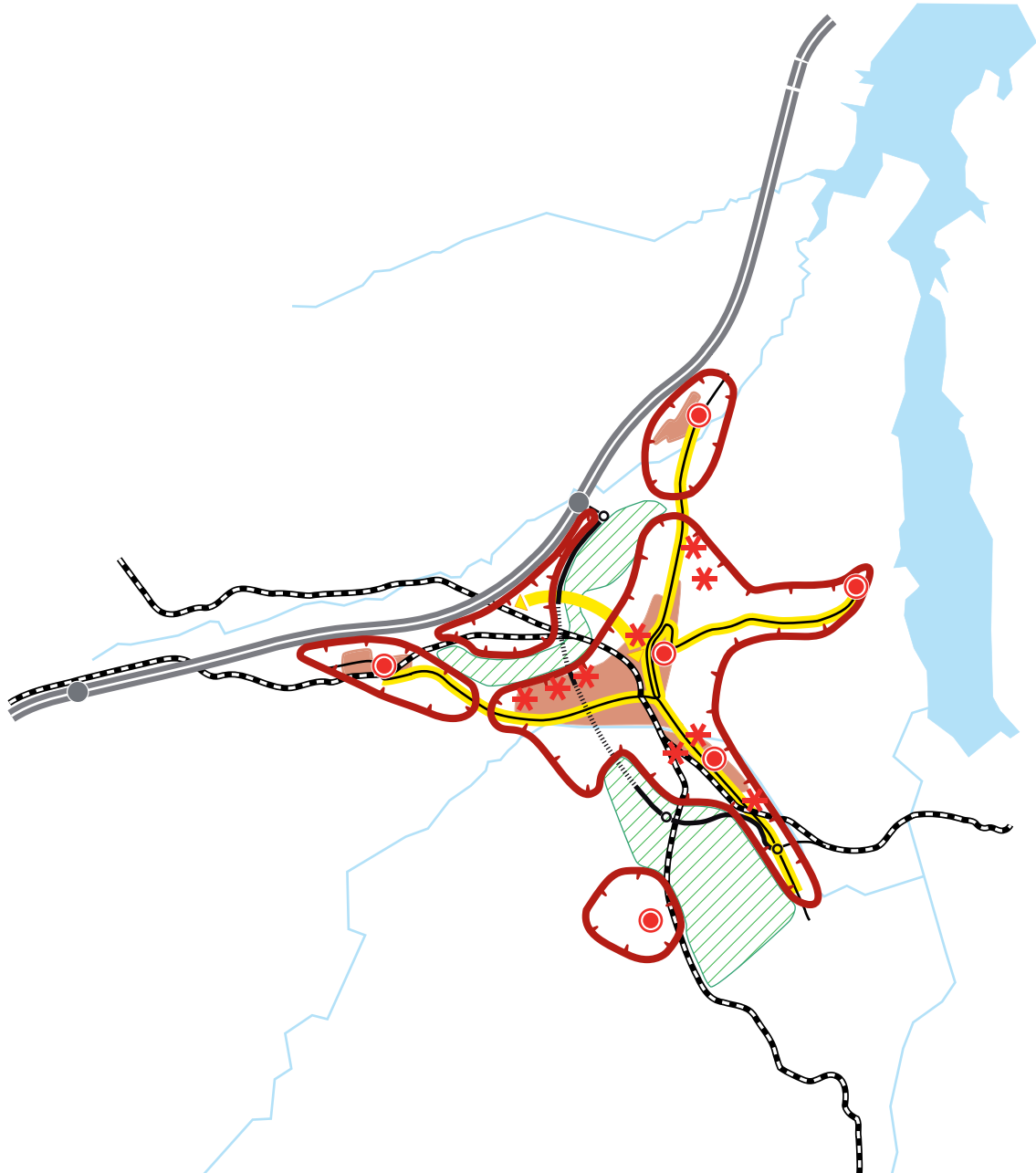
Die RUBD wird die erforderlichen Modalitäten für die Umsetzung der Leistungsvereinbarung prüfen und die Beiträge der (zuständigen) MOBUL überweisen.

Im Sinne des RPBG gilt das Agglomerationsprogramm als regionaler Richtplan. Der Gemeindeverband MOBUL ist zuständig für die Prüfung raumplanerischer Aspekte. Er muss die Ortsplanungen einer Konformitätsprüfung mit seiner Planung, dem Richtplan der Agglomeration, unterziehen.





Agglomerationsprogramme Bulle



Legende

	Siedlungsumperimeter der Agglomeration		Hauptstrassennetz
	Zentrale Sektoren		A 12
	Aufzuwertendes Zentrum		H 189
	Strategische Standorte		Busnetz
	Zu erhaltende Landwirtschaftsflächen		Eisenbahnnetz
	Gewässer		

km
0 1 2
Quelle: MOBUL



Siehe auch:

Arbeitszonen und grosse Verkehrserzeuger;
Schützenswerte Ortsbilder;
Schützenswerte Gebäude;
Trinkwasserversorgung;
Gesamtverkehrskonzept;
Wald;
Verbauung, Renaturierung von Fließgewässern und Abflussbewirtschaftung;
Pärke von nationaler Bedeutung
Luftreinhaltung;
Grundwasser;
Ableitung und Reinigung des Abwassers;
Abfallbewirtschaftung.

Beteiligte stellen:

Koordinationsstelle:
Amt für Verkehr und Energie

Gemeinden:
Alle

Kantonale Stellen:
WaldA, SGeW, AfU, BRPA, TBA, BNS, KGA, LwA

Andere Kantone:
BE, NE, VD

Bund:
BFE, BAFU, Eidg. Starkstrominspektorat, Swissmeteo (Wetterradare)

Andere Stellen:
Konzessionsbetriebe im Bereich Energie, Industrielle Betriebe

1. PROBLEMSTELLUNG

In der Schweiz hat sich der Energieverbrauch in den vierzig Jahren von 1960-2000 verfünffacht. 85% der verbrauchten Energie stammen von nichterneuerbarer importierter Energie, die verbleibenden 15% kommen hauptsächlich aus der Nutzung der Wasserkraft und in geringerem Mass des Holzes.

Die Zunahme des Energiebedarfs macht eine ständig wachsende Zahl von Produktions- und Verteilanlagen erforderlich. Diese sind zwar unentbehrlich, können sich aber auch schädlich auf Umwelt, Natur und Landschaft auswirken. So rufen die durch die Verbrennung von Heizöl und Treibstoffen entstehenden Schadstoffe Beschwerden und Erkrankungen der Atemwege hervor, sie führen zu einer Übersäuerung der Böden, verringern den Ertrag der Kulturfleichen, indem sie Pflanzen schädigen usw. Überdies können die Hochspannungsleitungen die Land- und Forstwirtschaft beeinträchtigen oder verunmöglichen.

Die in diesem Bereich getroffenen Entscheidungen wirken sich also langfristig auf Wirtschaft, Gesellschaft und Umwelt aus. Sie müssen sich folglich auf die Ziele der Siedlungs-, Verkehrs- und Umweltschutzpolitik stützen, um die Ergreifung wirksamer Massnahmen zu ermöglichen, die bezwecken, den Verbrauch zu verringern, die Produktion einheimischer Energien zu rationalisieren und zu erhöhen und diesen Prozess bestmöglich mit der Entwicklung des Kantons Freiburg zu koordinieren.

Für den Bereich des Aus- und Neubaus von Hochspannungsleitungen hat der Bund den Sachplan Übertragungsleitungen (SÜL) erarbeitet.

Der Kanton Freiburg hat eine Anzahl Grundlagenstudien zu verschiedenen Energieträgern erarbeitet. Im Jahr 2002 hat er den Sachplan Energie verabschiedet, in dem der Ist-Zustand festgehalten wird und das Entwicklungspotential aufgezeigt wird. Der Sachplan ist das Grundlagendokument für das Thema Energie im Kantonalen Richtplan.

2. GRUNDSÄTZE

ZIELE DER KANTONALEN POLITIK

- Sicherung einer zuverlässigen, ausreichenden und nachhaltigen Energieversorgung des Kantons und seiner Regionen
- Förderung eines sparsamen, rationellen und nachhaltigen Energieverbrauchs
 - Förderung erneuerbarer und einheimischer Energie
 - Priorisierung der verschiedenen Energien in folgender Reihenfolge: Erneuerbare Energie, Einheimische Energie, Netzenergie, Weitere Energie
 - Vereinfachung der Erstellung von Energienetzen zu Heizzwecken (Fernwärme, Gas, ...)
- Optimierung bestehender Anlagen unter dem Gesichtspunkt der Energie
 - insbesondere der Anlagen für die Wasserversorgung und die Abwasserableitung und -reinigung sowie der Abfallbeseitigung



- Abstimmung der unterschiedlichen Ansprüche an den Raum
 - Abstimmung der Energieanlagen mit den übrigen kantonalen Zielen
 - Berücksichtigung des Energieverbrauchs bei der Organisation des Verkehrs- und Siedlungsgefüges

GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

Die folgenden Grundsätze gelten für alle Teile der Energieinfrastrukturvorhaben während deren ganzen Lebensdauer (Bau, Betrieb und Rückbau).

Photovoltaische Energie und thermische Solarenergie

- *Photovoltaische Energie (Umwandlung der Sonnenstrahlen in elektrischen Strom) und thermische Solarenergie (Wärmeerzeugung durch Sonnenkollektoren) sind dezentral zu produzieren und zu nutzen, prioritär auf geeigneten Bauten oder Bauteilen, die auch andere Funktionen erfüllen (Bedachungen, Lärmschutzwände usw.) und auf Dächern von Gebäuden, für die die erzeugte Wärme bestimmt ist.*
- *Zu bevorzugen ist die Erstellung von Photovoltaikanlagen auf Neubauten oder auf Bauten an Orten, zu denen diese Anlagen passen.*
- *Es werden Richtlinien erarbeitet zur sorgfältigen Integration von Solaranlagen. (Art. 18a RPG)*
- *Es ist zu vermeiden, dass Kulturgüter oder Ortsbilder von nationaler oder regionaler Bedeutung beeinträchtigt werden. (Art. 18a RPG)*

Siehe Themen «Schützenswerte Ortsbilder» und «Schützenswerte Gebäude»



Unter dieser Voraussetzung:

- *sind photovoltaische Anlagen in folgenden Situationen zu vermeiden:*
 - *in überbauten Gebieten von schützenswerten Ortsbildern der Kategorien 1 und 2, wenn der Ortsbildcharakter wesentlich durch traditionelle Schrägdächer geprägt ist;*
 - *in Umgebungsperimetern der Kategorie 1, die unmittelbar an ein überbautes Gebiet eines schützenswerten Ortsbildes der Kategorie 1 anschliessen, soweit diese ihren traditionellen Charakter bewahrt haben;*
 - *auf schützenswerten Gebäuden mit Wertfaktor A oder B, wenn die Bedachung einen wichtigen Anteil am architektonischen Ausdruck des Gebäudes hat.*
- *sind Richtlinien zu erarbeiten mit dem Ziel, die Beeinträchtigungen durch die Solaranlagen auf den Ausdruck der Kulturgüter und der Ortsbilder zu vermindern.*

Windenergie

Grosse Windkraftanlagen

Die folgenden Kriterien (Eignungs- oder Ausschlusskriterien) müssen erfüllt sein:

- *Es ist auf eine effiziente Windenergienutzung zu achten.*
- *Anlagen in Sektoren, die national geschützt sind oder in nationalen Inventaren enthalten sind oder diese beeinträchtigen sind ausgeschlossen.*
- *Im Wald sind Anlagen ausgeschlossen.*
- *In Grundwasserschutzzonen S1 und S2 sind Anlagen ausgeschlossen.*



- Gegenüber Siedlungsgebieten ist die aus Gründen des Lärmschutzes notwendige Distanz einzuhalten.

Folgende Kriterien (Beurteilungskriterien) gelten für die Interessenabwägung:

- Sie sind bevorzugt in Windparks zu bündeln.
- Der Windpark weist ein genügend grosses Potential auf (Richtwert: 10 GWh pro Jahr).
- Der Windpark liegt in der Nähe eines bestehenden Netzes. Erdleitungen zur Verbindung mit dem Netz werden bevorzugt.
- Der Windpark ist durch das Strassennetz nach Möglichkeit bereits erschlossen.
- Die Auswirkungen auf die Fauna, insbesondere auf die Vögel und Fledermäuse sind zu beachten.
- Der Gewässerschutz ist zu beachten. Für Anlagen in den Grundwasserschutzzone S3 ist die Zustimmung des zuständigen Amtes einzuholen.
- Dem Landschaftsbild ist Rechnung zu tragen.
- Die Interferenz mit bestehenden Antennen und Radaranlagen ist zu berücksichtigen.
- Die Ziele der Naturparks sind zu beachten.
- Die Auswirkungen auf den Tourismus und die Erholung sind zu beachten.



Siehe Thema «Parks von nationaler Bedeutung»

Kleine Windkraftanlagen

- Es gelten sinngemäss die gleichen Grundsätze wie für grosse Anlagen. Besonders beachtet werden muss die Energiebilanz über die gesamte Lebensdauer der Anlage unter Einbezug der grauen Energie (Herstellung und Transport).

Energie aus Holz

- Die Holzvorräte der öffentlichen Körperschaften sind in umwelt-effizienten Heizanlagen, die sich wenn möglich in Nähe der Produktionsorte befinden, bestmöglich zu nutzen und auszuwerten.

Biogasanlagen

Biogasanlagen in der Bauzone

Es gelten folgende Grundsätze:

- Um eine effiziente Energienutzung zu gewährleisten, muss die Abwärme genutzt werden.
- Es empfiehlt sich den Standort nahe bei den Verbrauchern zu wählen.
- Bei der Standortwahl werden die Immissionen auf das Siedlungsgebiet berücksichtigt (Auswirkungen des Zulieferverkehrs, Lärm und Luft der Anlage).

Biogasanlagen in der Landwirtschaftszone

- Es gelten die gleichen Grundsätze, wie für die Anlagen in der Bauzone.
- Die Standortvoraussetzungen richten sich nach der Bundesgesetzgebung.
- Der oder die Projektträger müssen gemäss der Raumplanungsgesetzgebung einen langfristig überlebensfähigen Landwirtschaftsbetrieb haben.

Abwärme

- Die Nutzung weiterer verfügbarer Abwärme muss in den dafür geeigneten Gebieten gefördert werden.
- Die Wärmeenergie oberhalb und unterhalb von Abwasserreinigungsanlagen muss genutzt werden, falls die Situation dies zulässt, insbesondere wenn das Wärmepotenzial des Abwassers interessant ist und wenn es eine ausreichende Zahl potenzieller Verbraucher in der Umgebung der ARA (Umkreis von 1,5 km) gibt.

Erdwärme

Geostrukturen (Erdregister, Wärmekörbe, Energiepfähle) und Erdwärmesonden

- *Sie werden dezentral erstellt.*
- *Das Erstellen der Anlagen ist in folgenden Gebieten verboten: Grundwasserschutzzonen und –arealen, wichtigen Grundwasservorkommen, bei Hohlräumen (Karst), Rutschgebieten, belasteten Standorten.*
- *Spezifische Auflagen können in folgenden Situationen verlangt werden: Grundwasservorkommen, Grundwasserstockwerkbau, bei gespanntem Grundwasser, Gasvorkommen.*

Grundwasser

- *Um Grundwasser nutzen zu können sind Vorabklärungen nötig (Hydrogeologie).*
- *Das Erstellen der Anlagen ist in folgenden Gebieten verboten: Grundwasserschutzzonen und –arealen, bei gespanntem Grundwasser, wichtigen Grundwasservorkommen, belasteten Standorten.*

Tiefe Grundwasserträger

- *Um tiefe Grundwasserträger nutzen zu können sind detaillierte Vorabklärungen nötig (Hydrogeologie).*

Tiefengeothermie

- *Die Standorte sind dort vorzusehen, wo die Wärme in ein Wärmenetz von genügender Grösse (Richtwert 5'000 Einwohner) eingespiesen werden kann.*
- *Um die Tiefengeothermie nutzen zu können sind detaillierte Vorabklärungen nötig (Hydrogeologie).*

Wasserkraft

Grosse Kraftwerke

- *Für die Erteilung einer Konzession gelten die generellen Grundsätze zur Koordination.*

Kleine Kraftwerke

- *Folgendes Eignungskriterium muss für die Erteilung einer Konzession erfüllt sein:*
 - *Es ist auf eine effiziente Wasserenergienutzung zu achten. Kriterien sind die theoretische Leistung im Verhältnis zur Ausleitstrecke, die Dauer der Rückgewinnung der Energie, die in das Vorhaben investiert wird, und der Wirkungsgrad.*



- In folgenden Fällen ist die Erteilung einer Konzession ausgeschlossen:
 - Vorhaben im Bereich von Gewässern mit Restwassermenge sind ausgeschlossen.
 - Vorhaben im Bereich revitalisierter Gewässer oder im Bereich von Gewässern mit einem grossen Revitalisierungspotential oder Vorhaben, die diese beeinträchtigen, sind ausgeschlossen.
 - Vorhaben in Sektoren von nationaler Bedeutung oder solche die diese beeinträchtigen, sind ausgeschlossen.
 - Vorhaben, die Populationen stark bedrohter Tier- oder Pflanzenarten oder stark bedrohte Lebensräume beeinträchtigen, sind ausgeschlossen.
 - Bauten und Anlagen in Waldreservaten sind ausgeschlossen.
 - Vorhaben in Grundwasserschutzzonen S1 und S2 oder Vorhaben, die diese beeinträchtigen, sind ausgeschlossen.
 - Vorhaben mit wesentlichen Auswirkungen auf die Trinkwasserressourcen sind ausgeschlossen.
- Folgende Beurteilungskriterien gelten für die Interessenabwägung:
 - Der Zustand des Abflussregimes und die Auswirkungen auf die Ökomorphologie des Gewässers sind zu berücksichtigen.
 - Der Geschiebehaushalt ist zu berücksichtigen.
 - Die minimale Restwassermenge ist einzuhalten. Weitere Wasserentnahmen sind einzurechnen.
 - Der Einfluss auf den Hochwasserschutz ist zu beachten.
 - Der Raumbedarf der Fliessgewässer ist zu berücksichtigen.
 - Die Beeinträchtigung der Wasserqualität, insbesondere das Verdünnungsverhältnis bei Einleitungen ist zu beachten.
 - Die Auswirkungen auf das Landschafts- und Ortsbild, auf Naturschutzgebiete und Biotope sind zu berücksichtigen.
 - Die Auswirkungen auf Geotope von nationaler oder kantonaler Bedeutung sind zu beachten.
 - Die Auswirkungen auf Populationen bedrohter Arten und bedrohte Lebensräume sind zu berücksichtigen.
 - Die Auswirkungen auf die aquatische Fauna, insbesondere auf deren Laichplätze, auf die Biodiversität, auf den Fischbestand und die Fischerei, sind zu berücksichtigen.
 - Die Ziele der Naturpärke sind zu beachten.
 - Die Auswirkungen auf die Grundwasserressourcen sind zu beachten.
 - Die Auswirkungen auf den Tourismus und die Erholung sind zu beachten.

GRUNDSÄTZE ZUR KOORDINATION

Generell

- Die Energieinfrastrukturen werden mit den übrigen kantonalen Zielen und denen des Bundes abgestimmt, insbesondere mit dem Biotop-, Arten-, und Lebensraumschutz sowie dem Umwelt-, Landschafts- und Ortsbildschutz.

Kleinstkraftwerke, in Gebieten die nicht ans Elektrizitätsnetz angeschlossen sind

- Es ist die Energieerzeugungsart zu wählen, die ein Optimum bezüglich der Energieeffizienz, der Wirtschaftlichkeit und



der Verträglichkeit gemäss den generellen Grundsätzen gewährleistet.

Energie aus Holz

- Der Holzbedarf für die Energieversorgung muss mit der Waldnutzung koordiniert werden.

Abwärme

- Mit der Industrie bzw. den Produzenten von Abwärme muss eng zusammengearbeitet werden, um diesen Energietyp weiter zu entwickeln.

Energie aus Abfälle

- Die Abfallbewirtschaftung und -beseitigung sowie deren Nutzung zur Energieerzeugung muss koordiniert werden.

Energie aus Abwasser

- Die Abwasserreinigung, die Beseitigung von Klärschlamm und Biogas sowie deren Nutzung zur Energieerzeugung muss koordiniert werden.

Energienetze

- *Die Planung von elektrischen Transport- und Verteilungsnetzen muss insbesondere koordiniert werden mit der Entwicklung der dezentralen Energieerzeugung (Wind, Photovoltaik, Wärmekraftkopplungen, Kleinwasserkraftwerke usw.)*
- *Projekte zur Versorgung der Energienetze mit einheimischer Energie werden gefördert.*
- *Die Planungen von Wärme- und Erdgasnetzen sind miteinander zu koordinieren.*
- *Falls eine Wahlmöglichkeit besteht, ist den Energienetzen, die mit Fernwärme arbeiten, der Vorzug zu geben vor dem Erdgasnetz.*
- *Der Ersatz von bestehenden und die Erstellung neuer Hochspannungsleitungen richten sich nach den Vorgaben des Bundes.*

Abstimmung Energie - Siedlung - Verkehr

- *Bei der Abstimmung der verschiedenen Ansprüche des Menschen an den Raum (Wohnen, Arbeit, Handel, Freizeit, Mobilität) ist die Energieeffizienz verstärkt zu berücksichtigen, damit der Gesamtenergieverbrauch gesenkt wird und bestehende oder geplante Energieinfrastrukturen besser eingesetzt und ausgelastet werden können.*
- *Die Energie-, die Siedlungs- und die Verkehrspolitik müssen miteinander koordiniert werden. Die für Verkehr, Raumplanung und Energie zuständigen öffentlichen Stellen arbeiten zusammen, um den öffentlichen Verkehr und die Fortbewegung zu Fuss und mit dem Velo zu fördern, damit der Energiebedarf an der Quelle reduziert wird, und um Motorfahrzeuge, die mit erneuerbarer Energie betrieben werden, zu fördern.*

Siehe Thema
«Gesamtverkehrskonzept»





3. AUFGABENVERTEILUNG

Das Amt für Verkehr und Energie, Abteilung Energie:

- erarbeitet den Sachplan Energie und setzt ihn um;
- prüft die kommunalen Energiepläne;
- informiert und berät die Gemeinden über alle Energiefragen;
- betreibt Werbung für die erneuerbare Energie und den sparsamen und rationellen Energieverbrauch und fördert diese;
- erarbeitet Energienormen für öffentliche Gebäude;
- erarbeitet Richtlinien zur sorgfältigen Integration von Photovoltaik- und thermischen Solaranlagen.

Das Amt für Verkehr und Energie, Abteilung Verkehr:

- berücksichtigt die Auswirkungen der im kantonalen Verkehrsplan vorgeschlagenen Lösungen auf den Energieverbrauch.

Das Bau- und Raumplanungsamt:

- beteiligt sich an der Information der Gemeinden über die Berücksichtigung der Energiefragen in den Ortsplanungen;
- **berät die Gemeinden und Interessierte in Raumplanungs- und Baubewilligungsfragen die Energieinfrastrukturen betreffen.**

Das Tiefbauamt:

- berücksichtigt die Energiefragen in den Projekten für Strasseninfrastrukturen.

Das Amt für Wald, Wild und Fischerei:

- studiert und definiert die Produktionspotenziale für Holzenergie und die dafür am besten geeigneten Bewirtschaftungsmethoden;
- betreibt Werbung für die Nutzung des Holzes als Energie bei Gemeinden und Privatpersonen;
- sorgt für die Wahrung der Interessen der Fischerei und des Schutzes der aquatischen und terrestrischen Fauna bei der Nutzung der Wasserkraft und der Windenergie.

Das Amt für Umwelt:

- begutachtet die im Zusammenhang mit der Geothermie stehenden Anfragen. Dabei geht es primär um die Beurteilung im Sinne des Grundwasserschutzes.
- berücksichtigt die Energiefragen in seinen Abfallbewirtschaftungskonzepten und sorgt insbesondere in Zusammenarbeit mit dem VEA für die bestmögliche Nutzung der durch die Abfallbeseitigung erzeugten Energie.

Die Sektion Gewässer des Tiefbauamtes:

- sorgt für die Wahrung der Interessen des Natur- und Umweltschutzes im Rahmen der Anlagen zur Nutzung der Wasserkraft;
- legt die Restwassermengen fest, welche die Anlagen zur Nutzung der Wasserkraft zu beachten haben.

Das Büro für Naturschutz

- **sorgt für die Wahrung der Ziele der Naturpärke, der nationalen Biotope und des Artenschutzes bei Wind- und Wasserkraftanlagen.**

Das Amt für Kulturgüter

- *berät Bauherren bei der Integration von Photovoltaik- und Solaranlagen bei schützenswerten Ortsbildern und bei schützenswerten Gebäuden;*
- *erarbeitet dazu Arbeitshilfen.*

Die Regionen

- *stellen im Richtplan die übergeordneten Energienetze dar;*
- *stimmen die Themen Siedlung, Verkehr und Energie aufeinander ab;*
- *berücksichtigen bei ihrer Planung die Energienetze;*
- *können die Energienetze koordinieren;*
- *können die Holznutzung zur Energiegewinnung koordinieren.*

Die Gemeinden:

- *erarbeiten die kommunalen Energiepläne unter Berücksichtigung der genannten Grundsätze;*
- *stellen die Umsetzung der kommunalen Energiepläne sicher und revidieren diese regelmässig;*
- *berücksichtigen die Energiefragen in ihrer Ortsplanung;*
- *legen die grundeigentümergebundlichen Inhalte im Zonennutzungsplan und im Planungs- und Baureglement fest, wie*
 - *die Anschlusspflicht an ein Energienetz (z.B. Wärmenetz),*
 - *den Umgang mit photovoltaischen und thermischen Solaranlagen in Absprache mit dem Amt für Kulturgüter,*
 - *und wo nötig Spezialzonen für Energieinfrastrukturen;*
- *berücksichtigen bei der Ortsplanung die überkommunalen Energienetze, insbesondere den Sachplan Übertragungsleitungen (SÜL) des Bundes;*
- *informieren und beraten in Zusammenarbeit mit dem VEA die Privatpersonen über alle Fragen in Zusammenhang mit Energie;*
- *betreiben Werbung für erneuerbare Energie sowie den sparsamen und rationellen Energieverbrauch;*
- *informieren die Bauherrschaft über das Potential (wo vorhanden) von Geostrukturen.*

Die Nachbarkantone:

- *studieren die Möglichkeiten, ihre Netzenergien zu koordinieren.*



4. UMSETZUNG

KANTONALE STUDIE FÜR DEN SACHBEREICH

Um die kantonale Energiepolitik zu konkretisieren, stellt der Kanton zu folgenden Themen Überlegungen an:

- *Arbeitshilfe Photovoltaik und thermische Sonnenenergie*
- *Studie betr. Energie und Kulturgüterschutz*

AUSWIRKUNGEN AUF DIE PLANUNGSINSTRUMENTE

Regionale Studien

Als Grundlage für die regionalen Richtpläne können die Regionen Studien zur Holznutzung für die Energiegewinnung erarbeiten.

Ortsplanung

Die kommunalen Energiepläne scheiden die Sektoren aus, die in Sachen Energieversorgung oder -nutzung ähnliche Merkmale aufweisen. Diese Pläne beruhen auf dem kantonalen Sachplan Energie. Die Gemeinden regeln die Umsetzung auf einfache Weise, indem sie die Nutzung erneuerbarer und einheimischer Energie fördern.

Im Zonennutzungsplan und im Planungs- und Baureglement werden die grundeigentümerverbindlichen Inhalte festgelegt:

- *die Anschlusspflicht an ein Energienetz (z.B. Wärmenetz)*
- *der Umgang mit photovoltaischen und thermischen Solaranlagen in Absprache mit dem Amt für Kulturgüter*
- *Spezialzonen für Energieinfrastrukturen.*

Die überkommunalen Energienetze, insbesondere der Sachplan Übertragungsleitungen (SÜL) des Bundes, werden in die Ortsplanung integriert.

VERFAHREN FÜR DIE REALISIERUNG EINES PROJEKTES

Das Leitverfahren für die Realisierung eines Projektes ist das Baubewilligungsverfahren.

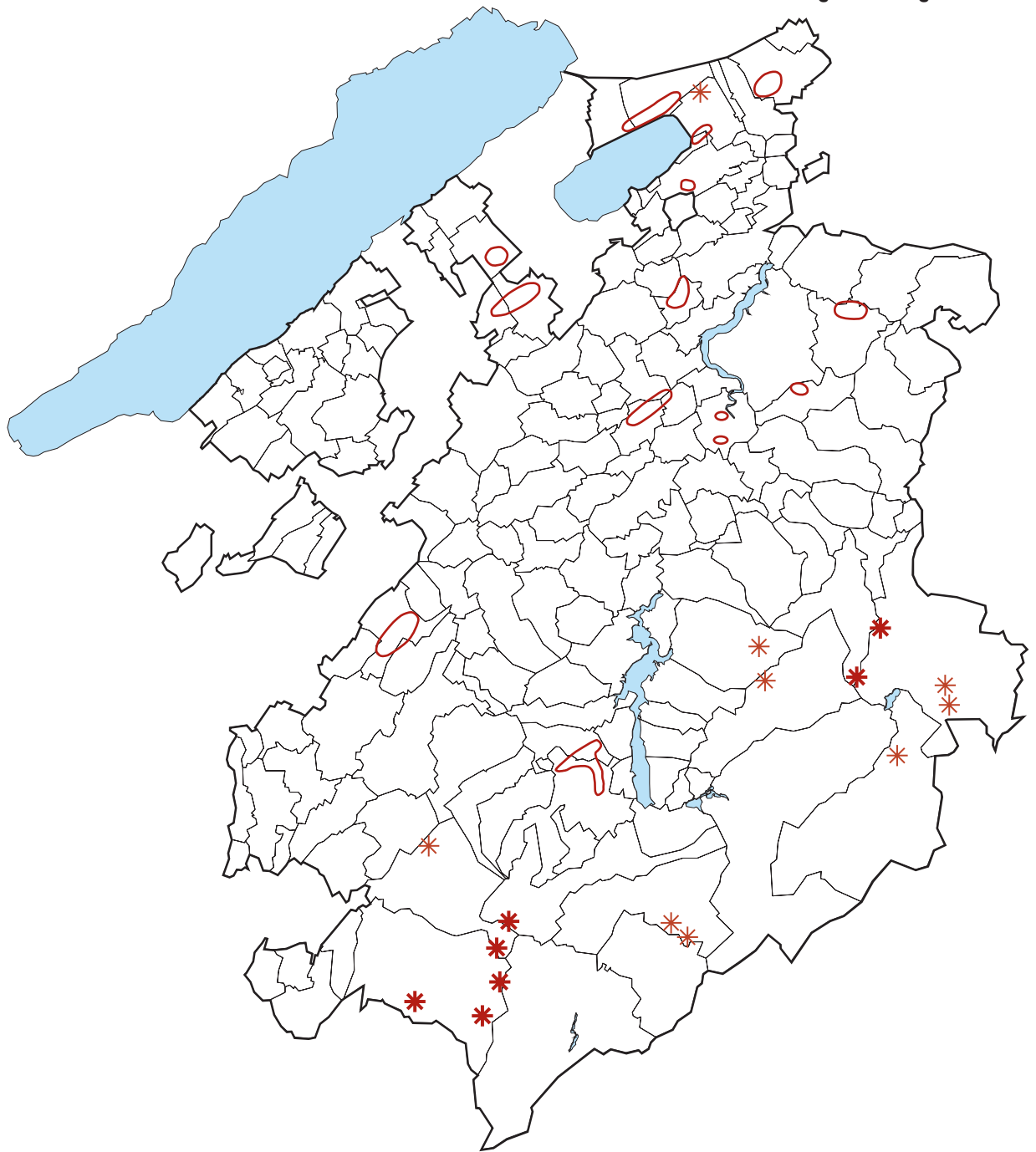
Wo eine Änderung des Zonennutzungsplans nötig ist, ist dieses das Leitverfahren. Es kann mit dem Baubewilligungsverfahren koordiniert werden. Weitere Verfahren (z.B. Rodungsgesuch) sind mit dem Leitverfahren zwingend zu koordinieren.

5. BIBLIOGRAPHISCHE HINWEISE

- Sachplan Übertragungsleitungen (SÜL), Bundesamt für Energie, Bundesamt für Raumentwicklung, Bern, 2001.
- Sachplan Energie, Amt für Verkehr und Energie, 2002
- Externe Kosten und kalkulatorische Energiepreiszuschläge im Strom und Wärmebereich, Veröffentlichung PACER, Bundesamt für Konjunkturfragen, Bern 1994.
- Anwendung der neuen kantonalen Bestimmungen in Sachen Energie in den freiburgischen Gemeinden, Amt für Verkehr und Energie, 2001.
- Evaluation du potentiel géothermique du canton de Fribourg, 2005, service des transports et de l'énergie
- Etude du potentiel BOIS ENERGIE dans le canton de Fribourg, DIAF / DEE, 2007
- Windkraftkonzept des Kantons Freiburg, Schlussbericht, Kanton Freiburg, 2008
- Beurteilung und Bewirtschaftung der Wasserkraft im Kanton Freiburg, Staat Freiburg, 2010
- Wärmenutzung aus Boden und Untergrund, Vollzugshilfe, BAFU 2009
- Energie und Baudenkmal, Empfehlung, BFE, Eidgenössische Kommission für Denkmalpflege, 2009



Standorte für Energieanlagen



Legende

- ✱ Bevorzugte Standorte für Windkraftanlagen
- ✱ Zu untersuchende Standorte für Windkraftanlagen
- Gebiete, die für Geostrukturen grundsätzlich geeignet sind

km
 0 3 6
 Quelle: GEOSTAT



Mitwirkende Stellen

VEA, WaldA, SGeW, AfU, BRPA, BNS, KGA, LWA und Verantwortliche für die nachhaltige Entwicklung

Rechtlicher Rahmen

Veränderte eidgenössische und kantonale Gesetzesgrundlagen seit der Revision des kantonalen Richtplans

Verwaltungspraxis

Unveränderte Ziele der kantonalen Politik

Neue Grundsätze und Massnahmen für die Umsetzung

Kantonale Studien erforderlich

Neue Auswirkungen auf die Ortsplanung

Neue Aufgabenverteilung

1. PROBLEMSTELLUNG

Der Verbrauch fossiler Energie hat schädliche Auswirkungen auf die Umwelt, insbesondere trägt er zum Treibhauseffekt und zur Luftverschmutzung bei.

Da zudem die fossilen Ressourcen rasch abnehmen, drängen sich Massnahmen auf, um einerseits den Energieverbrauch einzuschränken und andererseits die einheimische Energieerzeugung zu erhöhen. Die einheimische Energie ist zwangsläufig erneuerbar, da der Kanton über keine wichtigen Vorkommen an fossiler Energie verfügt.

Bei der Umsetzung (u.a. im konkreten Fall der Planung und Erstellung von Energieinfrastrukturen) müssen die Ziele des Klimaschutzes und der Förderung der erneuerbaren Energien mit den weiteren Zielen der kantonalen Politik (Naturschutz, Kulturgüterschutz, Erhalten der natürlichen Lebensgrundlagen usw.) auf der Grundlage der Rechtsordnung koordiniert und abgestimmt werden. Im Richtplantext werden die Regeln zur Koordination und Abstimmung festgehalten.

2. GRUNDSÄTZE

ZIELE DER KANTONALEN POLITIK

Die hier festgehaltenen Ziele nehmen die Hauptpunkte der Energiepolitik des Bundes auf. Die Zielsetzungen des Kantons in den verschiedenen Bereichen (Erzeugung einheimischer Energie, sparsamer Umgang mit Energien usw.) stimmen mit den entsprechenden Zielsetzungen des Bundes überein.

Insbesondere stützen sich die hier festgehaltenen Ziele auf das Dekret über die Leitideen und die Ziele der Raumplanung vom 17. September 1999, u.a. auf die:

- Sicherstellung einer nachhaltigen Entwicklung für den gesamten Kanton
- Optimale Nutzung der bestehenden Infrastrukturen
- Rationalisierung und Konzentration der Investitionen
- Gewährleistung annehmbarer Umweltbedingungen und Erhaltung der Ressourcen

Erneuerbare Energie

Als erneuerbare Energie gelten die Solarenergie (Photovoltaik und Wärme), die Windenergie, die Biomasse, das Holz, die Holzschnitzel, die Wasserkraft, die Geothermie und die in Luft und Wasser enthaltene Energie (Umgebungswärme), die mit Hilfe von Wärmepumpen genutzt werden kann.

Einheimische Energie

Als einheimische Energie gelten die erneuerbare Energie und die Anlagen, mit deren Hilfe Energie aus der Abfallbewirtschaftung, der Abwasserreinigung oder aus Abwärme erzeugt wird.

Netzenergie

Als Netzenergie für Heizzwecke gelten die Fernwärme und das Gas.



Weitere Energie

Als weitere Energie gelten die Kernenergie, die fossilen Energien, insbesondere die Derivate des Erdöls, und das Gas.

GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

Photovoltaische Energie und thermische Solarenergie

Am 1. Januar 2008 trat der neue Artikel 18a RPG in Kraft, nach dem sorgfältig in Dach- und Fassadenflächen integrierte Solaranlagen in Bau- und Landwirtschaftszonen zu bewilligen sind, sofern keine Kultur- und Naturdenkmäler von kantonaler Bedeutung beeinträchtigt werden.

In Anwendung dieser Bestimmung muss der Kanton die Kriterien zur sorgfältigen Integration der Solaranlagen festlegen. Zusammen mit dem Amt für Kulturgüter und dem Bau- und Raumplanungsamt wird das Amt für Verkehr und Energie generelle Richtlinien erarbeiten.

Photovoltaische Anlagen müssen nicht unbedingt dort erstellt werden, wo der Strom gebraucht wird. Prioritär ist anzustreben, grosse Installationen in Infrastrukturen der Bauzonen zu integrieren, insbesondere in Industrie- und Gewerbebezonen.

In Anwendung von Art. 18a RPG muss der Kanton Richtlinien festlegen, um die Beeinträchtigung von Kulturgütern und Ortsbildern von nationaler oder regionaler Bedeutung zu verhindern.

Es ist offensichtlich, dass eine ursprünglichen Bedachung, die durch Solarpanelle ersetzt wird, dem Ausdruck des Gebäudes oder dem Ortsbild nicht mehr gerecht wird, da sich die Panelle völlig vom ursprünglichen Material unterscheiden. Ihre Integration gelingt auch nicht wegen der grossen Fläche, die sie einnehmen.

In Anwendung von Art. 18a RPG ist es deshalb sinnvoll, innerhalb empfindlicher schützenswerter Ortsbilder von nationaler oder regionaler Bedeutung und auf schützenswerten Gebäuden des Wertfaktors A oder B Photovoltaikanlagen zu vermeiden.

In den oben aufgeführten Richtlinien ist weiter aufzuzeigen, wie Anlagen auszuführen sind, damit der architektonische Ausdruck oder das Ortsbild wenig beeinträchtigt werden. Diesen Teil erarbeitet das Amt für Kulturgüter zusammen mit dem Amt für Verkehr und Energie und dem Bau- und Raumplanungsamt.

Siehe Themen «Schützenswerte Ortsbilder» und «Schützenswerte Gebäude»



Windenergie

Es wird unterschieden zwischen grossen Windkraftanlagen (Höhe über 25 m) und kleinen Windkraftanlagen (Höhe unter 25 m).

Im Windkradt-konzept des Kantons Freiburg sind Ausschluss- bzw. Eignungskriterien und Beurteilungskriterien zur Wirtschaftlichkeit, Energiebilanz und Umwelt für grosse und kleine Windkraftanlagen erarbeitet worden. Mit Hilfe dieser Kriterien sind eine Anzahl von Standorten bereits beurteilt worden. Als bevorzugte Standorte werden die Standorte Schwyberg (Gemeinden Plaffeien und Plasselb) und Paccots (Gemeinden Châtel-Saint-Denis, Haut-Intyamon, Gruyères und Semsales) identifiziert. Zu untersuchende Standorte sind: Cousimbart (Gemeinden Cerniat und La Roche), Merlats (Gemeinden Bas-Intyamon und Grandvillard), Geissalp (Gemeinde Plaffeien), Galmiz (Gemeinde Galmiz), Plannes (Gemeinde Semsales) und Euschelsspass (Gemeinde Jaun). Sie benötigen zusätzliche Abklärungen. Allfällige Promotoren anderer Standorte klären vor Einbezug der Ämter die Ausschluss- bzw. Eignungskriterien ab.



Die Störung von Wetterradaren ist mit der MeteoSchweiz zu klären. (Bundesamt für Meteorologie und Klimatologie, MeteoSchweiz, Regionalzentrum MeteoLocarno, Team Radar und Satelliten (RASA), Via ai Monti 146, 6605 Locarno 5 Monti)

Energie aus Holz

Zur Energie aus Holz gibt es die Studie „Etude du potentiel BOIS ENERGIE dans le canton de Fribourg“, die die Möglichkeiten der Energiegewinnung aus Holz im Kanton Freiburg ausleuchtet.

Biogasanlagen

Es wird unterschieden zwischen Biogasanlagen in der Bauzone (Spezialzone) und Anlagen in der Landwirtschaftszone.

Durch die Bundesgesetzgebung (Art. 34a RPV) besteht für Biogasanlagen in der Landwirtschaftszone ein klarer (beschränkender) Rahmen, u.a. betr.:

- des Substrats
- der Unterordnung unter den Landwirtschaftsbetrieb
- möglicher überwiegender Interessen, die einer Realisierung entgegenstehen (Art. 34 Abs. 4 RPV)

Biogasanlagen in der Bauzone unterliegen den Beschränkungen betr. des Substrates und der Unterordnung unter den Landwirtschaftsbetrieb nicht.

Da in Biogasanlagen nur. ca 30% der Energie in Strom umgewandelt wird und der Rest als Abwärme anfällt, ist es gegeben, die Abwärme sinnvoll zu nutzen. Die Ausrichtung auf ein Wärmenetz oder andere Abnehmer der Abwärme ist deshalb eine Bedingung.

Erdwärme

Die Studie «Evaluation du potentiel géothermique du canton de Fribourg» zeigt die Möglichkeiten der geothermischen Energiegewinnung auf. In der Studie sind u.a. Gebiete bezeichnet die sich für Geostrukturen eignen. Diese werden als Hinweis in die Richtplankarte übernommen.

Für die Nutzung der Erdwärme sind aus rechtlicher Sicht vor allem die Gesetze und Verordnungen zum Gewässerschutz von Bedeutung. Das Grundwasser ist unsere wichtigste Ressource für die Trinkwasserversorgung. Über 70 Prozent des Trinkwassers werden in der Schweiz aus dem Grundwasser gedeckt. Die Installation von Wärmegegewinnungsanlagen kann dabei ein Risiko für diese wichtige Ressource darstellen. Die wichtigen zu beachtenden Punkte sind eine sorgfältige Installation (Bau) und eine sachgemässe Wartung der Anlagen. Im Kanton Freiburg versucht man einen guten Kompromiss zwischen dem Schutz der Ressource Grundwasser und der aus ökologischer Sicht sinnvollen Nutzung der Erdwärme zu finden. In gewissen Gebieten werden deshalb spezifische Auflagen an den Bau und die Überwachung der Bauarbeiten gestellt, um Beeinträchtigungen dieser wichtigen Ressource zu vermeiden.

Wasserkraft

Es wird unterschieden zwischen grossen und kleinen Kraftwerken. Kleine Kraftwerke haben eine Leistung von ≤ 10 MW.

In der Studie „Beurteilung und Bewirtschaftung der Wasserkraft im Kanton Freiburg“ werden die Eignungskriterien, die Ausschlusskriterien und die Beurteilungskriterien zur Wirtschaftlichkeit, Energiebilanz, Hydrologie, Morphologie, Umwelt und zum Sozialen erarbeitet.

Mit Hilfe der Kriterien, zu denen die nötigen Grundlagen vorhanden sind oder mit einem vertretbaren Aufwand haben erarbeitet bzw. beschafft werden können (z.B. Bundesinventare) wird eine erste Gruppe von Gewässerabschnitten bezeichnet bei denen eine (weitere) Nutzung der Wasserkraft ausgeschlossen ist.

Die weiteren Abschnitte sind vertieft auf ihre Eignung zu überprüfen. Dazu und zur Unterstützung der Abwägung enthält die Studie einen Beurteilungsraster.

Für die effiziente Wasserenergienutzung ist von folgenden Richtwerten auszugehen:

- Theoretische Leistung im Verhältnis zur Länge der Ausleitstrecke: ideal ≥ 0.6 kW/m; minimal 0.1 kW/m
- Dauer der Rückgewinnung der Energie, die in das Vorhaben investiert wird: ideal < 5 Jahre; maximal < 10 Jahre.
- Wirkungsgrad: $\geq 75\%$

GRUNDSÄTZE ZUR KOORDINATION

Kleinkraftwerke, in Gebieten die nicht ans Elektrizitätsnetz angeschlossen sind

Kleinstkraftwerke, in Gebieten die nicht ans Netz angeschlossen sind, befinden sich ausserhalb der Bauzone (z.B. auf abgelegenen Alpen). Für sie gilt grundsätzlich die Bundesgesetzgebung. Im Richtplantext wird die Prüfung der verschiedenen Energieerzeugungsformen (Photovoltaik, Windkraft, Wasserkraft usw.) verlangt. Im konkreten Fall sind die unterschiedlichen Möglichkeiten darzulegen und die Wahl zu begründen. Die Kriterien sind Energieeffizienz, Wirtschaftlichkeit und Integration/Umweltauswirkungen. Die Prüfung der Eignung und die Abwägung finden im Einzelfall statt.

Abstimmung Energie - Siedlung - Verkehr

Die Art des Siedlungsgefüges und der Verkehrsinfrastruktur haben wesentlichen Einfluss auf den Energieverbrauch. Je dichter eine Siedlung angelegt ist und je besser sie vom öffentlichen Verkehr erschlossen ist, desto weniger Energie verbrauchen die Haushalte im Durchschnitt. Eine ökonomisch sinnvolle Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr und durch Energienetze erfordert eine gewisse Dichte der Siedlung.

Das Siedlungsgefüge und die Verkehrsinfrastruktur sind langfristig angelegt, d.h. wenn sie einmal gebaut sind, werden sie kaum noch im grossen Massstab geändert.

Aus diesen Gründen lohnt es sich ein besonderes Augenmerk auf die Koordination von Energie, Siedlung und Verkehr zu richten.



Energienetze

Der Sachplan Übertragungsleitungen (SÜL) ist das übergeordnete Planung- und Koordinationsinstrument des Bundes für den Aus- und Neubau der Hochspannungsleitungen der allgemeinen Stromversorgung (Spannungsebenen 220-kV und 380-kV) und der Leitungen der Bahnstromversorgung (132-kV). ... Im Sachplanverfahren werden Bedarf und Korridorvarianten von Leitungsprojekten beurteilt, allfällige Konflikte identifiziert und Lösungsmöglichkeiten dafür erarbeitet sowie der bestgeeignete Korridor für geplante Leitungsbauvorhaben bestimmt. (Homepage BFE)



Siehe auch:

Siedlungsstruktur;
Siedlungskonzept und
Kriterien zur Bemessung der
Bauzonengrösse;
Grosse Verkehrserzeuger und
Einkaufszentren
Gesamtverkehrskonzept;
Landwirtschafts- und
Fruchtfolgeflächen;
Belastete Standorte;
Luftreinhaltung;
Chemische und technologische
Risiken;
Grundwasser

Beteiligte stellen:

Koordinationsstelle:
Bau- und Raumplanungsamt

Gemeinden:
Alle

Kantonale Stellen:
TBA, VEA, WIF, AfU, GS, LwA,
RUBD-NE

Andere Kantone:
BE, NE, VD

Bund:
ARE

Andere Stellen:
Koordinations- und
Unterstützungsgruppe,
Regionalverbände

1. PROBLEMSTELLUNG

Die Arbeitszonen dienen der Aufnahme von Unternehmen des Sekundär- und Tertiärsektors. Da diese Zonen grosse Flächen beanspruchen und Verkehr erzeugen, müssen sie für den Verkehr gut erschlossen sein.

Überzeugt, dass die Wirtschaftsstruktur des Kantons Freiburg gestärkt werden muss und mit dem Wissen um die beschränkten Mittel, die zur Verfügung stehen, hat der Staatsrat 1998 den Sachplan Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung ausgearbeitet. Dieser Plan zeigt auf, an welchen Standorten eine Konzentration der Planungs- und Förderungsmassnahmen sinnvoll ist, damit eine optimale Wirkung für die kantonale Wirtschaftsentwicklung erzielt werden kann. Der Sachplan enthält das Inventar der kurz-, mittel- oder langfristig verfügbaren Bauflächen. Die Bauzonen von kantonaler Bedeutung sind unterschiedlichste Flächen, die beste Voraussetzungen für die Ansiedlung neuer Unternehmen bieten. Sie sind auf sieben Entwicklungsschwerpunkte verteilt, auf einen pro Bezirk.

Ausserhalb dieser Entwicklungsschwerpunkte besteht die Möglichkeit Arbeitszonen für die Industrie oder das Gewerbe zu erhalten oder zu schaffen, welche die Umwelt nur gering belasten. Um ein Netz zwischen den Zentren und den übrigen Gebieten zu schaffen, ist es unerlässlich, die bisherigen Anstrengungen für die Stärkung der Wirtschaft fortzusetzen.

Wegen der Nachfrage nach grossen industriellen Flächen und um über ein ausreichendes Angebot für Dienstleistungs- oder Industrieunternehmen mit hoher Wertschöpfung zu verfügen, hat der Staatsrat beschlossen, die im Jahr 1998 eingeschlagene Richtung weiterzuverfolgen und das Angebot mit strategischen Sektoren auf der Grundlage des Wirtschaftsförderungsgesetzes zu ergänzen. Dieses Vorgehen lässt sich auch sinnvoll in die nachhaltige Entwicklungsstrategie des Kantons einfügen und erlaubt es, die nachhaltige Entwicklung auf operativer Ebene beispielhaft anzuwenden.

Auf nationaler Ebene sind ebenfalls Überlegungen im Gange. Sie zielen darauf ab, Arbeitszonen von nationaler Bedeutung zu definieren. Neben diesen Überlegungen zu Arbeitszonen von nationaler Bedeutung wurden für die Kantone auch die neuen Anforderungen formuliert, eine begrenzte Anzahl strategischer Standorte in den kantonalen Richtplan aufzunehmen und die notwendigen Instrumente für die Aufwertung der Standorte zu schaffen.

Die Frage der aktiven Bodenpolitik des Kantons beschäftigte die Politik in den vergangenen Jahren ständig. Das Ergebnis dieser Diskussionen wurde zuerst mit der Änderung des Wirtschaftsförderungsgesetzes (WFG) und anschliessend mit dem neuen Raumplanungs- und Baugesetz (RPBG) vom 2. Dezember 2008 umgesetzt.

Aus Untersuchungen geht eindeutig hervor, dass gewisse Zentren nicht mehr über genügend Bauland für die kommenden fünfzehn Jahre verfügen. Denn eine der Arbeitszone zugeteilte Fläche ist nicht immer sofort verfügbar. Um dies zu ändern und um in der Raumplanungspolitik eine grössere Effizienz zu erreichen, ist es wesentlich, einen Paradigmawechsel herbeizuführen: die öffentlich-rechtlichen Körperschaften, der Kanton inbegriffen, müssen im Bereich des Bodenmarktes aktiver werden, um die Ansiedlung von Arbeitsplätzen auf die festgelegte kantonale Strategie ausrichten zu können. Deshalb muss das Thema Arbeitszonen mit einem neuen Abschnitt über die aktive Bodenpolitik des Kantons



ergänzt werden. Diese Schritte müssen mit der nachhaltigen Entwicklung verknüpft werden.

Der Staatsrat hat sich für die Entwicklung einer aktiven Bodenpolitik entschieden, die auf möglichen Liegenschaftsinvestitionen des Kantons beruht. Es geht darum, allenfalls direkt oder indirekt in den Landerwerb einzugreifen, um die Handlungsfähigkeit und die Effizienz der Wirtschaftsförderung sicherzustellen. Die strategischen Sektoren gehören zur Mehrheit in die öffentliche Hand, um so die rasche Verwirklichung von strategischen Bauvorhaben zu ermöglichen. Es geht also um eine selektive und gezielte Politik zugunsten einiger spezifischer Sektoren, die Teil eines Umsetzungsprogramms sind, das auf einen Planungshorizont von 15 Jahren ausgerichtet ist. Falls nötig muss der Kanton die Leitung der Planung wahrnehmen können (unter Beteiligung der Gemeinden während dieser Phase), um den Grundstückerwerb oder die Vorkaufsrechte auszuhandeln. Sobald das Bauland in Planung ist, wird der Kanton allenfalls auch Massnahmen für die Bewirtschaftung der Flächen definieren.

Die Gemeinden können die in ihrer Kompetenz liegende Entwicklung der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung oder der übrigen Arbeitszonen planen, ohne in ihren Möglichkeiten durch die vom Kanton festgelegten strategischen Sektoren eingeschränkt zu werden.

Ein für den Staatsrat bestimmtes Umsetzungsprogramm legt die internen Finanzierungsmodalitäten, die Organisation und die Projektleitung fest.

Der kantonale Richtplan bestimmt die kantonale Politik in diesem Bereich, bezeichnet die wirtschaftlichen Entwicklungsschwerpunkte sowie die strategischen Sektoren und definiert die Bedingungen für das Schaffen und die Bewirtschaftung neuer Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung oder übriger Arbeitszonen.

2. GRUNDSÄTZE

ZIELE DER KANTONALEN POLITIK

- Sicherstellen eines ausreichenden, vielfältigen, attraktiven und gut gelegenen Baulandangebots in den Arbeitszonen.
- *Definieren von strategischen Sektoren, bei denen der Kanton eine aktive und in der nachhaltigen Entwicklung verankerte Bodenpolitik verfolgen kann, um die finanziellen und anderen Ressourcen des Kantons auf die Standorte zu konzentrieren, die das bestmögliche Potenzial für die Ansiedlung neuer Unternehmen mit grossen räumlichen Auswirkungen aufweisen.*
- *Stärken der kantonalen und regionalen Zentren im Bereich der qualifizierten Arbeitsplätze.*
- Dafür sorgen, dass zuerst das Bauland in den einzonierten Arbeitszonen verfügbar gemacht wird.
- Anbieten einer Reihe unterschiedlicher, attraktiver und gut gelegener Ansiedlungsstandorte.
- Beteiligen aller Standorte an der wirtschaftlichen Entwicklung.
- Bereitstellen der Kompetenzen und des Fachkönnens der kantonalen Verwaltung zugunsten der Gemeinden und Regionen, um die Aufwertung und eine effiziente Förderung der Arbeitszonen zu erleichtern.



- *Sicherstellen eines ausreichenden Angebots an Bauland in den Arbeitszonen ausserhalb der Entwicklungsschwerpunkte, insbesondere auch in den Bergregionen, um die Ansiedlung, die Erweiterung und/oder die Verlegung von Unternehmen ohne grosse räumliche Auswirkungen zu ermöglichen.*
- Ermutigen der öffentlichrechtlichen Körperschaften bei der Durchführung einer aktiven Bodenpolitik.

GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

Entwicklungsschwerpunkte

Der Kanton konzentriert seine Planungs- und Förderabsichten auf sieben wirtschaftliche Entwicklungsschwerpunkte:

1. Freiburg und Umgebung.
2. Murten/Kerzers.
3. Unterer Sensebezirk.
4. Broye-Ebene, entlang der Autobahn A1.
5. Bulle und Umgebung.
6. Châtel-St-Denis.
7. Romont.

Strategische Sektoren

Die strategischen Sektoren müssen:

- *in den Entwicklungsschwerpunkten und im Kantonszentrum oder den regionalen Zentren liegen;*
- *im Sachplan Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung aufgeführt sein;*
- *für Industrie- oder Dienstleistungsunternehmen mit hoher Wertschöpfung bestimmt sein;*
- *Verkaufsnutzung oder Nutzungen mit geringer Wertschöpfung ausschliessen;*
- *in einem Sektor gelegen sein, der in ein attraktives Langsamverkehrsnetz eingebunden ist, unter Berücksichtigung der Sicherheitsaspekte im Bereich des Verkehrs oder in anderen Bereichen sowie der Aspekte des Wohlbefindens und des Komforts;*
- *in einem Sektor gelegen sein, der mindestens eine ÖV-Erschliessungsqualität der Stufe C aufweist oder vorsieht und über eine Kapazität der Stufe β für den motorisierten Individualverkehr gemäss kantonalem Verkehrsplan verfügt sowie die Einhaltung der Bestimmungen des Umweltschutzes (Luft, Lärm) garantiert;*
- *eine städtebaulich gute Lösung ermöglichen sowie die häuslicherische Bodennutzung gewährleisten;*
- *mit Instrumenten versehen sein, die eine nachhaltige Planung der Mobilität zulassen (Verkehrspläne der Unternehmen, Parkplatzbewirtschaftung, ...);*
- *durch eine Zufahrtsstrasse erschlossen sein, die keine Wohnzone durchquert oder dann in einem Sektor gelegen sein, der eine Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr der Stufe A oder B, gemäss kantonalem Verkehrsplan aufweist;*
- *wo technisch und finanziell vertretbar die notwendige Landreserve für einen Eisenbahnanschluss vorsehen; andernfalls*



Umschlagmöglichkeiten Bahn-Strasse in den umliegenden Bahnhöfen ermöglichen;

- *mehrheitlich in der Hand von öffentlichrechtlichen Körperschaften liegen;*
- *im Kanton gesamthaft höchstens eine Fläche von 50 Hektaren in den bewilligten und unbebauten Bauzonen umfassen.*

Die strategischen Sektoren sind:

- *Umgebung Bahnhof Freiburg*
- *Bertigny-West (Villars-sur-Glâne)*
- *Birch (Düdingen)*
- *Planchy (Bulle und Vuadens)*
- *Löwenberg (Murten und Galmiz)*
- *Rose de la Broye (Estavayer-le-Lac, Sévaz, Les Montets und Lully)*
- *Raboud (Romont)*
- *Châtel-St-Denis*

Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung

Die Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung müssen:

- *innerhalb der Entwicklungsschwerpunkte liegen;*
- *im Ortsplan der betroffenen Gemeinde und im Sachplan Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung aufgeführt sein;*
- *in der Regel eine freie Fläche von mindestens einer Hektare umfassen oder ein Bauvorhaben von mindestens 5'000 m² Bruttogeschossfläche ermöglichen;*
- *in einem Sektor gelegen sein, der in ein attraktives Langsamverkehrsnetz eingebunden ist, unter Berücksichtigung der Sicherheitsaspekte im Bereich des Verkehrs oder in anderen Bereichen sowie der Aspekte des Wohlbefindens und des Komforts;*
- *in einem Sektor gelegen sein, der in Übereinstimmung mit dem kantonalen Verkehrsplan mindestens eine ÖV-Erschliessung der Stufe D und eine Kapazität der Stufe γ aufweist;*
- *von einer Zufahrtstrasse erschlossen sein, die keine Wohnzone durchquert;*
- *wo technisch und finanziell vertretbar die notwendige Landreserve für einen Eisenbahnanschluss vorsehen; andernfalls Umschlagmöglichkeiten Bahn-Strasse in den umliegenden Bahnhöfen ermöglichen;*
- *sich in der Hand öffentlichrechtlicher Körperschaften oder in der Hand von Grundeigentümern befinden, die bereit sind, auf vertraglicher Basis, innerhalb eines bestimmten Zeitraums zu verkaufen;*
- *nicht für Verkaufsnutzung bestimmt sein.*

Bemessung der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung

- Die Arbeitszonen werden aufgrund der gesamthaft in diesem Zonentyp überbauten Flächen der betroffenen Gemeinde bemessen. Die Gesamtfläche des nicht überbauten Gebiets, ausser den für die Erweiterung der bestehenden Unternehmen bestimmten Flächen, dürfen zwei Drittel der tatsächlich überbauten Fläche nicht überschreiten. Für Unternehmen ausserhalb



bestehender Arbeitszonen (beispielsweise in Dorfzonen oder Mischzonen) können aufgrund eines genauen und hinreichend konsolidierten Bauvorhabens Landreserven für eine Verlegung oder Erweiterung des Unternehmens vorgesehen werden.

- ***Die Gemeinden, die Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung oder andere Arbeitszonentypen haben, sind verpflichtet, die Berechnungen für die Bemessung zu differenzieren.***

Übrige Arbeitszonen

Die Arbeitszonen:

- ***die ausserhalb der Entwicklungsschwerpunkte gelegen sind, müssen die Erweiterung und/oder die Standortverlegung bestehender Unternehmen sowie das Ansiedeln neuer Unternehmen ohne grosse räumliche Auswirkungen erlauben;***
- dürfen für ihre Erschliessung keine neuen bedeutenden Zufahrtsstrassen erfordern;
- ***müssen angemessen durch den öffentlichen Verkehr erschlossen sein;***
- sind insbesondere für Handwerksbetriebe, die auf die Bedürfnisse einer lokalen Kundschaft ausgerichtet sind, sowie kleinere Dienstleistungsunternehmen bestimmt.

Bemessung der übrigen Arbeitszonen

- Die Arbeitszonen werden aufgrund der gesamthaft in diesem Zonentyp überbauten Flächen der betroffenen Gemeinde bemessen. Die Gesamtfläche des nicht überbauten Gebiets, ausser den für die Erweiterung der bestehenden Unternehmen bestimmten Flächen, darf ein Drittel der tatsächlich überbauten Fläche nicht überschreiten. Für Unternehmen ausserhalb bestehender Arbeitszonen (beispielsweise in Dorfzonen oder Mischzonen) können aufgrund eines genauen und hinreichend konsolidierten Bauvorhabens Landreserven für eine Verlegung oder Erweiterung des Unternehmens vorgesehen werden.

GRUNDSÄTZE ZUR KOORDINATION

Die Planung der Arbeitszonen hat folgende Grundsätze zu berücksichtigen:

- Gewisse im Sachplan der Arbeitszonen aufgeführte Industriestandorte befinden sich möglicherweise an einem belasteten Standort; ein Bauvorhaben in diesen Sektoren erfordert vorgängig Untersuchungen und allenfalls Sanierungsmassnahmen.
- Bei der Planung neuer Arbeitszonen in der Nähe von Wohn- oder Erholungszonen sind die chemischen und technologischen Risiken zu berücksichtigen, um zu verhindern, dass sich die Nutzungen der verschiedenen Zonen gegenseitig ausschliessen.
- Damit der Kanton neue Bauzonenerweiterungen in ertragreichen Landwirtschaftsflächen akzeptiert, muss der Nachweis erbracht werden, dass in der Nähe der bestehenden Bauzonen keine anderen Flächen, die zu einer tieferen Kategorie des Inventars für Landwirtschaftsflächen gehören, zur Verfügung stehen.

> Siehe Thema «Belastete Standorte»

> Siehe Thema «Chemische und technologische Risiken»

> Siehe Thema «Landwirtschafts- und Fruchtfolgeflächen»



- Innerhalb einer Gewässerschutzzone S können keine Arbeitszonen ausgeschieden werden.
- *Unternehmen, die ein tägliches Verkehrsaufkommen von mehr als 2'000 Fahrten erzeugen, werden als grosse Verkehrserzeuger eingestuft (der Schwerverkehr zählt doppelt) und müssen die im kantonalen Richtplan festgelegten Kriterien für eine derartige Standortnutzung erfüllen.*

Siehe Thema «Grundwasser»



Siehe Thema «Grosse Verkehrserzeuger und Einkaufszentren»



3. AUFGABENVERTEILUNG

Der Kanton:

- *Bestätigt die Koordinations- und Unterstützungsgruppe und ihre Zuständigkeit betr. Erstellung des Sachplans der Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung und erweitert deren Handlungsspielraum auf die Betreuung der strategischen Sektoren.*
- Definiert die Entwicklungsschwerpunkte, **die strategischen Sektoren**, die Kriterien für die Schaffung der strategischen Sektoren und der Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung.
- *Kann die Verantwortung für die Planung in den strategischen Sektoren übernehmen.*
- *Kann das Bauland in den strategischen Sektoren erwerben.*
- *Kann die Basiserschliessung der strategischen Sektoren finanzieren.*
- *Schafft Strukturen für die Gesamtplanung der strategischen Standorte auf der Grundlage öffentlicher und privater Partnerschaften.*
- *Erstellt ein Umsetzungsprogramm für die strategischen Sektoren.*

Die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion:

- *Ist mit der Planung der Bauvorhaben und der Koordination der Planungsstudien der strategischen Sektoren betraut.*
- *Schafft die notwendigen Projektstrukturen für die Umsetzung der strategischen Sektoren in Zusammenarbeit mit den kantonalen Ämtern, den Regionen, den Gemeinden und den betroffenen Grundeigentümern.*
- *Plant und leitet gegebenenfalls die Finanzierung der notwendigen Infrastrukturen für die Umsetzung der strategischen Sektoren.*
- *Organisiert gegebenenfalls für die strategischen Sektoren Ideen- oder Architekturwettbewerbe mit Beteiligung der betroffenen Gemeinden.*
- *Unternimmt gegebenenfalls die notwendigen Schritte für den Erwerb des Baulandes oder die Festlegung der Vorkaufsrechte zugunsten des Kantons im Bereich der strategischen Sektoren.*
- *Bestimmt gegebenenfalls die Bewirtschaftung der Grundstücke in den strategischen Sektoren (verwaltungsrechtlicher Vertrag, Baurechtsdienlichkeiten, usw.).*

Das Bau- und Raumplanungsamt:

- *Kann die Erstellung der kantonalen Zonennutzungspläne sicherstellen, wo es die Situation rechtfertigt.*
- *Stellt die technische Bearbeitung des Sachplans sicher und kontrolliert die Anwendung der Grundsätze des kantonalen Richtplans bei der Prüfung der Ortspläne.*



Das Tiefbauamt:

- *Prüft die Verkehrsstudien, die für die Umsetzung der strategischen Sektoren notwendig sind.*
- *Erstellt gegebenenfalls die Strassenbauvorhaben, die für die Umsetzung der strategischen Sektoren notwendig sind.*
- *Prüft die Studien und die allfälligen Bauvorhaben im Bereich des Langsamverkehrs, die für die Umsetzung der strategischen Sektoren notwendig sind.*

Das Amt für Verkehr und Energie:

- *Prüft die Studien und die allfälligen Bauvorhaben im Bereich des öffentlichen Verkehrs, die für die Umsetzung der strategischen Sektoren notwendig sind.*

Das Amt für Umwelt und die Verantwortliche für nachhaltige Entwicklung:

- *Erstellen das Pflichtenheft für die Nachhaltigkeitsstudien.*

Die Wirtschaftsförderung:

- *Bietet in erster Linie den Unternehmen mit hoher Wertschöpfung, die sich im Kanton niederlassen möchten, einzoniertes Bauland in den strategischen Sektoren an.*

Die Regionen:

- *Werden an den Arbeiten zu den strategischen Sektoren beteiligt, soweit sie betroffen sind.*
- *Prüfen verschiedene Finanzierungsmodelle für die Infrastrukturen der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung oder der übrigen Arbeitszonen.*
- *Schaffen eine Projektgruppe, gegebenenfalls in Zusammenarbeit mit der Koordinations- und Unterstützungsgruppe, um die verschiedenen Entwicklungsvorhaben zu fördern und voranzutreiben.*

Die Gemeinden:

- *Sind verantwortlich für die Arbeiten zu den strategischen Sektoren, von denen sie betroffen sind.*
- *Können in ihrer Ortsplanung keine Nutzungen vorsehen, die der Verwirklichung der im Sachplan der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung eingetragenen strategischen Sektoren widersprechen.*
- *Überprüfen die Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung auf der Grundlage des vorliegenden Themas, innerhalb einer Frist von zwei Jahren nach Aufnahme des Themas in den kantonalen Richtplan.*
- *Prüfen die Möglichkeit, die Nutzung der erschlossenen und nicht genutzten Arbeitszonen zu ändern, um die Einzonung neuer Grundstücke zu vermeiden.*
- *Berücksichtigen bei der Revision ihrer Ortsplanung die Grundsätze für die Bemessung der Arbeitszonen gemäss kantonalem Richtplan.*

Die Nachbarkantone:

- *Werden zu den Dossiers bezüglich der Änderung der Ortsplanung konsultiert, wenn eine an den Nachbarkanton angrenzende Freiburger Gemeinde plant, eine neue Arbeitszone zu schaffen oder den Perimeter einer Zone zu ändern.*



- *Werden bei der Erstellung eines kantonalen Nutzungsplans in einem benachbarten Sektor konsultiert.*

Die Koordinations- und Unterstützungsgruppe:

- Überwacht die Umsetzung der kantonalen Politik und des Sachplans Arbeitszonen sowie die Umsetzung konkreter Entwicklungsprojekte.
- *Ist verantwortlich für das Umsetzungsprogramm der strategischen Sektoren.*
- Berät und unterstützt die Gemeinden und Regionen bei ihren Anstrengungen zur Steigerung der Verfügbarkeit der Flächen, die den Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung zugeteilt sind.
- Motiviert die betroffenen Gemeinden, die Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung zu fördern.
- Ergänzt und aktualisiert den Sachplan der Arbeitszonen.
- Informiert den Staatsrat regelmässig über die Umsetzung *der strategischen Sektoren und* des Sachplans der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung.
- Veranlasst oder leitet Projekte und Studien von kantonaler Bedeutung in diesem Bereich.
- Pfl egt Kontakte im juristischen, technischen, wirtschaftlichen und finanziellen Umfeld zur Schaffung einer kantonalen Projektorganisation.

4. UMSETZUNG

KANTONALE STUDIE FÜR DEN SACHBEREICH

Strategische Sektoren

Der Sachplan der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung begrenzt die vom Kanton festgelegten strategischen Sektoren.

Der Kanton erstellt ein Realisierungsprogramm, das folgende Etappen umfasst und detailliert darstellt:

- *eine Kosten-Nutzenanalyse, die es erlaubt die Realisierungsreihenfolge der strategischen Sektoren festzulegen;*
- *eine Zusammenstellung der bestehenden Planungsstudien zu jedem einzelnen Sektor;*
- *die möglichen Leitgedanken für die strategischen Sektoren und gegebenenfalls die für diese Sektoren notwendigen kantonalen Zonennutzungspläne;*
- *eine Nachhaltigkeitsstudie zu den einzelnen strategischen Sektoren, damit die zu treffenden umweltbedingten, sozialen und wirtschaftlichen Massnahmen sowie ihre Dringlichkeit in Koordination mit dem Zonennutzungsplanverfahren festgelegt werden können;*
- *die allenfalls für die Umsetzung der strategischen Sektoren notwendigen technischen Studien (Verkehr, Erschliessung, Siedlungs- und Landschaftskonzepte);*
- *das Umsetzungsprogramm (Bewirtschaftung der Liegenschaften und Finanzen) für die einzonierten Sektoren in den strategischen Zonen.*



Sachplan der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung

Der Sachplan der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung wird aktualisiert, sobald die für die Gemeinden geltende Frist von zwei Jahren abgelaufen ist. Nur die Sektoren, welche die vom kantonalen Richtplan vorgegebenen Kriterien erfüllen, werden im Inventar des Sachplans beibehalten.

AUSWIRKUNGEN AUF DIE PLANUNGSINSTRUMENTE

Regionale Studien

Die Regionen müssen bei der Erarbeitung des regionalen Richtplans die Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung berücksichtigen.

Die Regionen können aufgrund der vorgenannten Standortkriterien in ihrem Richtplan Sektoren für die Schaffung neuer Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung vorsehen.

Ortsplanung

Spezialfall: Strategische Standorte

Der Nutzungsplan muss in einem strategischen Sektor insbesondere folgende Zielsetzungen erfüllen:

- *die Integration des Sektors in das umliegende Siedlungsgebiet ist aufzuzeigen;*
- *Lösungen für die Parkierungsmöglichkeiten für alle Verkehrsarten sind vorzuschlagen;*
- *die Auswirkungen des Zusatzverkehrs auf das Strassennetz sind aufzuzeigen und zu beurteilen (Kapazität und Folgen im Bereich der Luftreinhaltung und des Lärmschutzes);*
- *die Langsamverkehrserschliessung innerhalb und ausserhalb des Perimeters ist aufzuzeigen;*
- *die Umsetzung der haushälterischen Bodennutzung im Bereich der Siedlungsentwicklung und Parkplatzbewirtschaftung ist aufzuzeigen;*
- *eine qualitativ zufriedenstellende Aussengestaltung ist vorzusehen.*

Er muss diejenigen Sektoren aufführen, für die ein Ideen- oder Architekturwettbewerb durchgeführt werden soll.

Im Reglement zum Nutzungsplan sind die Massnahmen aufgeführt, die die Erreichung der obgenannten Ziele garantieren.

Der Erläuterungsbericht muss aufzeigen, wie die gesetzten Ziele erreicht werden. Weiter muss er die Umsetzungsetappen des strategischen Sektors angeben. Er weist zudem nach, dass die zulässige Gesamtfläche der strategischen Sektoren auf kantonaler Ebene nicht überschritten wird.

Falls nötig kann ein kantonaler Nutzungsplan für die strategischen Standorte erarbeitet werden. In diesem Fall werden alle Studien, die für die Planung notwendig sind, vom Kanton erarbeitet.

Richtplandossier

- Kann mögliche Erweiterungen der Arbeitszonen über die anwendbaren Bemessungskriterien hinaus vorsehen.
- *Definiert die Grundsätze für die Erschliessung der Gesamtheit der Arbeitszonen und die Realisierungsetappen der Arbeitszonenerweiterungen.*



Nutzungsplan

- **Berücksichtigt allenfalls die rechtsgültigen kantonalen Nutzungspläne.**
- Begrenzt die Arbeitszonen aufgrund der vom kantonalen Richtplan festgelegten Bemessungskriterien.
- Prüft bei einer Überdimensionierung der erschlossenen Arbeitszonen, ob eine Nutzungsänderung in Frage kommen kann.
- Prüft die umzusetzenden Modalitäten für die Aufwertung der brachliegenden Industriesektoren.
- Schlägt gleichzeitig mit dem Einzonungsverfahren Kompensationen für das den Arbeitszonen neu zugeteilte Land vor, wenn ertragreiches landwirtschaftliches Land als Reserve in nicht überbauten Bauzonen liegt.

Gemeindebaureglement

- Definiert die Art der Aktivitäten, die aufgrund der vom kantonalen Verkehrsplan und vom Massnahmenplan Luftreinhaltung festgelegten Erschliessungskriterien, in den Arbeitszonen aufgenommen werden können.

Erläuterungsbericht

- Begründet die Bemessung der vorgeschlagenen Arbeitszonen aufgrund der Berechnung der überbauten Flächen und der von den bestehenden Unternehmen genutzten Grundflächen.
Gegebenenfalls unterscheidet er die Berechnung der Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung und der übrigen Arbeitszonen.
- **Zeigt auf, wie die Standortkriterien des kantonalen Richtplans überprüft und für alle nicht überbauten Arbeitszonen angewandt worden sind.**
- Informiert allenfalls über die Ergebnisse durchgeführter Studien zur Mobilität von Personen und Gütern in Übereinstimmung mit den vom kantonalen Verkehrsplan und dem Massnahmenplan Luftreinhaltung festgelegten Grundsätzen.

Übergangsbestimmungen für die Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung

Die Gemeinden überprüfen, die Nutzung der Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung, die eine Verkaufsnutzung zulassen. Sie entscheiden, ob sie diese Nutzung beibehalten wollen oder nicht.

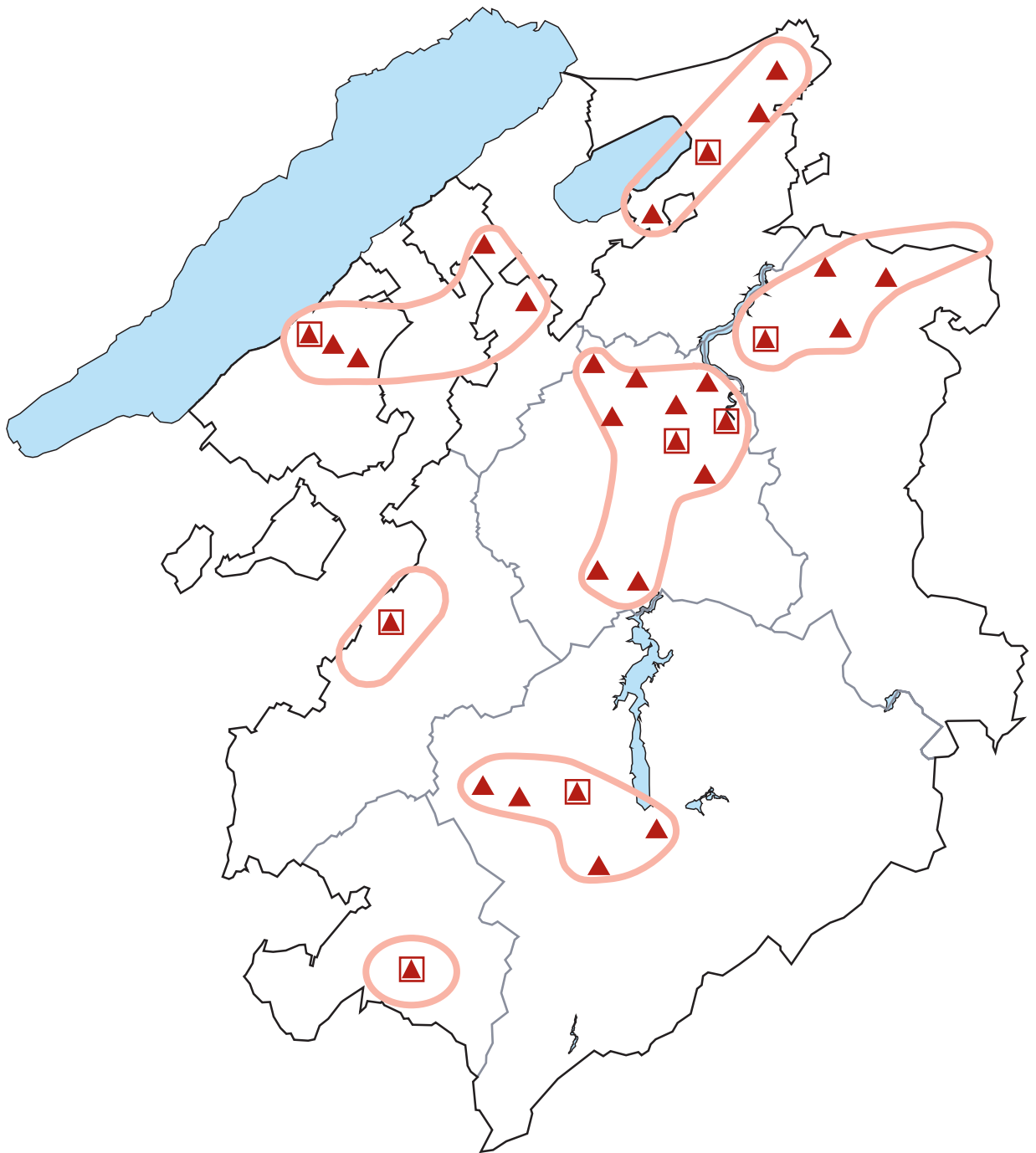
Sie erstellen, innerhalb einer Frist von zwei Jahren nach Annahme der Änderung des kantonalen Richtplans, einen Bericht zuhanden der Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion, der die Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung auf ihrem Gebiet auf die Konformität mit den vom kantonalen Richtplan festgelegten Kriterien überprüft.

5. BIBLIOGRAPHISCHE HINWEISE

- Sachplan Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung, Freiburg 1998, Inventar wurde im Jahre 2004 aktualisiert.
- Kantonaler Verkehrsplan, Freiburg 2006.
- Massnahmenplan Luftreinhaltung, 2007.



Entwicklungsschwerpunkte



Legende

-  Entwicklungsschwerpunkte
-  Gemeinden mit strategischen Sektoren und Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung
-  Gemeinden mit Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung

km
0 3 6
Quelle: GEOSTAT



Mitwirkende Stellen

TBA, VEA, WIF, AfU, GS
RUBD-NE und BRPA

Rechtlicher Rahmen

Veränderte eidgenössische oder kantonale Gesetzesgrundlagen seit der Revision des kantonalen Richtplans

Verwaltungspraxis

Neue Ziele für die kantonale Politik

Neue Grundsätze und Massnahmen für die Umsetzung

Kantonale Studien erforderlich

Neue Auswirkungen auf die Ortsplanung

Neue Aufgabenverteilung

1 PROBLEMSTELLUNG

Der Sachplan Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung wurde geschaffen, um die Wirtschaft des Kantons Freiburg im interkantonalen und internationalen Wettbewerb zu stärken, unter Berücksichtigung der Anforderungen der Raumplanung, des Natur- und Umweltschutzes, der nachhaltigen Entwicklung sowie der Zielsetzungen der kantonalen Verkehrspolitik. In Übereinstimmung mit den Leitideen und mit den vom kantonalen Richtplan festgelegten Zielsetzungen sowie gemäss den Grundsätzen der Raumplanung schlägt der Sachplan vor, die Anstrengungen bezüglich der Planung und Wirtschaftsförderung auf die Schwerpunkte zu konzentrieren, die für die Ansiedlung neuer Unternehmen das beste Potenzial aufweisen. Diese Standorte, die aufgrund einer detaillierten Evaluation der Arbeitszonen ausgewählt wurden, bieten für die Unternehmensansiedlung ein reiches Angebot unterschiedlichster Flächen.

In den Jahren 1998 und 2004 wurde die Form des Sachplans Arbeitszonen als zweckmässig beurteilt, um damit die angestrebten Ziele zu erreichen. *Im Jahre 2008 wünschte der Staatsrat, eine neue Ausrichtung des Sachplans zu prüfen, um die Effizienz der öffentlichrechtlichen Körperschaften (in erster Linie des Kantons selbst) bei der Entwicklung einer aktiven Bodenpolitik des Kantons zu verstärken. In der Tat wurden in der Raumplanung während mehrerer Jahre keine Überlegungen mehr zum Grundeigentum gemacht. Die öffentlichen Gemeinwesen waren sich dennoch bewusst, dass das Grundeigentum der Schlüssel für eine erfolgreiche Umsetzung der Planungsmassnahmen ist, die in den Instrumenten der Raumplanung festgelegt werden. Solange die Frage des Grundeigentums nicht gelöst werden kann, hat auch der beste Plan nur geringe Chancen, verwirklicht zu werden. Vor diesem Hintergrund hat der Staatsrat beschlossen, eine aktive Bodenpolitik einzuführen, um die Verfügbarkeit strategischer Standorte für die Ansiedlung von Unternehmen mit hoher Wertschöpfung sicherzustellen. Dies soll in gut geplanten Sektoren erfolgen, gleichzeitig die Zentren stärken, die Kosten im Bereich der Verkehrsinfrastrukturen vermindern, die Belastung der Umwelt minimieren und die Umsetzung der nachhaltigen Entwicklung intensivieren. Es geht hier also nicht darum neue Raumplanungsinstrumente oder eine massive Erhöhung des Landangebots vorzuschlagen, sondern die Instrumente und Prozesse für diejenigen Flächen zu schaffen (als Ergänzung zum bisherigen Vorgehen für die Einzonung), die für den Kanton von strategischer Bedeutung sind. Die Notwendigkeit der Änderung des Vorgehens lässt sich durch folgende Zahlen, die zu Beginn der Arbeiten zur aktiven Bodenpolitik im Jahre 2006 erhoben worden sind, belegen:*

Entwicklungs- schwerpunkt	Sofort verfügbar	Grössere Fläche
Broyeebene	44.9	5.5
Romont	22.8	16.4
Bulle und Umgebung	18.9	3.3
Freiburg und Umgebung	107	8.1
Murten / Kerzers	7.3	1.8
Untere Sense	16.9	4.0
Châtel-St-Denis	5.7	1.4

Umfang der Arbeitszonen in Hektaren in der Kategorie „Sofort verfügbar“ im Jahre 2006



Die Mehrheit der sofort verfügbaren Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung weisen eine begrenzte Fläche auf (weniger als 10 Hektaren). Es gilt also gezielt auf Sektoren von mehr als 10 Hektaren einzuwirken, um ihre Verfügbarkeit zu erhöhen.

	Öffentlicher Besitz	Privater Besitz	Gemischt
Sofort verfügbar	12.15%	67.17%	20.67%
Mittelfristig verfügbar	4.65%	68.75%	26.60%
Langfristig verfügbar	14.90%	74.10%	11.01%
Total	10.95%	69.54%	19.50%

Art des Grundeigentums, in Prozent, aufgrund der Flächen der Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung im Jahre 2004

Die öffentlichen Gemeinwesen sind auf dem Bodenmarkt der Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung nur wenig vertreten. Mehr als zwei Drittel der Arbeitszonenreserven befanden sich im Jahre 2004 in privater Hand. Auch wenn die Verhandlungen mit privaten Grundeigentümern oft ideal verlaufen sind, ist es dennoch manchmal schwierig, vor dem Hintergrund eines strategisch interessanten Bauvorhabens mit mehreren Grundeigentümern gleichzeitig zu verhandeln. Da es sich um Grundeigentum handelt, das sich in privater Hand befindet, bekunden die öffentlichen Gemeinwesen manchmal Mühe, beim Verkauf des Landes an die Investoren einen attraktiven Preis auszuhandeln.

Auf nationaler Ebene hat die Bau-, Planungs- und Umweltdirektorenkonferenz (BPUK) beschlossen, aufgrund der in der Schweiz entstandenen Polemik rund um die Einzonung eines Gebiets in Galmiz, die Schweizerische Kantonsplanerkonferenz (KPK) zu beauftragen, einen Evaluationsbericht über die Arbeitszonen von strategischer Bedeutung zu erstellen. Die Kantone haben sich diesem Vorhaben angeschlossen, um eine Planung durch den Bund zu vermeiden. Zuerst war vorgesehen, für die gesamte Schweiz 3 bis 5 Zonen zu bezeichnen. Eine erste Untersuchung bei den Kantonen hat jedoch ergeben, dass es in der Schweiz gegenwärtig nur wenige Bauzonen von dieser Grösse gibt (30-50 Hektaren).

Aus den durchgeführten Analysen geht hervor:

- die Nachfrage für strategische Arbeitszonen von 50 ha ist sporadisch und der Vorteil, die Planung solcher Zonen vorwegzunehmen, ist nur schwer einzuschätzen;
- die qualitativen Anforderungen für die strategischen Arbeitszonen sind sehr hoch;
- gewisse Liegenschaften des VBS könnten als strategische Arbeitszonen bezeichnet werden, wobei jedoch nicht alle die angestrebten qualitativen Anforderungen erfüllen;
- ein starker politischer Wille ist die Voraussetzung für die Umsetzung einer solchen Politik.

Aus der Studie werden folgende Schlussfolgerungen gezogen:

- die Bundesämter erfassen in Zusammenarbeit mit den Kantonen die Gesamtheit der einzonierten Arbeitszonen, die die qualitativen Kriterien erfüllen und eine Fläche von 5 bis 50 ha umfassen;
- die Kantone nehmen Stellung zur politischen Absicht, die wirtschaftlichen Entwicklungsschwerpunkte auf die vom VBS vorgeschlagenen strategischen Standorte zu konzentrieren und bei positiver Antwort das Vorgehen für die Aufwertung dieser Gebiete einzuleiten;



- *die Kantone ermitteln eine begrenzte Zahl von strategischen Zonen (zwischen 3 und 5 Standorte von 10 bis 15 ha) und halten sie im kantonalen Richtplan fest;*
- *die Kantone schaffen die notwendigen Instrumente zur Aufwertung der bezeichneten strategischen Arbeitszonen.*

Die Vorschläge wurden von der BPUK im Oktober 2008 gutgeheissen. Mit der Bestimmung einer begrenzten Anzahl strategischer Standorte im kantonalen Richtplan und der Definition der Umsetzungsmodalitäten für eine aktive kantonale Bodenpolitik antwortet der Staatsrat auf die von der BPUK verabschiedeten Empfehlungen.

Der Sachplan Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung wird angepasst, um die strategischen Standorte zu integrieren; er wird sich mit den Planungsarbeiten der Gemeinden zu den Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung fortentwickeln. Der Kanton legt die Kriterien für „Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung“ fest und definiert in eigener Kompetenz eine Reihe von Massnahmen für eine begrenzte Anzahl strategischer Sektoren. Die aktive kantonale Bodenpolitik besteht aus Massnahmen, die in diesen strategischen Sektoren umgesetzt werden. Sie ergänzen die Massnahmen im Bereich der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung.

Es wird hier darauf hingewiesen, dass der Sachplan der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung die Planung und die Aufwertung anderer Arbeitszonen keineswegs ausschliesst. Neue Arbeitszonen können geschaffen werden, sofern ihre Zweckmässigkeit nachgewiesen werden kann und ihr Standort den definierten Zielen und Grundsätzen des kantonalen Richtplans entspricht. Die übrigen Arbeitszonen nehmen einen wichtigen Teil der bestehenden Wirtschaft auf, zu denen auch das Gewerbe zählt. Diese Zonen erlauben die Erhaltung und die Fortentwicklung der Wirtschaftstätigkeit.

2. GRUNDSÄTZE

GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

Entwicklungsschwerpunkte

Die Entwicklungsschwerpunkte bezeichnen Gebiete, die aus Sicht der Wirtschaftsförderung und der Raumplanung besonders interessant sind und die Voraussetzungen für die Ansiedlung neuer Unternehmen erfüllen, sofern bestimmte Planungs-, Erschliessungs- und Fördermassnahmen getroffen werden.

Diese Entwicklungsschwerpunkte sind das Abbild der kantonalen Strategie. Es handelt sich dabei nicht um Einzonierungen. Sie berücksichtigen die folgenden Aspekte:

- das Interesse des Kantons, vor allem die best gelegenen Standorte und die geeignetsten Flächen zu fördern sowie die verfügbaren finanziellen Mittel auf die Arbeitszonen zu konzentrieren, die am meisten Erfolg versprechen;
- den Willen, das Siedlungsnetz des Kantons zu stärken;
- den Willen, alle Regionen an der wirtschaftlichen Entwicklung teilhaben zu lassen;
- die entlang der nationalen Verkehrsachsen gelegenen oder durch leistungsfähige öffentliche Verkehrssysteme erschlossenen Gebiete.



Strategische Standorte

Jeder Entwicklungsschwerpunkt enthält mindestens einen strategischen Standort. Die festgelegten strategischen Standorte wurden schon im Jahre 2004 teilweise oder vollständig im Sachplan der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung aufgeführt.

Mit der Umsetzung der strategischen Sektoren will der Staatsrat die Chancen für die Ansiedlung von Unternehmen mit hoher Wertschöpfung im Kanton erhöhen. Es gilt auch, eine Imagepolitik zu entwickeln und aufzuzeigen, wie eine sinnvolle und den Grundsätzen der nachhaltigen Entwicklung verpflichtete Siedlungsentwicklung umgesetzt werden kann, indem gleichzeitig hohe Anforderungen an die Verkehrserschliessung (alle Verkehrsarten), insbesondere an den öffentlichen Verkehr und den Langsamverkehr (in Übereinstimmung mit dem kantonalen Verkehrsplan), sowie an die städtebaulichen Lösungen gestellt werden. Da die strategischen Sektoren für Unternehmen mit hoher Wertschöpfung vorgesehen sind, ist eine Verkaufsnutzung ausgeschlossen.

Der Kanton leistet einen finanziellen Beitrag an die Planungsstudien und an die Erschliessung in den strategischen Sektoren. Um die Planung und die Realisierung dieser Sektoren zu erleichtern, müssen der Kanton und/oder die öffentlichrechtlichen Körperschaften mehrheitlich im Besitz der betroffenen Flächen sein.

Um auf die von der Arbeitsgruppe der BPUK formulierten Anforderungen einzugehen, werden die den Arbeitszonen zugeteilten Landreserven in den strategischen Sektoren den Flächenumfang von 50 ha für das gesamte Kantonsgebiet nicht überschreiten. Die Überlegungen im Richtplan hingegen können sich auf weitere Sektoren beziehen. Die Betrachtungsperimeter der strategischen Sektoren werden im Rahmen einer strategischen Umweltstudie für die Gesamtheit der vorgesehenen Standorte bestimmt. Diese Studie wird auch erlauben ein Umsetzungsprogramm festzulegen, das zwischen den Standorten koordiniert ist.

Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung

Die Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung liegen innerhalb der Entwicklungsschwerpunkte. Sie bezeichnen Gebiete an strategischen Standorten, die sehr gute Voraussetzungen für die Ansiedlung neuer Unternehmen aufweisen. Sie werden von den Gemeinden geplant und vom Kanton mit der Aufnahme in den Sachplan der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung anerkannt.

Damit eine Arbeitszone als Zone von kantonaler Bedeutung anerkannt werden kann, muss sie ein interessantes Realisierungspotenzial aufweisen. Ihr Umfang ist auf eine Hektare unbebautes Land festgelegt. Eine teilweise überbaute Arbeitszone wird im Inventar der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung nur beibehalten, solange noch 5'000 m² Bruttogeschossfläche realisiert werden können.

Wie für die strategischen Standorte müssen die Kriterien für die Verkehrserschliessung erfüllt sein. Sie werden durch den kantonalen Verkehrsplan festgelegt, sind jedoch weniger einschränkend als diejenigen für die strategischen Sektoren.

Bezüglich des Grundeigentums sind die Anforderungen ebenfalls weniger hoch oder weniger beschränkend als in den strategischen Sektoren, die Flächen können in privatem Besitz sein, soweit sich die Grundbesitzer dazu verpflichten, z.B. mit verwaltungsrechtlichen Verträgen, in einer vertraglich festgelegten Frist zu verkaufen oder den Verkauf zu ermöglichen.



Wie bei den strategischen Sektoren sind Verkaufsnutzungen in den Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung ausgeschlossen. Mit dieser Massnahme wird auf die im Postulat Kolly/Ducotterd aufgeführten Probleme geantwortet (Postulat Nr. 2016.07 bezüglich der kantonalen Politik im Bereich der Ansiedlung grosser Verkaufsflächen oder Einkaufszentren), mit dem die Postulanten eine ausreichende Landreserve für die Ansiedlung von Unternehmen mit hoher Wertschöpfung bezwecken. Diese Massnahme ergibt sich aus Gründen:

- *einer qualitativen Verbesserung, wie von Unternehmen mit hoher Wertschöpfung verlangt;*
- *einer Verknappung der Sektoren, die die von den Unternehmen verlangten Kriterien erfüllen;*
- *ähnlicher Standortkriterien für Unternehmen mit hoher Wertschöpfung und für Verkaufsnutzungen;*
- *einer höheren Nachfrage im Verkaufsbereich nach Bauland;*
- *eines bedeutenden Einflusses der Verkaufsnutzungen auf den Grundstückmarkt.*

So verlangt der Kanton, dass Gebiete mit einem hohen Potenzial für Industrie- oder Dienstleistungsunternehmen (vom Verkauf abgesehen) in der Nutzungsplanung der Gemeinden klar bezeichnet werden. Es liegt an den Gemeinden die Wahl zu treffen; der Kanton wird jedoch in Zukunft Zonen für Verkaufsnutzungen nicht mehr als Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung anerkennen. Diese Zonen behalten ihren Status, werden aber für die Berechnung der Bemessung der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung nicht mehr berücksichtigt und den im Thema „Grosse Verkehrserzeuger und Einkaufszentren“ festgelegten Regeln unterstellt.

Bezüglich der Bemessung der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung haben die Analysen gezeigt, dass ein Drittel der bestehenden Unternehmen in einem Zeitraum von fünfzehn Jahren den Bedarf für eine Erweiterung anmeldet. Auf dieser Grundlage wurde die Regel des Drittels für die übrigen Arbeitszonen geschaffen. Um den Bedarf der auswärtigen Unternehmen zu berücksichtigen, wurde der Regelgrundsatz für die Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung auf zwei Drittel erhöht.

Bei seiner Aktualisierung im Jahre 2004 enthielt der Sachplan Arbeitszonen 191 Zonen oder Arbeitszonen-Sektoren von kantonaler Bedeutung, die sich mit einer Gesamtfläche von 588 ha auf 30 Gemeinden verteilten.

Bei der Analyse dieser Zonen oder Zonensektoren unter dem Blickwinkel der Verfügbarkeit ergab sich folgendes Bild:

- Von den 588 ha Arbeitszonen waren 254 ha (43%) sofort verfügbar; 155 ha (26%) waren mittelfristig und 179 ha (31%) langfristig verfügbar.



Übrige Arbeitszonen

Der Sachplan Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung schliesst die Planung und Aufwertung anderer Zonen nicht aus. Die bestehenden Arbeitszonen ermöglichen bereits die Ansiedlung, Erweiterung oder Verlegung kleiner und mittlerer Unternehmen. Es sei jedoch daran erinnert, dass das Schaffen einer neuen Zone in gewissen Fällen die Zurückstufung einer bestehenden Zone bewirken kann.

Aufgrund des bedeutenden Grundstücksangebots in den Entwicklungsschwerpunkten sind die Chancen, grosse Unternehmen zur Ansiedlung in andere Arbeitszonen zu bewegen, allerdings nur gering. So liegt es im Interesse der abseits der Verkehrsachsen gelegenen Gemeinden, die den Arbeitszonen zugeordneten Flächen zu überprüfen und keine unnötigen Erschliessungskosten zu verursachen. Statt neue Grundstücke einzuzonen und anschliessend zu erschliessen, können die Gemeinden bereits erschlossene Zonen umnutzen, wenn sich diese für die neue Nutzung eignen und eine solche Umnutzung gerechtfertigt ist.

3. AUFGABENVERTEILUNG

Der Kanton:

Die Umsetzung einer aktiven kantonalen Bodenpolitik ist eine neue gemeinsame Aufgabe von zwei oder gar drei Direktionen:

- *die Volkswirtschaftsdirektion (VWD) benötigt die Ergebnisse dieser Politik, um die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit des Kantons zu erhöhen; im Bereich der ÖV-Erschliessung kann sie über das Amt für Verkehr und Energie die notwendigen Studien und Projekte zur Umsetzung der strategischen Standorte erarbeiten, falls ein kantonaler Nutzungsplan vorgesehen ist;*
- *die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (RUBD) kann einen kantonalen Nutzungsplan und die notwendigen Vorstudien vor der Umsetzung der strategischen Sektoren erstellen. Sie schaut, dass geeignete Projektstrukturen und die notwendigen Instrumente für die Grundstückbewirtschaftung geschaffen werden;*
- *die Finanzdirektion (FIND) beteiligt sich an der Umsetzung der neuen Politik mit Blick auf die grossen Summen, die ihr anvertraut werden, und sorgt für eine gute Verwendung der kantonalen Ressourcen.*

Die Gemeinden:

Die Gemeindebehörden sind für die Aufwertung und Förderung der Arbeitszonen verantwortlich. Sie haben insbesondere die Aufgabe, das Bauland zu erschliessen und dafür zu sorgen, dass die erforderlichen Detailstudien rechtzeitig durchgeführt werden; zudem haben sie die Eigentümer über die Absichten und das Vorgehen zu informieren.

Sie haben zudem die Funktion, den Standort und die Grösse der Arbeitszonen sowie gegebenenfalls auch den Nutzungszweck gewisser Sektoren periodisch zu überprüfen. Diese Überprüfung ist unerlässlich, wenn die Eigentümer an der Nutzung ihres Grundstücks kein Interesse bekunden, das Angebot an verfügbarem Bauland die vorhersehbare Nachfrage übersteigt oder die Erschliessungskosten unverhältnismässig hoch ausfallen.

Die Erschliessung und Förderung der Arbeitszonen stellt für die Gemeinden eine schwierige Aufgabe und eine bedeutende



finanzielle Belastung dar. Es liegt deshalb in ihrem Interesse, die Zusammenarbeit mit anderen Gemeinden oder regionalen Instanzen für das Schaffen oder Bewirtschaften der Arbeitszonen zu suchen.

Die Koordinations- und Unterstützungsgruppe:

Um die Um- und Fortsetzung des Sachplans Arbeitszonen sicherzustellen, hat der Staatsrat im Jahre 1998 eine Koordinations- und Unterstützungsgruppe ernannt.

Die Koordinationsgruppe soll wie eine operative Zelle arbeiten, mit der Aufgabe, strategische Projekte in Gang zu bringen oder zu leiten. Je nach Art der zu lösenden Probleme kann sie die Unterstützung der anderen Amtsstellen der kantonalen Verwaltung in Anspruch nehmen oder externe Auftragnehmer für die Bearbeitung bestimmter Fragen heranziehen.

4. UMSETZUNG

KANTONALE STUDIEN FÜR DEN SACHBEREICH

Strategische Sektoren

Das detaillierte Umsetzungsprogramm ist spätestens für die Annahme Richtplantextes durch den Staatsrat zu erstellen. Es wird zu Beginn jeder Legislatur aktualisiert.

Sachplan Arbeitszonen von kantonomer Bedeutung

Der Sachplan Arbeitszonen wird aktualisiert, sobald die den Gemeinden gesetzte Frist von zwei Jahren für die Überprüfung des Nutzungszwecks der Arbeitszonen von kantonomer Bedeutung abgelaufen ist. Nur diejenigen Zonen werden im Sachplan beibehalten, welche die vom kantonalen Richtplan festgelegten Kriterien erfüllen.

AUSWIRKUNGEN AUF DIE PLANUNGSINSTRUMENTE

Ortsplanung

Der kantonale Nutzungsplan kann (übereinstimmend mit dem neuen Raumplanungs- und Baugesetz) subsidiär angewandt werden, aber ausschliesslich für die strategischen Sektoren.

Die für die Ortsplanung definierten Bestimmungen sind für die Arbeitszonen von kantonomer Bedeutung und die übrigen Arbeitszonen anwendbar.





Übersicht Arbeitszonen

	HAUPTNUTZUNG	KRITERIEN ZUM STANDORT	PLANUNG	ERSCHLIESSUNG	EIGENTÜMER/IN
STRATEGISCHE SEKTOREN	Tätigkeiten mit hoher Wertschöpfung und grossen räumlichen Auswirkungen	In den Entwicklungsschwerpunkten gelegen	Gemeinden, mit finanzieller Unterstützung des Kantons	Gemeinden mit finanzieller Unterstützung des Kantons	Mehrheitlich Gemeinwesen
	Summe der Flächen im Kanton höchstens 50 ha	In einem Zentrum der kantonalen Siedlungsstruktur gelegen	Kanton, falls nötig	Kanton, falls nötig	
		ÖV-Erschliessungsqualität der Stufe C und entsprechende Strassenkapazität			
ARBEITSZONEN VON KANTONALER BEDEUTUNG	Grosses Potenzial für die Ansiedlung neuer Unternehmen mit grossen räumlichen Auswirkungen	In den Entwicklungsschwerpunkten gelegen	Gemeinden, mit finanzieller Unterstützung des Kantons	Gemeinden oder Private, mit finanzieller Unterstützung des Kantons	Gemeinwesen oder Private, falls eine Übereinkunft für die rasche Verwirklichung des Projekts besteht
	Verkaufsnutzung ausgeschlossen	In den Entwicklungsschwerpunkten gelegen			
		ÖV-Erschliessungsqualität der Stufe D und entsprechende Strassenkapazität			
ÜBRIGE ARBEITSZONEN	Erweiterung bestehender Unternehmen	Ausserhalb der Entwicklungsschwerpunkte gelegen	Gemeinden	Gemeinden oder Private	Gemeinwesen oder Private
	Ansiedlung neuer Unternehmen ohne grosse räumliche Auswirkungen	Bau neuer bedeutender Zufahrtsstrassen ausgeschlossen			
		Angemessener Anschluss an das ÖV-Netz			



Siehe auch:

Siedlungsstruktur;
Arbeitszonen und kantonale
Bodenpolitik;
Gesamtverkehrskonzept;
Luftreinhaltung;
Ansiedlung von Tourismus- und
Freizeitanlagen

1. PROBLEMSTELLUNG

Der Handel erzeugt viel Verkehr. Die Konzentration von mehreren Verkaufsflächen in einem Sektor oder unter einem Dach kann zu einem grossen Verkehrsaufkommen führen. Aber nicht alle Verkaufsflächen haben grosse räumliche Auswirkungen. Die Frage der Einkaufszentren begann in den 80er-Jahren aktuell zu werden, als sich die Konsumgewohnheiten änderten und der motorisierte Individualverkehr sich stark entwickelte. Sie gewann an Bedeutung mit den grossen Einkaufszentren ausserhalb der städtischen Zentren. Bei der Standortwahl berücksichtigen die Bauherren die unterschiedlichsten Kriterien: Bezüglich der Raumplanung können günstiges Bauland, die Verfügbarkeit von grossen Flächen und ein Minimum an baupolizeilichen Auflagen und Vorgaben zum Parkieren genannt werden. Die Grundstücke, die diese Kriterien erfüllen, befinden sich in der Regel ausserhalb der städtischen Zentren. Es ist weiter zu berücksichtigen dass sich, je nach angesprochener Kundschaft, diese lieber in die Peripherie begibt, um die Schwierigkeiten, die mit der Fahrt ins Stadtzentrum verbunden sind, zu umgehen.

Zu den grossen Verkehrserzeugern gehören Tourismus- und Freizeitanlagen, Einkaufszentren oder eine Kombination davon. Zonen für grosse Verkehrserzeuger haben folgende Eigenschaften: Sie beanspruchen grosse Flächen, müssen über gute Zufahrtsmöglichkeiten verfügen und erzeugen viel Verkehr.

Weiter haben grosse Verkehrserzeuger und Einkaufszentren bedeutende Auswirkungen auf die Umgebung. Die wichtigsten sind:

- die Veränderung der «traditionellen» Wirtschaftsstruktur in den städtischen Zentren (Quartierläden) und die Abnahme der Anzahl der Detailhandelsbetriebe.
- die Versorgungsschwierigkeit für die Bevölkerungsteile, die über kein individuelles Verkehrsmittel verfügen.
- der grosse Bodenverbrauch für Parkplätze.
- Gebäude mit zum Teil städtebaulichen Defiziten (fehlende Überlegungen zu den Aussenanlagen und zur Integration).
- Luftverschmutzung und Lärmimmissionen, die für die Anrainer ein bedeutendes Ausmass annehmen können.
- Überlastung des Strassennetzes wegen des grossen Verkehrsaufkommens, was die Funktion des Strassennetzes erheblich beeinträchtigt (Überlastung der Autobahnknoten, verringerter Verkehrsfluss auf bestimmten Achsen usw.) und Massnahmen erforderlich machen kann.
- ein Modal Split zu Ungunsten des öffentlichen Verkehrs.
- Konkurrenz zwischen grossen Verkehrserzeugern im Bereich des Detailhandels und den Unternehmen mit hoher Wertschöpfung, die dieselbe Art von Grundstücken suchen, aus Imagegründen jedoch die Nähe zu Einkaufszentren meiden.

Es besteht mit anderen Worten eine Wechselwirkung zwischen den verschiedensten Bereichen, die alle im Rahmen der Planungs- und Bewilligungsverfahren analysiert werden müssen.

Beteiligte stellen:

Koordinationsstelle:
Bau- und Raumplanungsamt

Gemeinden:
Alle

Kantonale Stellen:
TBA, VEA, AfU

Andere Kantone:
BE, VD

Bund:
ARE, ASTRA, BAFU, BAV

Andere Stellen:
Regionale Planungsverbände



Mit dem vorliegenden Thema des kantonalen Richtplans sollen die Grundsätze für die Planung und Beurteilung von Projekten für grosse Verkehrserzeuger und für Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen definiert werden. Ausserdem werden einige Prinzipien für die Erhaltung des Bestandes des lokalen Detailhandels festgelegt.

2. GRUNDSÄTZE

ZIELE DER KANTONALEN POLITIK

- Sinnvolle Standortwahl für Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen.
- Erhaltung von lebendigen urbanen Zentren mit attraktiven Einkaufsmöglichkeiten.
- Vermeidung unerwünschter Auswirkungen von grossen Verkehrserzeugern auf Umwelt und Verkehr.
- Optimierung von Infrastrukturinvestitionen.

GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

Grosse Verkehrserzeuger

- Jedes Tourismus- oder Freizeitprojekt oder jedes Unternehmen, das pro Tag mehr als 2'000 Fahrten verursacht, wird als grosser Verkehrserzeuger betrachtet (Lastwagenfahrten zählen doppelt).
- Die grossen Verkehrserzeuger müssen:
 - im Kantons- oder einem Regionalzentrum, einem kantonalen Tourismusschwerpunkt oder einem Sektor mit einer gesamthaft leistungsfähigen Verkehrserschliessung (motorisierter Individualverkehr und öffentlicher Verkehr) liegen;
 - grundsätzlich über Kantonsstrassen erschlossen werden, die keine Wohngebiete durchqueren;
 - in einem Sektor mit einem ÖV-Erschliessungsgrad von mindestens D nach kantonalem Verkehrsplan liegen.

Siehe Thema
«Gesamtverkehrskonzept»



Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen

Definition

- Ein Einkaufszentrum gilt als Einkaufszentrum mit grossen räumlichen Auswirkungen, wenn eines der folgenden Kriterien erfüllt ist:
 - Es verursacht mehr als 2'000 Fahrten pro Tag (Lastwagenfahrten zählen doppelt).
 - Die Verkaufsfläche in einem einzelnen Gebäude oder in derselben Zone übersteigt 3'000 m².
 - Es hat mehr als 200 Parkplätze.

Kriterien

- Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen, deren Angebot hauptsächlich aus Lebensmitteln besteht, müssen vorrangig in den zentralen Sektoren des Kantons- und der Regionalzentren errichtet werden.
- Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen mit spezialisierten Gütern (Fachmärkte) müssen vorrangig in den

Siehe Thema «Siedlungsstruktur»





Siehe Thema
«Gesamtverkehrskonzept»

zentralen Sektoren oder in der unmittelbaren Umgebung des Kantons- bzw. der Regionalzentren (aber auf dem Boden der Gemeinden, die diese Zentren bilden) errichtet werden.

- Die Lebensmittel-Verkaufsfläche in Fachmärkten mit grossen räumlichen Auswirkungen dürfen höchstens 20% der gesamten Verkaufsfläche betragen.
- Für Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen, deren Angebot hauptsächlich aus Lebensmitteln besteht, müssen mindestens der ÖV-Erschliessungsgrad B nach kantonalem Verkehrsplan sowie akzeptable Lieferbedingungen sichergestellt werden.
- Für Fachmärkte mit grossen räumlichen Auswirkungen gelten als Mindestvorgabe ein ÖV-Erschliessungsgrad C und eine Strassenkapazität γ nach kantonalem Verkehrsplan.
- Bei Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen ist für eine angemessene Erschliessung durch den Langsamverkehr zu sorgen.
- Bei der Planung und Realisierung von Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen muss auf die städtebauliche Qualität geachtet werden.
- Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen, deren Angebot hauptsächlich aus Lebensmitteln besteht, dürfen ausschliesslich in Misch- und Kernzonen errichtet werden.
- Fachmärkte mit grossen räumlichen Auswirkungen dürfen nur in Kernzonen und in Zonen, die ausschliesslich für Einkaufszentren bestimmt sind, errichtet werden.
- Die Zonen für Einkaufszentren müssen aufgrund der Wohnbevölkerung des Einzugsgebiets und unter Berücksichtigung der in diesem Einzugsgebiet bereits bestehenden Verkaufsflächen für die gleiche Produktkategorie bemessen werden. Es muss gestützt auf Bevölkerungsszenarien auf 15 Jahre der Nachweis erbracht werden, dass das Verhältnis von 2 m² Verkaufsfläche pro Einwohner nicht überschritten wird.

Andere Einkaufszentren

Definition

- Ein Projekt gilt als Einkaufszentrum, wenn eines der folgenden Kriterien erfüllt ist:
 - Die Verkaufsfläche für unterschiedliche Produkte in einem einzelnen Gebäude oder in derselben Zone übersteigt 600 m².
 - Es bietet mehr als 40 Parkplätze an.

Kriterien

- Einkaufszentren müssen in der Kernzone oder in einer Mischzone innerhalb des Ortszentrums errichtet werden.
- Es ist für eine angemessene Erschliessung durch den Langsamverkehr zu sorgen.



GRUNDSÄTZE ZUR KOORDINATION

- Für Tourismus- und Freizeitanlagen, die der Definition von grossen Verkehrserzeugern entsprechen, gelten als Mindestvorgabe ein ÖV-Erschliessungsgrad D und eine Strassenkapazität γ nach kantonalem Verkehrsplan.
- Die Kriterien für die Verkehrserschliessung von Arbeitszonen sind im Thema «Arbeitszonen und Bodenpolitik des Kantons» definiert.

Siehe Thema «Ansiedlung von Tourismus- und Freizeitanlagen»



3. AUFGABENVERTEILUNG

Der Kanton:

- Hört im Fall von Einkaufszentren mit einer Verkaufsfläche von über 10'000 m² in allen Etappen des Planungsverfahrens die Nachbarkantone an, um zu bestimmen, ob eine spezifische interkantonale Koordination sichergestellt werden muss.

Das Bau- und Raumplanungsamt:

- Überprüft die Zweckmässigkeit der Zonen, die für Einkaufszentren genutzt werden können, auf der Grundlage der Grundsätze zum Standort.
- Überprüft die Bemessung der Zonen für Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen.
- Überprüft im Rahmen einer Einzonung oder der Begutachtung eines Detailbebauungsplans, ob die Kriterien für die Erschliessung durch den Fussgängerverkehr erfüllt sind.
- Stellt durch ein geeignetes System das Monitoring der rechtskräftig ausgeschiedenen Zonen für Einkaufszentren sicher.

Das Amt für Verkehr und Energie:

- Überprüft im Rahmen einer Einzonung oder der Begutachtung eines Detailbebauungsplans, ob die Kriterien für die Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr erfüllt sind.

Das Tiefbauamt:

- Überprüft im Rahmen einer Einzonung oder der Begutachtung eines Detailbebauungsplans, ob die Kriterien für die Erschliessung durch den motorisierten Individualverkehr und durch den Zweiradverkehr erfüllt sind.
- Überprüft das Parkplatzangebot für den motorisierten Individualverkehr und die Fahrräder sowie die Parkplatz-Bewirtschaftung im Rahmen der Begutachtung von Detailbebauungsplänen.

Die Gemeinden:

- Planen die Zonen für Einkaufszentren und begründen deren Bemessung aufgrund der weiter oben angeführten Kriterien. Bei Bedarf stellen sie die Koordination mit den Nachbargemeinden sicher.



4. UMSETZUNG

AUSWIRKUNGEN AUF DIE PLANUNGSINSTRUMENTE

Regionale Studien

Die Regionen legen bei Bedarf die Standorte für Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen in ihrem regionalen Richtplan fest. Dabei stützen sie sich auf folgende Studien:

- Aktuelles Einkaufsangebot und Abschätzung der Bedürfnisse.
- Einfluss der Einkaufszentren auf die betroffenen städtischen Zentren.

Die Regionen bestimmen die Massnahmen im Bereich des Verkehrs, die in den vorgesehenen Sektoren für Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen nötig sind.

Ortsplanung

Grosse Verkehrserzeuger und Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen

Liegen Zonen für grosse Verkehrserzeuger vor, müssen unter anderem folgende Punkte im erläuternden Bericht nach Art. 47 RPV behandelt werden:

- die Ermittlung des erzeugten Verkehrs unter Berücksichtigung:
 - des Referenzzustands des Strassennetzes in 15 Jahren,
 - der Vorgaben, die im kantonalen Verkehrsplan für die Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr festgelegt sind,
 - der Zufahrtsmöglichkeiten und des Parkplatzangebots,
- die Folgen des auf dem Strassennetz erzeugten Verkehrs (Verkehrsbelastung sowie Luftverschmutzung und Lärm),
- die Vorgaben für die Erschliessung durch die verschiedenen Verkehrsmittel inklusive der Verkehrsströme von und zu den Haltestellen des öffentlichen Verkehrs.

Das Richtplandossier zeigt auf, wie das Verkehrsnetz den Verkehr aufzunehmen vermag, der durch die bestehenden und allfälligen neuen Zonen für Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen und für grosse Verkehrserzeuger erzeugt wird bzw. werden könnte.

Im Gemeindebaureglement werden Massnahmen vorgesehen, die für die Einhaltung der Obergrenze des erzeugten Verkehrs erforderlich sind.

Für Sektoren mit Detailbebauungsplanpflicht legt das Gemeindebaureglement fest, welche Ziele mit dem Plan zu verfolgen sind, insbesodere:

- ist die Integration des Sektors in die bestehende Siedlungsstruktur aufzuzeigen,
- ist darzulegen, wie eine zweckmässige Nutzung des Bodens im Bereich des Parkierens verwirklicht werden soll,
- sind qualitativ hochstehende Aussenanlagen vorzuschlagen,
- ist nachzuweisen, dass sich der erzeugte Verkehr in die für die Zone festgelegten Vorgaben einfügt,



- sind Parkierungsmöglichkeiten für alle Verkehrsmittel vorzuschlagen,
- sind die Fuss- und Zweiradverbindungen innerhalb und ausserhalb des Planungssperimeters zu bestimmen.

Spezifische Bestimmungen für die Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen

Bei einem interkommunalen Einzugsgebiet enthält das Dossier zur Änderung der Ortsplanung Unterlagen, namentlich den erläuternden Bericht, die aufzeigen, dass die interkommunale Koordination sichergestellt ist.

Das Gemeindebaureglement enthält die Massnahmen, die für die Einhaltung der Obergrenze des erzeugten Verkehrs erforderlich sind und begrenzt die Lebensmittel-Verkaufsfläche auf höchstens 20% der gesamten Verkaufsfläche.

Übergangsbestimmungen für Zonen für Einkaufszentren und für Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen

Innerhalb von zwei Jahren überprüfen die Gemeinden die rechtskräftig ausgeschiedenen Zonen für Einkaufszentren auf der Grundlage der Grundsätze zum Standort. Bei Zonen für Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen weisen die Gemeinden nach, dass sämtliche Vorgaben, die für neue Zonen für Einkaufszentren gelten, erfüllt sind.

In der zweijährigen Übergangszeit, die den Gemeinden für die Überprüfung der Zonen für Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen gewährt wird, müssen die Gesuche für Detailbebauungspläne und die Baubewilligungsgesuche für solche Einkaufszentren ausnahmslos eine Evaluation der obgenannten Bedingungen enthalten.

5. BIBLIOGRAPHISCHE HINWEISE

- Commerce et aménagement du territoire dans le canton de Fribourg: éléments pour une évolution de la politique cantonale, CEAT, Lausanne, Juni 2008.
- Verkehrsintensive Einrichtungen (VE) im kantonalen Richtplan. Empfehlungen zur Standortplanung, Umwelt-Vollzug, Raumplanung / Luft, Bundesamt für Umwelt, Bundesamt für Raumentwicklung, Bern, 2006.
- Bericht Nr. 109 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat Nr. 2016.07 René Kolly / Christian Ducotterd zur Politik des Kantons im Bereich der Einkaufszentren.



Mitwirkende Stellen

TBA, VEA, AfU und BRPA

Rechtlicher Rahmen

Veränderte eidgenössische oder kantonale Gesetzesgrundlagen seit der Revision des kantonalen Richtplans

Verwaltungspraxis

Neue Ziele für die kantonale Politik

Neue Grundsätze und Massnahmen für die Umsetzung

Keine kantonale Studien erforderlich

Neue Auswirkungen auf die Ortsplanung

Neue Aufgabenverteilung

1. PROBLEMSTELLUNG

Es gilt, zwischen Gross- und Detailhandel zu unterscheiden. Kriterium für die Unterscheidung ist der Hauptkunde. Der vorliegende Bericht untersucht einzig die Daten zum Detailhandel, der als Wiederverkauf (ohne Weiterverarbeitung) von Neu- und Gebrauchtwaren an private Haushalte, in Läden, Warenhäusern, an Marktständen und in Kiosken, durch Versandhäuser, im Strassen- und Hausiererhandel, Verbrauchergenossenschaften usw. definiert ist. Auf der Ebene des Detailhandels in Verkaufsräumen wird zwischen Fachdetailhandel und Detailhandel mit Waren verschiedener Art (nicht spezialisierter Detailhandel) unterschieden.

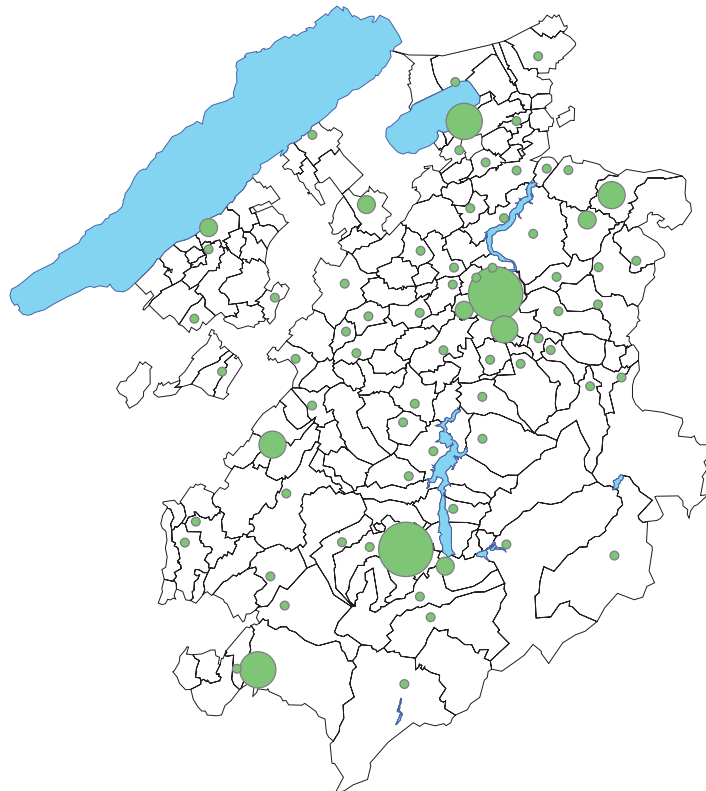
Im Kanton Freiburg nahm die Zahl der Detailhandelsbetriebe stetig ab: um 16,1 % in 10 Jahren. Im Bereich des Detailhandels mit Waren verschiedener Art war der Rückgang mit 35,6 % noch stärker. Somit verringerte sich auch der Anteil des nicht spezialisierten Detailhandels am gesamten Detailhandel: von 16 % im Jahr 1995 auf 12,2 % im Jahr 2005. Dies lässt sich dadurch erklären, dass der Fachhandel an zahlreichen Standorten eine gewichtige Rolle spielt. Würde die Verkaufsfläche als Grundlage genommen, wäre der Anteil des Fachhandels wohl etwas weniger hoch.

Der Kanton Freiburg hat nicht mehr Beschäftigte im Detailhandel pro Einwohner als die übrige Schweiz. 2005 gab es 29 Arbeitsplätze in diesem Sektor auf 1000 Einwohner, während der Schweizer Durchschnitt bei 32 lag. Dagegen war der Rückgang in den letzten Jahren im Kanton Freiburg weniger ausgeprägt als in der übrigen Schweiz. Im Sense- und Broyebezirk gibt es am wenigsten Arbeitsplätze im Vergleich zur Einwohnerzahl, was die Konzentration des Detailhandels in grossen Einkaufszentren widerspiegelt, die in den wichtigsten städtischen Zentren (Saane- und Greyerzbezirk sowie andere Kantone) errichtet wurden.

Der Anteil des Detailhandels an der gesamten Beschäftigtenzahl ist grösser als im Schweizer Durchschnitt. Die wirtschaftliche Bedeutung des Detailhandels im Kanton Freiburg war 2005 mit 8,9 % höher als im Schweizer Durchschnitt (7,7 %). Betrachtet man die Entwicklung seit 1995, zeigt sich, dass der Anteil sowohl im Kanton Freiburg als auch gesamtschweizerisch zurückging. Da relativ viele Freiburgerinnen und Freiburger ihren Beruf in einem anderen Kanton ausüben, ist die Zahl der Arbeitsplätze im Kanton im Vergleich zur Einwohnerzahl tief. Der Anteil der Beschäftigten im Detailhandel an der gesamten Beschäftigtenzahl ist höher als in anderen Kantonen.

Die Zahl der Detailhandelsbetriebe geht zurück Dieser Rückgang ist umgekehrt proportional zur Entwicklung der Grösse der Einkaufszentren. Zwischen 1995 und 2005 nahm die Zahl der kleinen Geschäfte um beinahe 82 % ab. Dies gilt tendenziell auch für grosse Geschäfte (mit einer Verkaufsfläche von 100 bis 399 m²) und kleine Supermärkte (400 bis 999 m²). Die grossen Supermärkte und Verbrauchermärkte hingegen verzeichneten relativ gesehen eine Zunahme: Absolut gesehen ist ihre Zahl stabil, doch hat ihr Anteil deutlich zugenommen.

Zwischen 1995 und 2005 nahm die Zahl der Beschäftigten in Verbrauchermärkten um 190 % zu. In diesem Sektor wurden pro Jahr knapp 30 Arbeitsplätze geschaffen. 2005 waren 32,4 % der Beschäftigten im nicht spezialisierten Detailhandel in Verbrauchermärkten angestellt. Die Zahl der Beschäftigten in kleinen Geschäften nahm dagegen leicht ab. Und in den grossen Geschäften (100 m² bis 399 m²) war der Rückgang noch stärker. So ging der Anteil der Beschäftigten in Geschäften mit einer Verkaufsfläche von unter 400 m² von 38,4 % im Jahr 1995 auf 26 % im Jahr 2005 zurück.



Legende

Anzahl Betriebe



Quelle: BFS/CEAT/BRPA

Nicht spezialisierte Detailhandelsbetriebe, Stand 2005

Aus der Karte ist ersichtlich, dass die Gemeinden der grossen Agglomerationen die Mehrheit der Betriebe auf sich vereinen. Die Stadt Freiburg mit den umliegenden Gemeinden nimmt hier deutlich die Spitzenposition ein. In Châtel-Saint-Denis gibt es relativ viele Betriebe. Die touristisch orientierten Gemeinden sind in diesem Bereich ebenfalls gut ausgestattet. Daneben gibt es 97 Gemeinden, in denen es keinen nicht spezialisierten Detailhandelsbetrieb gibt. Die Einwohnerinnen und Einwohner dieser Gemeinden müssen sich somit für ihre Einkäufe in eine andere Gemeinde begeben.



2. GRUNDSÄTZE

ZIELE DER KANTONALEN POLITIK

Mit dem kantonalen Richtplan sollen das Kantonszentrum und die Regionalzentren gestärkt werden; denn diese Zentren spielen eine entscheidende Rolle für das Einkaufsangebot und der Kanton möchte, dass die Zentren ihre diesbezügliche Bedeutung behalten. Dank des vorgeschlagenen Siedlungsnetzes (siehe Thema «Siedlungsstruktur») kann ein reichhaltiges Angebot im ganzen Kanton sichergestellt werden. Die Einwohnerinnen und Einwohner müssen die Mehrheit der nachgefragten Produkte im Kantons- oder in einem Regionalzentrum beschaffen können. Ausserdem kann die Bevölkerung der städtischen Zentren ihre Einkäufe mit öffentlichen oder Langsamverkehrsmitteln erledigen, weil die Distanzen zwischen der Wohnung und den Geschäften gering sind.

GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

Die Ansiedlung von Einkaufszentren im Zentrum der wichtigsten Ortschaften des Kantons ist nicht limitiert, da es sich um ausserordentlich geeignete Standorte handelt: Ein Grossteil der Kundschaft erreicht die Einkaufszentren mit umweltschonenden Transportmitteln. Ausserdem tragen diese Geschäfte zur Belebung der Stadtzentren bei.

Der kantonale Richtplan schliesst die Ansiedlung von Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen in unmittelbarer Nähe des Kantonszentrums und der Regionalzentren nicht aus. Allerdings sollen in diesen Zentren in erster Linie spezialisierte Güter und nicht Lebensmittel angeboten werden. Eine solche Standortwahl lässt sich mit einer direkten Anbindung an eine Hauptachse oder dem grossen Gütervolumen begründen. Die Erschliessung durch den öffentlichen und Langsamverkehr (für die Angestellten wie auch für die Kundschaft) darf nicht ausser Acht gelassen werden, doch sind die Anforderungen weniger hoch als in den städtischen Zentren und bei Einkaufszentren, in denen hauptsächlich Lebensmittel angeboten werden.

Mit den Kriterien für die Bemessung der Zonen für Einkaufszentren werden der haushälterische Umgang mit dem Boden sowie ein ausreichendes Angebot an Grundstücken für Industrie und Dienstleistungen ausserhalb des Handels angestrebt. Ausserdem soll so verhindert werden, dass ein Überangebot an Grundstücken, die mit Einkaufszentren bebaut werden können, zur Bildung von Brachen führt.

Die Definition der Kriterien für Einkaufszentren ist eine Adaption der Kriterien für Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen. Mit dieser Definition soll eine Referenz geschaffen werden für die Anwendung der Kriterien für Einkaufszentren, die im Raumplanungs- und Baugesetz und in dessen Ausführungsreglement festgelegt sind.

3. AUFGABENVERTEILUNG

Das Bau- und Raumplanungsamt wird für das Monitoring der Zonen für Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen Instrumente vorsehen müssen, um das Grundstückangebot besser erfassen zu können und um über eine Grundlage zur Beurteilung solcher Zonen zu verfügen.



4. UMSETZUNG

AUSWIRKUNGEN AUF DIE PLANUNGSINSTRUMENTE

Regionale Studien

Die Regionalplanung ist fakultativ. Falls aber eine Region einen regionalen Richtplan erarbeitet und die Ansiedlung eines oder mehrerer Einkaufszentren mit grossen räumlichen Auswirkungen vorsieht, muss dieses Thema auf jeden Fall auf regionaler Ebene behandelt werden, bevor es auf lokaler Ebene konkret umgesetzt werden kann.

Ortsplanung

Aus der Ortsplanung muss ersichtlich sein, für welche Sektoren ein Detailbebauungsplan obligatorisch ist. Für die Sektoren, in denen ein Einkaufszentrum mit grossen räumlichen Auswirkungen errichtet werden kann, ist vor dem Baubewilligungsverfahren die Erarbeitung eines Detailbebauungsplans erforderlich.

Vor der Ausarbeitung eines Detailbebauungsplans muss im Gemeindebaureglement für die Zonen für Einkaufszentren festgehalten werden, welche Nutzung und welche Verkehrsbelastung zulässig sind. Der Detailbebauungsplan muss so ausgestaltet sein, dass diese Vorgaben eingehalten werden können.



Siehe auch:

Abfallbewirtschaftung;
Wald;
Ökologischer Ausgleich;
Biotope: Aktionsschwerpunkte;
Ökologische Vernetzung und
Wildtierkorridore;
Belastete Standorte;
Grundwasser

Betroffene Stellen:

Koordinationsstelle:
Bau- und Raumplanungsamt

Gemeinden:

Die im Sachplan Materialabbau (SaM) genannten Gemeinden.

Kantonale Stellen:

BNS, LwA, WaldA, AfU, TBA

Andere Kantone:

BE, NE, VD

Bund:

ARE, BUWAL

Andere Stellen:

FKV

1. PROBLEMSTELLUNG

Der Abbau von Kies, Sand und Felsgestein ist eine besondere Art der Bodennutzung, bei der die Standortwahl durch die Vorkommen bestimmt wird. Häufig erfordert er schwierige Kompromisse zwischen den Interessen der Natur, der Umwelt, der Siedlungsentwicklung und anderer konkurrierender Bodennutzungen sowie der Notwendigkeit, die Versorgung mit Baumaterialien sicherzustellen.

Die Materialien sind seltene, nicht erneuerbare Rohstoffe, was ihre sorgfältige Bewirtschaftung rechtfertigt. Die Bewirtschaftung ist umso wichtiger als der Kies zur Speisung des Grundwassers beiträgt oder Grundwasserträger sein kann.

Der gesamte Materialabbauprozess im weiteren Sinne besteht aus drei deutlich unterscheidbaren Phasen:

- dem Inventar der Vorkommen und der Festlegung der Prioritäten für die Ausbeutung;
- der Einzonung der Kiesabbauzone und der eigentlichen Materialausbeutung;
- der Wiederinstandstellung nach der Betriebseinstellung.

Das Inventar der Vorkommen und die Festlegung der Prioritäten für die Ausbeutung werden vom Kanton erstellt und sind im ***Sachplan Materialabbau (SaM) enthalten. Dieser Plan bestimmt zwei Arten von Abbauvorkommen:***

- ***den Kiesabbau (der Inhalt wird unterteilt in 15 vorrangig abbaubare Sektoren, 14 nicht vorrangig abbaubare Sektoren und in 138 Sektoren, in denen die Ressourcen zu erhalten sind);***
- ***die Felssteinbrüche (Bestimmung der Sektoren, wo ein Abbauvorhaben geprüft werden kann).***

2. GRUNDSÄTZE

ZIELE DER KANTONALEN POLITIK

- ***Haushälterische Nutzung und langfristige Erhaltung der nicht erneuerbaren Ressourcen.***
- Erfüllen der Bedürfnisse der Regionen in Bezug auf die Materialversorgung.
- Sicherung der Materialvielfalt, die von den Baunormen gefordert wird.
- Konzentration des Abbaus, um wirtschaftlich tragbarere und besser geeignete Infrastrukturen zu schaffen, um die durch die Materialausbeutung erzeugten Umweltbelastungen einzuschränken.
- Förderung der Nutzung von Ersatzmaterialien, um mit dem lockeren Gestein sparsamer umzugehen.



GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

Die verschiedenen Phasen der Materialausbeutung haben folgende Grundsätze zu berücksichtigen:

Inventar der Vorkommen und Festlegung der Prioritäten für die Ausbeutung

- *Ausschluss von Materialausbeutungen in Grundwasserschutzzonen S und Meiden der wichtigen und erschliessbaren Grundwasservorkommen.*
- *Ausschluss von Materialausbeutungen unter Waldflächen, wenn das erschliessbare Volumen im gesamten Sektor weniger als 2 Millionen m³ und die Bodennutzungseffizienz weniger als 15 m³/m² beträgt.*
- *Ausschluss einer gleichzeitigen Ausbeutung von zwei Sektoren unter Waldflächen in derselben Region sowie einer Ausbeutung eines ausschliesslich in einem Waldgebiet liegenden Sektors.*
- *Ausschluss von Ausbeutungen in Wäldern mit einer Schutz- oder anderen besonderen Funktion (fallweise), in Waldreservaten, in Banngebieten, in Wildschutzgebieten, bei einem Vorhandensein besonderer Pflanzengesellschaften gemäss Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz oder aufgrund der Eigenheit des Waldbestands.*
- *Ausschluss von Materialausbeutungen unter Fruchtfolgeflächen, wenn das erschliessbare Volumen im gesamten Sektor weniger als 1.5 Millionen m³ und die Bodennutzungseffizienz weniger als 15 m³/m² beträgt.*
- *Ausschluss von Ausbeutungen ausserhalb der Wald- und Fruchtfolgeflächen, wenn das erschliessbare Volumen weniger als 1 Million m³ beträgt, es sei denn, es handle sich um eine Erweiterung einer im Betrieb stehenden Ausbeutung.*
- *Meiden wichtiger Natur- und Landschaftsräume oder Siedlungsgebiete, die Gegenstand von Schutzmassnahmen oder in einem Inventar verzeichnet sind.*
- *Beschränken der Transportdistanzen zwischen dem Abbaustandort und dem Ort des Verbrauchs.*
- *Berücksichtigen der Kapazität des Strassennetzes.*
- *Ergreifen von Massnahmen, um die mit dem Verkehr verbundenen Umweltbelastungen einzuschränken.*
- *Berücksichtigen der Nähe zu einem Verarbeitungszentrum.*
- *Bestimmen der vorrangig abbaubaren Sektoren für die kommenden 15 Jahre.*

Siehe Thema «Grundwasser»



Siehe Thema «Schützenswerte Ortsbilder» und «Umsetzung der Bundesinventare»



Einzonung der Abbaustandorte und Materialausbeutung

- *Festlegen der neuen Materialabbaustandorte oder der Erweiterung solcher Standorte für die im SaM bestimmten vorrangigen Sektoren, oder für das Felsgestein in einem Sektor, wo ein Abbauvorhaben geprüft werden kann.*
- *Planen der Ausbeutung in Etappen.*
- *Festlegen der Bedingungen bei der Erteilung der Bewilligung, um den erschlossenen Grundstücken ihre ursprüngliche Nutzung wiederzugeben.*
- *Berücksichtigen der geschützten oder schützenswerten Biotope sowie der Lebensräume bedrohter Tierarten und Festlegen von Massnahmen, um ihren bestmöglichen Schutz, ihre*



Wiederherstellung oder einen angemessenen Ersatz sicherzustellen.

- Festlegen der erforderlichen Massnahmen zum Schutz des Grundwassers und zur Sicherung der Wasserversorgung.
- **Festlegen der notwendigen Massnahmen für die Erhaltung der Bodenqualität.**
- Anordnen von Massnahmen, die das Überleben der Pionierpflanzengattungen garantieren, die während der Materialausbeutung das Gelände besiedelt haben (Wanderbiotope).
- Optimieren der Materialtransporte, um die entbehrlichen Fahrten einzuschränken.
- **Vermeiden der Einzonung neuer Abbaustandorte, wenn der Gesuchsteller in einem Umkreis von 20 km schon Material abbaut und die neue Einzonung nicht durch eine andere Materialqualität begründet ist.**

Wiederinstandstellung nach der Betriebseinstellung

- Vorsehen der Wiederherstellungsetappen.
- Festlegen der erforderlichen Massnahmen, damit die vor der Ausbeutung bestehende Bodennutzung wieder aufgenommen werden kann.
- Prüfen der erforderlichen Massnahmen, damit mögliche Auffüllungen langfristig nicht Sanierungsarbeiten erfordern.
- Prüfen der Möglichkeiten ein endgültiges Biotop einzurichten, vor allem in Regionen mit Standorten, die im Bundesinventar der Amphibienlaichgebiete von nationaler Bedeutung enthalten sind und/oder in Regionen, denen für die der Aufwertung von Naturräumen die Priorität einzuräumen ist.
- Zulassen einer Veränderung des Anfangszustandes zugunsten der Landschaft, der Natur, des Waldes und der Landwirtschaft bei der Wiederherstellung des Standortes, sofern auch die übrigen schützenswerten Interessen gewahrt bleiben.

> Siehe Thema «Ökologische Ausgleichsflächen»

GRUNDSÄTZE ZUR KOORDINATION

- Vermeiden jeglicher Form von Bodennutzung, die langfristig gesehen den Materialabbau in den vom **SaM** bezeichneten Sektoren verunmöglicht, **sofern kein überwiegendes Interesse dagegen spricht.**
- Koordinieren der Auffüllung der **Materialabbaustandorte und Verwenden von Recyclingmaterialien** in Übereinstimmung mit der Abfallbewirtschaftungspolitik.
- Berücksichtigen der kantonalen Prioritäten im Bereich des ökologischen Ausgleichs bei der Verwirklichung von Begleitmassnahmen oder bei der Wiederinstandstellung.
- Festlegen von Massnahmen, die zur Erhaltung oder Verbesserung der ökologischen Netze bei der Wiederinstandstellung beitragen.

> Siehe Thema «Abfallbewirtschaftung»

> Siehe Thema «Ökologische Ausgleichsflächen»

> Siehe Thema «Ökologische Vernetzung und Wildtierkorridore»

3. AUFGABENVERTEILUNG

Der Kanton:

- Erstellt den **SaM**.



Die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion:

- Sorgt für die Anwendung des **SaM** im Rahmen der Einzonungsprüfung von Ausbeutungszonen.
- *Sorgt für die langfristige Erhaltung der Materialressourcen im Rahmen des Genehmigungsverfahrens der Ortsplanung.*
- *Kann bei Versorgungsproblemen einen kantonalen Nutzungsplan erstellen.*
- *Verlangt ausreichende finanzielle Sicherheiten, um die Wiederinstandstellung des Geländes nach dem Ende des Abbaus sicherzustellen.*

Das Bau- und Raumplanungsamt:

- Befasst sich mit Koordination im Rahmen der Materialabbaugesuche.

Die Gemeinden:

- *Berücksichtigen die im SaM bestimmten Sektoren in ihrem Richtplandossier.*
- Nehmen die Einzonung der Sektoren vor, die Gegenstand eines effektiven Materialabbaugesuches sind.
- Führen die allgemeine Überwachung für die auf ihrem Gebiet bestehenden Materialausbeutungen durch.

Die Nachbarkantone:

- Tauschen die entsprechenden Planungen untereinander aus.
- Unterbreiten die Entwürfe der Materialabbaugesuche angrenzender Regionen.
- Koordinieren *nach Möglichkeit* die Ausbeutungsvorhaben, die zwei Kantone betreffen.

Die Betreiber:

- Prüfen die Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Betrieben, um ein Materialvorkommen so rationell wie möglich abzubauen.

4. UMSETZUNG

KANTONALE STUDIE FÜR DEN SACHBEREICH

Der Sachplan Materialabbau wird mindestens alle zehn Jahre aktualisiert oder wenn es die Umstände erfordern.

Wenn es für die Aufrechterhaltung des Planungshorizonts von 15 Jahren nötig ist, ändert der Kanton den Status gewisser im SaM bezeichneten Sektoren von nicht vorrangig auf vorrangig.

AUSWIRKUNGEN AUF DIE PLANUNGSINSTRUMENTE

Kantonale Grundlagenstudien

Die Planungen und Projekte des Kantons berücksichtigen die im **SaM** bestimmten Sektoren.

Ortsplanung

Das Richtplandossier berücksichtigt die im SaM festgelegten Sektoren.



Die Ausbeutung einer Kiesgrube erfordert das Festlegen einer Ausbeutungszone im Zonennutzungsplan und das Aufnehmen entsprechender Bestimmungen im Planungs- und Baureglement der Gemeinde. Diese Planungsdokumente können nur gemeinsam mit einem konkreten Ausbeutungsgesuch erstellt werden.

Im Falle einer Inanspruchnahme eines im SaM bestimmten Sektors für eine andere Nutzung begründet der erläuternde Bericht mit Übereinstimmungsnachweis das überwiegende öffentliche Interesse, das die Inanspruchnahme notwendig macht.

Bei Versorgungsproblemen kann ein kantonaler Nutzungsplan erstellt werden.

ÜBERGANGBESTIMMUNGEN

Für Bewilligungsgesuche von als vorrangig festgelegten Sektoren gemäss TVM, die positiv vorgeprüft worden sind, läuft das Verfahren während einer Dauer von fünf Jahren nach der Inkraftsetzung der Änderungen des kantonalen Richtplans gemäss TVM weiter.

VERFAHREN FÜR DIE REALISIERUNG EINES PROJEKTES

Die Einzonung neuer Ausbeutungsvorkommen oder die Erweiterung einer Ausbeutung muss mit einer Bedarfsanalyse begründet werden, die ein Gebiet im Umkreis von 20 km (Radius) um den Abbaubetrieb einbezieht.

Materialausbeutungen mit einem Gesamtvolumen von mehr als 300'000 m³ sind einer Umweltverträglichkeitsprüfung (UVP) zu unterziehen.

Materialausbeutungsprojekte, die ein Waldareal tangieren, müssen in jedem Fall die in Artikel 5 des Bundesgesetzes über den Wald (WaG) definierten Bedingungen erfüllen, damit das Projekt aus Sicht der Bewahrung des Waldareals in Betracht gezogen werden kann. Ort und Frist für die Ausgleichsmassnahmen müssen vorab festgelegt werden. Das Projekt muss individuell geprüft werden, wobei die in der Umweltverträglichkeitsprüfung enthaltenen Elemente massgebend sind.

Die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (RUBD) verlangt im Namen der betroffenen Direktionen genügende finanzielle Sicherheiten, um die Wiederinstandstellung des Geländes nach dem Ende des Abbaus sicherzustellen.

Die Gemeinde kann vom Materialausbeuter ebenfalls Sicherheiten verlangen, um die Bezahlung seines Beitrages an die durch den Abbaubetrieb verursachten Unterhalts- und Wiederinstandstellungskosten der Gemeindestrassen zu garantieren.

Um die verschiedenen Verfahren optimal zu koordinieren, müssen die öffentlichen Auflagen für die Änderung des Zonennutzungsplanes, das Bewilligungsgesuch für die Ausbeutung, das Gesuch für die Rodung und die Vernehmlassung des Umweltverträglichkeitsberichtes gleichzeitig und in einer Frist von dreissig Tagen erfolgen.

5. BIBLIOGRAPHISCHE HINWEISE

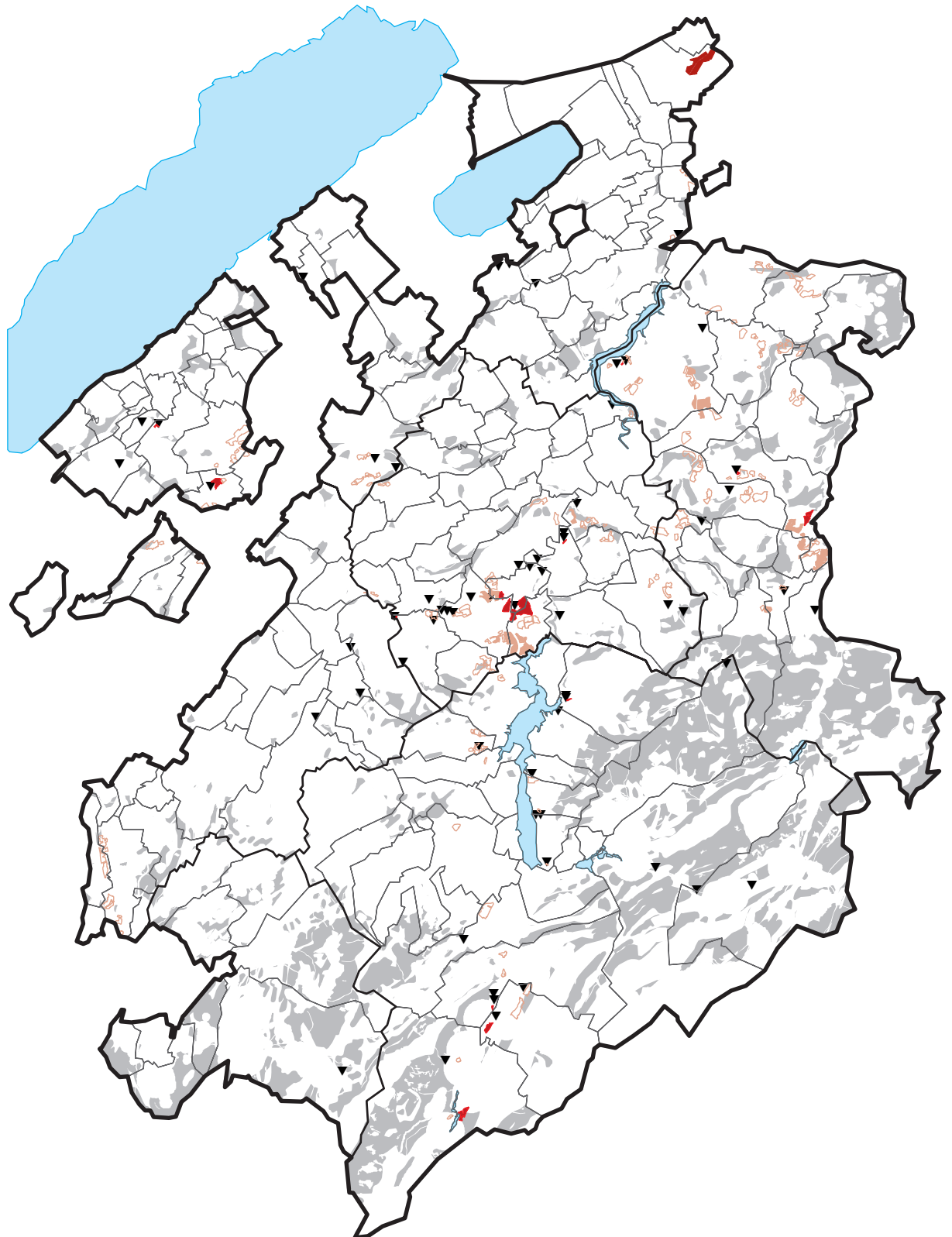
- Sachplan Materialabbau (SaM), Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion, Internes Konsultationsdokument, 2006.
- Naturschutz und Kiesabbau, Richtlinie für die Naturschutzarbeit im Kiesgewerbe, Fachverband der Schweizerischen Kies- und Betonindustrie, Nidau, 1993.



- Kiesgruben und Naturschutz – Baudirektion und Freiburger Kiesverband, 1996.
- Rekultivierungsrichtlinien, Richtlinien für den fachgerechten Umgang mit Böden, Fachverband der Schweizerischen Kies- und Betonindustrie, Bern 2001.
- Wald und Kiesabbau, Richtlinien für die Aufforstung von Kiesgruben, Fachverband der Schweizerischen Kies- und Betonindustrie, Nidau, 1991.



Materialressourcen



Legende

▼ Materialabbau in Betrieb

Kies

■ Vorrangige abbaubare Sektoren

■ Nicht vorrangige abbaubare Sektoren

□ Zu erhaltende Ressourcen

Felsgestein

■ Potentielle Abbauggebiete

km
0 3 6
Quelle: GEOSTAT